

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifiés par les articles 4 à 8 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2005.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles - Conseiller : A. Van Damme

Numéro tél. gratuit : 0800-98 809

179^e ANNEE



N. 147

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002, gewijzigd door de artikelen 4 tot en met 8 van de wet houdende diverse bepalingen van 20 juli 2005.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel - Adviseur : A. Van Damme

Gratis tel. nummer : 0800-98 809

179^e JAARGANG

MARDI 28 AVRIL 2009
DEUXIEME EDITION

DINSDAG 28 APRIL 2009
TWEEDE EDITIE

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Cour constitutionnelle

Extrait de l'arrêt n° 64/2009 du 2 avril 2009, p. 33326.

Verfassungsgerichtshof

Auszug aus dem Urteil Nr. 64/2009 vom 2. April 2009, S. 33341.

Gouvernements de Communauté et de Région

Communauté flamande

Autorité flamande

20 FEVRIER 2009. — Décret relatif à la « Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen » (l'infrastructure de données géographiques de la Flandre), p. 33360.

Région wallonne

Service public de Wallonie

16 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dans le domaine de l'action sociale et de la santé, p. 33372.

Avis officiels

Cour constitutionnelle

Extrait de l'arrêt n° 25/2009 du 18 février 2009, p. 33403.

Extrait de l'arrêt n° 36/2009 du 4 mars 2009, p. 33419.

Verfassungsgerichtshof

Auszug aus dem Urteil Nr. 25/2009 vom 18. Februar 2009, S. 33411.

Auszug aus dem Urteil Nr. 36/2009 vom 4. März 2009, S. 33425.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Grondwettelijk Hof

Uittreksel uit arrest nr. 64/2009 van 2 april 2009, bl. 33333.

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Vlaamse Gemeenschap

Vlaamse overheid

20 FEBRUARI 2009. — Decreet betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen, bl. 33349.

Waals Gewest

Waalse Overheidsdienst

16 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de krachtens artikel 138 van de Grondwet geregelde aangelegenheden inzake sociale actie en gezondheid, bl. 33383.

Officiële berichten

Grondwettelijk Hof

Uittreksel uit arrest nr. 25/2009 van 18 februari 2009, bl. 33395.

Uittreksel uit arrest nr. 36/2009 van 4 maart 2009, bl. 33422.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2009 — 1520

[2009/201657]

Extrait de l'arrêt n° 64/2009 du 2 avril 2009

Numéros du rôle : 4363 et 4365

En cause : les recours en annulation partielle de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, introduits par la « Centrale nationale des employés » et Raymond Coumont et par la « Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel » et Ferdinand Wyckmans.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goeij, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 novembre 2007 et parvenue au greffe le 3 décembre 2007, un recours en annulation totale ou partielle des articles 3, 4, 3^o, 4^o, 6^o à 11^o et 13^o, 6, 7, 9, 10, § 1^{er}, 11, § 1^{er}, 13, 15, 43, 45 et 46 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination (publiée au *Moniteur belge* du 30 mai 2007, deuxième édition) a été introduit par la « Centrale nationale des employés », dont le siège est établi à 1400 Nivelles, avenue Schuman 18, et Raymond Coumont, demeurant à 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 novembre 2007 et parvenue au greffe le 3 décembre 2007, un recours en annulation totale ou partielle des articles 3, 4, 3^o, 4^o et 6^o à 11^o, 6, 7, 9, 10, 11, § 1^{er}, 13 et 15 de la même loi a été introduit par la « Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel », dont le siège est établi à 2000 Anvers, Sudermanstraat 5, et Ferdinand Wyckmans, demeurant à 2530 Boechout, Lange Kroonstraat 20.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4363 et 4365 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 3, de l'article 4, 3^o, 4^o, 6^o à 11^o et 13^o, et des articles 6, 7, 9, 10, 11, § 1^{er}, 13, 15, 28, § 1^{er}, 43, 45 et 46 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

B.1.2. Cette loi vise à transposer la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail (article 2).

Elle a pour objet de créer un cadre général pour lutter contre la discrimination fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale (article 3), en matière d'accès et de fourniture de biens et services, de protection sociale, d'avantages sociaux, de régimes complémentaires de sécurité sociale, de relations de travail, de mentions dans les pièces officielles et procès-verbaux, d'affiliation et d'engagement dans les organisations d'employeurs, de travailleurs et dans les organisations professionnelles, et dans l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public (article 5).

Quant à la recevabilité des recours

B.2. Chacun des deux recours est introduit par une organisation syndicale et par une personne physique.

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité des recours en ce qu'ils sont introduits par des organisations syndicales qui n'ont pas la personnalité juridique.

B.3.2. Les organisations syndicales qui sont des associations de fait n'ont pas, en principe, la capacité requise pour introduire un recours en annulation auprès de la Cour. Il en va toutefois autrement lorsqu'elles agissent dans des matières pour lesquelles elles sont légalement reconnues comme formant des entités juridiques distinctes et que, alors qu'elles sont légalement associées en tant que telles au fonctionnement des services publics, les conditions mêmes de leur association à ce fonctionnement sont en cause.

B.3.3. L'article 30 de la loi attaquée dispose que « peuvent ester en justice dans les litiges auxquels l'application de la présente loi donnerait lieu, lorsqu'un préjudice est porté aux fins statutaires qu'[elles] se sont donné pour mission de poursuivre », notamment « les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs, visées à l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ». Les organisations syndicales concernées disposent ainsi d'une action attitrée leur permettant de combattre les violations de la loi et sont par là spécialement chargées par le législateur d'une mission de lutte contre les discriminations dans leur domaine d'intervention spécifique. Elles sont dès lors reconnues par la loi et pour l'application de celle-ci comme formant des entités juridiques distinctes.

Même s'il ne s'agit pas du fonctionnement d'un service public au sens strict du terme, la lutte contre les discriminations est une mission d'intérêt général à laquelle le législateur accorde une particulière importance, et à laquelle il a associé plusieurs organismes et associations qui relèvent de l'initiative privée. En outre, en leur permettant d'ester en justice, le législateur associe les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs au service public de la justice.

B.3.4. La capacité d'ester en justice attribuée aux organisations représentatives de travailleurs pour l'application de la loi attaquée, par laquelle le législateur les associe directement à la mise en œuvre de la politique de lutte contre les discriminations en matière d'emploi et de travail, implique en conséquence qu'elles puissent contester les limites dans lesquelles sont contenues les prérogatives utiles à l'exercice de cette participation.

B.3.5. Les organisations syndicales requérantes critiquent les dispositions qu'elles attaquent principalement en ce qu'elles ne leur permettraient pas de lutter efficacement contre les discriminations fondées sur la conviction ou l'appartenance syndicale et en ce qu'elles n'offriraient pas une protection complète contre toutes les discriminations constatées dans le monde du travail. Elles soutiennent dès lors que les dispositions attaquées ont pour effet de limiter l'efficacité de leur association à la mise en œuvre de la politique de lutte contre les discriminations et de les empêcher d'accomplir correctement la mission d'intérêt général qui leur est confiée par le législateur. Dans cette mesure, il peut être admis que les organisations représentatives de travailleurs requérantes doivent être assimilées à des personnes pour l'application de l'article 2, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

B.4.1. La CNE, première partie requérante dans l'affaire n° 4363, a fait parvenir à la Cour une copie de ses statuts et une copie de la décision d'introduire le recours, prise par l'organe compétent en vertu de ces statuts.

B.4.2. La LBC-NVK, première partie requérante dans l'affaire n° 4365, a fait parvenir à la Cour une copie de ses statuts et une copie de la décision d'agir prise par l'organe chargé de la gestion journalière.

B.4.3. Le Conseil des ministres conteste la recevabilité du recours introduit par cette partie requérante parce que la décision d'agir en annulation n'aurait pas été prise par l'organe compétent.

B.4.4. Les statuts transmis par la LBC-NVK ne précisent pas quel est l'organe compétent pour prendre la décision d'agir en justice au nom de la LBC-NVK. Il ne saurait toutefois en être déduit qu'aucun organe de l'organisation syndicale ne serait habilité à prendre une telle décision. Le recours introduit par l'organe chargé de la « gestion quotidienne » est recevable.

B.5. Les recours introduits par les organisations représentatives des travailleurs étant recevables, il n'y a pas lieu d'examiner en outre s'ils sont recevables en ce qu'ils sont également introduits par les personnes physiques qui invoquent leur qualité d'employés et de représentants de ces organisations syndicales.

Quant à la recevabilité de l'intervention

B.6.1. Lieve Van den Berghe a déposé un mémoire en intervention et un mémoire en réplique. Elle affirme qu'elle a intérêt à intervenir dans la procédure pour défendre la constitutionnalité des dispositions attaquées par les parties requérantes. Elle expose à cette fin qu'elle a intérêt à s'opposer à toute extension du champ d'application de la loi qui mettrait à sa charge une obligation accrue de non-discrimination à l'égard de ses concitoyens. Elle ajoute qu'elle est partie à une procédure judiciaire pendante dans laquelle est en cause l'interprétation de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, partiellement annulée par l'arrêt n° 157/2004 du 6 octobre 2004. Elle précise qu'elle défend dans cette procédure la thèse selon laquelle cette loi doit la protéger contre une discrimination, en raison de ses convictions politiques, dont elle prétend être victime. Dans ce contexte, elle semble plaider pour une interprétation du champ d'application de la loi du 25 février 2003 s'étendant, au minimum, à la protection des convictions politiques.

B.6.2. Dans l'examen des moyens, la partie intervenante renvoie sans explication complémentaire à des arguments formulés par d'autres parties requérantes dans l'affaire n° 4359, qui n'est pas jointe aux présentes affaires. Enfin, les dispositifs de ces deux mémoires invitent la Cour à « déclarer les requêtes en annulation irrecevables et non fondées, et à annuler les dispositions attaquées ainsi qu'il est dit dans le mémoire en intervention ».

B.6.3. Le mémoire en intervention qui contient des contradictions internes telles qu'il n'est pas possible de comprendre si la partie intervenante entend défendre la constitutionnalité de la loi attaquée ou au contraire se joindre à la demande tendant à son annulation, est entaché d'ambiguïté. Il ne permet pas aux autres parties à la procédure d'y répondre utilement, de sorte qu'il ne saurait être considéré comme recevable, sans porter atteinte aux droits de défense de ces parties.

B.6.4. L'intervention de Lieve Van den Berghe est irrecevable.

Quant au fond

En ce qui concerne la première branche du premier moyen

B.7.1. La première branche du premier moyen est dirigée contre l'article 3, l'article 4, 4^o, 6^o à 11^o et 13^o, et contre les articles 7, 9, 10, 11, 13, 28, § 1^{er}, et 43 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à ces dispositions d'établir une « liste fermée » de motifs de discrimination et de créer par là une différence de traitement injustifiable entre les victimes d'une discrimination sur la base d'un de ces motifs et les victimes d'une discrimination sur la base d'un motif qui n'est pas repris dans la liste. Elles estiment que cette différence de traitement est incompatible avec les articles 10, 11, 23 et 27 de la Constitution, lus isolément et en combinaison avec les articles 11 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 22 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec les articles 5 et 6 de la Charte sociale européenne révisée, avec les conventions de l'Organisation internationale du travail n^{os} 87, 98 et 151 et avec l'article 1^{er} de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

B.7.2. La loi attaquée interdit les discriminations sur la base de l'âge, de l'orientation sexuelle, de l'état civil, de la naissance, de la fortune, de la conviction religieuse ou philosophique, de la conviction politique, de la langue, de l'état de santé actuel ou futur, d'un handicap, d'une caractéristique physique ou génétique et de l'origine sociale.

B.7.3. Le choix d'une « liste fermée » de motifs de discrimination a été justifié comme suit lors des travaux préparatoires de la loi attaquée :

« La loi du 25 février 2003 (art. 2, § 1^{er}) avait initialement opté pour une liste fermée, laquelle excluait la langue et les convictions politiques. Estimant pour sa part que pareille exclusion violait les articles 10 et 11 de la Constitution, la Cour d'arbitrage annula la liste ainsi retenue. Il en est résulté une situation où, à l'exception de ce qui subsiste de son volet pénal initial, la loi du 25 février 2003 fonctionne actuellement sur base d'une liste totalement ouverte de motifs de discrimination prohibée : en l'absence de liste, elle étend son empire à toute forme de distinction de traitement, quel que soit le critère utilisé.

Cette situation n'est pas satisfaisante, à plusieurs égards.

Tout d'abord, parce que la loi ne comporte plus de référence expresse aux motifs de discrimination prohibée issus des directives européennes (race, origine ethnique, convictions religieuses ou philosophiques, sexe, handicap, orientation sexuelle). Dans la mise en demeure qu'elle a adressée à la Belgique à propos de la directive 43/2000, la Commission a estimé que cette situation méconnaissait les impératifs de transparence et de sécurité juridique imposés par lesdites directives. Minimale donc, toute législation future relative à la matière devra comporter une référence expresse à ces critères européens.

Ensuite, il est apparu qu'une 'liste ouverte' exemplative serait à la source d'une insécurité juridique inacceptable. Certes pourra-t-on objecter que ce procédé de la liste ouverte exemplative est celui que retiennent les instruments internationaux de protection des droits de l'Homme (voy. l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme et l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques). Toutefois, la vocation de ces instruments est différente. Ils ont été prioritairement élaborés aux fins de régir les relations 'verticales' se nouant entre les particuliers et la puissance publique. Par contre, la 'loi anti-discrimination' a vocation à s'appliquer également dans les rapports 'horizontaux' entre particuliers. A ce niveau, un degré supérieur de sécurité juridique s'impose,

car l'impératif d'égalité va nécessairement avoir pour effet de limiter certains droits fondamentaux concurrents, à l'instar de la liberté d'association, de la liberté de commerce et d'industrie... Or, la limitation apportée auxdits droits doit être aussi prévisible que possible dans ses applications. Pareil impératif de sécurité juridique ne s'impose par contre pas dans les rapports verticaux, puisque la puissance publique n'est pas titulaire de 'droits fondamentaux concurrents' (une personne morale de droit public ne bénéficie en effet pas des droits garantis par le droit des droits de l'Homme).

Le caractère 'fermé' de la liste de critère de discrimination prohibée se recommande également aux fins d'éviter que la loi puisse servir de fondement à un nombre potentiellement infini de revendications en justice, en ce compris les plus farfelues. Celles-ci fussent-elles *a posteriori* déclarées non-fondées, leur existence même pose problème : risque de dérive vers une judiciarisation excessive des rapports sociaux, et, singulièrement, des rapports de travail; risque de voir l'instrument de l'action de cessation perdre de sa performance en raison de l'arriéré judiciaire devant les juridictions présidentielles.

Enfin, il est apparu qu'une liste ouverte exemplative de motifs de discrimination prohibée rendrait plus délicate encore, voire carrément impossible, la nécessaire coordination entre le dispositif de la 'loi anti-discrimination' et le reste de la législation fédérale » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/001, pp. 14-16).

B.7.4. Même lorsqu'il s'agit de relations entre personnes privées, le législateur ne pourrait déroger à l'interdiction des discriminations, expressément garantie par les articles 10 et 11 de la Constitution, l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'adoption d'une liste fermée ne pourrait donc en aucun cas être interprétée comme autorisant des discriminations pour des motifs ne figurant pas dans la liste.

B.7.5. Toutefois, lorsque le législateur, pour se conformer aux exigences de directives européennes, organise une procédure spécifique qui déroge aux règles ordinaires du droit judiciaire en créant une action en cessation, en inversant la charge de la preuve et en habilitant des institutions et des organismes à agir en justice dans des conditions qui dérogent aux règles de recevabilité élaborées par la jurisprudence sur la base des articles 17 et 18 du Code judiciaire, il peut, notamment pour les raisons indiquées en B.7.3, réserver cette procédure dérogatoire aux discriminations visées par la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 « portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail » que la loi attaquée transpose en droit belge, et y ajouter celles contre lesquelles il estime devoir organiser la même protection. En effet, il relève du pouvoir d'appréciation du législateur de lutter expressément avec le plus d'intensité contre les discriminations fondées sur des motifs qu'il considère comme étant les plus abjects.

B.7.6. Par ailleurs, dès lors que la discrimination est un élément constitutif des infractions réprimées par les articles 21 à 23 de la loi attaquée, le législateur devait définir les motifs de discrimination visés dans ces dispositions, sous peine de méconnaître le principe de légalité en matière pénale, ainsi que l'avait constaté la Cour en B.21, alinéa 2, de son arrêt n° 157/2004 du 6 octobre 2004.

B.7.7. Le fait qu'un motif de discrimination ne figure pas dans la liste a certes pour effet que la protection spécifique offerte par la loi attaquée ne s'applique pas, mais ne signifie pas que les victimes d'une discrimination fondée sur un tel motif soient privées de toute protection juridique. En effet, tout traitement inégal dans les rapports entre les citoyens auquel aucune justification ne peut être donnée constitue une discrimination et, dès lors, un comportement fautif qui peut donner lieu à une sanction civile, notamment à une indemnisation. En outre, le juge peut annuler une clause contractuelle discriminatoire sur la base des articles 6, 1131 et 1133 du Code civil au motif qu'elle est contraire à l'ordre public. Sous réserve de ce qui sera exprimé ci-après en ce qui concerne le motif de la conviction ou de l'appartenance syndicale, ces sanctions ne sont certes pas identiques aux mesures de protection spécifiques prévues par la loi attaquée, mais cette différence quant à la nature des sanctions n'est pas disproportionnée et ne permet dès lors pas de conclure à une discrimination.

B.7.8. Le premier moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne la deuxième branche du premier moyen

B.8.1. La deuxième branche du premier moyen est dirigée contre l'article 3, l'article 4, 4°, 6° à 11° et 13°, et contre les articles 7, 9, 10, 11, 13, 28, § 1^{er}, et 43 de la loi attaquée. Les parties requérantes reprochent à ces dispositions d'omettre, parmi les motifs de discrimination, l'affiliation à une organisation syndicale, la conviction syndicale et l'activité syndicale et de créer par là une différence de traitement injustifiable entre les victimes d'une discrimination sur la base d'un des motifs mentionnés dans la loi et les victimes d'une discrimination sur la base de leur conviction, de leur affiliation ou de leur activité syndicale. Selon les parties requérantes, cette différence de traitement serait incompatible avec les normes mentionnées en B.7.1.

B.8.2. Les dispositions attaquées comptent, au nombre des « critères protégés », la « conviction religieuse ou philosophique » et la « conviction politique ». La conviction en matière syndicale, l'appartenance ou l'affiliation à un syndicat et l'activité syndicale ne figurent pas parmi les « critères protégés ».

B.8.3. L'affiliation ou l'appartenance à une organisation syndicale et l'activité menée dans le cadre d'une telle organisation doivent être considérées comme des manifestations de l'opinion syndicale de la personne concernée. La victime d'une discrimination sur la base de son affiliation, de son appartenance ou de son activité syndicales est dès lors également victime d'une discrimination sur la base de ses convictions en matière syndicale, de sorte que les trois motifs de discrimination cités sont compris dans celui de la conviction syndicale.

B.8.4. D'après l'exposé des motifs, le législateur a estimé qu'il pouvait adopter une liste « fermée » de motifs de discrimination, pour autant « qu'aucun critère important n'en soit omis, étant entendu que le critère d'importance correspond [...] à la mention expresse dans un instrument de protection des droits de l'homme » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 16-17).

B.8.5. L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose que « toute personne a droit à la liberté [...] d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts ». L'article 22, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques garantit dans des termes analogues la liberté syndicale et l'article 8, paragraphe 1, a), du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels consacre « le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix ».

En vertu de l'article 11 de la convention de l'Organisation internationale du travail n° 87, « tout membre de l'Organisation internationale du Travail pour lequel la présente Convention est en vigueur s'engage à prendre toutes mesures nécessaires et appropriées en vue d'assurer aux travailleurs et aux employeurs le libre exercice du droit syndical ». L'article 1^{er} de la convention n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective dispose que « les travailleurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous les actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi ».

B.8.6. Il ressort des travaux préparatoires des dispositions attaquées que le législateur a volontairement écarté le critère de l'affiliation syndicale de la liste des motifs de discrimination interdits, estimant qu'il n'était pas nécessaire de l'y inscrire :

« Bien que le gouvernement ne conteste aucunement qu'il importe de lutter contre les discriminations fondées sur l'affiliation syndicale dans les relations de travail, il estime que ce critère ne doit pas figurer parmi les critères protégés prévus par les trois projets.

[...]

Il importe par ailleurs de faire observer que l'interdiction de discrimination sur la base de l'appartenance à une organisation syndicale n'est pas d'abord liée au droit fondamental à l'égalité de traitement. Cette interdiction de discrimination fondée sur l'appartenance à une organisation syndicale est en effet d'abord associée à un autre droit fondamental, à savoir la liberté d'association, et en particulier la liberté syndicale reconnue dans nombre d'instruments internationaux.

Tel est également le cas en droit belge. On peut renvoyer, en particulier, à la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association, et singulièrement aux articles 3 et 4 de cette loi.

Il y a ensuite lieu de souligner que le projet de loi anti-discrimination interdit la discrimination fondée sur les convictions religieuses, philosophiques et politiques. Il ne fait aucun doute qu'un travailleur qui serait victime d'une discrimination fondée sur ses convictions syndicales pourrait faire valoir ses droits dans le cadre de la loi.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement estime qu'en tant que tel, le critère de l'appartenance à une organisation syndicale n'a pas sa place dans le projet. Il semble indiqué d'inscrire une interdiction de discrimination fondée sur un tel critère dans une législation spécifique relative aux relations de travail, à l'instar de ce qui est d'ailleurs déjà prévu dans l'ordre juridique belge pour des critères comparables. Il peut plus particulièrement être renvoyé à l'interdiction de discrimination concernant les délégués du personnel (article 2, § 4, de la loi du 19 mars 1991).

Enfin, il y a lieu de faire observer que le critère de l'appartenance à une organisation syndicale figure également explicitement dans la CCT n° 38, qui prévoit que l'employeur ne peut faire de distinction sur la base de l'affiliation à une organisation syndicale. Même si à l'heure actuelle, cette CCT ne vise que l'égalité de traitement lors du recrutement, dans le cadre du récent accord interprofessionnel, les partenaires sociaux ont convenu explicitement d'étendre cette interdiction de discrimination à toutes les phases des relations de travail d'ici le 30 juin 2007. Etant donné que les partenaires sociaux ont donc eux-mêmes convenu de régler pleinement cette interdiction de discrimination dans le cadre de la CCT n° 38, il n'est par conséquent pas nécessaire d'inscrire ce critère dans les projets à l'examen » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2720/009, pp. 47-49).

À la Chambre des représentants, deux amendements ont été introduits qui visaient à faire figurer dans les motifs de discrimination mentionnés dans la loi « l'appartenance à une organisation syndicale » et « l'activité syndicale » (amendement n° 12, *Doc. Parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/003, p. 9; amendement n° 15, *Doc. Parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/004, p. 3). Les deux amendements ont été rejetés (*Doc. Parl.*, Chambre 2006-2007, DOC 51-2720/009, p. 133).

B.8.7. Il ne ressort pas des travaux préparatoires précités que le législateur aurait jugé que les discriminations sur la base de la conviction syndicale étaient moins graves que les autres discriminations contre lesquelles il entendait lutter, ou qu'il n'importait pas de lutter contre ces discriminations également.

Au contraire, le législateur s'est préoccupé de ces discriminations, tout en décidant de ne pas inscrire expressément le motif de la conviction syndicale parmi les « critères protégés », parce qu'il a estimé que les victimes de discrimination sur la base de leur conviction syndicale étaient déjà protégées, d'une part, par les articles 3 et 4 de la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association, et, d'autre part, par l'article 2bis de la convention collective de travail n° 38 du 6 décembre 1983 concernant le recrutement et la sélection de travailleurs et par les articles 2 et 3 de la convention collective de travail n° 95 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail, qui était en discussion à l'époque et qui a été adoptée le 10 octobre 2008. L'article 2bis de la convention collective de travail n° 38 a été remplacé par l'article 1^{er} de la convention collective de travail n° 38sexies du 10 octobre 2008. Cette dernière convention collective de travail ainsi que la convention collective de travail n° 95 ont été rendues obligatoires par deux arrêtés royaux du 11 janvier 2009 (*Moniteur belge* du 4 février 2009).

B.8.8. Il est vrai que les dispositions précitées fournissent une base légale à l'interdiction de discrimination sur la base de l'affiliation syndicale. Les articles 3 et 4 de la loi du 24 mai 1921 punissent quiconque use de voies de fait, de violences ou de menaces ou fait craindre à une personne la perte de son emploi pour la contraindre à faire partie d'une association ou de ne pas en faire partie, ainsi que quiconque aura méchamment subordonné la conclusion, l'exécution ou la continuation d'un contrat de travail à l'affiliation ou à la non-affiliation à une association. Les dispositions des conventions collectives de travail précitées interdisent toute discrimination fondée notamment sur l'affiliation à une organisation syndicale tout au long de la relation de travail. Ces deux conventions collectives de travail ayant été rendues obligatoires, l'infraction à ces conventions est punissable (articles 56 et 57 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires). Lorsqu'une telle infraction n'est pas poursuivie au pénal, une amende administrative de 50 à 1 250 euros peut être infligée (article 1^{er}, 14^o, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales).

B.8.9. Toutefois, les dispositions mentionnées en B.8.7 ne contiennent aucune des mesures par lesquelles le législateur a entendu garantir l'effectivité de la loi attaquée.

B.8.10. L'article 17 de la loi attaquée organise une protection particulière de la personne qui a déposé plainte en raison de la violation de cette loi survenue dans le domaine des relations de travail et des régimes complémentaires de sécurité sociale en interdisant à l'employeur d'« adopter une mesure préjudiciable à l'encontre de cette personne, sauf pour des motifs qui sont étrangers à cette plainte » (§ 1^{er}). Une telle plainte peut être introduite, au bénéfice de la personne concernée, outre par celle-ci, par la « Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale » ou par un groupement d'intérêts (§ 3), qui peut être notamment une organisation représentative des travailleurs (article 30 de la loi attaquée). La loi organise un renversement de la charge de la preuve si l'employeur adopte une mesure préjudiciable « vis-à-vis de la personne concernée dans un délai de douze mois suivant l'introduction de la plainte » (§ 4). La personne concernée ou le « groupement d'intérêts » auquel elle est affiliée peut demander « sa réintégration dans l'entreprise ou le service ou de lui laisser exercer sa fonction sous les mêmes conditions que précédemment », l'employeur qui réintègre la personne devant payer la rémunération qu'elle a perdue (§ 5). À défaut de réintégration ou de maintien de la fonction, lorsque la mesure préjudiciable a été jugée contraire aux dispositions du paragraphe 1^{er}, l'employeur doit payer un montant forfaitaire correspondant à la rémunération brute de six mois, sauf si la personne préjudiciée demande l'indemnisation du préjudice réellement subi (§ 6).

La protection organisée par la loi est étendue aux personnes qui interviennent comme témoins (§ 9).

B.8.11. Aux termes de l'article 19, le juge saisi peut infliger une astreinte.

B.8.12. Enfin, l'article 20 instaure une action en cessation qui est instruite selon les formes du référé, qui peut être introduite par requête, signifiée par le greffier du tribunal qui invite la partie adverse à comparaître « au plus tôt trois jours, au plus tard huit jours après l'envoi du pli judiciaire » et qui permet au juge de statuer « nonobstant toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute juridiction pénale », son jugement étant exécutoire par provision, nonobstant tout recours et sans caution.

B.8.13. Si la victime d'une discrimination fondée sur sa conviction syndicale peut déposer plainte pour violation des normes mentionnées en B.8.7, celles-ci ne prévoient aucune procédure particulière et n'offrent aucun équivalent des mesures mentionnées en B.8.10 à B.8.12. Or, les dispositions spécifiques de la loi attaquée ont été prévues, précisément, selon l'exposé des motifs, pour pallier l'« ineffectivité » des mesures pénales, qui est « notamment explicable par le fait que, en matière pénale, la difficulté de prouver la discrimination subie ne peut être surmontée par un renversement de la charge de la preuve ». C'est la raison pour laquelle « il est donc proposé de privilégier le volet civil permettant d'obtenir la cessation des actes discriminatoires ainsi qu'une réelle compensation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2720/001, p. 25).

B.8.14. Par ailleurs, les conventions collectives de travail précitées, qui ne s'appliquent que dans le secteur privé, sont des instruments juridiques dont le législateur n'a pas la maîtrise et qui ne pourraient être invoqués pour justifier de refuser aux travailleurs le régime de protection de la loi attaquée alors qu'elle se donne pour objet de lutter contre les discriminations dans la relation de travail, notamment celles qui concernent l'accès à l'emploi, les conditions de travail et la rémunération, ainsi que les pratiques en matière de rupture (article 5, § 2).

B.8.15. Il s'ensuit qu'en n'inscrivant pas, parmi les motifs de discrimination, celui de la conviction syndicale, le législateur a traité différemment, sans justification raisonnable, les victimes de discrimination sur la base de ce motif et les victimes de discrimination sur la base d'un des motifs énumérés par l'article 4, 4^o, de la loi attaquée.

B.8.16. Le premier moyen, en sa deuxième branche, est fondé. Il y a lieu d'annuler l'article 3 et l'article 4, 4^o, de la loi du 10 mai 2007, mais uniquement en ce qu'ils ne visent pas, parmi les critères de discrimination qu'ils énoncent, la conviction syndicale.

B.8.17. La lacune étant située dans les textes soumis à la Cour, et l'annulation étant exprimée de façon suffisamment précise et complète, il découle de cette annulation qu'en attente d'une intervention législative, il appartient aux juges saisis de demandes civiles relatives à une discrimination fondée sur la conviction syndicale d'appliquer les dispositions partiellement annulées dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution.

En revanche, le principe de légalité en matière pénale, selon lequel nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, interdit qu'en l'absence de modification législative, les juridictions pénales comblent la lacune en matière de conviction syndicale sanctionnée par la Cour.

En ce qui concerne la première branche du deuxième moyen

B.9.1. La première branche du deuxième moyen dans les deux affaires vise l'article 6 de la loi attaquée, qui dispose :

« Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables en cas de harcèlement dans les relations de travail vis-à-vis des personnes visées dans l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail. En cas de harcèlement dans le cadre des relations de travail, ces personnes peuvent seulement recourir aux dispositions de la loi précitée ».

L'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996 dispose :

« § 1^{er}. La présente loi est applicable aux employeurs et aux travailleurs.

Pour l'application de la présente loi sont assimilés :

1^o aux travailleurs :

- a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;
- b) les personnes qui suivent une formation professionnelle dont le programme de formation prévoit une forme de travail qui est effectué ou non dans l'établissement de formation;
- c) les personnes liées par un contrat d'apprentissage;
- d) les stagiaires;
- e) les élèves et les étudiants qui suivent des études pour lesquelles le programme d'étude prévoit une forme de travail qui est effectué dans l'établissement d'enseignement;

2^o aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1^o ».

B.9.2. Les parties requérantes observent que l'article 6 de la loi attaquée, en renvoyant à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, ne concerne que les personnes assimilées aux travailleurs, et non les travailleurs eux-mêmes, ce qui créerait une différence de traitement injustifiée entre ces deux catégories de personnes.

B.9.3. L'exposé des motifs indique que le législateur a entendu exclure que le champ d'application de la loi attaquée et celui de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail puissent se chevaucher :

« En ce qui concerne les situations de harcèlement et de violence dans le cadre des relations de travail, la loi du 4 août 1996 prévoit un dispositif plus détaillé afin de répondre à des faits de cette nature. Comme cette loi prévoit un volet préventif et des procédures détaillées afin de combattre la problématique de la violence et des harcèlements au travail, il est préférable que la loi du 4 août 1996 soit toujours et uniquement d'application à des faits de cette nature vis-à-vis des victimes qui ressortissent [au] champ d'application de la loi sur le bien-être au travail. Par conséquent, les personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la loi sur le bien-être au travail ne peuvent en aucun cas se prévaloir des dispositions du présent projet pour alléguer d'un harcèlement dans le cadre des relations de travail » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 46).

B.9.4. La loi du 4 août 1996 est applicable aux travailleurs, ainsi qu'aux personnes qui sont, en vertu de son article 2, § 1^{er}, 1^o, assimilées aux travailleurs. Le Conseil des ministres fait observer que le législateur a entendu viser, dans l'article 6 attaqué, l'ensemble des personnes à qui la loi du 4 août 1996 est applicable, et pas uniquement les personnes assimilées aux travailleurs, et il propose d'interpréter en ce sens la disposition attaquée puisque c'est par erreur qu'elle renvoie au 1^o de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996.

B.9.5. Il y a toutefois lieu de mettre fin à la différence de traitement injustifiée décrite en B.9.2 en annulant la mention « 1^o, » dans l'article 6 de la loi attaquée, de telle sorte que le renvoi qui est fait à « l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996 » vise à la fois les travailleurs et les personnes qui leur sont assimilées.

B.9.6. Dans leur mémoire en réponse, les requérants estiment que l'interprétation proposée par le Conseil des ministres qui aboutit au même résultat que l'annulation visée en B.9.5 crée une discrimination manifeste entre les victimes de harcèlement hors des lieux de travail, qui sont protégées par la loi attaquée, et les victimes de harcèlement sur les lieux de travail, qui ne peuvent pas y recourir.

Cette différence de traitement ne provient ni de l'interprétation suggérée par le Conseil des ministres, ni de l'annulation visée en B.9.5. Elle découle du texte même de l'article 6 de la loi attaquée, qui exclut de son champ d'application les personnes victimes de harcèlement dans l'exécution de leur contrat de travail.

Un grief qui est formulé dans un mémoire en réponse mais qui diffère de celui qui est énoncé dans la requête constitue un moyen nouveau et n'est pas recevable.

En ce qui concerne la deuxième branche du deuxième moyen (affaire n^o 4365)

B.10.1. La deuxième branche du deuxième moyen dans l'affaire n° 4365 est dirigée contre l'article 11, § 1^{er}, de la loi attaquée, qui dispose :

« Une distinction directe ou indirecte fondée sur l'un des critères protégés ne s'analyse pas en une quelconque forme de discrimination prohibée par la présente loi lorsque cette distinction directe ou indirecte est imposée par ou en vertu d'une loi ».

Les parties requérantes font grief à cette disposition de ne pas prévoir la même exemption lorsqu'une distinction directe ou indirecte est imposée par ou en vertu d'une convention collective de travail rendue obligatoire.

B.10.2. Selon l'exposé des motifs, la disposition attaquée a pour but de « garantir la sécurité juridique », en empêchant « qu'un citoyen doive faire un choix entre les normes qu'il doit respecter (la présente loi anti-discrimination ou la loi qui organise la distinction) » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 52).

B.10.3. En vertu de l'article 51 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, la loi, dans ses dispositions impératives, prime les conventions collectives de travail, même lorsqu'elles ont été rendues obligatoires par arrêté royal. Le législateur n'aurait dès lors pu prévoir qu'une convention collective de travail rendue obligatoire pouvait dispenser ses destinataires du respect de la législation en matière de lutte contre les discriminations.

B.10.4. Le deuxième moyen en sa deuxième branche dans l'affaire n° 4365 n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen, deuxième branche (affaire n° 4363) et troisième branche (affaire n° 4365)

B.11.1. La deuxième branche (affaire n° 4363) et la troisième branche (affaire n° 4365) du deuxième moyen concernent l'article 13 de la loi attaquée, qui dispose :

« Dans le cas des activités professionnelles des organisations publiques et privées, dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique, une distinction directe fondée sur la conviction religieuse ou philosophique ne constitue pas une discrimination lorsque, en raison de la nature des activités ou du contexte dans lequel celles-ci sont exercées, la conviction religieuse ou philosophique constitue une exigence professionnelle essentielle, légitime et justifiée au regard du fondement de l'organisation.

Sur base de cette disposition, aucune autre distinction directe fondée sur un autre critère protégé ne peut être justifiée, à moins qu'elle ne le soit en application d'une autre disposition du présent titre.

Pourvu que ses dispositions soient par ailleurs respectées, la présente loi ne porte pas préjudice au droit des organisations publiques ou privées dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique de requérir des personnes travaillant pour elles une attitude de bonne foi et de loyauté envers l'éthique de l'organisation ».

B.11.2. Les parties requérantes reprochent à cette disposition, d'une part, de ne concerner que les organisations dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique, à l'exclusion des organisations dont le fondement repose sur une autre conviction, comme la conviction politique et syndicale, et d'autre part de ne permettre aux organisations qu'elle concerne d'exiger une attitude de bonne foi et de loyauté que des personnes travaillant pour elles, et non de leurs affiliés et mandataires.

B.11.3. L'article 13 attaqué est inséré dans le titre II de la loi, intitulé « Justification des distinctions » et doit être lu à la lumière des autres dispositions de ce titre. Celles-ci prévoient notamment un système de justification « ouvert » (article 7), ainsi que, par dérogation à ce système « ouvert », un système de justification limité à certains motifs précisés, pour les distinctions directes fondées, entre autres, sur la conviction religieuse et philosophique, dans les domaines des relations de travail, des régimes complémentaires de sécurité sociale ainsi que de l'affiliation à et l'engagement dans une organisation syndicale, professionnelle ou patronale (article 8).

Il découle du système général de justification « ouvert » que les organisations publiques ou privées dont le fondement est constitué par une conviction autre que religieuse ou philosophique, qui ne bénéficient pas de l'article 13 attaqué, peuvent pratiquer à l'égard de leurs travailleurs, de leurs affiliés et de leurs mandataires des distinctions sur la base de l'un des motifs mentionnés dans la loi pour autant que ces distinctions soient objectivement justifiées par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires. En ce qui concerne les relations de travail, les régimes complémentaires de sécurité sociale et l'affiliation à des organisations professionnelles, ces organisations peuvent en principe justifier une distinction directe fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique ou un handicap par des exigences professionnelles essentielles et déterminantes (article 8).

Comme le ministre l'a confirmé au cours de la discussion en commission, « il convient [...] d'accepter [...] qu'il soit permis aux associations et aux organisations, dont le fondement repose sur des convictions sociales, politiques, philosophiques ou religieuses légitimes particulières, de refuser ou d'exclure des membres lorsque ces membres ou candidats membres ne peuvent pas souscrire aux principes de base légitimes sur lesquels cette organisation repose, ou lorsqu'ils indiquent clairement par leur façon d'agir ou leur comportement social qu'ils ne sont pas loyaux aux principes de base légitimes de l'association » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2720/009, p. 112).

B.11.4. En conséquence, la différence de traitement critiquée par les parties requérantes entre, d'une part, les organisations qui sont fondées sur une conviction religieuse ou philosophique et, d'autre part, les organisations dont le fondement est constitué par une autre conviction n'existe pas.

B.11.5. En ce que les parties requérantes critiquent ensuite le fait que l'article 13 empêcherait les organisations visées d'exiger de la part de leurs membres et de leurs mandataires une attitude de bonne foi et de loyauté, il convient de constater que les organisations publiques ou privées dont le fondement est constitué par la conviction religieuse ou philosophique peuvent, sous le contrôle du juge, également invoquer les motifs généraux de justification contenus dans la loi attaquée.

B.11.6. Le deuxième moyen, en ses deuxième (affaire n° 4363) et troisième (affaire n° 4365) branches, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen, troisième branche (affaire n° 4363) et quatrième branche (affaire n° 4365)

B.12.1. La troisième branche du deuxième moyen dans l'affaire n° 4363 et la quatrième branche du deuxième moyen dans l'affaire n° 4365 concernent les articles 4, 3^o, et 15 de la loi attaquée.

L'article 4 dispose :

« Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

[...]

3^o dispositions : les actes administratifs, les clauses figurant dans des conventions individuelles ou collectives et des règlements collectifs, ainsi que les clauses figurant dans des documents établis de manière unilatérale;

[...] ».

L'article 15 dispose :

« Sont nulles, les dispositions qui sont contraires à la présente loi, ainsi que les clauses contractuelles qui prévoient qu'un ou plusieurs contractants renonce par avance aux droits garantis par la présente loi ».

B.12.2. Les parties requérantes reprochent à ces dispositions de limiter la sanction de la nullité aux dispositions et clauses figurant dans des documents écrits, excluant la possibilité d'obtenir la nullité d'une clause figurant dans une convention ou un acte unilatéral non écrit, comme par exemple un refus d'embauche ou un licenciement verbaux, ainsi que la possibilité d'obtenir la nullité d'une clause par laquelle un contractant renonce aux droits garantis par la loi au moment, ou après la commission de la discrimination.

B.12.3. L'exposé des motifs précise, à propos de la sanction de nullité prévue par l'article 15 attaqué :

« Il s'agit d'une nullité impérative partielle expresse. Ceci signifie que la sanction de nullité concerne uniquement la distinction discriminatoire et ne touche pas, par conséquent, la disposition discriminatoire complète. Ceci a pour conséquence que si, via la clause, un certain avantage est accordé en faveur de certains groupes au détriment d'un groupe défavorisé, et que la distinction ainsi faite est discriminatoire, le groupe défavorisé peut revendiquer l'avantage du groupe favorisé. [...] »

Il s'agit d'une nullité absolue. En effet, l'avant-projet traduit un droit fondamental (le droit à l'égalité de traitement) dans les relations horizontales et verticales. Cette loi touche, par conséquent, à l'ordre public.

Le projet prévoit en outre une nullité des clauses qui stipulent qu'une ou plusieurs parties contractantes renoncent par avance aux droits garantis par l'avant-projet. Cela signifie qu'on ne peut pas renoncer *a priori* contractuellement à l'application des dispositions de l'avant-projet » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 56).

B.12.4. Ces précisions doivent s'entendre en ce sens que la sanction de nullité ne frappe pas l'ensemble de la disposition, de l'acte ou de la convention qui contient la clause interdite par la loi attaquée, mais uniquement cette clause. Ainsi, si une clause discriminatoire est contenue dans un règlement de travail ou dans une convention collective, le groupe qui était exclu d'un avantage en raison de la clause discriminatoire pourra bénéficier de cet avantage en raison de la nullité qui frappe cette seule clause. Contrairement à ce que semblent soutenir les parties requérantes, seule la clause discriminatoire éventuellement contenue expressément dans un licenciement ou un refus d'embauche signifiés par écrit ferait donc l'objet de la nullité, et non l'acte lui-même.

Par ailleurs, les actes unilatéraux ou les conventions non écrits sont, comme les mêmes actes quand ils font l'objet d'un écrit, entièrement soumis aux dispositions de la loi attaquée, et leurs auteurs sont passibles des sanctions qu'elle prévoit s'ils ont commis une discrimination au sens de celle-ci. La victime d'un refus d'embauche ou d'un licenciement discriminatoires signifiés oralement n'est donc pas traitée différemment de la victime d'un refus d'embauche ou d'un licenciement discriminatoires signifiés par écrit.

B.13.1. La nullité des dispositions contraires à la loi prévue par l'article 15 attaqué est une nullité absolue visant à protéger non seulement les intérêts des particuliers, mais également l'intérêt général contre la violation d'une règle d'ordre public. Conformément au droit commun, cette nullité ne peut être couverte, de sorte que les parties liées par une disposition discriminatoire ne peuvent renoncer à en invoquer la nullité.

B.13.2. Dès lors qu'il s'agit de dispositions d'ordre public, il n'est pas justifié de limiter la nullité des clauses qui prévoient qu'une des parties renonce aux droits garantis par la loi à celles qui sont antérieures à la discrimination constatée, et d'exclure de cette nullité les clauses par lesquelles une partie renoncerait à la protection de la loi concomitamment ou postérieurement à la discrimination.

B.13.3. Sans doute, comme le soutient le Conseil des ministres, la formulation de la disposition attaquée peut-elle s'expliquer par le fait qu'elle ne traite que des clauses initiales d'un contrat et qu'elle ne pourrait s'entendre comme autorisant, *a contrario*, les renonciations intervenant autrement que « par avance ». Toutefois, pour éviter toute insécurité juridique, il convient d'annuler, à l'article 15 de la loi du 10 mai 2007, les mots « par avance », de telle sorte que la nullité qu'il prévoit s'applique à toute renonciation aux droits garantis par la loi, quel que soit le moment où elle intervient.

En ce qui concerne le troisième moyen dans l'affaire n° 4363

B.14.1. Le troisième moyen dans l'affaire n° 4363 est dirigé contre les articles 45 et 46 de la loi attaquée. Ces dispositions ajoutent respectivement un article 5 dans la loi du 5 mars 2002 relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel et un article 6 dans la loi du 5 juin 2002 sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée. Ces articles, dont la rédaction est identique, disposent :

« La présente loi ne peut en aucune manière permettre de justifier une discrimination prohibée par :

- la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;
- la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;
- la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ».

B.14.2. Les parties requérantes estiment que ces dispositions créent une différence de traitement injustifiable parmi les personnes protégées par les deux lois précitées du 5 mars 2002 et du 5 juin 2002, en ce qu'elles ont pour effet de diminuer la protection offerte par ces deux lois en limitant l'interdiction de discrimination aux motifs mentionnés dans les trois lois citées par les articles attaqués. Ces dispositions auraient pour effet de permettre désormais, en ce qui concerne les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à durée déterminée, de justifier d'autres discriminations que celles qui sont visées par les trois lois de lutte contre les discriminations, ce qui n'était pas le cas avant l'introduction de ces deux nouveaux articles. Ceux-ci créeraient de la sorte une discrimination entre les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à durée déterminée, victimes de discriminations, selon le motif sur lequel la discrimination en cause est fondée.

En conséquence, le troisième moyen est pris de la violation des articles 10, 11, 23 et 27 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 11 et 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 22 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec l'article 8 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, avec les articles 5 et 6 de la Charte sociale européenne révisée, avec les conventions de l'Organisation internationale du travail n°s 87, 98 et 151, ainsi qu'avec les directives européennes 2000/78/CE, 97/81/CE et 1999/70/CE. Les parties requérantes ajoutent encore que ces modifications législatives ont été faites sans que la procédure de concertation sociale ait été respectée.

B.14.3. Concernant ce dernier grief, la Cour est compétente pour contrôler la constitutionnalité de dispositions législatives, non quant à leur processus d'élaboration (sous réserve de l'article 30bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989), mais seulement quant à leur contenu. Elle ne peut donc contrôler si les formalités de négociation syndicale ont été accomplies avant l'adoption d'une loi.

B.14.4. Concernant la différence de traitement dénoncée dans le moyen, il apparaît que les parties requérantes confèrent aux dispositions attaquées une portée que celles-ci n'ont pas. Les dispositions attaquées doivent être comprises dans le contexte du système de justification admissible des différences de traitement. Les deux lois modifiées par les dispositions attaquées contiennent une interdiction générale de discrimination des travailleurs auxquels elles s'appliquent et prévoient un système de justification des différences de traitement de type « ouvert », leurs articles 4 respectifs disposant qu'un traitement différent de ces travailleurs peut être « justifié par des raisons objectives ». Les trois lois qui visent à lutter contre les discriminations prévoient dans certaines hypothèses un système de

justification limité à certaines causes de justification. Il était donc nécessaire de préciser que l'admissibilité des différences de traitement visant les travailleurs concernés par les lois des 5 mars 2002 et 5 juin 2002 opérées sur la base d'un critère protégé par une des trois lois précitées devait être appréciée dans le cadre de ces trois lois, sous peine d'amoindrir la protection offerte par ces trois lois aux travailleurs relevant des lois précitées des 5 mars 2002 et 5 juin 2002.

B.14.5. Pour le surplus, en ce que le moyen dénonce une différence de traitement entre les travailleurs victimes d'une discrimination sur la base d'un des motifs visés par les trois lois visant à lutter contre les discriminations et les travailleurs victimes d'une discrimination sur la base d'un motif non visé par ces lois, il se confond avec le grief faisant l'objet de la première branche du premier moyen, et doit être rejeté pour les motifs énoncés en B.7.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 3 et l'article 4, 4°, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, mais uniquement en ce qu'ils ne visent pas, parmi les « critères protégés », la conviction syndicale;
- annule, à l'article 6 de la même loi, la mention « 1°, »;
- annule, à l'article 15 de la même loi, les mots « par avance »;
- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 2 avril 2009.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2009 — 1520

[2009/201657]

Uittreksel uit arrest nr. 64/2009 van 2 april 2009

Rolnummers 4363 en 4365

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, ingesteld door de « Centrale nationale des employés » en Raymond Coumont en door de « Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel » en Ferdinand Wyckmans.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 november 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 december 2007, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4, 3°, 4°, 6° tot 11° en 13°, 6, 7, 9, 10, § 1, 11, § 1, 13, 15, 43, 45 en 46 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 mei 2007, tweede editie) door de « Centrale nationale des employés », met zetel te 1400 Nijvel, avenue Schuman 18, en Raymond Coumont, wonende te 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 november 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 december 2007, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de artikelen 3, 4, 3°, 4° en 6° tot 11°, 6, 7, 9, 10, 11, § 1, 13 en 15 van dezelfde wet door de « Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel », met zetel te 2000 Antwerpen, Sudermanstraat 5, en Ferdinand Wyckmans, wonende te 2530 Boechout, Lange Kroonstraat 20.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4363 en 4365 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 3, van artikel 4, 3°, 4°, 6° tot 11° en 13°, en van de artikelen 6, 7, 9, 10, 11, § 1, 13, 15, 28, § 1, 43, 45 en 46 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

B.1.2. Die wet strekt ertoe de richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep om te zetten (artikel 2).

Zij heeft tot doel een algemeen kader te creëren voor de bestrijding van discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst (artikel 3), inzake de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten, de sociale bescherming, de sociale voordelen, de aanvullende regelingen voor sociale zekerheid, de arbeidsbetrekkingen, de vermelding in een officieel stuk of in een proces-verbaal, het lidmaatschap van of de betrokkenheid bij een werkgevers- of werknemersorganisatie of een beroepsorganisatie, en de toegang tot en de deelname aan, alsook elke andere uitoefening van een economische, sociale, culturele of politieke activiteit die voor het publiek toegankelijk is (artikel 5).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

B.2. Elk van beide beroepen is ingediend door een vakorganisatie en door een natuurlijke persoon.

B.3.1. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van de beroepen in zoverre zij zijn ingediend door vakorganisaties die geen rechtspersoonlijkheid hebben.

B.3.2. De vakorganisaties die feitelijke verenigingen zijn, hebben in beginsel niet de vereiste bekwaamheid om bij het Hof een beroep tot vernietiging in te stellen. Anders is het wanneer zij optreden in aangelegenheden waarvoor zij wettelijk als afzonderlijke entiteiten worden erkend en wanneer, terwijl zij wettelijk als dusdanig zijn betrokken bij de werking van overheidsdiensten, de voorwaarden zelf voor hun betrokkenheid bij die werking in het geding zijn.

B.3.3. Artikel 30 van de bestreden wet bepaalt dat met name « de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, bedoeld bij artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en paritaire comités » « in rechte [kunnen] optreden in de rechtsgeschillen waartoe de toepassing van deze wet

aanleiding kan geven, wanneer afbreuk wordt gedaan aan de statutaire opdrachten die ze zich tot doel hebben gesteld ». De betrokken vakorganisaties beschikken op die manier over een erkende vordering waardoor zij de schending van de wet kunnen aanvechten, en zijn aldus door de wetgever in het bijzonder ermee belast discriminaties op hun specifiek werkterrein te bestrijden. Zij zijn derhalve door de wet en voor de toepassing ervan erkend als afzonderlijke juridische entiteiten.

Ook al betreft het niet de werking van een overheidsdienst in de strikte zin, toch is de bestrijding van discriminatie een opdracht van algemeen belang waaraan de wetgever bijzondere waarde hecht, en waarbij hij verschillende organen en verenigingen heeft betrokken die onder het privé-initiatief vallen. Door het hun mogelijk te maken in rechte te treden, betreft de wetgever bovendien de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties bij de openbare dienst van het gerecht.

B.3.4. De aan de representatieve werknemersorganisaties toegekende bekwaamheid om, voor de toepassing van de bestreden wet, in rechte te treden, waarmee de wetgever hen rechtstreeks betreft bij de uitvoering van het beleid ter bestrijding van discriminatie inzake tewerkstelling en arbeid, houdt bijgevolg in dat zij de grenzen kunnen betwisten waarbinnen de prerogatieven die nuttig zijn voor de uitoefening van die deelname, zijn gesitueerd.

B.3.5. De verzoekende vakorganisaties bekritisieren de bepalingen die zij bestrijden in hoofdzaak in zoverre die hun beletten om discriminaties op grond van syndicale overtuiging of van lidmaatschap van een vakorganisatie doeltreffend te bestrijden en in zoverre zij hun geen volwaardige bescherming zouden bieden tegen alle in de arbeidswereld vastgestelde discriminaties. Zij voeren derhalve aan dat de bestreden bepalingen tot gevolg hebben dat de doeltreffendheid van hun betrokkenheid bij de uitvoering van het beleid inzake de bestrijding van discriminatie wordt beperkt en dat hun wordt belet de opdracht van openbaar belang die de wetgever hun heeft toevertrouwd, correct te vervullen. In die mate kan worden aangenomen dat de verzoekende representatieve werknemersorganisaties moeten worden gelijkgesteld met personen voor de toepassing van artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

B.4.1. De CNE, eerste verzoekende partij in de zaak nr. 4363, heeft aan het Hof een kopie van haar statuten doen toekomen, alsook een kopie van de beslissing van het krachtens haar statuten bevoegde orgaan om het beroep in te stellen.

B.4.2. De LBC-NVK, eerste verzoekende partij in de zaak nr. 4365, heeft aan het Hof een kopie van haar statuten doen toekomen, alsook een kopie van de beslissing om in rechte te treden van het met het dagelijks bestuur belaste orgaan.

B.4.3. De Ministerraad betwist de ontvankelijkheid van het beroep dat die verzoekende partij heeft ingesteld, omdat de beslissing om de vernietiging te vorderen, niet door het bevoegde orgaan zou zijn genomen.

B.4.4. In de door de LBC-NVK overgezonden statuten wordt niet gepreciseerd welk orgaan bevoegd is voor het nemen van de beslissing om in rechte te treden namens de LBC-NVK. Hieruit zou evenwel niet kunnen worden afgeleid dat geen enkel orgaan van de vakorganisatie ertoe gemachtigd zou zijn een dergelijke beslissing te nemen. Het beroep ingesteld door het orgaan dat met het « dagelijks bestuur » is belast, is ontvankelijk.

B.5. Aangezien de door de representatieve werknemersorganisaties ingediende beroepen ontvankelijk zijn, dient verder niet te worden nagegaan of zij ontvankelijk zijn in zoverre zij eveneens zijn ingesteld door natuurlijke personen die hun hoedanigheid van bediende en van vertegenwoordiger van die vakorganisaties aanvoeren.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de tussenkomst

B.6.1. Lieve Van den Berghe heeft een memorie van tussenkomst en een memorie van wederantwoord ingediend. Zij verklaart dat zij belang erbij heeft in de rechtspleging tussen te komen om de grondwettigheid van de door de verzoekende partijen bestreden bepalingen te verdedigen. Te dien einde voert zij aan dat zij belang erbij heeft zich te verzetten tegen elke uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet die haar een grotere verplichting van niet-discriminatie jegens haar medeburgers zou opleggen. Zij voegt eraan toe dat zij partij is bij een hangende gerechtelijke procedure waarin de interpretatie van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding in het geding is, wet die gedeeltematig is vernietigd bij het arrest nr. 157/2004 van 6 oktober 2004. Zij preciseert dat zij in die rechtspleging de stelling verdedigt volgens welke die wet haar moet beschermen tegen een discriminatie wegens haar politieke overtuiging, waarvan zij verklaart het slachtoffer te zijn. In die context lijkt zij ervoor te pleiten het toepassingsgebied van de wet van 25 februari 2003 in die zin te interpreteren dat het zich minstens uitstrekt tot de bescherming van de politieke overtuiging.

B.6.2. Bij het onderzoek van de middelen verwijst de tussenkomende partij zonder aanvullende uitleg naar argumenten die andere verzoekende partijen hebben geformuleerd in de zaak nr. 4359, die niet met de onderhavige zaken is samengevoegd. Ten slotte wordt het Hof in het dispositief van beide memories verzocht « het verzoekschrift van verzoekers onontvankelijk en ongegrond te verklaren, en de bestreden bepalingen te vernietigen zoals omschreven in deze memorie van tussenkomst ».

B.6.3. De memorie van tussenkomst die dermate grote interne tegenstrijdigheden bevat dat het niet mogelijk is te begrijpen of de tussenkomende partij de grondwettigheid van de bestreden wet wil verdedigen of zich integendeel schaart achter het verzoek dat tot de vernietiging ervan strekt, is onduidelijk. Zij maakt het de andere partijen bij de rechtspleging niet mogelijk daarop op nuttige wijze te antwoorden, zodat zij niet ontvankelijk zou kunnen worden geacht zonder afbreuk te doen aan de rechten van verdediging van die partijen.

B.6.4. De tussenkomst van Lieve Van den Berghe is niet ontvankelijk.

Ten gronde

Ten aanzien van het eerste onderdeel van het eerste middel

B.7.1. Het eerste onderdeel van het eerste middel is gericht tegen artikel 3, artikel 4, 4°, 6° tot 11° en 13°, en tegen de artikelen 7, 9, 10, 11, 13, 28, § 1, en 43 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten die bepalingen een « gesloten lijst » van discriminatiegronden vast te stellen en aldus een niet te verantwoorden verschil in behandeling tot stand te brengen tussen de slachtoffers van een discriminatie op basis van één van die gronden en de slachtoffers van een discriminatie op basis van een grond die niet in de lijst voorkomt. Zij zijn van mening dat dat verschil in behandeling niet bestaanbaar is met de artikelen 10, 11, 23 en 27 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 11 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 22 en 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met artikel 8 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, met de artikelen 5 en 6 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met de verdragen nrs. 87, 98 en 151 van de Internationale Arbeidsorganisatie en met artikel 1 van de richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep.

B.7.2. De bestreden wet verbiedt discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheids-toestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap en sociale afkomst.

B.7.3. De keuze voor een « gesloten lijst » van discriminatiegronden werd in de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet als volgt verantwoord :

« De wet van 25 februari 2003 (art. 2, § 1) had oorspronkelijk geopteerd voor een gesloten lijst, die taal en politieke overtuigingen uitsloot. Het Arbitragehof, dat op zijn beurt van oordeel was dat een dergelijke uitsluiting in strijd was met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, vernietigde de lijst. Het resultaat is een situatie waarbij, met uitzondering van wat overblijft van het oorspronkelijke strafrechtelijke luik, de wet van 25 februari 2003 op dit moment functioneert op basis van een totaal open lijst van verboden discriminatiegronden: bij gebrek aan een lijst breidt ze haar toepassingsgebied uit tot elke vorm van onderscheid in behandeling, ongeacht het gebruikte criterium.

Deze situatie is in verschillende opzichten onbevredigend.

Eerst en vooral omdat de wet geen uitdrukkelijke verwijzing meer bevat naar de verboden discriminatiegronden uit de Europese richtlijnen (ras, etnische afkomst, geloof of levensbeschouwing, geslacht, handicap, seksuele geaardheid). In de ingebrekestelling die ze tot België heeft gericht betreffende richtlijn 43/2000, was de Commissie van oordeel dat deze situatie de vereisten van transparantie en rechtszekerheid die door bovenvermelde richtlijnen worden opgelegd, miskende. Elke toekomstige wet ter zake zal dus op zijn minst een uitdrukkelijke verwijzing naar deze Europese criteria moeten bevatten.

Vervolgens kwam het voor dat een 'open voorbeeldlijst' zou leiden tot een onaanvaardbare rechtsonzekerheid. Er kan weliswaar worden aangevoerd dat de internationale instrumenten voor de bescherming van de rechten van de Mens dit systeem van een open voorbeeldlijst aannemen (zie artikel 14 van de Europese Conventie voor de Rechten van de Mens en artikel 26 van het Internationaal Pact inzake Burgerlijke en Politieke Rechten). De doelstelling van deze instrumenten is echter verschillend. Ze werden in de eerste plaats opgesteld om de 'verticale' relaties tussen privé-persoon en de overheid te regelen. De 'anti-discriminatiewet' heeft daarentegen als doel ook van toepassing te zijn op de 'horizontale' relaties tussen privé-persoon. Op dit niveau dringt zich een hogere graad van rechtszekerheid op, want de gelijkheidsvereiste zal noodzakelijkerwijze tot gevolg hebben dat bepaalde concurrerende fundamentele rechten worden beperkt, naar het voorbeeld van de vrijheid van vereniging, de vrijheid van handel en industrie... De beperking die wordt doorgevoerd in deze rechten, moet weliswaar zowel voorspelbaar als mogelijk zijn in de toepassingen ervan. Een dergelijke vereiste van rechtszekerheid dringt zich daarentegen niet op in de verticale relaties, omdat de overheid geen 'concurrerende fundamentele rechten' geniet (een publiekrechtelijke rechtspersoon geniet immers geen rechten die worden gewaarborgd door het recht van de Mensenrechten).

Het gesloten karakter van de lijst van verboden discriminatiecriteria is ook aanbevelenswaardig om also te vermijden dat de wet als grondslag zou kunnen dienen voor een eindeloos aantal rechtsvorderingen, zelfs om futiliteiten. Ook al zouden deze *a posteriori* ongegrond worden verklaard, het bestaan ervan zelf stelt een probleem: het gevaar af te dwalen naar een overdreven juridisering van de sociale relaties, en in het bijzonder van de arbeidsverhoudingen; het gevaar dat het instrument van de stakingsvordering zijn doeltreffendheid verliest wegens de gerechtelijke achterstand bij de voorzitters van de rechtbanken.

Tot slot kwam het voor dat een open voorbeeldlijst van discriminatiegronden de noodzakelijke coördinatie tussen het dispositief van de 'anti-discriminatiewet' en de rest van de federale wetgeving nog delicateser of zelfs volstrekt onmogelijk zou maken » (*Parl. St., Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, pp. 14-16*).

B.7.4. Zelfs wanneer het gaat om verhoudingen tussen privépersonen, zou de wetgever niet kunnen afwijken van het discriminatieverbod dat uitdrukkelijk is gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten. Het aannemen van een gesloten lijst zou dus in geen geval kunnen worden geïnterpreteerd in die zin dat discriminaties op gronden die niet in die lijst voorkomen, worden toegestaan.

B.7.5. Wanneer de wetgever, om zich te conformeren aan de verplichtingen van Europese richtlijnen, in een specifieke procedure voorziet die afwijkt van de gewone regels van het gerechtelijk recht, door een stakingsvordering in te voeren, de bewijslast om te keren en instellingen en organisaties te machtigen om in rechte te treden onder voorwaarden die afwijken van de ontvankelijkheidsregels die door de rechtspraak zijn uitgewerkt op grond van de artikelen 17 en 18 van het Gerechtelijk Wetboek, vermag hij niettemin, meer bepaald om de in B.7.3 vermelde redenen, die afwijkende procedure voor te behouden voor de discriminaties die worden beoogd door de richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 « tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep », die de bestreden wet in het Belgische recht omzet, en daaraan discriminaties toe te voegen waarvoor hij dezelfde bescherming noodzakelijk acht. Het behoort immers tot de beoordelingsbevoegdheid van de wetgever om de discriminaties op gronden die hij het meest verwerpelijk acht nadrukkelijk te bestrijden.

B.7.6. Aangezien de discriminatie een constitutief bestanddeel is van de misdrijven die worden bestraft door de artikelen 21 tot 23 van de bestreden wet, moest de wetgever overigens de in die bepalingen beoogde discriminatiegronden definiëren, op straffe van schending van het wettigheidsbeginsel in strafzaken, zoals het Hof heeft vastgesteld in B.21, tweede alinea, van zijn arrest nr. 157/2004 van 6 oktober 2004.

B.7.7. Het feit dat een discriminatiegrond niet in de lijst is opgenomen, heeft weliswaar tot gevolg dat de specifieke bescherming die de bestreden wet biedt niet van toepassing is, maar betekent niet dat de slachtoffers van een discriminatie op een dergelijke grond van elke rechtsbescherming zijn uitgesloten. Elke ongelijke behandeling in de verhoudingen tussen burgers waarvoor geen verantwoording kan worden gegeven, maakt immers een discriminatie uit en derhalve een foutief gedrag, dat tot een burgerrechtelijke sanctie, met name een schadevergoeding, aanleiding kan geven. Bovendien kan de rechter een discriminerend contractueel beding op grond van de artikelen 6, 1131 en 1133 van het Burgerlijk Wetboek nietig verklaren omdat het indruist tegen de openbare orde. Onder voorbehoud van hetgeen hierna zal worden uiteengezet in verband met de grond van de syndicale overtuiging of van het lidmaatschap van een vakorganisatie, zijn die sancties weliswaar niet identiek aan de specifieke beschermingsmaatregelen waarin de bestreden wet voorziet, maar dat verschil in aard van de sancties is niet onevenredig en volstaat derhalve niet om tot een discriminatie te besluiten.

B.7.8. Het eerste onderdeel van het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het eerste middel

B.8.1. Het tweede onderdeel van het eerste middel is gericht tegen artikel 3, artikel 4, 4°, 6° tot 11° en 13°, en tegen de artikelen 7, 9, 10, 11, 13, 28, § 1, en 43 van de bestreden wet. De verzoekende partijen verwijten die bepalingen dat zij, onder de discriminatiegronden, het lidmaatschap van een vakorganisatie, de syndicale overtuiging en de syndicale activiteit niet opnemen en aldus een niet te verantwoorden verschil in behandeling tot stand brengen tussen de slachtoffers van een discriminatie op basis van één van de in de wet vermelde gronden en de slachtoffers van een discriminatie op basis van hun syndicale overtuiging, hun lidmaatschap van een vakorganisatie of hun syndicale activiteit. Volgens de verzoekende partijen zou dat verschil in behandeling niet bestaanbaar zijn met de in B.7.1 vermelde normen.

B.8.2. De bestreden bepalingen vermelden onder de « beschermde criteria » « geloof of levensbeschouwing » en « politieke overtuiging ». De syndicale overtuiging, het behoren tot of het lidmaatschap van een vakorganisatie en de syndicale activiteit zijn niet opgenomen onder de « beschermde criteria ».

B.8.3. Het lidmaatschap van of het behoren tot een vakorganisatie en de activiteit die in het kader van een dergelijke organisatie wordt gevoerd, moeten worden beschouwd als uitingen van de syndicale mening van de betrokken persoon. Het slachtoffer van een discriminatie op grond van zijn lidmaatschap van een vakorganisatie, van het feit dat hij daartoe behoort of van zijn syndicale activiteit is derhalve eveneens het slachtoffer van een discriminatie op grond van zijn syndicale overtuiging, zodat de drie aangehaalde discriminatiegronden vervat zijn in die van de syndicale overtuiging.

B.8.4. Volgens de memorie van toelichting heeft de wetgever geoordeeld dat hij een « gesloten » lijst van discriminatiegronden vermocht aan te nemen, op voorwaarde dat « geen enkel ' belangrijk criterium ' [wordt] weggelaten. Een ' belangrijk criterium ' stemt [...] overeen met de uitdrukkelijke vermelding in een instrument voor de bescherming van de Mensenrechten » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, pp. 16-17).

B.8.5. Artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt dat « een ieder [recht heeft] op [...] vrijheid van vereniging, met inbegrip van het recht om vakverenigingen op te richten en zich bij vakverenigingen aan te sluiten voor de bescherming van zijn belangen ». Artikel 22, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten waarborgt in analoge bewoordingen de syndicale vrijheid en artikel 8, lid 1, a), van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten waarborgt « het recht van een ieder vakverenigingen op te richten en zich aan te sluiten bij de vakvereniging van zijn keuze ».

Op grond van artikel 11 van het verdrag nr. 87 van de Internationale Arbeidsorganisatie verbindt « elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, voor hetwelk dit verdrag van kracht is, [...] zich alle nodige en geschikte maatregelen te nemen om aan de werknemers en werkgevers de vrije uitoefening te verzekeren van het vakverenigingsrecht ». Artikel 1 van het verdrag nr. 98 betreffende de toepassing van de grondbeginselen van het recht van organisatie en collectief overleg bepaalt dat « de werklieden [...] een volledige bescherming [moeten] genieten tegen elke daad van onderscheid, die er op gericht is inbreuk te maken op de syndicale vrijheid in verband met het werk ».

B.8.6. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepalingen blijkt dat de wetgever het criterium van het lidmaatschap van een vakorganisatie met opzet niet heeft opgenomen in de lijst van verboden discriminatiegronden, overwegende dat het niet noodzakelijk was het daarin op te nemen :

« Zonder ook maar in het minst te willen ontkennen dat het van belang is dat in arbeidsverhoudingen niet wordt gediscrimineerd op grond van vakbondslidmaatschap, is de regering van oordeel dat het bewuste criterium niet past binnen de lijst van beschermde criteria van de drie ontwerpen.

[...]

Het is verder van belang om er op te wijzen dat het verbod op discriminatie op grond van vakbondslidmaatschap niet in de eerste [plaats in] verband wordt gebracht met het grondrecht inzake gelijke behandeling. Dit discriminatieverbod op grond van vakbondslidmaatschap wordt immers in de eerste plaats geassocieerd met een ander grondrecht met name de vrijheid van vereniging, en dan in het bijzonder de vakverenigingsvrijheid die in tal van internationale instrumenten wordt herkend.

Ook in het Belgische recht is dat geval. In het bijzonder kan verwezen worden naar de Wet tot waarborging der vrijheid van vereniging van 24 mei 1921, en dan in het bijzonder art. 3 en art. 4 van deze wet.

Vervolgens moet er ook op worden gewezen dat het ontwerp van antidiscriminatiewet discriminatie verbiedt op grond van geloof, levensbeschouwing en politieke overtuiging. Er bestaat geen twijfel over dat wanneer een werknemer gediscrimineerd zou worden op grond van zijn syndicale overtuiging, hij een aanspraak in het kader van de wet zal hebben.

Desalniettemin is de regering van oordeel dat het criterium vakbondslidmaatschap op zichzelf niet in het ontwerp past. Het lijkt aangewezen om een discriminatieverbod voor een dergelijk criterium eerder in specifieke wetgeving te voorzien die betrekking heeft op de arbeidsverhoudingen, zoals dat trouwens in de Belgische rechtsorde ook al het geval is voor vergelijkbare criteria. In het bijzonder kan bijvoorbeeld verwezen worden naar het discriminatieverbod met betrekking tot personeelsafgevaardigden (art. 2 § 4 Wet van 19 maart 1991).

Tenslotte moet er op gewezen worden dat het criterium vakbondslidmaatschap ook expliciet werd opgenomen in CAO nr. 38. Deze CAO bepaalt dat de werkgever geen onderscheid mag maken op grond van lidmaatschap van een vakbond. Hoewel deze CAO vandaag nog maar alleen de gelijke behandeling bij de aanwerving viseert, werd in het kader van het recente IPA door de sociale partners uitdrukkelijk overeengekomen om het discriminatieverbod uit te breiden naar alle fases van de arbeidsverhoudingen tegen 30 juni 2007. Vermits de sociale partners dus zelf zijn overeengekomen om dit discriminatieverbod ten volle te regelen in het kader van CAO nr. 38, bestaat er bijgevolg ook geen noodzaak om het criterium in de huidige ontwerpen op te nemen » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, pp. 47-49).

In de Kamer van volksvertegenwoordigers werden twee amendementen ingediend die beoogden « het lidmaatschap van een vakbondsorganisatie » en « vakbondsactiviteit » op te nemen in de in de wet vermelde discriminatiegronden (amendement nr. 12, *Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/003, p. 9; amendement nr. 15, *Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/004, p. 3). Beide amendementen werden verworpen (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, p. 133).

B.8.7. Uit de voormelde parlementaire voorbereiding blijkt niet dat de wetgever zou hebben geoordeeld dat de discriminaties op grond van syndicale overtuiging minder ernstig waren dan de andere discriminaties die hij wilde bestrijden, of dat die discriminaties niet eveneens dienden te worden bestreden.

De wetgever heeft zich integendeel om die discriminaties bekommerd, waarbij hij heeft beslist de grond van de syndicale overtuiging niet uitdrukkelijk op te nemen onder de « beschermde criteria », daar hij van oordeel was dat de slachtoffers van discriminatie op basis van hun syndicale overtuiging reeds beschermd waren door, enerzijds, de artikelen 3 en 4 van de wet van 24 mei 1921 tot waarborging der vrijheid van vereniging en, anderzijds, artikel 2bis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 38 van 6 december 1983 betreffende de werving en selectie van werknemers en de artikelen 2 en 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 betreffende de gelijke behandeling gedurende alle fases van de arbeidsrelatie, die indertijd in bespreking was en op 10 oktober 2008 is goedgekeurd. Artikel 2bis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 38 is vervangen bij artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 38sexies van 10 oktober 2008. Die laatste collectieve arbeidsovereenkomst, alsook de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 95 zijn algemeen verbindend verklaard bij twee koninklijke besluiten van 11 januari 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 4 februari 2009).

B.8.8. Het is juist dat de voormelde bepalingen een wettelijke grondslag bieden voor het verbod van discriminatie op grond van het lidmaatschap van een vakorganisatie. De artikelen 3 en 4 van de wet van 24 mei 1921 bestraffen al wie zich schuldig maakt aan feitelijkeheden, gewelddaden of bedreigingen, ofwel iemand doet vrezen dat hij zijn betrekking zal verliezen teneinde hem te dwingen deel uit te maken van een vereniging of daarvan niet deel uit te maken, alsook al wie het sluiten, het uitvoeren of het voortzetten van een arbeidsovereenkomst kwaadwillig afhankelijk heeft gemaakt van de aansluiting of de niet-aansluiting bij een vereniging. De bepalingen van de voormelde collectieve arbeidsovereenkomsten verbieden elke discriminatie op grond van met name het lidmaatschap van een vakorganisatie gedurende de hele arbeidsrelatie. Vermits beide voormelde collectieve arbeidsovereenkomsten

algemeen verbindend werden verklaard, is de overtreding ervan strafbaar (artikelen 56 en 57 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités). Wanneer een dergelijke overtreding niet strafrechtelijk wordt vervolgd, kan een administratieve geldboete worden opgelegd van 50 tot 1 250 euro (artikel 1, 14°, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten).

B.8.9. De in B.8.7 vermelde bepalingen bevatten evenwel geen enkele van de maatregelen waarmee de wetgever de effectiviteit van de bestreden wet heeft willen waarborgen.

B.8.10. Artikel 17 van de bestreden wet regelt een bijzondere bescherming van de persoon die een klacht heeft ingediend wegens een schending van die wet op het vlak van de arbeidsbetrekkingen en de aanvullende regelingen voor sociale zekerheid, door de werkgever te verbieden een « nadelige maatregel [te] treffen ten aanzien van deze persoon, behalve om redenen die vreemd zijn aan de klacht » (§ 1). Een dergelijke klacht kan, ten voordele van de betrokkene, niet alleen worden ingediend door hemzelf, maar ook door de « Directie-Generaal Toezicht op de sociale wetten bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg » of door een belangenvereniging (§ 3), die met name een representatieve werknemersorganisatie kan zijn (artikel 30 van de bestreden wet). De wet voorziet in een omkering van de bewijslast wanneer de werkgever een nadelige maatregel neemt « ten aanzien van de betrokkene binnen twaalf maanden na het indienen van de klacht » (§ 4). De betrokkene of de « belangenvereniging » waarbij hij is aangesloten, kan verzoeken « hem opnieuw in de onderneming of de dienst op te nemen of hem zijn functie onder dezelfde voorwaarden als voorheen te laten uitoefenen », waarbij de werkgever die de persoon opnieuw opneemt, de gederfde beloning moet betalen (§ 5). Wanneer de betrokkene niet opnieuw wordt opgenomen of zijn functie niet wordt behouden en er werd geoordeeld dat de nadelige maatregel in strijd is met de bepalingen van paragraaf 1, moet de werkgever een forfaitair bedrag betalen dat overeenstemt met de brutobeloning voor zes maanden, tenzij de benadeelde persoon de vergoeding van de werkelijk geleden schade vordert (§ 6).

De bij de wet geregelde bescherming wordt uitgebreid tot de personen die als getuige optreden (§ 9).

B.8.11. Luidens artikel 19 kan de rechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt, een dwangsom opleggen.

B.8.12. Ten slotte voorziet artikel 20 in een vordering tot staking die wordt behandeld zoals in kort geding, die bij verzoekschrift kan worden ingesteld, betekend door de griffier van de rechtbank die de tegenpartij uitnodigt te verschijnen « ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief » en die de rechter toelaat uitspraak te doen « niettegenstaande vervolging wegens dezelfde feiten voor enig ander strafgerecht », waarbij zijn vonnis uitvoerbaar is bij voorraad, niettegenstaande enig rechtsmiddel en zonder borgtocht.

B.8.13. Hoewel het slachtoffer van een discriminatie op grond van zijn syndicale overtuiging klacht kan indienen wegens schending van de in B.8.7 vermelde normen, voorzien die laatste in geen enkele bijzondere procedure en bieden zij geen enkele maatregel die gelijkwaardig is aan die welke in B.8.10 tot B.8.12 zijn vermeld. De specifieke bepalingen van de bestreden wet zijn echter, volgens de memorie van toelichting, precies genomen om de « ondoeltreffendheid » van de strafmaatregelen te verhelpen, die « meer bepaald [kan] worden verklaard door het feit dat in strafzaken de moeilijkheid om de discriminatie te bewijzen niet kan worden opgelost door een omkering van de bewijslast ». Om die reden « wordt voorgesteld de voorkeur te geven aan het burgerrechtelijk luik dat de mogelijkheid biedt om de staking van de discriminatie alsook een schadevergoeding te bekomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2720/001, p. 25).

B.8.14. De voormelde collectieve arbeidsovereenkomsten, die alleen in de privésector van toepassing zijn, zijn overigens juridische instrumenten waarop de wetgever geen vat heeft en die niet zouden kunnen worden aangevoerd om te verantwoorden dat aan de werknemers het beschermingsstelsel van de bestreden wet wordt geweigerd, terwijl die wet tot doel heeft discriminaties in de arbeidsbetrekkingen te bestrijden, met name die welke betrekking hebben op de toegang tot arbeid, de arbeidsvoorwaarden en de beloning, alsook op de praktijken inzake de beëindiging (artikel 5, § 2).

B.8.15. Hieruit volgt dat de wetgever, door onder de vermelde discriminatiegronden niet de grond van de syndicale overtuiging op te nemen, de slachtoffers van discriminatie op basis van die grond en de slachtoffers van discriminatie op basis van een van de gronden opgesomd in artikel 4, 4°, van de bestreden wet zonder redelijke verantwoording verschillend heeft behandeld.

B.8.16. Het tweede onderdeel van het eerste middel is gegrond. Artikel 3 en artikel 4, 4°, van de wet van 10 mei 2007 dienen te worden vernietigd, doch alleen in zoverre zij onder de daarin vermelde discriminatiegronden niet de syndicale overtuiging beogen.

B.8.17. Daar de lacune is gesitueerd in de aan het Hof voorgelegde teksten en de vernietiging op voldoende nauwkeurige en volledige wijze is uitgedrukt, vloeit uit die vernietiging voort dat het, in afwachting van een wetgevend optreden, aan de rechters bij wie burgerlijke vorderingen met betrekking tot een discriminatie op grond van de syndicale overtuiging zijn ingediend, staat om de gedeeltelijk vernietigde bepalingen toe te passen met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken, volgens hetwelk niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt, verbiedt daarentegen de strafzaken, bij ontstentenis van een wetwijziging, die door het Hof afgekeurde lacune inzake syndicale overtuiging op te vullen.

Ten aanzien van het eerste onderdeel van het tweede middel

B.9.1. Het eerste onderdeel van het tweede middel in de twee zaken heeft betrekking op artikel 6 van de bestreden wet, dat luidt :

« De bepalingen van deze wet zijn niet van toepassing in geval van intimidatie in de arbeidsbetrekkingen ten aanzien van de in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoelde personen. Deze personen kunnen zich in geval van intimidatie in het kader van de arbeidsbetrekkingen enkel beroepen op de bepalingen van voornoemde wet ».

Artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996 bepaalt :

« § 1. Deze wet is toepasselijk op de werkgevers en de werknemers.

Voor de toepassing van deze wet worden gelijkgesteld met :

1° werknemers :

a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;

b) de personen die een beroepsopleiding volgen waarvan het studieprogramma voorziet in een vorm van arbeid die al dan niet in de opleidingsinstelling wordt verricht;

c) de personen verbonden door een leerovereenkomst;

d) de stagiairs;

e) de leerlingen en studenten die een studierichting volgen waarvan het opleidingsprogramma voorziet in een vorm van arbeid die in de onderwijsinstelling wordt verricht;

2° werkgevers : de personen die de onder 1° genoemde personen tewerkstellen ».

B.9.2. De verzoekende partijen merken op dat artikel 6 van de bestreden wet, door te verwijzen naar artikel 2, § 1, 1°, alleen betrekking heeft op de met werknemers gelijkgestelde personen en niet op de werknemers zelf, hetgeen een onverantwoord verschil in behandeling tot stand zou brengen tussen die twee categorieën van personen.

B.9.3. In de memorie van toelichting wordt aangegeven dat de wetgever heeft willen uitsluiten dat het toepassingsgebied van de bestreden wet en dat van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, elkaar konden overlappen :

« Met betrekking tot situaties van pesterijen en geweld in het kader van de arbeidsverhoudingen voorziet de Wet van 4 augustus 1996 immers in een gedetailleerder uitgewerkt apparaat om een antwoord te bieden op dergelijke feiten. Vermits deze Wet voorziet in een preventief luik en in gedetailleerde procedures om met problemen van geweld en pesterijen op de werkvloer om te gaan, verdient het de voorkeur dat de Wet van 4 augustus 1996, steeds en uitsluitend van toepassing is ten aanzien van slachtoffers die onder het toepassingsgebied van de Welzijnswet ressorteren. Bijgevolg kunnen de personen die geveiseerd worden door artikel 2, § 1, 1°, van de Welzijnswet in geen enkele omstandigheid beroep doen op de bepalingen van dit ontwerp om intimidatie in het kader van de arbeidsverhoudingen aan te klagen » (*Parl. St., Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 46*).

B.9.4. De wet van 4 augustus 1996 is van toepassing op de werknemers, alsook op de personen die, op grond van artikel 2, § 1, 1°, ervan, zijn gelijkgesteld met werknemers. De Ministerraad merkt op dat de wetgever in het bestreden artikel 6 alle personen heeft willen beogen op wie de wet van 4 augustus 1996 van toepassing is en niet uitsluitend de met werknemers gelijkgestelde personen, en hij stelt voor de bestreden bepaling in die zin te interpreteren, vermits zij bij vergissing verwijst naar het 1° van artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996.

B.9.5. Om een einde te maken aan het in B.9.2 omschreven onverantwoord verschil in behandeling, dient de vermelding « 1°, » in artikel 6 van de bestreden wet te worden vernietigd, zodat de verwijzing naar « artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996 » zowel de werknemers als de met hen gelijkgestelde personen beoogt.

B.9.6. In hun memorie van antwoord voeren de verzoekers nog aan dat de door de Ministerraad voorgestelde interpretatie, die tot hetzelfde resultaat leidt als de in B.9.5 beoogde vernietiging, een duidelijke discriminatie tot stand brengt tussen de slachtoffers van « intimidatie » buiten het werk, die de bescherming van de bestreden wet genieten, en de slachtoffers van « intimidatie » op het werk, die deze niet genieten.

Dat verschil in behandeling vloeit niet voort uit de door de Ministerraad voorgestelde interpretatie, noch uit de in B.9.5 beoogde vernietiging. Het vloeit voort uit de tekst zelf van artikel 6 van de bestreden wet, dat de slachtoffers van « intimidatie » bij de uitvoering van hun arbeidsovereenkomst van zijn toepassingsgebied uitsluit.

Een bezwaar dat in een memorie van antwoord wordt aangebracht maar dat verschilt van datgene dat in het verzoekschrift is geformuleerd, is dan ook een nieuw middel en is onontvankelijk.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het tweede middel (zaak nr. 4365)

B.10.1. Het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 4365 is gericht tegen artikel 11, § 1, van de bestreden wet, dat bepaalt :

« Direct of indirect onderscheid op grond van een van de beschermde criteria geeft nooit aanleiding tot de vaststelling van enige vorm van discriminatie verboden door deze wet wanneer dit onderscheid wordt opgelegd door of krachtens een wet ».

De verzoekende partijen verwijten die bepaling dat zij niet in dezelfde vrijstelling voorziet wanneer een direct of indirect onderscheid wordt opgelegd door of krachtens een algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst.

B.10.2. Volgens de memorie van toelichting heeft de bestreden bepaling tot doel « de rechtszekerheid [te waarborgen] » door te verhinderen « dat een burger een keuze dient te maken tussen de normen die hij dient na te leven (deze Antidiscriminatiewet of de wet die onderscheid organiseert) » (*Parl. St., Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 52*).

B.10.3. Op grond van artikel 51 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités heeft de wet, in haar dwingende bepalingen, voorrang op de collectieve arbeidsovereenkomsten, zelfs wanneer zij bij koninklijk besluit algemeen verbindend zijn verklaard. De wetgever zou dus niet erin hebben kunnen voorzien dat een algemeen verbindend verklaarde collectieve arbeidsovereenkomst de adressaten ervan kon ontslaan van de naleving van de wetgeving inzake de bestrijding van discriminatie.

B.10.4. Het tweede onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 4365 is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede (zaak nr. 4363) en derde (zaak nr. 4365) onderdeel van het tweede middel

B.11.1. Het tweede onderdeel (zaak nr. 4363) en het derde onderdeel (zaak nr. 4365) van het tweede middel hebben betrekking op artikel 13 van de bestreden wet, dat bepaalt :

« Voor publieke of particuliere organisaties, waarvan de grondslag op geloof of levensbeschouwing is gebaseerd, vormt een direct onderscheid op grond van geloof of levensbeschouwing voor wat betreft de beroepsactiviteiten van deze organisatie geen discriminatie indien het geloof of de levensbeschouwing vanwege de aard van de activiteiten of de context waarin deze worden uitgeoefend een wezenlijke, legitieme en gerechtvaardigde beroepsvereiste vormt gezien de grondslag van de organisatie.

Op grond van deze bepaling kan geen ander direct onderscheid op grond van een ander beschermd criterium gerechtvaardigd worden, tenzij dit gebeurt in toepassing van een andere bepaling van deze titel.

Mits de bepalingen van deze wet voor het overige worden geëerbiedigd, laat deze wet het recht van publieke of particuliere organisaties waarvan de grondslag op geloof of levensbeschouwing is gebaseerd, onverlet om van personen die voor hen werkzaam zijn, een houding van goede trouw en loyaliteit aan de grondslag van de organisatie te verlangen ».

B.11.2. De verzoekende partijen verwijten die bepaling, enerzijds, dat zij alleen betrekking heeft op de organisaties waarvan de grondslag op geloof of levensbeschouwing is gebaseerd, met uitsluiting van de organisaties waarvan de grondslag op een andere overtuiging steunt, zoals de politieke en syndicale overtuiging, en, anderzijds, dat zij het de organisaties waarop zij betrekking heeft, mogelijk maakt om alleen van de personen die voor hen werkzaam zijn, en niet van hun leden en mandatarissen, een houding van goede trouw en loyaliteit te verlangen.

B.11.3. Het bestreden artikel 13 is opgenomen onder titel II van de wet, « Rechtvaardiging van onderscheid », en moet worden gelezen in het licht van de andere bepalingen van die titel. Die voorzien onder meer in een « open » rechtvaardigingssysteem (artikel 7), alsook, in afwijking van dat « open » systeem, in een rechtvaardigingssysteem dat tot bepaalde gepreciseerde motieven is beperkt, voor directe onderscheiden op grond van met name het geloof en de levensbeschouwing, op het gebied van de arbeidsbetrekkingen, de aanvullende socialezekerheidsstelsels, alsook het lidmaatschap van en de betrokkenheid bij een vak-, beroeps- of werkgeversorganisatie (artikel 8).

Uit het algemeen « open » rechtvaardigingssysteem vloeit voort dat de publieke of particuliere organisaties waarvan de grondslag is gebaseerd op een andere overtuiging dan geloof of levensbeschouwing, die het bestreden artikel 13 niet genieten, ten aanzien van hun werknemers, hun leden en hun mandatarissen een onderscheid kunnen maken op basis van één van de in de wet vermelde gronden, op voorwaarde dat dat onderscheid objectief wordt

gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn. Wat betreft de arbeidsbetrekkingen, de aanvullende regelingen voor sociale zekerheid en het lidmaatschap van beroepsorganisaties, kunnen die organisaties een direct onderscheid op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, geloof of levensbeschouwing of een handicap rechtvaardigen, in beginsel op grond van wezenlijke en bepalende beroepsvereisten (artikel 8).

Zoals de minister heeft bevestigd tijdens de bespreking in de commissie « dient [...] aangenomen te worden dat het voor verenigingen en organisaties, waarvan de grondslag op bijzondere legitieme maatschappelijke, politieke, filosofische of religieuze overtuigingen is gebaseerd, geoorloofd is om leden te weigeren of uit te sluiten wanneer deze leden of kandidaat-leden de legitieme basisbeginselen waarop deze organisatie steunt niet kunnen onderschrijven, of wanneer zij door hun handelen of maatschappelijk optreden duidelijk aangeven dat zij niet loyaal zijn aan de legitieme basisbeginselen van de vereniging » (*Parl. St., Kamer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, p. 112*).

B.11.4. Het door de verzoekende partijen bekritiseerde verschil in behandeling tussen, enerzijds, organisaties waarvan de grondslag op geloof of levensbeschouwing is gebaseerd en, anderzijds, organisaties waarvan de grondslag op een andere overtuiging steunt, bestaat bijgevolg niet.

B.11.5. In zoverre de verzoekende partijen voorts het feit bekritisieren dat artikel 13 het de organisaties in kwestie niet mogelijk zou maken van leden en mandatarissen een houding van goede trouw en loyauteit te verlangen, dient te worden vastgesteld dat publieke of particuliere organisaties waarvan de grondslag op geloof of levensbeschouwing is gebaseerd, zich onder rechterlijke controle evenzeer kunnen beroepen op de algemene rechtvaardigingsgronden die de bestreden wet bevat.

B.11.6. Het tweede (zaak nr. 4363) en het derde (zaak nr. 4365) onderdeel van het tweede middel zijn niet gegrond.

Ten aanzien van het derde (zaak nr. 4363) en vierde (zaak nr. 4365) onderdeel van het tweede middel

B.12.1. Het derde onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 4363 en het vierde onderdeel van het tweede middel in de zaak nr. 4365 hebben betrekking op de artikelen 4, 3^o, en 15 van de bestreden wet.

Artikel 4 bepaalt :

« Voor de toepassing van deze wet verstaat men onder :

[...]

3^o bepalingen : de bestuursrechtelijke bepalingen, de bepalingen opgenomen in individuele of collectieve overeenkomsten en collectieve reglementen, evenals de bepalingen opgenomen in eenzijdig uitgevaardigde documenten;

[...] ».

Artikel 15 bepaalt :

« De bepalingen die strijdig zijn met deze wet alsook de bedingen die bepalen dat een of meer contracterende partijen bij voorbaat afzien van de rechten die door deze wet gewaarborgd worden, zijn nietig ».

B.12.2. De verzoekende partijen verwijten die bepalingen dat zij de nietigheidssanctie beperken tot de bepalingen en bedingen in schriftelijke documenten, waardoor de mogelijkheid wordt uitgesloten om de nietigheid te verkrijgen van een beding in een niet-schriftelijke eenzijdige overeenkomst of handeling, zoals een mondeling meegedeelde weigering tot aanwerving of een mondeling meegedeeld ontslag, alsook de mogelijkheid om de nietigheid te verkrijgen van een beding waarmee een contracterende partij afziet van de bij de wet gewaarborgde rechten op het ogenblik van of na de discriminatie.

B.12.3. In de memorie van toelichting wordt in verband met de in het bestreden artikel 15 vervatte nietigheidssanctie gepreciseerd :

« Het betreft een expliciete gedeeltelijke imperatieve nietigheid. Dit betekent dat de nietigheidssanctie enkel betrekking heeft op het discriminatoire onderscheid en bijgevolg niet de volledige discriminatoire bepaling treft. Dit heeft tot gevolg dat wanneer via het beding een bepaald voordeel wordt toegekend aan bevoordeelde groepen, ten nadele van een achtergestelde groep, en in de mate dat dit gemaakte onderscheid discriminatoir zou zijn, de achtergestelde groep aanspraak kan maken op het voordeel van de bevoordeelde groep. [...]

Het betreft een absolute nietigheid. Het voorontwerp vertaalt immers een grondrecht (het recht op gelijke behandeling) naar horizontale en verticale relaties. Deze Wet raakt bijgevolg de openbare orde.

Het ontwerp voorziet verder in een nietigheid van bedingen die bepalen dat één of meer contracterende partijen bij voorbaat afzien van de rechten die door het voorontwerp worden gewaarborgd. Dit betekent dat niet *a priori* contractueel verzaakt kan worden aan de toepassing van de bepalingen van het voorontwerp » (*Parl. St., Kamer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, p. 56*).

B.12.4. Die toelichtingen moeten in die zin worden begrepen dat de nietigheidssanctie niet de volledige bepaling, handeling of overeenkomst treft die het door de bestreden wet verboden beding bevat, maar uitsluitend dat beding. Indien een discriminerende beding is vervat in een arbeidsreglement of in een collectieve overeenkomst, zal de groep die als gevolg van dat discriminerende beding was uitgesloten van een voordeel, dat voordeel aldus kunnen genieten doordat de nietigheid alleen dat beding treft. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen lijken aan te voeren, zou dus alleen het discriminerende beding dat eventueel uitdrukkelijk is opgenomen in een schriftelijk meegedeeld ontslag of een schriftelijk meegedeelde weigering tot aanwerving, het voorwerp van de nietigheid uitmaken en niet de handeling zelf.

De eenzijdige handelingen of niet-schriftelijke overeenkomsten zijn overigens, zoals dezelfde handelingen wanneer zij in een geschrift zijn opgenomen, volledig onderworpen aan de bepalingen van de bestreden wet, en aan de auteurs ervan kunnen de sancties worden opgelegd waarin zij voorziet indien zij zich aan een discriminatie in de zin van die wet schuldig hebben gemaakt. Het slachtoffer van een discriminerende weigering tot aanwerving of van een discriminerend ontslag die mondeling worden meegedeeld, wordt dus niet anders behandeld dan het slachtoffer van een discriminerende weigering tot aanwerving of van een discriminerend ontslag die schriftelijk worden meegedeeld.

B.13.1. De nietigheid van de met de wet strijdige bepalingen waarin het bestreden artikel 15 voorziet, is een absolute nietigheid die niet alleen ertoe strekt de belangen van de particulieren te beschermen, maar tevens het algemeen belang tegen de schending van een regel van openbare orde. Overeenkomstig het gemeen recht kan die nietigheid niet worden gedekt, zodat de door een discriminerende bepaling gebonden partijen niet ervan kunnen afzien de nietigheid ervan aan te voeren.

B.13.2. Aangezien het bepalen van openbare orde betreft, is het niet verantwoord de nietigheid van bedingen waarmee een van de partijen afziet van de bij de wet gewaarborgde rechten, te beperken tot die vóór de vastgestelde discriminatie, en van die nietigheid de bedingen uit te sluiten waarmee een partij gelijktijdig met of na de discriminatie zou afzien van de bescherming van de wet.

B.13.3. De formulering van de bestreden bepaling kan weliswaar, zoals de Ministerraad aanvoert, worden verklaard door het feit dat zij alleen betrekking heeft op de oorspronkelijke bedingen van een overeenkomst en dat zij niet in die zin zou kunnen worden begrepen dat zij, *a contrario*, andere afstanden toestaat dan die welke « bij voorbaat » gebeuren. Teneinde elke rechtsonzekerheid te voorkomen, dienen in artikel 15 van de wet van 10 mei 2007 echter de woorden « bij voorbaat » te worden vernietigd, zodat de nietigheid waarin het voorziet, van toepassing is op elke afstand van de bij de wet gewaarborgde rechten, ongeacht het ogenblik waarop dat gebeurt.

Ten aanzien van het derde middel in de zaak nr. 4363

B.14.1. Het derde middel in de zaak nr. 4363 is gericht tegen de artikelen 45 en 46 van de bestreden wet. Die bepalingen voegen respectievelijk een artikel 5 in in de wet van 5 maart 2002 betreffende het beginsel van non-discriminatie ten gunste van deeltijdwerkers en een artikel 6 in de wet van 5 juni 2002 betreffende het non-discriminatiebeginsel ten voordele van werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde tijd. Die artikelen, die identiek geformuleerd zijn, bepalen :

« Deze wet laat in geen geval toe om een discriminatie te rechtvaardigen die wordt verboden door :

- de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;
- de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;
- de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie ».

B.14.2. De verzoekende partijen zijn van mening dat die bepalingen een niet te verantwoorden verschil in behandeling invoeren onder de personen die worden beschermd door de twee voormelde wetten van 5 maart 2002 en van 5 juni 2002, in zoverre zij tot gevolg hebben de door beide wetten geboden bescherming te verminderen door het discriminatieverbod te beperken tot de gronden die zijn vermeld in de drie in de bestreden artikelen aangehaalde wetten. Die bepalingen zouden ertoe leiden dat het voortaan, ten aanzien van de deeltijdse werknemers en de werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur, mogelijk is andere discriminaties te rechtvaardigen dan die welke zijn beoogd in de drie wetten ter bestrijding van discriminatie, hetgeen niet het geval was vóór de invoering van die twee nieuwe artikelen. Die artikelen zouden aldus een discriminatie tot stand brengen onder de deeltijdse werknemers en de werknemers met een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur, die het slachtoffer van discriminatie zijn, naar gelang van de grond waarop de in het geding zijnde discriminatie steunt.

Het derde middel is bijgevolg afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11, 23 en 27 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 11 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 22 en 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met artikel 8 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, met de artikelen 5 en 6 van het herziene Europees Sociaal Handvest, met de verdragen nrs. 87, 98 en 151 van de Internationale Arbeidsorganisatie, alsook met de Europese richtlijnen 2000/78/EG, 97/81/EG en 1999/70/EG. De verzoekende partijen voegen nog eraan toe dat die wetwijzigingen zijn gebeurd zonder dat de procedure van sociaal overleg in acht is genomen.

B.14.3. In verband met die laatste grief is het Hof bevoegd om de grondwettigheid na te gaan van wetsbepalingen, niet ten aanzien van de totstandkoming ervan (onder voorbehoud van artikel 30bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989), maar alleen ten aanzien van de inhoud ervan. Het vermag dus niet na te gaan of vóór de aanneming van een wet is voldaan aan de vormvereiste inzake het overleg met de vakorganisaties.

B.14.4. In verband met het in het middel aangeklaagde verschil in behandeling blijkt dat de verzoekende partijen aan de bestreden bepalingen een draagwijdte geven die zij niet hebben. De bestreden bepalingen moeten worden begrepen in de context van het systeem van de aanvaardbare rechtvaardiging van de verschillen in behandeling. De twee bij de bestreden bepalingen gewijzigde wetten bevatten een algemeen verbod op discriminatie van de werknemers op wie zij van toepassing zijn en voorzien in een systeem van rechtvaardiging van de verschillen in behandeling dat « open » is, waarbij de respectieve artikelen 4 ervan bepalen dat een verschil in behandeling van die werknemers « om objectieve redenen gerechtvaardigd » kan worden. De drie wetten ter bestrijding van discriminatie voorzien in sommige gevallen in een rechtvaardigingssysteem dat beperkt is tot bepaalde rechtvaardigingsgronden. Het was dus noodzakelijk te preciseren dat de aanvaardbaarheid van de verschillen in behandeling ten aanzien van de werknemers op wie de wetten van 5 maart 2002 en van 5 juni 2002 betrekking hebben, op grond van een door een van de drie voormelde wetten beschermd criterium moest worden beoordeeld in het kader van die drie wetten, zo niet zou de bescherming worden verminderd die die drie wetten bieden aan de werknemers die vallen onder de voormelde wetten van 5 maart 2002 en 5 juni 2002.

B.14.5. Voor het overige valt het middel, in zoverre daarin een verschil in behandeling wordt aangeklaagd tussen de werknemers die het slachtoffer zijn van een discriminatie gebaseerd op een van de gronden die worden beoogd in de drie wetten ter bestrijding van discriminatie, en de werknemers die het slachtoffer zijn van een discriminatie die steunt op een grond die niet in die wetten wordt beoogd, samen met de grief die het voorwerp uitmaakt van het eerste onderdeel van het eerste middel en dient het om de in B.7 aangegeven redenen te worden verworpen.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 3 en artikel 4, 4^o, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, doch enkel in zoverre zij, onder de « beschermde criteria », niet de syndicale overtuiging beogen;
- vernietigt in artikel 6 van dezelfde wet de vermelding « 1^o, »;
- vernietigt in artikel 15 van dezelfde wet de woorden « bij voorbaat »;
- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 2 april 2009.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2009 — 1520

[2009/201657]

Auszug aus dem Urteil Nr. 64/2009 vom 2. April 2009

Geschäftsverzeichnisnrn. 4363 und 4365

In *Sachen*: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung, erhoben von der «Centrale nationale des employés» und Raymond Coumont und von der «Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel» und Ferdinand Wyckmans.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goey, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. November 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Dezember 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 3, 4 Nrn. 3, 4, 6 bis 11 und 13, 6, 7, 9, 10 § 1, 11 § 1, 13, 15, 43, 45 und 46 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Mai 2007, zweite Ausgabe): die «Centrale nationale des employés», mit Sitz in 1400 Nivelles, avenue Schuman 18, und Raymond Coumont, wohnhaft in 6230 Buzet, chaussée de Nivelles 695.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. November 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Dezember 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 3, 4 Nrn. 3, 4 und 6 bis 11, 6, 7, 9, 10, 11 § 1, 13 und 15 desselben Gesetzes: die «Landelijke Bediendencentrale - Nationaal Verbond voor Kaderpersoneel», mit Sitz in 2000 Antwerpen, Sudermanstraat 5, und Ferdinand Wyckmans, wohnhaft in 2530 Boechout, Lange Kroonstraat 20.

Diese unter den Nummern 4363 und 4365 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Artikels 3, des Artikels 4 Nrn. 3, 4, 6 bis 11 und 13 und der Artikel 6, 7, 9, 10, 11 § 1, 13, 15, 28 § 1, 43, 45 und 46 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung.

B.1.2. Mit diesem Gesetz soll die Richtlinie 2000/78/EG des Rates vom 27. November 2000 zur Festlegung eines allgemeinen Rahmens für die Verwirklichung der Gleichbehandlung in Beschäftigung und Beruf umgesetzt werden (Artikel 2).

Sie bezweckt die Schaffung eines allgemeinen Rahmens zur Bekämpfung von Diskriminierung aufgrund des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Zivilstandes, der Geburt, des Vermögens, des Glaubens oder der Weltanschauung, der politischen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder zukünftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, einer körperlichen oder genetischen Eigenschaft oder der sozialen Herkunft (Artikel 3) im Bereich des Zugangs zu und der Versorgung mit Gütern und Dienstleistungen, des Sozialschutzes, der sozialen Vergünstigungen, der ergänzenden Regelungen der sozialen Sicherheit, der Arbeitsbeziehungen, der Erwähnung in amtlichen Dokumenten und Protokollen, der Mitgliedschaft und Mitwirkung in Arbeitgeber-, Arbeitnehmer- und Berufsorganisationen sowie des Zugangs zu und der Teilnahme an einer wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen oder politischen Tätigkeit, die der Öffentlichkeit zugänglich ist, und gleich welcher anderen Ausübung derselben (Artikel 5).

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen

B.2. Die beiden Klagen wurden jeweils durch eine Gewerkschaftsorganisation und eine natürliche Person eingereicht.

B.3.1. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der Klagen in Abrede, insofern sie durch Gewerkschaftsorganisationen eingereicht worden seien, die keine Rechtspersönlichkeit hätten.

B.3.2. Die Gewerkschaftsorganisationen, die faktische Vereinigungen sind, verfügen im Prinzip nicht über die erforderliche Fähigkeit, eine Klage auf Nichtigerklärung beim Hof einzureichen. Anders verhält es sich, wenn sie in Angelegenheiten auftreten, für welche sie gesetzmäßig als getrenntes Rechtsgebilde anerkannt sind, und wenn, während sie gesetzmäßig als solche am Funktionieren öffentlicher Dienste beteiligt sind, gerade die Voraussetzungen für ihre Beteiligung an diesem Funktionieren in Frage gestellt werden.

B.3.3. Artikel 30 des angefochtenen Gesetzes bestimmt, dass insbesondere «die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 5. Dezember 1968 über die kollektiven Arbeitsabkommen und die paritätischen Kommissionen» «vor Gericht auftreten können in den Rechtsstreitfällen, zu denen die Anwendung dieses Gesetzes Anlass geben kann, wenn gegen den statutarischen Auftrag verstoßen wird, den sie sich zum Ziel gesetzt haben». Die betroffenen Gewerkschaftsorganisationen verfügen somit über eine anerkannte Klagemöglichkeit, die es ihnen ermöglicht, Verstöße gegen das Gesetz zu bekämpfen, und sie sind folglich durch den Gesetzgeber speziell mit einer Aufgabe der Bekämpfung von Diskriminierung in ihrem spezifischen Tätigkeitsbereich beauftragt. Sie sind folglich gesetzlich anerkannt und gelten zur Anwendung des Gesetzes als getrennte Rechtsgebilde.

Selbst wenn es sich nicht um das Funktionieren eines öffentlichen Dienstes im engeren Sinne handelt, ist die Bekämpfung von Diskriminierung eine Aufgabe allgemeinen Interesses, der der Gesetzgeber eine besondere Bedeutung beimisst und an der er mehrere Einrichtungen und Vereinigungen beteiligt hat, die zum Bereich der Privatinitiative gehören. Außerdem beteiligt der Gesetzgeber die repräsentativen Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen am öffentlichen Dienst der Justiz, indem er es ihnen ermöglicht, vor Gericht aufzutreten.

B.3.4. Die Fähigkeit, vor Gericht aufzutreten, die den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen zur Anwendung des angefochtenen Gesetzes erteilt wurde und mit der der Gesetzgeber sie unmittelbar an der Durchführung der Politik zur Bekämpfung von Diskriminierung im Bereich der Beschäftigung und Arbeit beteiligt, setzt folglich voraus, dass sie die Grenzen anfechten können, in denen die sachdienlichen Vorrechte zur Ausübung dieser Beteiligung eingeschlossen sind.

B.3.5. Die klagenden Gewerkschaftsorganisationen bemängeln die von ihnen angefochtenen Bestimmungen hauptsächlich, insofern sie es ihnen nicht ermöglichten, wirksam Diskriminierungen auf der Grundlage der gewerkschaftlichen Überzeugung oder Zugehörigkeit zu bekämpfen und insofern sie keinen vollständigen Schutz gegen alle im Arbeitsbereich festgestellten Diskriminierungen böten. Daher führen sie an, die angefochtenen

Bestimmungen hätten zur Folge, dass die Effizienz ihrer Beteiligung an der Durchführung der Politik zur Bekämpfung von Diskriminierung begrenzt werde und dass sie daran gehindert würden, die ihnen durch den Gesetzgeber erteilte Aufgabe allgemeinen Interesses korrekt zu erfüllen. Insofern kann davon ausgegangen werden, dass die klagenden repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen zur Anwendung von Artikel 2 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 Personen gleichzustellen sind.

B.4.1. Die CNE, erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4363, hat dem Hof eine Abschrift ihrer Satzung sowie eine Abschrift des Klageerhebungsbeschlusses des gemäß ihrer Satzung zuständigen Organs zukommen lassen.

B.4.2. Die LBC-NVK, erste klagende Partei in der Rechtssache Nr. 4365, hat dem Hof eine Abschrift ihrer Satzung sowie eine Abschrift des Klageerhebungsbeschlusses des gemäß ihrer Satzung für die tägliche Geschäftsführung zuständigen Organs zukommen lassen.

B.4.3. Der Ministerrat stellt die Zulässigkeit der durch die klagende Partei eingereichten Klage in Abrede, weil der Beschluss zur Beantragung der Nichtigerklärung nicht durch das zuständige Organ gefasst worden sei.

B.4.4. In der von der LBC-NVK übermittelten Satzung wird nicht präzisiert, welches Organ dafür zuständig ist, Beschlüsse zur Klageerhebung namens der LBC-NVK zu fassen. Daraus ist jedoch nicht zu schlussfolgern, dass kein Organ der Gewerkschaftsorganisation befugt wäre, solche Beschlüsse zu fassen. Die Klage, die durch das mit der «täglichen Geschäftsführung» beauftragte Organ eingereicht wurde, ist zulässig.

B.5. Da die durch die repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen eingereichten Klagen zulässig sind, braucht nicht außerdem geprüft zu werden, ob sie zulässig sind, insofern sie ebenfalls durch natürliche Personen eingereicht wurden, die ihre Eigenschaft als Angestellte und als Vertreter dieser Gewerkschaftsorganisationen anführen.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Intervention

B.6.1. Lieve Van den Berghes hat einen Interventionsschriftsatz und einen Gegenerwiderungsschriftsatz eingereicht. Sie erklärt, sie habe ein Interesse an der Intervention im Verfahren, um die Verfassungsmäßigkeit der durch die klagenden Parteien angefochtenen Bestimmungen zu verteidigen. Hierzu führt sie an, sie habe ein Interesse daran, sich jeglicher Ausdehnung des Anwendungsbereichs des Gesetzes zu widersetzen, das ihr eine höhere Verpflichtung zur Nichtdiskriminierung gegenüber ihren Mitbürgern auferlege. Sie fügt hinzu, dass sie Partei in einem anhängigen Gerichtsverfahren sei, dessen Gegenstand die Auslegung des Gesetzes vom 25. Februar 2003 zur Bekämpfung der Diskriminierung und zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Februar 1993 zur Schaffung eines Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus sei, das teilweise durch das Urteil Nr. 157/2004 vom 6. Oktober 2004 für nichtig erklärt worden sei. Sie präzisiert, in diesem Verfahren vertrete sie den Standpunkt, das Gesetz müsse sie gegen eine Diskriminierung wegen ihrer politischen Überzeugung schützen, deren Opfer sie vorgeblich sei. In diesem Kontext scheint sie für eine Auslegung des Anwendungsbereichs des Gesetzes vom 25. Februar 2003 in dem Sinne zu plädieren, dass er sich zumindest auf den Schutz der politischen Überzeugung erstreckt.

B.6.2. Bei der Prüfung der Klagegründe verweist die intervenierende Partei ohne zusätzliche Erklärung auf Argumente, die andere klagende Parteien in der Rechtssache Nr. 4359, die nicht mit den vorliegenden Rechtssachen verbunden wurde, angeführt haben. Schließlich wird der Hof im Tenor beider Schriftsätze gebeten, «die Nichtigkeitsklageschriften für unzulässig und unbegründet zu erklären sowie die angefochtenen Bestimmungen für nichtig zu erklären, wie es im Interventionsschriftsatz angeführt ist».

B.6.3. Der Interventionsschriftsatz, der derart große interne Widersprüche enthält, dass nicht zu verstehen ist, ob die intervenierende Partei die Verfassungsmäßigkeit des angefochtenen Gesetzes verteidigen oder sich im Gegenteil dem Antrag auf seine Nichtigerklärung anschließen möchte, ist doppeldeutig. Er ermöglicht es den anderen Verfahrensparteien nicht, ihn sachdienlich zu beantworten, so dass er nicht als zulässig angesehen werden kann, ohne gegen die Rechte der Verteidigung dieser Parteien zu verstoßen.

B.6.4. Die Intervention von Lieve Van den Berghes ist nicht zulässig.

Zur Hauptsache

In Bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds

B.7.1. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist gegen Artikel 3, Artikel 4 Nrn. 4, 6 bis 11 und 13 und gegen die Artikel 7, 9, 10, 11, 13, 28 § 1 und 43 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Die klagenden Parteien bemängeln, diese Bestimmungen legten eine «geschlossene Liste» von Diskriminierungsgründen fest und führten so einen nicht zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied zwischen den Opfern einer Diskriminierung auf der Grundlage eines dieser Gründe und den Opfern einer Diskriminierung auf der Grundlage eines nicht in der Liste angeführten Grundes ein. Sie sind der Auffassung, dieser Behandlungsunterschied sei nicht vereinbar mit den Artikeln 10, 11, 23 und 27 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 11 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 22 und 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, mit Artikel 8 des Internationalen Sozialpaktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, mit den Artikeln 5 und 6 der Revidierten Europäischen Sozialcharta, mit den Übereinkommen Nrn. 87, 98 und 151 der Internationalen Arbeitsorganisation und mit Artikel 1 der Richtlinie 2000/78/EG des Rates vom 27. November 2000 zur Festlegung eines allgemeinen Rahmens für die Verwirklichung der Gleichbehandlung in Beschäftigung und Beruf.

B.7.2. Das angefochtene Gesetz verbietet Diskriminierungen aufgrund des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Zivilstandes, der Geburt, des Vermögens, des Glaubens oder der Weltanschauung, der politischen Überzeugung, der Sprache, des aktuellen oder zukünftigen Gesundheitszustands, einer Behinderung, einer körperlichen oder genetischen Eigenschaft oder der sozialen Herkunft.

B.7.3. Die Entscheidung für eine «geschlossene Liste» von Diskriminierungsgründen wurde in den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz wie folgt gerechtfertigt:

«Im Gesetz vom 25. Februar 2003 (Artikel 2 § 1) hatte man sich ursprünglich für eine geschlossene Liste unter Ausschluss der Sprache und der politischen Überzeugungen entschieden. Der Schiedshof vertrat den Standpunkt, ein solcher Ausschluss verstöße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, und erklärte die Liste für nichtig. Daraus ergibt sich eine Situation, in der - mit Ausnahme dessen, was vom ursprünglichen strafrechtlichen Teil übrig bleibt - das Gesetz vom 25. Februar 2003 zum jetzigen Zeitpunkt auf der Grundlage einer vollständig offenen Liste von verbotenen Diskriminierungsgründen funktioniert; in Ermangelung einer Liste wird sein Anwendungsbereich auf jede Form der unterschiedlichen Behandlung ausgedehnt, ungeachtet des angewandten Kriteriums.

Diese Situation ist in verschiedener Hinsicht unbefriedigend.

Zunächst einmal deshalb, weil das Gesetz keine ausdrückliche Bezugnahme mehr auf die verbotenen Diskriminierungsgründe aus den europäischen Richtlinien enthält (Rasse, ethnische Herkunft, Glaube oder Weltanschauung, Geschlecht, Behinderung, sexuelle Ausrichtung). In der an Belgien gerichteten Aufforderung bezüglich der Richtlinie 43/2000 vertrat die Kommission den Standpunkt, diese Situation missachte die durch die vorerwähnte Richtlinie vorgeschriebenen Erfordernisse der Transparenz und Rechtssicherheit. Jedes zukünftige Gesetz, das sich auf diese Angelegenheit bezieht, muss also zumindest eine ausdrückliche Bezugnahme auf diese europäischen Kriterien enthalten.

Sodann wurde angeführt, dass eine ' offene Beispielliste ' zu einer unannehmbaren Rechtsunsicherheit führen würde. Es kann jedoch bemerkt werden, dass die internationalen Instrumente zum Schutz der Menschenrechte dieses System einer offenen Beispielliste annehmen (siehe Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte). Diese Instrumente haben jedoch eine andere Zielsetzung. Sie wurden in erster Linie ausgearbeitet, um die ' vertikalen ' Beziehungen zwischen Privatpersonen und Behörden zu regeln. Das ' Antidiskriminierungsgesetz ' soll auch auf die ' horizontalen ' Beziehungen zwischen Privatpersonen Anwendung finden. Diesbezüglich ist ein höheres Maß an Rechtssicherheit geboten, denn das Erfordernis der Gleichheit wird notwendigerweise zur Folge haben, dass gewisse, im Wettbewerb zueinander stehende Grundrechte begrenzt werden, wie beispielsweise die Vereinigungsfreiheit, die Handels- und Gewerbefreiheit, usw. Die Einschränkung dieser Rechte muss allerdings in der Anwendung soweit wie möglich vorhersehbar sein. Ein solches Erfordernis der Rechtssicherheit gilt hingegen nicht für die vertikalen Beziehungen, da die Behörden keine ' im Wettbewerb zueinander stehenden Grundrechte ' genießen (eine juristische Person des öffentlichen Rechts genießt nämlich keine Rechte, die durch das Recht der Menschenrechte gewährleistet werden).

Die geschlossene Beschaffenheit der Liste verbotener Diskriminierungskriterien ist auch empfehlenswert, um auf diese Weise zu vermeiden, dass das Gesetz als Grundlage für eine endlose Zahl von Gerichtsklagen gelten könnte, selbst in Kleinigkeiten. Auch wenn diese nachträglich für unbegründet erklärt werden, bereitet ihr bloßes Bestehen ein Problem, nämlich die Gefahr, in eine übertriebene Einmischung der Gerichte in die sozialen Beziehungen, insbesondere die Arbeitsverhältnisse, zu verfallen, und die Gefahr, dass das Instrument der Unterlassungsklage seine Wirksamkeit verliert wegen des Rückstands bei den Gerichtspräsidenten.

Schließlich wurde erwähnt, dass eine offene Beispielliste von Diskriminierungsgründen die notwendige Koordinierung zwischen dem Instrument des ' Antidiskriminierungsgesetz ' und der übrigen föderalen Gesetzgebung noch schwieriger oder gar gänzlich unmöglich machen würde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, SS. 14-16).

B.7.4. Selbst wenn es sich um Verhältnisse zwischen Privatpersonen handelt, könnte der Gesetzgeber nicht vom Diskriminierungsverbot abweichen, das ausdrücklich durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung, Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte gewährleistet wird. Die Annahme einer geschlossenen Liste kann also keinesfalls in dem Sinn ausgelegt werden, dass Diskriminierungen aus Gründen, die nicht in dieser Liste vorkommen, erlaubt wären.

B.7.5. Wenn der Gesetzgeber, um die Verpflichtungen europäischer Richtlinien einzuhalten, ein spezifisches Verfahren vorsieht, das von den gewöhnlichen Regeln des Verfahrensrechts abweicht, indem er eine Unterlassungsklage einführt, die Beweislast umkehrt sowie Einrichtungen und Organisationen ermächtigt, vor Gericht aufzutreten unter Bedingungen, die von den Zulässigkeitsregeln abweichen, die in der Rechtsprechung ausgearbeitet wurden aufgrund der Artikel 17 und 18 des Gerichtsgesetzbuches, kann er dennoch, insbesondere aus den in B.7.3 erwähnten Gründen, dieses abweichende Verfahren den Diskriminierungen vorbehalten, die in der durch das angefochtene Gesetz in das belgische Recht umgesetzten Richtlinie 2000/78/EG des Rates vom 27. November 2000 «zur Festlegung eines allgemeinen Rahmens für die Verwirklichung der Gleichbehandlung in Beschäftigung und Beruf» vorgesehen sind, und ihren Diskriminierungen hinzufügen, für die er den gleichen Schutz als notwendig erachtet. Es gehört nämlich zur Beurteilungsbefugnis des Gesetzgebers, Diskriminierungen aus Gründen, die er als die verwerflichsten betrachtet, nachdrücklich zu bekämpfen.

B.7.6. Da die Diskriminierung Bestandteil von Straftaten ist, die durch die Artikel 21 bis 23 des angefochtenen Gesetzes geahndet werden, musste der Gesetzgeber im Übrigen die in diesen Bestimmungen vorgesehenen Diskriminierungsgründe definieren, da andernfalls das Legalitätsprinzip in Strafsachen verletzt würde, wie der Hof in B.21, zweiter Absatz, seines Urteil Nr. 157/2004 vom 6. Oktober 2004 festgestellt hat.

B.7.7. Der Umstand, dass ein Diskriminierungsgrund nicht in die Liste aufgenommen wurde, hat zwar zur Folge, dass der durch das angefochtene Gesetz gebotene spezifische Schutz nicht gilt, bedeutet jedoch nicht, dass die Opfer einer Diskriminierung aus einem solchen Grund von jeglichem Rechtsschutz ausgeschlossen würden. Eine ungleiche Behandlung in den Beziehungen zwischen Bürgern, für die keine Rechtfertigung angeführt werden kann, stellt nämlich eine Diskriminierung und folglich ein fehlerhaftes Verhalten dar, das zu einer zivilrechtlichen Sanktion, insbesondere zu einem Schadenersatz, Anlass geben kann. Außerdem kann der Richter eine diskriminierende Vertragsklausel aufgrund der Artikel 6, 1131 und 1133 des Zivilgesetzbuches für nichtig erklären, weil sie gegen die öffentliche Ordnung verstößt. Vorbehaltlich dessen, was weiter unten hinsichtlich des Grundes der gewerkschaftlichen Überzeugung und Zugehörigkeit dargelegt wird, sind diese Sanktionen zwar nicht identisch mit den im angefochtenen Gesetz vorgesehenen spezifischen Schutzmaßnahmen, doch diese unterschiedliche Art der Sanktionen ist nicht unverhältnismäßig und reicht daher nicht, um auf eine Diskriminierung zu schließen.

B.7.8. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Teil des ersten Klagegrunds

B.8.1. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist gegen Artikel 3, Artikel 4 Nrn. 4, 6 bis 11 und 13 und gegen die Artikel 7, 9, 10, 11, 13, 28 § 1 und 43 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmungen die Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation, die gewerkschaftliche Überzeugung und die gewerkschaftliche Tätigkeit nicht zu den Diskriminierungsgründen zählten und somit einen nicht zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied zwischen den Opfern einer Diskriminierung auf der Grundlage eines der in diesem Gesetz erwähnten Gründe und den Opfern einer Diskriminierung auf der Grundlage ihrer gewerkschaftlichen Überzeugung, ihrer Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation oder ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeit einführen. Nach Darlegung der klagenden Parteien sei dieser Behandlungsunterschied unvereinbar mit den in B.7.1 angeführten Normen.

B.8.2. In den angefochtenen Bestimmungen sind unter den «geschützten Kriterien» «der Glaube oder die Weltanschauung» und die «politische Überzeugung» angeführt. Die gewerkschaftliche Überzeugung, die Zugehörigkeit zu oder die Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation und die gewerkschaftliche Tätigkeit gehören nicht zu den «geschützten Kriterien».

B.8.3. Die Mitgliedschaft in oder die Zugehörigkeit zu einer Gewerkschaftsorganisation und die im Rahmen einer solchen Organisation ausgeübte Tätigkeit sind als Äußerungen der gewerkschaftlichen Meinung der betreffenden Person anzusehen. Das Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage seiner Mitgliedschaft in oder seiner Zugehörigkeit zu einer Gewerkschaftsorganisation oder seiner gewerkschaftlichen Tätigkeit ist somit ebenfalls Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage seiner gewerkschaftlichen Überzeugung, so dass die drei angeführten Diskriminierungsgründe in demjenigen der gewerkschaftlichen Überzeugung enthalten sind.

B.8.4. Laut der Begründung hat der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, er habe eine «geschlossene» Liste von Diskriminierungsgründen annehmen können unter der Bedingung, dass «kein einziges wichtiges Kriterium weggelassen wird. Ein wichtiges Kriterium entspricht [...] der ausdrücklichen Erwähnung in einem Instrument zum Schutz der Menschenrechte» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, SS. 16-17).

B.8.5. Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt, dass «alle Menschen [...] das Recht [haben], sich friedlich zu versammeln und sich frei mit anderen zusammenzuschließen, einschließlich des Rechts, zum Schutze ihrer Interessen Gewerkschaften zu bilden und diesen beizutreten». Artikel 22 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte gewährleistet in einem ähnlichen Wortlaut die Gewerkschaftsfreiheit, und Artikel 8 Absatz 1 Buchstabe a) des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte gewährleistet «das Recht eines jeden, [...] Gewerkschaften zu bilden oder einer Gewerkschaft eigener Wahl allein [...] beizutreten».

Aufgrund von Artikel 11 des Übereinkommens Nr. 87 der Internationalen Arbeitsorganisation verpflichtet sich «jedes Mitglied der Internationalen Arbeitsorganisation, für das dieses Übereinkommen in Kraft ist, [...] alle erforderlichen und geeigneten Maßnahmen zu treffen, um den Arbeitnehmern und den Arbeitgebern die freie Ausübung des Vereinigungsrechtes zu gewährleisten». Artikel 1 des Übereinkommens Nr. 98 über die Anwendung der Grundsätze des Vereinigungsrechtes und des Rechtes zu Kollektivverhandlungen bestimmt, dass «die Arbeitnehmer [...] vor jeder gegen die Vereinigungsfreiheit gerichteten unterschiedlichen Behandlung, die im Zusammenhange mit ihrer Beschäftigung steht, angemessen zu schützen» sind.

B.8.6. Aus den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen geht hervor, dass der Gesetzgeber das Kriterium der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation absichtlich nicht in die Liste der verbotenen Diskriminierungsgründe aufgenommen hat, da es seines Erachtens nicht erforderlich war, es darin aufzunehmen:

«Ohne auch nur im Geringsten anzufechten, dass Diskriminierungen auf der Grundlage der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaft zu bekämpfen sind, vertritt die Regierung den Standpunkt, dass dieses Kriterium nicht in die in den drei Entwürfen vorgesehene Liste der geschützten Kriterien aufzunehmen ist.

[...]

Es ist ferner wichtig, darauf zu verweisen, dass das Verbot der Diskriminierung auf der Grundlage der Gewerkschaftszugehörigkeit nicht an erster Stelle im Zusammenhang mit dem Grundrecht auf Gleichbehandlung steht. Dieses Verbot der Diskriminierung auf der Grundlage der Gewerkschaftszugehörigkeit hängt nämlich an erster Stelle mit einem anderen Grundrecht zusammen, nämlich der Vereinigungsfreiheit, und insbesondere mit der Gewerkschaftsfreiheit, die in zahlreichen internationalen Instrumenten anerkannt wird.

Dies ist auch im belgischen Recht der Fall. Insbesondere kann auf das Gesetz vom 24. Mai 1921 zur Gewährleistung der Vereinigungsfreiheit und speziell auf die Artikel 3 und 4 dieses Gesetzes, verwiesen werden.

Sodann ist hervorzuheben, dass der Entwurf des Antidiskriminierungsgesetzes eine Diskriminierung auf der Grundlage des Glaubens, der Weltanschauung oder der politischen Überzeugung verbietet. Es steht außer Zweifel, dass ein Arbeitnehmer, der auf der Grundlage seiner gewerkschaftlichen Überzeugung diskriminiert würde, seine Rechte im Rahmen des Gesetzes geltend machen könnte.

Trotz alledem ist die Regierung der Meinung, dass das Kriterium der Gewerkschaftszugehörigkeit nicht in den Entwurf gehört. Es scheint angebracht, ein Verbot der Diskriminierung auf der Grundlage eines solchen Kriteriums eher in eine spezifische Gesetzgebung bezüglich der Arbeitsbeziehungen aufzunehmen, wie es in der belgischen Rechtsordnung übrigens für vergleichbare Kriterien bereits der Fall ist. Insbesondere kann beispielsweise auf das Diskriminierungsverbot in Bezug auf die Personalvertreter hingewiesen werden (Artikel 2 § 4 des Gesetzes vom 19. März 1991).

Schließlich ist darauf zu verweisen, dass das Kriterium der Gewerkschaftszugehörigkeit auch ausdrücklich im kollektiven Arbeitsabkommen Nr. 38 angeführt wird. Dieses kollektive Arbeitsabkommen bestimmt, dass der Arbeitgeber keinen Unterschied aufgrund der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaft machen darf. Auch wenn dieses kollektive Arbeitsabkommen derzeit lediglich auf die Gleichbehandlung bei der Einstellung ausgerichtet ist, haben die Sozialpartner im Rahmen des jüngsten überberuflichen Abkommens ausdrücklich beschlossen, dieses Diskriminierungsverbot zum 30. Juni 2007 auf alle Phasen der Arbeitsbeziehungen auszudehnen. Insofern die Sozialpartner also selbst beschlossen haben, dieses Diskriminierungsverbot vollständig im Rahmen des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 38 zu regeln, ist es nicht notwendig, dieses Kriterium in den vorliegenden Entwurf aufzunehmen» (*Parl. Dok., Kammer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, SS. 47-49*).

In der Abgeordnetenversammlung wurden zwei Abänderungsanträge eingereicht mit dem Ziel, «die Zugehörigkeit zu einer Gewerkschaftsorganisation» und die «gewerkschaftliche Tätigkeit» in die im Gesetz angeführten Diskriminierungsgründe aufzunehmen (Abänderungsantrag Nr. 12, *Parl. Dok., Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/003, S. 9*; Abänderungsantrag Nr. 15, *Parl. Dok., Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/004, S. 3*). Beide Abänderungsanträge wurden abgelehnt (*Parl. Dok., Kammer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, S. 133*).

B.8.7. Aus den vorerwähnten Vorarbeiten geht nicht hervor, dass der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten hätte, dass Diskriminierungen auf der Grundlage der gewerkschaftlichen Überzeugung weniger schwerwiegend wären als die anderen Diskriminierungen, die er bekämpfen wollte, oder dass es nicht wichtig wäre, auch diese Diskriminierungen zu bekämpfen.

Der Gesetzgeber hat sich im Gegenteil mit diesen Diskriminierungen befasst, dabei jedoch beschlossen, den Grund der gewerkschaftlichen Überzeugung nicht ausdrücklich in die «geschützten Kriterien» aufzunehmen, da er der Auffassung war, dass die Opfer von Diskriminierungen aufgrund ihrer gewerkschaftlichen Überzeugung bereits geschützt waren, einerseits durch die Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 24. Mai 1921 zur Gewährleistung der Vereinigungsfreiheit und andererseits durch Artikel 2bis des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 38 vom 6. Dezember 1983 über die Anwerbung und die Auswahl von Arbeitnehmern sowie die Artikel 2 und 3 des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 95 über die Gleichbehandlung in allen Phasen des Arbeitsverhältnisses, der zu diesem Zeitpunkt diskutiert und am 10. Oktober 2008 angenommen wurde. Artikel 2bis des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 38 wurde ersetzt durch Artikel 1 des kollektiven Arbeitsabkommens Nr. 38sexies vom 10. Oktober 2008. Dieses letztgenannte kollektive Arbeitsabkommen sowie das kollektive Arbeitsabkommen Nr. 95 wurden für allgemein verbindlich erklärt durch zwei königliche Erlasse vom 11. Januar 2009 (*Belgisches Staatsblatt* vom 4. Februar 2009).

B.8.8. Es stimmt, dass die vorerwähnten Bestimmungen eine gesetzliche Grundlage für das Verbot der Diskriminierung auf der Grundlage der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation bieten. Die Artikel 3 und 4 des Gesetzes vom 24. Mai 1921 bestrafen jede Person, die Tätlichkeiten, Gewalt oder Bedrohungen anwendet oder jemandem mit dem Verlust der Arbeitsstelle droht, um ihn zu zwingen, einer Vereinigung anzugehören oder nicht anzugehören, sowie jede Person, die das Abschließen, die Erfüllung oder die Fortsetzung eines Arbeitsvertrags böswillig von der Mitgliedschaft oder der Nichtmitgliedschaft in einer Vereinigung abhängig macht. Die Bestimmungen der vorerwähnten kollektiven Arbeitsabkommen verbieten jede Diskriminierung auf der Grundlage insbesondere der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaftsorganisation während der gesamten Arbeitsbeziehung. Da diese beiden vorerwähnten kollektiven Arbeitsabkommen für allgemein verbindlich erklärt wurden, ist ihre Übertretung strafbar (Artikel 56 und 57 des Gesetzes vom 5. Dezember 1968 über die kollektiven Arbeitsabkommen und die paritätischen Kommissionen). Wenn eine solche Übertretung nicht strafrechtlich verfolgt wird, kann eine administrative Geldbuße von 50 bis 1 250 Euro auferlegt werden (Artikel 1 Nr. 14 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldbußen, die bei Verstößen gegen bestimmte Sozialgesetze zur Anwendung kommen).

B.8.9. Die in B.8.7 angeführten Bestimmungen enthalten jedoch keine einzige der Maßnahmen, mit denen der Gesetzgeber die Effizienz des angefochtenen Gesetzes gewährleisten wollte.

B.8.10. Artikel 17 des angefochtenen Gesetzes regelt einen besonderen Schutz für Personen, die eine Klage eingereicht haben wegen eines Verstoßes gegen dieses Gesetz im Rahmen der Arbeitsbeziehungen oder der ergänzenden Regelungen der sozialen Sicherheit, indem er es den Arbeitgebern verbietet, «eine nachteilige Maßnahme in Bezug auf den Betroffenen zu ergreifen, außer aus Gründen, die nicht mit der Klage zusammenhängen» (§ 1). Eine solche Klage kann zum Vorteil der betroffenen Person eingereicht werden, nicht nur durch sie selbst, sondern auch durch die «Generaldirektion Kontrolle der Sozialgesetze des Föderalen Öffentlichen Dienstes Beschäftigung, Arbeit und Soziale Konzertierung» oder durch eine Interessenvereinigung (§ 3), bei der es sich unter anderem um eine repräsentative Arbeitnehmerorganisation handeln kann (Artikel 30 des angefochtenen Gesetzes). Das Gesetz sieht die Umkehr der Beweislast vor, wenn der Arbeitgeber eine nachteilige Maßnahme ergreift «in Bezug auf die betroffene Person innerhalb von zwölf Monaten nach dem Einreichen der Klage» (§ 4). Die betroffene Person oder die «Interessenvereinigung,» der sie angeschlossen ist, kann fordern, «erneut in das Unternehmen oder den Dienst aufgenommen zu werden, oder dass sie ihre Funktion unter den gleichen Bedingungen wie vorher ausüben darf», wobei der Arbeitgeber, der die Person wieder aufnimmt, die entgangene Entlohnung zahlen muss (§ 5). Wenn der Betroffene nicht wieder aufgenommen wird oder seine Funktion nicht behält und wenn davon ausgegangen wird, dass die nachteilige Maßnahme im Widerspruch zu den Bestimmungen von Paragraph 1 steht, muss der Arbeitgeber einen Pauschalbetrag in Höhe des Bruttolohns von sechs Monaten zahlen, es sei denn, die benachteiligte Person verlangt den Ersatz des tatsächlich erlittenen Schadens (§ 6).

Der durch das Gesetz geregelte Schutz wird auf die als Zeugen auftretenden Personen ausgedehnt (§ 9).

B.8.11. Gemäß Artikel 19 kann der befassende Richter ein Zwangsgeld auferlegen.

B.8.12. Schließlich sieht Artikel 20 eine Unterlassungsklage vor, die wie im Eilverfahren behandelt wird; sie kann durch einen durch den Greffier des Gerichtes zugestellten Antrag eingereicht werden, wobei die Gegenpartei aufgefordert wird, «frühestens drei Tage und spätestens acht Tage nach dem Versand des Gerichtsbriefes» zu erscheinen, und bietet dem Richter die Möglichkeit, eine Entscheidung zu fällen «ungeachtet jeder Verfolgung aufgrund der gleichen Handlungen vor irgendeinem anderen Strafgericht», wobei sein Urteil vorläufig vollstreckbar ist, ungeachtet jeder Rechtsmitteleinlegung und ohne Bürgschaft.

B.8.13. Zwar kann das Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage seiner gewerkschaftlichen Überzeugung Klage einreichen wegen Verstoßes gegen die in B.8.7 angeführten Normen, doch diese sehen keinerlei besonderes Verfahren vor und bieten keinerlei Maßnahme, die den in B.8.10 bis B.8.12 angeführten Maßnahmen gleichwertig wäre. Die spezifischen Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes wurden jedoch gemäß der Begründung gerade eingeführt, um die «Ineffizienz» der Strafmaßnahmen zu beseitigen, die «insbesondere dadurch zu erklären ist, dass die Schwierigkeit, die Diskriminierung nachzuweisen, in Strafsachen nicht durch die Umkehr der Beweislast gelöst werden kann». Aus diesem Grund «wird vorgeschlagen, dem Zivilrecht den Vorrang zu gewähren, da es die Unterlassung der Diskriminierung sowie eine tatsächliche Entschädigung ermöglicht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2720/001, S. 25).

B.8.14. Im Übrigen sind die vorerwähnten kollektiven Arbeitsabkommen, die nur im Privatsektor Anwendung finden, rechtliche Instrumente, auf die der Gesetzgeber keinen Zugriff hat und die nicht geltend gemacht werden könnten, um zu rechtfertigen, dass den Arbeitnehmern das Schutzsystem des angefochtenen Gesetzes verweigert wird, während dieses Gesetz Diskriminierungen im Rahmen der Arbeitsbeziehungen bekämpfen soll, insbesondere diejenigen in Bezug auf den Zugang zur Arbeit, die Arbeitsbedingungen und die Entlohnung sowie die Praktiken bezüglich der Kündigung (Artikel 5 § 2).

B.8.15. Daraus ist zu schlussfolgern, dass der Gesetzgeber, indem er in die angeführten Diskriminierungsgründe nicht denjenigen der gewerkschaftlichen Überzeugung aufgenommen hat, die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage dieses Grundes und die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage eines der in Artikel 4 Nr. 4 des angefochtenen Gesetzes angeführten Gründe ohne vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt hat.

B.8.16. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist begründet. Artikel 3 und Artikel 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 sind für nichtig zu erklären, jedoch nur insofern, als sie unter den darin angegebenen Diskriminierungsgründen nicht die gewerkschaftliche Überzeugung anführen.

B.8.17. Da die Lücke in den Texten enthalten ist, die dem Hof unterbreitet wurden, und die Nichtigerklärung ausreichend präzise und vollständig formuliert ist, ergibt sich aus dieser Nichtigerklärung, dass es den Richtern, bei denen Zivilklagen in Bezug auf eine Diskriminierung auf der Grundlage der gewerkschaftlichen Überzeugung eingereicht werden, in Erwartung eines gesetzgeberischen Auftretens obliegt, die teilweise für nichtig erklärten Bestimmungen unter Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung anzuwenden.

Das Legalitätsprinzip in Strafsachen, wonach eine Person nur in den gesetzlich vorgesehenen Fällen bestraft werden kann, verbietet es hingegen, dass die Strafgerichte in Ermangelung einer Gesetzesänderung die Lücke in Bezug auf die gewerkschaftliche Überzeugung füllen, die der Hof sanktioniert hat.

In Bezug auf den ersten Teil des zweiten Klagegrunds

B.9.1. Der erste Teil des zweiten Klagegrunds in den beiden Rechtssachen bezieht sich auf Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes, der bestimmt:

«Die Bestimmungen dieses Gesetzes sind nicht anwendbar im Fall von Belästigungen in den Arbeitsbeziehungen gegenüber den Personen im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit. Im Fall einer Belästigung im Rahmen der Arbeitsbeziehungen können diese Personen sich lediglich auf die Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes berufen».

Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 bestimmt:

«§ 1. Das vorliegende Gesetz ist auf Arbeitgeber und Arbeitnehmer anwendbar.

Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes

1. werden Arbeitnehmern gleichgestellt:

a) Personen, die anders als aufgrund eines Arbeitsvertrags Arbeitsleistungen unter der Leitung einer anderen Person erbringen,

b) Personen, die an einer beruflichen Ausbildung teilnehmen, bei der das Ausbildungsprogramm eine Form von Arbeit vorsieht, die in der Ausbildungsanstalt verrichtet wird oder auch nicht,

c) Personen, die durch einen Lehrvertrag gebunden sind,

d) Praktikanten,

e) Schüler und Studenten, die ein Studium absolvieren, bei dem der Lehrplan eine Form von Arbeit vorsieht, die in der Lehranstalt verrichtet wird,

2. werden Arbeitgebern gleichgestellt: Personen, die in Nr. 1 erwähnte Personen beschäftigen».

B.9.2. Die klagenden Parteien bemerken, dass Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes, indem er auf Artikel 2 § 1 Nr. 1 verweise, sich nur auf die den Arbeitnehmern gleichgestellten Personen beziehe, und nicht auf die Arbeitnehmer selbst, was zu einem ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen diesen beiden Kategorien von Personen führe.

B.9.3. Aus der Begründung wird ersichtlich, dass der Gesetzgeber eine Überschneidung des Anwendungsbereichs des angefochtenen Gesetzes mit demjenigen des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit vermeiden wollte:

«In Bezug auf Situationen der Belästigung und Gewalt im Rahmen der Arbeitsbeziehungen sieht das Gesetz vom 4. August 1996 eine ausführlichere Regelung vor, um eine Antwort auf solche Handlungen zu bieten. Da dieses Gesetz einen vorbeugenden Teil sowie ausführliche Verfahren für den Umgang mit der Problematik von Gewalt und Belästigung am Arbeitsplatz vorsieht, ist es vorzuziehen, dass das Gesetz vom 4. August 1996 immer und ausschließlich angewandt wird bei Handlungen dieser Art gegenüber Opfern, auf die das Gesetz über das Wohlbefinden bei der Arbeit Anwendung findet. Folglich können Personen im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 des Gesetzes über das Wohlbefinden bei der Arbeit sich unter keinen Umständen auf die Bestimmungen dieses Entwurfs berufen, um eine Belästigung im Rahmen der Arbeitsbeziehungen geltend zu machen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, S. 46).

B.9.4. Das Gesetz vom 4. August 1996 ist anwendbar auf die Arbeitnehmer sowie auf die Personen, die gemäß dessen Artikel 2 § 1 Nr. 1 den Arbeitnehmern gleichgestellt sind. Der Ministerrat bemerkt, dass der Gesetzgeber in dem angefochtenen Artikel 6 alle Personen ins Auge gefasst hat, auf die das Gesetz vom 4. August 1996 anwendbar ist, und nicht ausschließlich die den Arbeitnehmern gleichgestellten Personen, und er schlägt vor, die angefochtene Bestimmung in diesem Sinne auszulegen, da sie versehentlich auf Nr. 1 von Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1996 verweist.

B.9.5. Damit dem in B.9.2 beschriebenen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied ein Ende bereitet wird, ist der Vermerk «Nr. 1» in Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes für nichtig zu erklären, so dass die Bezugnahme auf «Artikel 2 § 1 des Gesetzes vom 4. August 1996» sowohl für die Arbeitnehmer als auch für die ihnen gleichgestellten Personen gilt.

B.9.6. In ihrem Erwidernsschriftsatz führen die Kläger an, die vom Ministerrat vorgeschlagene Auslegung, die zum gleichen Ergebnis führe wie die in B.9.5 ins Auge gefasste Nichtigerklärung, schaffe eine deutliche Diskriminierung zwischen den Opfern einer «Belästigung» außerhalb der Arbeit, die durch das angefochtene Gesetz geschützt seien, und den Opfern einer «Belästigung» am Arbeitsplatz, die nicht darauf zurückgreifen könnten.

Dieser Behandlungsunterschied ergibt sich weder aus der vom Ministerrat vorgeschlagenen Auslegung, noch aus der in B.9.5 angeführten Nichtigerklärung. Er ergibt sich aus dem eigentlichen Text von Artikel 6 des angefochtenen Gesetzes, der die Opfer einer «Belästigung» bei der Ausführung ihres Arbeitsvertrags aus seinem Anwendungsbereich ausschließt.

Eine Beschwerde in einem Erwidernsschriftsatz, die von der Beschwerde in der Klageschrift abweicht, stellt einen neuen Klagegrund dar und ist unzulässig.

In Bezug auf den zweiten Teil des zweiten Klagegrunds (Rechtssache Nr. 4365)

B.10.1. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4365 ist gegen Artikel 11 § 1 des angefochtenen Gesetzes gerichtet, der bestimmt:

«Ein unmittelbarer oder mittelbarer Unterschied, der auf einem der angeführten Diskriminierungsgründe beruht, führt nie zur Feststellung irgendeiner durch dieses Gesetz verbotenen Form der Diskriminierung, wenn dieser unmittelbare oder mittelbare Unterschied durch ein Gesetz oder kraft eines Gesetzes auferlegt wird».

Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmung nicht die gleiche Befreiung vorsehe, wenn ein unmittelbarer oder mittelbarer Unterschied durch ein für verbindlich erklärtes kollektives Arbeitsabkommen oder kraft eines solchen Abkommens auferlegt werde.

B.10.2. Gemäß der Begründung soll die angefochtene Bestimmung «die Rechtssicherheit gewährleisten» indem sie verhindert, «dass ein Bürger sich entscheiden muss zwischen den einzuhaltenden Normen (dieses Antidiskriminierungsgesetz oder das Gesetz, das diesen Unterschied regelt)» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, S. 52).

B.10.3. Aufgrund von Artikel 51 des Gesetzes vom 5. Dezember 1968 über die kollektiven Arbeitsabkommen und die paritätischen Kommissionen hat das Gesetz in seinen zwingenden Bestimmungen Vorrang vor den kollektiven Arbeitsabkommen, selbst wenn sie durch königlichen Erlass für allgemein verbindlich erklärt wurden. Der Gesetzgeber hätte somit nicht vorsehen können, dass ein für allgemein verbindlich erklärtes kollektives Arbeitsabkommen seine Adressaten von der Einhaltung der Gesetzgebung über die Bekämpfung von Diskriminierung befreien konnte.

B.10.4. Der zweite Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4365 ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten (Rechtssache Nr. 4363) und dritten (Rechtssache Nr. 4365) Teil des zweiten Klagegrunds

B.11.1. Der zweite Teil (Rechtssache Nr. 4363) und der dritte Teil (Rechtssache Nr. 4365) des zweiten Klagegrunds beziehen sich auf Artikel 13 des angefochtenen Gesetzes, der bestimmt:

«Für öffentliche oder private Organisationen, deren Grundlage auf dem Glauben oder der Weltanschauung beruht, stellt ein unmittelbarer Unterschied aufgrund des Glaubens oder der Weltanschauung bezüglich der Berufstätigkeiten dieser Organisation keine Diskriminierung dar, wenn der Glaube oder die Weltanschauung von der Beschaffenheit der Tätigkeiten oder des Kontextes, in dem sie ausgeübt werden, her eine wesentliche, rechtmäßige und gerechtfertigte berufliche Anforderung angesichts der Grundlage der Organisation darstellt.

Gemäß dieser Bestimmung kann kein anderer unmittelbarer Unterschied auf der Grundlage eines anderen geschützten Kriteriums gerechtfertigt sein, außer in Anwendung einer anderen Bestimmung dieses Titels.

Sofern die Bestimmungen dieses Gesetzes im Übrigen eingehalten werden, beeinträchtigt dieses Gesetz nicht das Recht öffentlicher oder privater Organisationen, deren Grundlage auf dem Glauben oder der Weltanschauung beruht, von den für sie arbeitenden Personen zu verlangen, dass sie sich loyal und aufrichtig im Sinne des Ethos der Organisation verhalten».

B.11.2. Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmung einerseits nur die Organisationen betreffe, deren Grundlage auf dem Glauben oder der Weltanschauung beruhe, unter Ausschluss der Organisationen, deren Grundlage auf einer anderen Überzeugung beruhe, wie der politischen oder gewerkschaftlichen Überzeugung, und andererseits, dass sie es den Organisationen, auf die sie sich beziehe, ermögliche, nur von den für sie arbeitenden Personen und nicht von ihren Mitgliedern und Mandatären zu verlangen, dass sie sich loyal und aufrichtig verhalten.

B.11.3. Der angefochtene Artikel 13 wurde unter Titel II des Gesetzes «Rechtfertigung der Unterscheidung» eingefügt und ist im Lichte der anderen Bestimmungen dieses Titels auszulegen. Diese sehen unter anderem ein «offenes» Rechtfertigungssystem vor (Artikel 7) sowie, in Abweichung von diesem «offenen» System, ein auf bestimmte präzise Gründe beschränktes Rechtfertigungssystem für unmittelbare Unterschiede auf der Grundlage unter anderem des Glaubens und der Weltanschauung, im Rahmen der Arbeitsbeziehungen, der ergänzenden Regelungen der sozialen Sicherheit sowie der Mitgliedschaft und Mitwirkung in einer Gewerkschafts-, Berufs- oder Arbeitgeberorganisation (Artikel 8).

Aus dem allgemeinen «offenen» Rechtfertigungssystem ergibt sich, dass die öffentlichen oder privaten Organisationen, deren Grundlage auf einer anderen Überzeugung als dem Glauben oder der Weltanschauung beruht und die nicht in den Vorteil des angefochtenen Artikels 13 gelangen, gegenüber ihren Arbeitnehmern, ihren Mitgliedern oder ihren Mandataren einen Unterschied machen können auf der Grundlage eines der im Gesetz erwähnten Gründe, unter der Bedingung, dass dieser Unterschied durch ein rechtmäßiges Ziel sachlich gerechtfertigt ist und die Mittel zur Erreichung dieses Ziels angemessen und erforderlich sind. In Bezug auf die Arbeitsbeziehungen, die ergänzenden Regelungen der sozialen Sicherheit und die Mitgliedschaft in Berufsorganisationen können diese Organisationen grundsätzlich einen unmittelbaren Unterschied auf der Grundlage des Alters, der sexuellen Ausrichtung, des Glaubens oder der Weltanschauung oder einer Behinderung im Prinzip durch wesentliche und entscheidende berufliche Anforderungen rechtfertigen (Artikel 8).

Wie der Minister im Laufe der Erörterung im Ausschuss bestätigt hat, «ist davon auszugehen, dass es Vereinigungen und Organisationen, deren Grundlage auf besonderen rechtmäßigen gesellschaftlichen, politischen, weltanschaulichen oder religiösen Überzeugungen beruht, gestattet ist, Mitglieder zu verweigern oder auszuschließen, wenn diese Mitglieder oder Mitgliedschaftsanwärter den rechtmäßigen Grundprinzipien dieser Organisation nicht zustimmen können oder wenn sie durch ihr Handeln oder gesellschaftliches Auftreten deutlich zu erkennen geben, dass sie den rechtmäßigen Grundprinzipien der Vereinigung nicht loyal gegenüberstehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2720/009, S. 112).

B.11.4. Der durch die klagenden Parteien bemängelte Behandlungsunterschied zwischen einerseits Organisationen, deren Grundlage auf dem Glauben oder der Weltanschauung beruht, und andererseits Organisationen, deren Grundlage auf einer anderen Überzeugung beruht, besteht folglich nicht.

B.11.5. Insofern die klagenden Parteien sodann bemängeln, dass Artikel 13 es den betreffenden Organisationen verbiete, von Mitgliedern und Mandataren ein loyales und aufrichtiges Verhalten zu verlangen, ist festzustellen, dass öffentliche oder private Organisationen, deren Grundlage auf dem Glauben oder der Weltanschauung beruht, unter richterlicher Kontrolle ebenfalls die im angefochtenen Gesetz enthaltenen allgemeinen Rechtfertigungsgründe geltend machen können.

B.11.6. Der zweite (Rechtssache Nr. 4363) und der dritte (Rechtssache Nr. 4365) Teil des zweiten Klagegrunds sind unbegründet.

In Bezug auf den dritten (Rechtssache Nr. 4363) und vierten (Rechtssache Nr. 4365) Teil des zweiten Klagegrunds

B.12.1. Der dritte Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4363 und der vierte Teil des zweiten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4365 beziehen sich auf die Artikel 4 Nr. 3 und 15 des angefochtenen Gesetzes.

Artikel 4 bestimmt:

«Für die Anwendung dieses Gesetzes versteht man unter:

[...]

3. Bestimmungen: die Verwaltungsakte, die in individuellen oder kollektiven Abkommen und in Kollektivverordnungen enthaltenen Klauseln sowie die in einseitig erstellten Dokumenten enthaltenen Klauseln;

[...].»

Artikel 15 bestimmt:

«Bestimmungen, die im Widerspruch zu diesem Gesetz stehen, sowie Vertragsklauseln, die bestimmen, dass eine oder mehrere Vertragsparteien im Vorhinein auf die durch dieses Gesetz gewährleisteten Rechte verzichten, sind ungültig».

B.12.2. Die klagenden Parteien bemängeln, dass diese Bestimmungen die Strafe der Nichtigkeit auf die Bestimmungen und Klauseln in schriftlichen Dokumenten beschränkten, so dass die Möglichkeit ausgeschlossen werde, die Nichtigkeit einer Klausel in einer nicht schriftlichen einseitigen Vereinbarung oder Handlung zu erreichen, wie eine mündliche Weigerung der Einstellung oder eine mündliche Entlassung, sowie die Möglichkeit, die Nichtigkeit einer Klausel zu erreichen, mit der eine Vertragspartei zum Zeitpunkt der Diskriminierung oder danach auf die durch das Gesetz gewährleisteten Rechte verzichtet.

B.12.3. In der Begründung wurde im Zusammenhang mit der im angefochtenen Artikel 15 enthaltenen Nichtigkeitsstrafe Folgendes angeführt:

«Es handelt sich um eine ausdrückliche, zwingende Teilnichtigkeit. Dies bedeutet, dass die Strafe der Nichtigkeit sich nur auf den diskriminierenden Unterschied bezieht und folglich nicht die vollständige diskriminierende Bestimmung betrifft. Dies hat zur Folge, dass dann, wenn anhand einer Klausel gewissen Gruppen ein bestimmter Vorteil gewährt wird zum Nachteil einer benachteiligten Gruppe und der vorgenommene Unterschied diskriminierend ist, die benachteiligte Gruppe den Vorteil der bevorteilten Gruppe beanspruchen kann. [...]

Es handelt sich um eine absolute Nichtigkeit. Der Vorentwurf setzt nämlich ein Grundrecht (das Recht auf Gleichbehandlung) in horizontale und vertikale Beziehungen um. Dieses Gesetz betrifft folglich die öffentliche Ordnung.

Der Entwurf sieht überdies die Nichtigkeit von Klauseln vor, wonach eine oder mehrere Vertragsparteien im Vorhinein auf die durch den Vorentwurf garantierten Rechte verzichten. Dies bedeutet, dass man nicht *a priori* vertraglich auf die Anwendung der Bestimmungen des Vorentwurfs verzichten kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2722/001, S. 56).

B.12.4. Diese Präzisierungen sind so zu verstehen, dass die Nichtigkeitsstrafe nicht die vollständige Bestimmung, Handlung oder Vereinbarung betrifft, in der die durch das angefochtene Gesetz verbotene Klausel enthalten ist, sondern ausschließlich diese Klausel. Wenn eine diskriminierende Klausel in einer Arbeitsordnung oder einem kollektiven Arbeitsabkommen enthalten ist, kann die Gruppe, die infolge dieser diskriminierenden Klausel von einem Vorteil ausgeschlossen war, diesen Vorteil somit in Anspruch nehmen, da die Nichtigkeit nur diese Klausel betrifft. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anzuführen scheinen, würde also nur die diskriminierende Klausel, die gegebenenfalls ausdrücklich in einer schriftlich mitgeteilten Entlassung oder einer schriftlich mitgeteilten Weigerung der Einstellung enthalten wäre, Gegenstand der Nichtigkeit sein und nicht die Handlung selbst.

Einseitige Handlungen oder nicht schriftliche Vereinbarungen unterliegen im Übrigen, genauso wie schriftlich festgehaltene Handlungen vollständig den Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes, und deren Urheber können die darin vorgesehenen Sanktionen auferlegt werden, wenn sie sich einer Diskriminierung im Sinne dieses Gesetzes schuldig gemacht haben. Das Opfer einer diskriminierenden Weigerung zur Einstellung oder einer diskriminierenden Entlassung, die mündlich mitgeteilt wurden, wird also nicht anders behandelt als das Opfer einer diskriminierenden Weigerung zur Einstellung oder einer diskriminierenden Entlassung, die schriftlich mitgeteilt wurden.

B.13.1. Die im angefochtenen Artikel 15 vorgesehene Nichtigkeit der gesetzwidrigen Bestimmungen ist eine absolute Nichtigkeit, die nicht nur die Interessen von Einzelpersonen, sondern auch das Gemeinwohl vor dem Verstoß gegen eine Regel der öffentlichen Ordnung schützen soll. Gemäß dem allgemeinen Recht kann eine solche Nichtigkeit nicht gedeckt werden, so dass die durch eine diskriminierende Bestimmung gebundenen Parteien nicht darauf verzichten können, deren Nichtigkeit geltend zu machen.

B.13.2. Da es sich um Bestimmungen der öffentlichen Ordnung handelt, ist es nicht gerechtfertigt, die Nichtigkeit von Klauseln, wonach eine der Parteien auf die gesetzlich garantierten Rechte verzichtet, auf diejenigen vor der festgestellten Diskriminierung zu begrenzen und von dieser Nichtigkeit die Klauseln auszuschließen, mit denen eine Partei gleichzeitig mit oder nach der Diskriminierung auf den Schutz des Gesetzes verzichten würde.

B.13.3. Die Formulierung der angefochtenen Bestimmung lässt sich zwar, wie der Ministerrat anführt, dadurch erklären, dass sie sich lediglich auf die ursprünglichen Klauseln eines Vertrags bezieht und dass sie nicht in dem Sinne zu verstehen sein könnte, dass sie *a contrario* einen anderen Verzicht als einen Verzicht «im Vorhinein» gestatten würde. Zur Vermeidung jeglicher Rechtsunsicherheit sind in Artikel 15 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 jedoch die Wörter «im Vorhinein» für nichtig zu erklären, so dass die darin vorgesehene Nichtigkeit für jeden Verzicht auf die gesetzlich garantierten Rechte gilt, ungeachtet seines Zeitpunktes.

In Bezug auf den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 4363

B.14.1. Der dritte Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 4363 ist gegen die Artikel 45 und 46 des angefochtenen Gesetzes gerichtet. Diese Bestimmungen fügen einen Artikel 5 in das Gesetz vom 5. März 2002 über den Grundsatz der Nichtdiskriminierung zugunsten der Teilzeitarbeitnehmer beziehungsweise einen Artikel 6 in das Gesetz vom 5. Juni 2002 über den Grundsatz der Nichtdiskriminierung zugunsten der Arbeitnehmer mit einem befristeten Arbeitsvertrag ein. Diese identisch formulierten Artikel bestimmen:

«Dieses Gesetz erlaubt in keinem Fall die Rechtfertigung einer Diskriminierung, die verboten ist durch:

- das Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen;

- das Gesetz vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern;

- das Gesetz vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung».

B.14.2. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, diese Bestimmungen führten einen nicht zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied zwischen den durch die beiden vorerwähnten Gesetze vom 5. März 2002 und vom 5. Juni 2002 geschützten Personen ein, insofern sie zur Folge hätten, den durch beide Gesetze gebotenen Schutz zu verringern, indem sie das Diskriminierungsverbot auf die Gründe beschränkten, die in den drei in den angefochtenen Artikeln angeführten Gesetzen enthalten seien. Diese Bestimmungen führten dazu, es nunmehr in Bezug auf Teilzeitarbeitnehmer und auf Arbeitnehmer mit einem befristeten Arbeitsvertrag zu ermöglichen, andere Diskriminierungen zu rechtfertigen als diejenigen, die in den drei Gesetzen zur Bekämpfung von Diskriminierung angeführt seien, was vor der Einführung dieser zwei neuen Artikel nicht der Fall gewesen sei. Diese Artikel führten somit zu einer Diskriminierung zwischen den Teilzeitarbeitnehmern und den Arbeitnehmer mit einem befristeten Arbeitsvertrag, die Opfer einer Diskriminierung seien, je nach dem Grund, auf den sich diese Diskriminierung stütze.

Der dritte Klagegrund ist folglich abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11, 23 und 27 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 11 und 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 22 und 26 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, mit Artikel 8 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, mit den Artikeln 5 und 6 der Revidierten Europäischen Sozialcharta, mit den Übereinkommen Nrn. 87, 98 und 151 der Internationalen Arbeitsorganisation sowie mit den europäischen Richtlinien 2000/78/EG, 97/81/EG und 1999/70/EG. Die klagenden Parteien fügen noch hinzu, dass diese Gesetzesänderungen unter Missachtung des Verfahrens der sozialen Konzertierung vorgenommen worden seien.

B.14.3. Im Zusammenhang mit dieser letzten Kritik ist der Hof befugt, die Verfassungsmäßigkeit von Gesetzesbestimmungen zu prüfen, nicht in Bezug auf deren Zustandekommen (unter Vorbehalt von Artikel 30*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989), sondern allein in Bezug auf ihren Inhalt. Er kann also nicht prüfen, ob vor der Annahme eines Gesetzes die Formvorschriften bezüglich der Gewerkschaftsverhandlungen eingehalten wurden.

B.14.4. Im Zusammenhang mit dem im Klagegrund angeführten Behandlungsunterschied ist festzustellen, dass die klagenden Parteien den angefochtenen Bestimmungen eine Tragweite beimessen, die sie nicht haben. Die angefochtenen Bestimmungen sind im Kontext des Systems der zulässigen Rechtfertigung von Behandlungsunterschieden zu sehen. Die beiden durch die angefochtenen Bestimmungen abgeänderten Gesetze enthalten ein allgemeines Verbot der Diskriminierung von Arbeitnehmern, auf die sie anwendbar sind, und sehen ein «offenes» System der Rechtfertigung der Behandlungsunterschiede vor, wobei ihre jeweiligen Artikel 4 bestimmen, dass ein Behandlungsunterschied dieser Arbeitnehmer «aus objektiven Gründen gerechtfertigt» werden kann. Die drei Gesetze zur Bekämpfung von Diskriminierung sehen für gewisse Fälle ein Rechtfertigungssystem vor, das auf bestimmte Rechtfertigungsgründe begrenzt ist. Es war also notwendig zu präzisieren, dass die Annehmbarkeit der Behandlungsunterschiede in Bezug auf die Arbeitnehmer, auf die sich die Gesetze vom 5. März 2002 und vom 5. Juni 2002 beziehen, auf der Grundlage eines durch eines der drei vorerwähnten Gesetze geschützten Kriteriums im Rahmen dieser drei Gesetze zu beurteilen ist, da andernfalls der Schutz, den diese drei Gesetze den Arbeitnehmern im Sinne der vorerwähnten Gesetze vom 5. März 2002 und vom 5. Juni 2002 bieten, verringert würde.

B.14.5. Im Übrigen deckt sich der Klagegrund, insofern darin ein Behandlungsunterschied zwischen Arbeitnehmern, die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage eines der in diesen drei Gesetzen zur Bekämpfung von Diskriminierung angeführten Gründe sind, und Arbeitnehmern, die Opfer einer Diskriminierung auf der Grundlage eines nicht in diesen Gesetzen angeführten Grundes sind, mit der Beschwerde, die Gegenstand des ersten Teils des ersten Klagegrunds ist, und ist er somit aus den in B.7 angegebenen Gründen abzuweisen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 3 und Artikel 4 Nr. 4 des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung für nichtig, jedoch nur insofern, als sie sich unter den «geschützten Kriterien» nicht auf die gewerkschaftliche Überzeugung beziehen;

- erklärt in Artikel 6 desselben Gesetzes den Vermerk «Nr. 1» für nichtig;

- erklärt in Artikel 15 desselben Gesetzes die Wortfolge «im Vorhinein» für nichtig;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 2. April 2009.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2009 — 1521

[C — 2009/35346]

20 FEBRUARI 2009. — Decreet betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Decreet betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen.

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een gewest- en gemeenschapsaangelegenheid.

Art. 2. Dit decreet regelt onder meer de omzetting van richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Europese Gemeenschap (INSPIRE).

Dit decreet doet op geen enkele wijze afbreuk aan de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en het decreet van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer.

Art. 3. In dit decreet wordt verstaan onder :

1° instantie : een instantie als vermeld in artikel 3, 3°, van het decreet van 26 maart 2004 betreffende de openbaarheid van bestuur;

2° derde partij : een natuurlijke persoon, een rechtspersoon of een groepering ervan die geen instantie is :

3° geografische gegevens : elektronische gegevens die direct of indirect verwijzen naar een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

4° geografisch object : een abstracte voorstelling van een reëel verschijnsel in relatie tot een specifieke locatie of een specifiek geografisch gebied;

5° geografische gegevensbron : een identificeerbare verzameling van geografische gegevens;

6° geografische diensten : de bewerking van de geografische gegevens die zich in geografische gegevensbronnen bevinden of de verwerking van de aanverwante metagegevens door middel van een computertoepassing;

7° metagegevens : informatie waarin geografische gegevensbronnen en geografische diensten worden beschreven en die het mogelijk maakt die gegevens te zoeken, te inventariseren en te gebruiken;

8° Geografische Data-Infrastructuur, hierna GDI te noemen : een logisch geheel van metagegevens, geografische gegevensbronnen en geografische diensten, technische specificaties en standaarden en de overeenkomsten betreffende de uitwisseling, de toegang en het gebruik ervan, met de daarbij behorende netwerkdiensten en technologieën, technische specificaties en standaarden, en de in overeenstemming met dit decreet ingestelde, beheerde of beschikbaar gemaakte mechanismen, processen en procedures en monitoring ervan;

9° deelnemer aan GDI-Vlaanderen : iedere instantie in de zin van artikel 4, § 1, van het decreet van 26 maart 2004 betreffende de openbaarheid van bestuur;

10° interoperabiliteit : de mogelijkheid dat, zonder terugkerende handmatige verrichtingen, geografische gegevensbronnen zodanig worden gecombineerd en geografische diensten zodanig op elkaar inwerken dat het verkregen resultaat coherent is en de meerwaarde van de geografische gegevensbronnen en geografische diensten wordt verhoogd;

11° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor de uitbouw van een geografische informatie-infrastructuur;

12° agentschap : het Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen, opgericht bij het decreet van 7 mei 2004 houdende oprichting van het publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschap « Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen »;

13° de INSPIRE-richtlijn : richtlijn 2007/2/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2007 tot oprichting van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie in de Europese Gemeenschap (INSPIRE);

14° harmonisering van geografische gegevensbronnen : de afstemming van geografische objectdefinities, objectidentificatie, objectmodellering, objectkenmerken en coderingswijze in functie van interoperabiliteit met geografische diensten die gelijksoortige geografische gegevens aanbieden;

15° geoportaal : een internetsite die een centrale toegang verschaft tot de GDI, of een equivalent daarvan;

16° e-commercedienst : een elektronische dienst die tot doel heeft de bestelling, betaling en eventueel ook de voortgangscntrole op de levering van geografische gegevensbronnen en geografische diensten op een veilige wijze af te handelen via het internet;

17° zoekdienst : een geografische dienst die het mogelijk maakt om geografische gegevensbronnen en geografische diensten op te zoeken en de inhoud van de metagegevens weer te geven;

18° raadpleegdienst : een geografische dienst die het minstens mogelijk maakt raadpleegbare geografische gegevensbronnen weer te geven en te bevragen;

19° overdrachtdienst : een geografische dienst die het mogelijk maakt om geografische gegevensbronnen geheel of gedeeltelijk te downloaden en uploaden en, als dat praktisch mogelijk is, ze rechtstreeks ter beschikking te hebben;

20° verwerkingsdienst: een geografische dienst die het mogelijk maakt om geografische gegevensbronnen te transformeren om tot interoperabiliteit te komen.

HOOFDSTUK II. — *Het samenwerkingsverband GDI-Vlaanderen*

Afdeling I. — Oprichting en doel van het samenwerkingsverband GDI-Vlaanderen

Art. 4. Er wordt een samenwerkingsverband GDI-Vlaanderen opgericht, hierna GDI-Vlaanderen te noemen, dat tot doel heeft de aanmaak, het beheer, de uitwisseling, het gebruik en het hergebruik van geografische gegevensbronnen en geografische diensten te optimaliseren.

Art. 5. GDI-Vlaanderen zal instaan voor de uitbouw en de exploitatie van de GDI. Dat houdt onder meer in :

- 1° het gemeenschappelijk verwerven van geografische gegevensbronnen en geografische diensten;
- 2° het aanmaken, het beheeren en het distribueren van geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens;
- 3° het begeleiden, coördineren en promoten van geografische diensten;
- 4° het streven naar interoperabiliteit van geografische diensten en harmonisering van geografische gegevensbronnen;
- 5° het ontwikkelen van authentieke geografische gegevensbronnen;
- 6° het opzetten van geografische diensten voor het zoeken, het raadplegen, de overdracht en de verwerking van geografische gegevensbronnen;
- 7° het opzetten van opleidingsprogramma's met betrekking tot geografische gegevensbronnen en geografische diensten;
- 8° het opzetten van een documentatiecentrum met het oog op kennisoverdracht en archivering van geografische gegevensbronnen en geografische diensten;
- 9° het valoriseren van Vlaamse GDI-expertise in binnen- en buitenland;
- 10° de organisatie en coördinatie van de toegang tot de GDI;
- 11° het opstellen van technische voorschriften in verband met specificaties en standaarden die nodig zijn voor het functioneren van de GDI.

Afdeling II. — Organisatie van het samenwerkingsverband GDI-Vlaanderen

Onderafdeling I. — Het agentschap

Art. 6. Het agentschap is belast met de operationele coördinatie van de uitbouw en de exploitatie van de GDI, rekening houdend met de bevoegdheden die door de bepalingen van deze afdeling zijn toegekend aan de Vlaamse Regering, de stuurgroep GDI-Vlaanderen en de GDI-raad.

Onderafdeling II. — Stuurgroep GDI-Vlaanderen

Art. 7. Er wordt een stuurgroep GDI-Vlaanderen opgericht, hierna de stuurgroep te noemen, bestaande uit afgevaardigden van de deelnemers aan GDI-Vlaanderen.

De stuurgroep heeft onder meer de volgende taken :

- 1° op eigen initiatief of op verzoek van de minister beleidsvoorstellen doen met betrekking tot strategische beleidsbeslissingen over de uitbouw van de GDI;
- 2° voorstellen doen over het opstellen van het ontwerp van GDI-plan en GDI-uitvoeringsplan;
- 3° voorstellen doen over de toegang, het gebruik, de uitwisseling en het hergebruik van geografische gegevensbronnen en geografische diensten;
- 4° voorstellen van standaarden en richtlijnen uitwerken met betrekking tot de aanmaak, het beheer, de uitwisseling en het gebruik van geografische gegevensbronnen en geografische diensten;
- 5° voorstellen welke geografische gegevensbronnen moeten evolueren naar authentieke geografische gegevensbronnen en als dusdanig kunnen worden erkend;
- 6° voorstellen doen over de bijdrage van de deelnemers aan GDI-Vlaanderen aan de kosten die verbonden zijn aan de ontwikkeling en het beheer van de centrale e-commercedienst, vermeld in artikel 34;
- 7° het vaststellen van de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die moeten kunnen worden uitgewisseld door middel van de GDI;
- 8° het vaststellen van :
 - a) de functionaliteiten waaraan de GDI moet voldoen;
 - b) de zoekcriteria die de zoekdiensten, vermeld in artikel 26, § 1, 1°, moeten omvatten;
 - c) de elementen waarop de metagegevens, vermeld in artikel 14, betrekking hebben;
 - d) nadere regels voor het opstellen van metagegevens als vermeld in artikel 14;
- 9° het vaststellen van de technische voorschriften voor interoperabiliteit van geografische diensten en harmonisering van geografische gegevensbronnen;
- 10° het bewaken van de verhouding van GDI-Vlaanderen tot andere samenwerkingsverbanden;
- 11° het vaststellen van algemene richtlijnen met betrekking tot de gebruikerseisen en de bruikbaarheid van geografische diensten als vermeld in artikel 26, § 2, derde lid;
- 12° het vaststellen van de technische voorwaarden die een koppeling mogelijk maken tussen de geografische gegevensbronnen en geografische diensten uit de GDI en het netwerk, vermeld in artikel 26.

De Vlaamse Regering bepaalt de samenstelling en de werking van de stuurgroep en van een secretariaat dat belast is met de administratieve ondersteuning en de organisatie van de stuurgroep. De Vlaamse Regering benoemt de voorzitter en de leden van de stuurgroep.

Onderafdeling III. — GDI-raad

Art. 8. Er wordt een GDI-raad opgericht, bestaande uit vertegenwoordigers van de maatschappelijke actoren en onafhankelijke experts die deskundig zijn voor geografische informatie.

De GDI-raad heeft als opdracht om op eigen initiatief of op verzoek van de minister strategisch advies te geven over de uitbouw van de GDI. Dit houdt onder meer in :

1° het geven van advies over de beleidsbrief en de beleidsnota van de minister;

2° het geven van advies over het ontwerp van GDI-plan;

3° het geven van advies over de toegang tot de GDI van derde partijen van wie de geografische gegevensbronnen en geografische diensten gekoppeld zijn aan het netwerk, vermeld in artikel 26.

De GDI-raad is voor authentieke geografische gegevensbronnen als vermeld in artikel 22, een afnemersforum als vermeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer.

De Vlaamse Regering bepaalt de samenstelling en de werking van de GDI-raad en van een secretariaat, belast met de administratieve ondersteuning en de organisatie van de GDI-raad. De Vlaamse Regering benoemt de voorzitter en de leden van de GDI-raad.

Art. 9. De Vlaamse Regering kan commissies oprichten die in de door haar bepaalde gevallen door de GDI-raad worden geraadpleegd.

De Vlaamse Regering bepaalt de samenstelling en de werking van de commissies en benoemt de voorzitters en de leden.

HOOFDSTUK III. — *Planning van GDI-Vlaanderen**Afdeling I. — Opstellen van het GDI-plan en het GDI-uitvoeringsplan*

Art. 10. § 1. Het GDI-plan is het strategisch beleidsdocument van de Vlaamse Regering houdende de doelstellingen van GDI-Vlaanderen.

Het GDI-uitvoeringsplan is een gefaseerd uit te voeren voortschrijdend meerjarenprogramma voor de realisatie van de doelstellingen van GDI-Vlaanderen.

§ 2. De minister stelt een ontwerp van het GDI-plan en een ontwerp van het GDI-uitvoeringsplan op. Hij raadpleegt daarover de stuurgroep, die zelf een ontwerp kan voorstellen. Het ontwerp van het GDI-plan en het ontwerp van het GDI-uitvoeringsplan worden goedgekeurd door de Vlaamse Regering. De Vlaamse Regering stelt de nadere regels vast voor het opstellen en goedkeuren van het ontwerp van het GDI-plan en van het GDI-uitvoeringsplan.

Afdeling II. — Gezamenlijke aanmaak, bijwerking en financiering van geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens, opgenomen in het GDI-plan en het GDI-uitvoeringsplan

Art. 11. Het agentschap is gemachtigd om, voor projecten die gepland zijn in het GDI-uitvoeringsplan, in naam en voor rekening van het Vlaamse Gewest overeenkomsten te sluiten met de deelnemers aan GDI-Vlaanderen, met instanties die geen deelnemer aan GDI-Vlaanderen zijn en met derde partijen, voor de gezamenlijke aanmaak, bijwerking, het gebruik en de financiering van geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens.

HOOFDSTUK IV. — *De GDI**Afdeling I. — Inhoud van de GDI.*

Art. 12. De GDI bevat de volgende geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens :

1° die welke beheerd worden door de deelnemers aan GDI-Vlaanderen en die vallen onder een van de categorieën, vermeld in de bijlage, die bij dit decreet is gevoegd;

2° die welke beheerd worden door de deelnemers aan GDI-Vlaanderen en waarvan de stuurgroep heeft vastgesteld dat de onderlinge uitwisseling ervan nodig is voor het uitvoeren van taken van algemeen belang of het uitoefenen van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu;

3° die welke beheerd worden door een derde partij of een instantie die geen deelnemer aan GDI-Vlaanderen is en waarvan de stuurgroep heeft beslist dat de toevoeging aan de GDI nodig is, voor zover een overeenkomst als vermeld in artikel 13, § 2, die toevoeging mogelijk maakt;

4° die welke, ter uitvoering van een overeenkomst als vermeld in artikel 11, gezamenlijk zijn aangemaakt.

De Vlaamse Regering past de bijlage aan volgens de wijzigingen die worden aangebracht aan de INSPIRE-richtlijn.

Afdeling II. — Verplichtingen van de deelnemers en het agentschap met betrekking tot de GDI.

Onderafdeling I. — *Toevoeging van geografische gegevensbronnen en geografische diensten en metagegevens*

Art. 13. § 1. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen voegen de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1° en 2°, die ze beheren, aan de GDI toe overeenkomstig de richtlijnen die zijn vastgesteld door de stuurgroep.

§ 2. Het agentschap is gemachtigd om, in naam en voor rekening van het Vlaamse Gewest, met instanties die geen deelnemer aan GDI-Vlaanderen zijn en met derde partijen, overeenkomsten te sluiten om de toevoeging aan de GDI van de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens die zij beheren, mogelijk te maken.

Het agentschap kan die overeenkomsten pas sluiten nadat de stuurgroep heeft vastgesteld dat de toevoeging van de desbetreffende geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens nodig is voor het uitvoeren van taken van algemeen belang, of voor het uitoefenen van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu.

De geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens waarop de overeenkomsten betrekking hebben, worden door het agentschap toegevoegd aan de GDI, overeenkomstig de richtlijnen die zijn vastgesteld door de stuurgroep.

Onderafdeling II. — Opstellen van metagegevens

Art. 14. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen stellen metagegevens op voor de geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1° en 2°, die ze beheren, en werken ze bij.

De stuurgroep stelt in overeenstemming met de uitvoeringsbepalingen die de Europese Commissie ter uitvoering van artikel 5 van de INSPIRE-richtlijn heeft uitgevaardigd, de nadere regels vast voor het opstellen van de metagegevens. Ze bepaalt eveneens op welke elementen die metagegevens betrekking hebben. Het gaat minstens om :

- 1° de overeenstemming van de geografische gegevensbronnen met de uitvoeringsbepalingen, uitgevaardigd door de Europese Commissie ter uitvoering van de INSPIRE-richtlijn;
- 2° de voorwaarden voor de toegang tot en het gebruik van verzamelingen van geografische gegevens en geografische diensten en de eventuele daarmee samenhangende vergoedingen;
- 3° de kwaliteit en de geldigheid van de geografische gegevensbronnen;
- 4° de instanties die verantwoordelijk zijn voor de oprichting, het beheer, het onderhoud en de verspreiding van de verzamelingen van geografische gegevensbronnen en de geografische diensten;
- 5° de volgens artikel 31 vastgestelde beperkingen van de publieke toegang en de motieven daarvoor.

Het agentschap biedt de deelnemers aan GDI-Vlaanderen de nodige ondersteuning voor het opstellen en bijwerken van metagegevens in overeenstemming met het tweede lid, zodat die metagegevens van volledige en toereikende kwaliteit zijn om de geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1° en 2°, te kunnen opzoeken, inventariseren en gebruiken.

Afdeling III. — Toegang tot en gebruik van de GDI.

Onderafdeling I. — Toegang voor en gebruik door deelnemers aan GDI-Vlaanderen

Art. 15. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen hebben toegang tot de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens die toegevoegd zijn aan de GDI. Ze kunnen de geografische gegevensbronnen en geografische diensten gebruiken voor de vervulling van taken van algemeen belang, met inbegrip van de uitoefening van verantwoordelijkheden of functies, of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu, tenzij die toegang beperkt is overeenkomstig artikel 18.

De Vlaamse Regering stelt, op voorstel van de stuurgroep, de nadere toegangs- en gebruiksregels vast. Die regels voorkomen in het bijzonder dat er op de plaats van gebruik praktische belemmeringen voor de uitwisseling ontstaan. Indien nodig houdt ze daarbij rekening met de gebruiksvoorwaarden die vastgesteld zijn voor de geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 3° en 4°.

Onderafdeling II. — Toegang voor en gebruik door instanties die geen deelnemer zijn

Art. 16. De instanties die geen deelnemer aan GDI-Vlaanderen zijn, hebben toegang tot de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2° en 4°, tenzij die toegang beperkt is overeenkomstig artikel 18. Ze kunnen ze gebruiken, voor zover en onder de voor-waarden die door de Vlaamse Regering zijn vastgesteld. Die voorwaarden zijn ten volle verenigbaar met de doelstelling om de toegang tot en het gebruik van de geografische gegevensbronnen en geografische diensten te vergemakkelijken. De Vlaamse Regering kan in verband daarmee de nodige overeenkomsten sluiten met de bevoegde Federale Staat en/of de bevoegde gemeenschappen of gewesten, of met de bevoegde instantie die ervan afhangt. Indien nodig houdt ze daarbij rekening met de gebruiksvoorwaarden die vastgesteld zijn voor de geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 4°.

Onderafdeling III. — Internationale toegang en gebruik

Art. 17. De instellingen en organen van de Europese Gemeenschap en iedere natuurlijke persoon en rechtspersoon of een groepering ervan die volgens het nationaal recht van een van de lidstaten openbare bestuursfuncties uitoefent of adviserende bevoegdheid heeft, hebben, met het oog op de uitoefening van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu, toegang tot de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2° en 4°, tenzij die toegang beperkt is overeenkomstig artikel 18.

Op basis van wederkerigheid en gelijkwaardigheid hebben de organen die opgericht zijn bij een internationale overeenkomst waarbij de Europese Gemeenschap en haar lidstaten partij zijn, met het oog op de uitoefening van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu, toegang tot de geografische gegevensbronnen, geografische diensten en metagegevens, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2° en 4°, tenzij die toegang beperkt is overeenkomstig artikel 18.

De Vlaamse Regering stelt de nadere toegangs- en gebruiksregels vast. Indien nodig houdt ze daarbij rekening met de gebruiksvoorwaarden die vastgesteld zijn voor de geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 4°. Deze regels worden, voor zover nodig, aangepast om de instellingen en organen van de Europese Gemeenschap toegang te verlenen overeenkomstig geharmoniseerde voorwaarden.

Onderafdeling IV. — Uitzonderingen op de toegang

Art. 18. § 1. De Vlaamse Regering kan, op voorstel van de stuurgroep, de toegang tot de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die toegevoegd zijn aan de GDI, beperken, voor zover en in de mate dat deze toegang een gevaar oplevert voor de volgende aangelegenheden :

- 1° het vertrouwelijke karakter van de internationale betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap en van de betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap met de supranationale instellingen, met de Federale Staat en met andere gemeenschappen en gewesten;
- 2° de openbare veiligheid en de nationale defensie;
- 3° de rechtspleging in een strafrechtelijk, burgerlijk, administratief of sociaalrechtelijk rechtsgeding.

§ 2. Wanneer de geografische gegevens informatie van geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke personen bevatten, moeten deze gegevens als persoonsgegevens in de zin van artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens worden gekwalificeerd. De toegang tot die geografische persoonsgegevens gebeurt overeenkomstig artikelen 8 en 9 van het decreet van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer.

De toegang tot geografische persoonsgegevens door instanties wordt in ieder geval uitsluitend verleend voor zover de latere verwerking kadert binnen of verenigbaar is met de wettelijk of reglementair bepaalde taken van de instantie in kwestie die de toegang tot of het gebruik van de betreffende gegevens vraagt.

Onderafdeling V. — Vergoedingen

Art. 19. § 1. Het gebruik van geografische gegevensbronnen, en geografische diensten die toegevoegd zijn aan de GDI, is kosteloos. Die kosteloosheid geldt onder meer in de volgende gevallen :

1° als de geografische gegevensbronnen, andere dan grootschalige referentiegegevens als vermeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 16 april 2004 houdende het Grootschalig Referentie Bestand (GRB), en geografische diensten worden gebruikt door deelnemers aan GDI-Vlaanderen, met het oog op de vervulling van taken van algemeen belang, met inbegrip van de uitoefening van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu;

2° als de geografische gegevensbronnen en geografische diensten nodig zijn en worden gebruikt ter vervulling van de verplichtingen die België heeft met betrekking tot verslaglegging krachtens de Gemeenschapswetgeving inzake het milieu.

§ 2. Buiten de gevallen, vermeld in § 1, 1° en 2°, kunnen de deelnemers aan GDI-Vlaanderen, in afwijking van § 1, het gebruik van de aan de GDI toegevoegde geografische gegevensbronnen en geografische diensten die ze beheren, afhankelijk maken van de betaling van een vergoeding. Ze plegen hierover vooraf overleg met de stuurgroep.

De vaststelling van een vergoeding voor het gebruik van de aan de GDI toegevoegde grootschalige referentiegegevens, vermeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 16 april 2004 houdende het Grootschalig Referentie Bestand (GRB), gebeurt overeenkomstig de bepalingen van het voormelde decreet.

De vergoedingen, vermeld in het eerste en het tweede lid, blijven in elk geval beperkt tot het minimum dat nodig is om de noodzakelijke kwaliteit en beschikbaarheid van de geografische gegevensbronnen en geografische diensten te garanderen, eventueel vermeerderd met een redelijk rendement op de investering, in voorkomend geval met inachtneming van de vereisten voor zelffinanciering van de deelnemer aan GDI-Vlaanderen die de geografische gegevensbronnen en geografische diensten verstrekt. De Vlaamse Regering stelt de nadere regels vast voor de vergoedingsregeling, zonder evenwel de vergoeding zelf te bepalen.

Afdeling IV. — Financiering van de GDI.

Art. 20. De uitbouw en de exploitatie van de GDI worden gefinancierd door :

- 1° een jaarlijkse dotatie van het Vlaamse Gewest aan het agentschap;
- 2° de vergoedingen die aan het agentschap verschuldigd zijn voor de toegang tot de GDI;
- 3° de vergoedingen die door het agentschap worden aangerekend voor de dienstverlening met betrekking tot het beheer van de geografische gegevensbronnen en geografische diensten in het kader van de GDI;
- 4° de middelen die het Vlaamse Gewest toewijst voor de realisatie van het GDI-uitvoeringsplan;
- 5° de middelen die het Vlaamse Gewest toewijst voor het opzetten, het beheer en de bijhouding van een authentieke geografische gegevensbron;
- 6° eventuele bijdragen voor de gezamenlijke aanmaak van geografische gegevens, geografische diensten en metagegevens.

HOOFDSTUK V. — Authentieke geografische gegevensbronnen

Afdeling I. — Algemeen

Art. 21. Voor de toepassing van het decreet van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer, wordt elke authentieke geografische gegevensbron als vermeld in artikel 22, beschouwd als een authentieke gegevensbron als vermeld in artikel 2, 2°, van voormeld decreet.

Afdeling II. — Erkenning als authentieke geografische gegevensbron

Art. 22. Een geografische gegevensbron als vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2° en 4°, wordt, op voorstel van de stuurgroep, door de Vlaamse Regering erkend als een authentieke geografische gegevensbron voor zover ze voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° ze biedt voldoende kwaliteitsgaranties in verband met actualiteit, nauwkeurigheid en volledigheid;
- 2° ze is beschreven door middel van metagegevens die in overeenstemming zijn met de regels die de stuurgroep overeenkomstig artikel 14 heeft opgesteld;
- 3° ze is raadpleegbaar via een raadpleegdienst;
- 4° ze is overdraagbaar via een overdrachtdienst;
- 5° ze is geharmoniseerd overeenkomstig de technische voorschriften, vermeld in artikel 25.

Met behoud van de toepassing van het eerste lid, kan de Vlaamse Regering extra voorwaarden bepalen waaraan een geografische gegevensbron moet voldoen om als authentieke geografische gegevensbron erkend te worden.

Afdeling III. — Toekomstige authentieke geografische gegevensbronnen

Art. 23. De Vlaamse Regering duidt, op voorstel van de stuurgroep, aan welke van de geografische gegevensbronnen, vermeld in artikel 12, eerste lid, 2° en 4°, zullen worden erkend als authentieke geografische gegevensbronnen. Ze bepaalt eveneens de wijze waarop de aanpassingen die noodzakelijk zijn om te evolueren naar een authentieke geografische gegevensbron, worden gefinancierd.

Afdeling IV. — Verplicht gebruik van authentieke geografische gegevensbronnen en aangeduide gegevensbronnen

Art. 24. Bij het uitvoeren van taken van algemeen belang, met inbegrip van de uitoefening van verantwoordelijkheden of functies of het verlenen van openbare diensten met betrekking tot het milieu, zijn de deelnemers van GDI-Vlaanderen verplicht om gebruik te maken van de authentieke geografische gegevensbronnen of ernaar te verwijzen.

Zij zijn in dat kader ook verplicht om gebruik te maken van of te verwijzen naar de door de Vlaamse Regering aangeduide geografische gegevensbronnen die beheerd worden door instanties die geen deelnemer van GDI-Vlaanderen zijn en waarvan de Vlaamse Regering het gebruik heeft mogelijk gemaakt. Daartoe kan ze de nodige overeenkomsten sluiten.

HOOFDSTUK VI. — *Interoperabiliteit van geografische diensten en harmonisering van geografische gegevensbronnen*

Art. 25. De stuurgroep stelt, op voorstel van het agentschap, de technische voorschriften vast voor de interoperabiliteit van geografische diensten en, waar mogelijk, voor de harmonisering van geografische gegevensbronnen die aan de GDI zijn toegevoegd. Deze technische voorschriften zijn in overeenstemming met de uitvoeringsbepalingen die de Europese Commissie in uitvoering van hoofdstuk III van de INSPIRE-richtlijn heeft uitgevaardigd.

De deelnemers aan GDI-Vlaanderen brengen de geografische gegevensbronnen en de desbetreffende geografische diensten, vermeld in artikel 12, 1°, 2° en 4°, in overeenstemming met deze technische voorschriften binnen de termijnen die verstrijken op de volgende dagen :

1° wat betreft de geografische gegevensbronnen, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, waarvan de geografische gegevens werden verzameld na de dag waarop de uitvoeringsbepalingen, vermeld in het eerste lid, in werking treden, uiterlijk twee jaar na die dag;

2° wat betreft de geografische gegevensbronnen, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, die grondig werden geherstructureerd na de dag waarop de uitvoeringsbepalingen, vermeld in het eerste lid, in werking treden, uiterlijk twee jaar na die dag;

3° wat betreft de overige geografische gegevensbronnen, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, en de geografische gegevensbronnen, vermeld in artikel 12, eerste lid, 2° en 4°, uiterlijk zeven jaar na de dag waarop de uitvoeringsbepalingen, vermeld in het eerste lid, in werking treden.

Het agentschap maakt alle informatie die nodig is om te voldoen aan deze technische voorschriften algemeen bekend.

HOOFDSTUK VII. — *Netwerkdiensten**Afdeling I. — Algemeen*

Art. 26. § 1. Het agentschap is belast met de coördinatie van zowel de oprichting als de exploitatie van een netwerk van de volgende geografische diensten met betrekking tot de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die toegevoegd zijn aan de GDI :

- 1° zoekdiensten;
- 2° raadpleegdiensten;
- 3° overdrachtdiensten;
- 4° verwerkingsdiensten.

§ 2. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen ontwikkelen en bieden de volgende geografische diensten aan betreffende de authentieke geografische gegevensbronnen die ze beheren, tenzij in een overeenkomst tussen het agentschap en de deelnemers bepaald wordt dat het agentschap hiervoor instaat :

- 1° raadpleegdiensten;
- 2° overdrachtdiensten die het mogelijk maken om de authentieke geografische gegevensbronnen rechtstreeks ter beschikking te hebben;
- 3° verwerkingsdiensten.

Met behoud van de toepassing van wat bepaald is in een overeenkomst als vermeld in het eerste lid, ontwikkelt en biedt het agentschap de volgende geografische diensten aan met betrekking tot de authentieke geografische gegevensbronnen en de overige geografische gegevensbronnen :

- 1° zoekdiensten;
- 2° overdrachtdiensten om geografische gegevensbronnen geheel of gedeeltelijk te downloaden;
- 3° de door de Vlaamse Regering aangeduide verwerkingsdiensten die algemeen bruikbaar zijn.

De deelnemers en, in voorkomend geval, het agentschap zien erop toe dat alle voornoemde geografische diensten rekening houden met de relevante gebruikerseisen en gemakkelijk bruikbaar zijn door en beschikbaar voor het publiek. De stuurgroep stelt met dat doel algemene richtlijnen op. Het agentschap maakt die richtlijnen algemeen bekend, en houdt toezicht op de correcte toepassing ervan.

§ 3. De stuurgroep stelt, op voorstel van het agentschap, de zoekcriteria vast die de zoekdiensten, vermeld in § 1, 1°, moeten omvatten. Ze omvatten minstens de zoekcriteria, vermeld in artikel 11, tweede lid, van de INSPIRE-richtlijn.

§ 4. De geografische diensten, vermeld in § 1, moeten op zodanige wijze met elkaar worden gecombineerd dat ze kunnen worden geëxploiteerd conform met de uitvoeringsbepalingen uitgevaardigd door de Europese Commissie in uitvoering van hoofdstuk III van de INSPIRE-richtlijn.

Afdeling II. — Koppeling aan het netwerk van geografische gegevensbronnen en geografische diensten

Art. 27. § 1. De stuurgroep stelt de technische voorwaarden vast waaronder een koppeling van geografische gegevensbronnen en geografische diensten, met het netwerk, vermeld in artikel 26, mogelijk is.

§ 2. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen koppelen de aan de GDI toegevoegde geografische gegevensbronnen en geografische diensten die ze beheren met het netwerk, vermeld in artikel 26.

Het agentschap biedt de deelnemers aan GDI-Vlaanderen de nodige ondersteuning opdat ze kunnen voldoen aan de technische voorwaarden, vermeld in § 1.

Art. 28. Elke derde partij die geografische gegevensbronnen en geografische diensten beheert die voldoen aan de vereisten inzake metagegevens, netwerkdiensten en interoperabiliteit die overeenkomstig dit decreet zijn vastgesteld, kan die koppelen aan het netwerk, vermeld in artikel 26, op voorwaarde dat ze het agentschap daarom verzoekt en de technische voorwaarden, vermeld in artikel 27, in acht neemt.

De Vlaamse Regering bepaalt de nadere voorwaarden die verbonden zijn aan die koppeling.

*Afdeling III. — Vlaams geoportaal**Onderafdeling I. — Algemeen*

Art. 29. Het agentschap is belast met de oprichting, de organisatie en de exploitatie van een Vlaams geoportaal dat door middel van de geografische diensten, vermeld in artikel 26, § 1, een centrale toegang verleent tot de GDI. Het Vlaams geoportaal is publiek toegankelijk.

Onderafdeling II. — Publieke toegang

Art. 30. De geografische gegevensbronnen en geografische diensten, vermeld in artikel 12, eerste lid, 1°, 2° en 4°, worden via het Vlaamse geoportaal openbaar gemaakt, tenzij die toegang beperkt is overeenkomstig artikelen 18, § 2, en 31.

Art. 31. § 1. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen en de derde partijen, vermeld in artikel 28, kunnen weigeren om, via de diensten, vermeld in artikel 26, § 1, 1°, publieke toegang te verlenen tot de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die ze beheren, als ze van oordeel zijn dat het belang van de toegang niet opweegt tegen de bescherming van een van de volgende belangen :

1° het vertrouwelijke karakter van de internationale betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap, en van de betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap met de supranationale instellingen, met de Federale Staat en met andere gemeenschappen en gewesten;

2° de openbare veiligheid en de nationale defensie.

§ 2. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen en de derde partijen, vermeld in artikel 28, kunnen weigeren om, via de geografische diensten, vermeld in artikel 26, § 1, 2° tot en met 4°, publieke toegang te verlenen tot de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die ze beheren, indien ze van oordeel zijn dat het belang van de toegang niet opweegt tegen de bescherming van een van de volgende belangen :

1° de openbare veiligheid en de nationale defensie;

2° het geheim van de beraadslagingen van de Vlaamse Regering en van de verantwoordelijke overheden die ervan afhangen, het geheim van de beraadslagingen van de organen van het Vlaams Parlement, alsook het bij wet of decreet bepaalde geheim van de beraadslagingen van de organen van de deelnemers aan GDI-Vlaanderen;

3° het vertrouwelijke karakter van de internationale betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap, en van de betrekkingen van het Vlaamse Gewest of de Vlaamse Gemeenschap met de supranationale instellingen, met de Federale Staat en met andere gemeenschappen en gewesten;

4° de rechtspleging in een burgerlijk, administratief of sociaalrechtelijk rechtsgeding, en de mogelijkheid een eerlijk proces te verkrijgen;

5° het vertrouwelijke karakter van informatie die uitsluitend ten behoeve van de strafvordering of de vordering van een administratieve sanctie werd opgesteld;

6° het vertrouwelijk karakter van informatie die uitsluitend ten behoeve van de mogelijke toepassing van tuchtmaatregelen werd opgesteld, zolang de mogelijkheid om een tuchtmaatregel te nemen blijft bestaan;

7° het vertrouwelijke karakter van commerciële en industriële informatie, als die informatie beschermd wordt om een gelegitimeerd economisch belang te vrijwaren, tenzij degene van wie de informatie afkomstig is, met de openbaarheid instemt;

8° de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, tenzij de betrokken persoon met de openbaarmaking instemt;

9° de bescherming van de informatie die door een derde werd verstrekt zonder dat hij daartoe verplicht werd en die hij uitdrukkelijk als vertrouwelijk heeft bestempeld, tenzij die persoon met de openbaarmaking instemt;

10° de vertrouwelijkheid van het handelen van een deelnemer aan GDI-Vlaanderen, voor zover die vertrouwelijkheid noodzakelijk is voor de uitoefening van de administratieve handhaving, de uitvoering van een interne audit of de politieke besluitvorming;

11° de bescherming van het milieu waarop de informatie betrekking heeft;

12° de bescherming van de intellectuele-eigendomsrechten.

§ 3. Voor zover de informatie betrekking heeft op emissies in het milieu, zijn de uitzonderingsgronden, vermeld in § 2, 2°, 7°, 8°, 9°, 10° en 11°, niet van toepassing.

Voor de uitzonderingsgronden, vermeld in § 2, 1°, 3°, 4°, 5° en 6°, wordt in aanmerking genomen of de verzochte informatie betrekking heeft op emissies in het milieu.

§ 4. De deelnemers aan GDI-Vlaanderen brengen het agentschap op de hoogte van hun beslissing om de publieke toegang tot de geografische gegevensbronnen en de desbetreffende geografische diensten te weigeren, alsook van de motieven voor die weigering.

Art. 32. De volgens artikel 31 bepaalde uitzonderingen worden geval per geval restrictief uitgelegd, waarbij rekening wordt gehouden met het openbaar belang dat gediend is met de toegang tot de geografische gegevensbronnen en de desbetreffende geografische diensten.

Onderafdeling III. — Vergoedingen

Art. 33. Het gebruik van de geografische diensten, vermeld in artikel 26, § 1, 1° en 2°, is kosteloos.

Het gebruik van de geografische diensten, vermeld in artikel 26, § 1, 3° en 4°, kan overeenkomstig artikel 19, § 2, afhankelijk gemaakt worden van de betaling van een vergoeding.

Onderafdeling IV. — E-commercediensten

Art. 34. § 1. Het agentschap ontwikkelt en beheert een centrale e-commercedienst met betrekking tot de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die overeenkomstig de bepalingen van dit decreet toegankelijk zijn.

Die e-commercedienst heeft zowel betrekking op de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die door middel van de overdrachtdiensten, vermeld in artikel 26, § 1, 3°, kosteloos ter beschikking worden gesteld, als op de geografische gegevensbronnen en geografische diensten die tegen een vergoeding ter beschikking worden gesteld.

§ 2. De deelnemer aan GDI-Vlaanderen die het gebruik van overdrachtdiensten, vermeld in artikel 26, § 1, 3°, afhankelijk heeft gemaakt van de betaling van een vergoeding, stelt de desbetreffende geografische gegevensbronnen ter beschikking via eigen e-commercediensten of via de centrale e-commercedienst, vermeld in § 1.

De deelnemer, vermeld in het eerste lid, die geen gebruik maakt van een eigen e-commercedienst, is het agentschap een bijdrage verschuldigd voor het gebruik van de centrale e-commercedienst.

De Vlaamse Regering beslist, op voorstel van de stuurgroep, welke elementen in acht moeten worden genomen bij het vaststellen van de verschuldigde bijdrage. Het gaat minstens om de ontwikkelings- en beheerskosten die aan de centrale e-commercedienst verbonden zijn.

De bijdrage, vermeld in het tweede lid, wordt door het agentschap in overleg met de stuurgroep vastgesteld.

Afdeling IV. — Koppeling met INSPIRE-geoportaal

Art. 35. Het agentschap bezorgt aan de Europese Commissie alle informatie die nodig is voor de koppeling tussen het netwerk, vermeld in artikel 26, en het INSPIRE-geoportaal, vermeld in artikel 15, punt 1, van de INSPIRE-richtlijn.

HOOFDSTUK VIII. — Monitoring en rapportering

Art. 36. § 1. De Vlaamse Regering bezorgt, vanaf 15 mei 2010, aan het Vlaams Parlement een jaarlijks rapport over de stand van zaken van de GDI en het gebruik ervan. Dit rapport is openbaar.

§ 2. Uiterlijk op 15 mei 2010 bezorgt de Vlaamse Regering aan de Europese Commissie de nodige informatie met betrekking tot volgende onderwerpen :

1° de coördinatie tussen leveranciers en gebruikers van geografische gegevensbronnen en geografische diensten en bemiddelende organen alsook een beschrijving van de relaties met derden en van de organisatie van de kwaliteitsbewaking;

2° de bijdrage die deelnemers aan GDI-Vlaanderen of derden leveren voor de werking en coördinatie van de GDI;

3° de overeenkomsten over gegevensuitwisseling tussen deelnemers aan GDI-Vlaanderen;

4° de kosten en baten van de tenuitvoerlegging van de INSPIRE-richtlijn.

Om de drie jaar en uiterlijk op 15 mei 2013, bezorgt de Vlaamse Regering aan de Europese Commissie bijgewerkte informatie over de onderwerpen, vermeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK IX. — Coördinatie

Art. 37. De Vlaamse Regering maakt de nodige afspraken met de Federale Staat en/of de gemeenschappen en gewesten met betrekking tot de volgende aangelegenheden :

1° het verzekeren van de nodige coherentie tussen de geografische gegevens die betrekking hebben op een geografisch object dat zich buiten de grenzen van het Vlaamse Gewest uitstrekt;

2° het aanwijzen van een Belgisch contactpunt als vermeld in artikel 19 van de INSPIRE-richtlijn;

3° het oprichten en bepalen van de werking van een coördinatiecomité dat het Belgische contactpunt ondersteunt en dat onder meer belast is met :

a) de coördinatie van de uitoefening, door deelnemers aan het coördinatiecomité, van hun bevoegdheden die betrekking hebben op de tenuitvoerlegging van de INSPIRE-richtlijn;

b) de verslaggeving aan de Europese Commissie, die door artikel 21 van de INSPIRE-richtlijn aan de lidstaten is opgelegd.

HOOFDSTUK X. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling I. — Het decreet van 16 april 2004 houdende het Grootchalig Referentie Bestand

Art. 38. In artikel 2 van het decreet van 16 april 2004 houdende het Grootchalig Referentie Bestand (GRB), gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt opgeheven;

2° punt 6° wordt vervangen door wat volgt :

« 6° stuurgroep GDI-Vlaanderen : de stuurgroep GDI-Vlaanderen, vermeld in artikel 7 van het GDI-decreet; »;

3° punt 8° wordt vervangen door wat volgt :

« 8° derden : natuurlijke personen of rechtspersonen die geen netbeheerder van een fysiek leidingnet zijn en niet de hoedanigheid hebben van het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, een intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid, een publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap, een privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap, een Vlaamse openbare instelling, een provincie en een gemeente. »

Art. 39. In artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, worden de woorden « deelnemers aan GIS-Vlaanderen » vervangen door de woorden « het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten ».

Art. 40. In artikel 6, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, wordt het woord « GIS-Vlaanderen » vervangen door het woord « GDI-Vlaanderen ».

Art. 41. In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, worden de woorden « deelnemers aan GIS-Vlaanderen » vervangen door de woorden « het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten ».

Art. 42. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

« Artikel 9. Het GDI-plan, vermeld in artikel 10, § 1, van het GDI-decreet, omvat de strategische beleidsvisie inzake de implementatie van het GRB door het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten. ».

Art. 43. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, wordt het woord « GIS-Vlaanderen » telkens vervangen door het woord « GDI-Vlaanderen ».

Art. 44. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 21 april 2006 en 25 mei 2007, wordt het woord « GIS-Vlaanderen » telkens vervangen door het woord « GDI-Vlaanderen ».

Art. 45. In artikel 13 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, worden de woorden « deelnemers aan GIS-Vlaanderen » telkens vervangen door de woorden « het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten ».

Art. 46. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « stuurgroep GIS-Vlaanderen » worden vervangen door de woorden « stuurgroep GDI-Vlaanderen »;

2° de woorden « deelnemers aan GIS-Vlaanderen » worden vervangen door de woorden « het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten ».

Art. 47. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de woorden « deelnemers aan GIS-Vlaanderen » telkens vervangen door de woorden « het Vlaamse Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de intern verzelfstandigde agentschappen met rechtspersoonlijkheid, de publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschappen, de Vlaamse openbare instellingen, de provincies en gemeenten ».

Art. 48. In artikel 19, tweede lid, van hetzelfde decreet gewijzigd bij het decreet van 21 april 2006, wordt het woord « GIS-Vlaanderen » vervangen door het woord « GDI-Vlaanderen ».

Art. 49. In artikel 20 van hetzelfde decreet wordt het woord « GIS-Vlaanderen » telkens vervangen door het woord « GDI-Vlaanderen ».

Afdeling II. — Het decreet van 7 mei 2004 houdende de oprichting van het publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschap « Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen »

Art. 50. In artikel 2 van het decreet van 7 mei 2004 houdende de oprichting van het publiekrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigde agentschap « Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 4° wordt vervangen door wat volgt :

« 4° GDI-Vlaanderen : Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen; »;

2° punt 5° wordt vervangen door wat volgt :

« 5° GDI-decreet : decreet van 20 februari 2009 betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen; »;

3° punt 6° wordt vervangen door wat volgt :

« 6° Geografische Data-Infrastructuur, hierna GDI te noemen : een logisch geheel van metagegevens, geografische gegevensbronnen en geografische diensten en de overeenkomsten betreffende de uitwisseling, de toegang en het gebruik ervan, met de daarbij horende netwerkdiensten en technologieën en de in overeenstemming met dit decreet ingestelde, beheerde of beschikbaar gemaakte mechanismen, processen en procedures en monitoring ervan; ».

Art. 51. In artikel 5 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 april 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin wordt het woord « GIS-decreet » vervangen door het woord « GDI-decreet »;

2° punt 5° wordt vervangen door wat volgt :

« 5° mee te werken aan de uitvoering van het GDI-plan en het GDI-uitvoeringsplan, vermeld in artikel 10 van het GDI-decreet; »;

3° in punt 12° worden de woorden « metadata als vermeld in artikel 2, 10°, van het GIS-decreet » vervangen door de woorden « metagegevens als vermeld in artikel 3, 7°, van het GDI-decreet »;

4° er worden een punt 17°, 18°, 19° en 20° toegevoegd, die luiden als volgt :

« 17° de deelname aan en het bijdragen tot nationale en internationale normeringsinitiatieven op het vlak van geografische informatie;

18° het uitwerken en invoeren van standaarden voor specifieke toepassingen binnen GDI-Vlaanderen teneinde het gebruik van geografische gegevensbronnen te optimaliseren en te integreren in beslissingsprocedures waaraan een ruimtelijke component verbonden is;

19° het valoriseren van Vlaamse GDI-expertise in binnen- en buitenland;

20° het doen van voorstellen van :

a) nadere regels voor het opstellen van metagegevens als vermeld in artikel 14 van het GDI-decreet;

b) de criteria waarop de metagegevens betrekking hebben;

c) technische voorschriften voor interoperabiliteit en harmonisering als vermeld in artikel 25 van het GDI-decreet;

d) technische voorwaarden voor de koppeling van geografische gegevensbronnen en geografische diensten met het netwerk, vermeld in artikel 26 van het GDI-decreet. ».

Art. 52. In artikel 7, vijfde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 21 april 2006, wordt punt 1° vervangen door wat volgt :

« 1° de Stuurgroep GDI-Vlaanderen en de GDI-raad, als vermeld in het GDI-decreet; ».

Art. 53. In artikel 13, § 1, 10°, van hetzelfde decreet wordt het woord « GIS-decreet » vervangen door het woord « GDI-decreet ».

Art. 54. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « het Geografisch Informatiesysteem Vlaanderen » vervangen door de woorden « de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen ».

Afdeling III. — Het decreet van 16 juni 2006 betreffende het oprichten van de Vlaamse Grondenbank en houdende wijziging van diverse bepalingen

Art. 55. In artikel 8 van het decreet van 16 juni 2006 betreffende het oprichten van de Vlaamse Grondenbank en houdende wijziging van diverse bepalingen wordt § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. Het AGIV bouwt het centraal informatiesysteem uit als onderdeel van de GDI, zoals bepaald in artikel 3, 8°, van het GDI-decreet. ».

Afdeling IV. — Het decreet van 27 april 2007 betreffende het hergebruik van overheidsinformatie

Art. 56. In artikel 8, tweede lid, van het decreet van 27 april 2007 betreffende het hergebruik van overheidsinformatie worden de woorden « het samenwerkingsverband GIS-Vlaanderen zoals bedoeld in hoofdstuk II van het decreet van 17 juli 2000 houdende het Geografisch Informatiesysteem Vlaanderen en niet de deelnemers waaruit het samenwerkingsverband bestaat, dat » vervangen door de woorden « de stuurgroep GDI-Vlaanderen, vermeld in artikel 7, eerste lid, van het decreet van 20 februari 2009 betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen en niet de deelnemers aan GDI-Vlaanderen, die ».

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 57. De artikelen 23 en 28 van het decreet van 18 juli 2008 betreffende het elektronische bestuurlijke gegevensverkeer worden opgeheven.

Art. 58. Het decreet van 17 juli 2000 houdende het Geografisch Informatie Systeem Vlaanderen, gewijzigd bij de decreten van 16 april 2004, 7 mei 2004, 21 april 2006 en 25 mei 2007, wordt opgeheven.

Art. 59. Dit decreet wordt aangehaald als : GDI-decreet.

Art. 60. De Vlaamse Regering bepaalt voor elk van de artikelen de datum van inwerkingtreding.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 februari 2009.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
Vlaams minister van Institutionele Hervormingen, Bestuurszaken, Buitenlands Beleid, Media,
Toerisme, Havens, Landbouw, Zeevisserij en Plattelandsbeleid,
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Energie, Leefmilieu en Natuur,
Mevr. H. CREVITS

Bijlage bij het decreet van 20 februari 2009 betreffende de Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen

In artikel 12, eerste lid, 1°, vermelde categorieën van geografische gegevensbronnen en de desbetreffende geografische diensten en metagegevens

1. Systemen voor verwijzing door middel van coördinaten

Systemen om aan ruimtelijke informatie een unieke reeks coördinaten (x, y, z) en/of breedte, lengte en hoogte toe te kennen, gebaseerd op een horizontaal en verticaal geodetische datum.

2. Geografisch rastersysteem

Geharmoniseerde multiresolutieraster met een gemeenschappelijk beginpunt en gestandaardiseerde plaats en grootte van de gridcellen.

3. Geografische namen

Namen van gebieden, regio's, plaatsen, steden, voorsteden, gemeenten, nederzettingen, of andere geografische of topografische kenmerken van openbaar of historisch belang.

4. Administratieve eenheden

Door administratieve grenzen gescheiden lokale, regionale en nationale bestuurlijke eenheden die deel uitmaken van gebieden waarover de lidstaten rechtsbevoegdheid hebben en/of uitoefenen.

5. Adressen

Locatie van onroerende zaken, gebaseerd op adresaanduidingen, gewoonlijk aan de hand van de straatnaam, het huisnummer en de postcode.

6. Kadastrale percelen

Gebieden die worden bepaald door kadastrale registers of een equivalent daarvan.

7. Vervoersnetwerken

Netwerken voor vervoer over de weg, per spoor, in de lucht en over het water en de aanverwante infrastructuur met inbegrip van koppelingen tussen verschillende netwerken en het trans-Europees vervoersnetwerk, zoals gedefinieerd in Beschikking nr. 1692/96/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 1996 betreffende communautaire richtsnoeren voor de ontwikkeling van een trans-Europees vervoersnet en de latere herzieningen van deze beschikking.

8. Hydrografie

Hydrografische elementen, waaronder mariene gebieden en alle andere waterlichamen en daarmee verband houdende elementen, met inbegrip van stroomgebieden en deelstroomgebieden, in voorkomend geval volgens de omschrijvingen vermeld in Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en in de vorm van netwerken.

9. Beschermde gebieden

Gebieden die worden aangeduid of beheerd in het kader van internationale en communautaire wetgeving of wetgeving van de lidstaten om specifieke doelstellingen op het vlak van milieubescherming te verwezenlijken.

10. Hoogte

Digitale hoogtemodellen voor land-, ijs- en oceanoppervlakken, inclusief landhoogte, bathymetrie en kustlijn.

11. Bodemgebruik

Fysieke en biologische bedekking van het aardoppervlak, met inbegrip van kunstmatige oppervlakken, landbouwgebieden, bossen, halfnatuurlijke gebieden, moeraslanden en wateroppervlakken.

12. Orthobeeldvorming

Geogerefererde beeldgegevens van het aardoppervlak, afkomstig van sensoren op satellieten of vliegtuigen.

13. Geologie

Geologie, gekenmerkt volgens samenstelling en structuur, inclusief vast gesteente, waterhoudende grondlagen en geomorfologie.

14. Statistische eenheden

Eenheden voor verspreiding en gebruik van statistische informatie.

15. Gebouwen

Geografische locatie van gebouwen.

16. Bodem

Bodem en ondergrond, gekenmerkt volgens diepte, textuur, structuur en inhoud van deeltjes en organisch materiaal, steenachtigheid, erosie en, waar passend, gemiddelde hellingsgraad en verwachte wateropslagcapaciteit.

17. Landgebruik

Het grondgebied, gekenmerkt volgens zijn huidige en geplande toekomstige functionele dimensie of sociaaleconomische bestemming (bv. wonen, industrieel, commercieel, landbouw, bosbouw, recreatie).

18. Menselijke gezondheid en veiligheid

De geografische spreiding van ziekten (allergieën, kankers, ademhalingsziekten, enz.), informatie over de gevolgen voor de gezondheid (biomarkers, vruchtbaarheidsdaling, epidemieën) of het welzijn van de mens (vermoeidheid, stress, enz.) die direct (luchtvervuiling, chemicaliën, aantasting van de ozonlaag, lawaai, enz.) of indirect (voedsel, genetisch gemodificeerde organismen, enz.) samenhangen met de kwaliteit van het milieu.

19. Nutsdiensten en overheidsdiensten

Nutsvoorzieningen zoals riolering, afvalbeheer, energievoorziening, watervoorziening, bestuurlijke en maatschappelijke instanties van de overheid, zoals bestuurlijke overheden, civiele bescherming, scholen en ziekenhuizen.

20. Milieubewakingsvoorzieningen

Locatie en werking van milieubewakingsvoorzieningen, met inbegrip van waarneming en meting van emissies, de staat van de milieucompartimenten en van andere ecosysteemparameters (biodiversiteit, ecologische omstandigheden van vegetatie, enz.) door of namens de overheidsinstanties.

21. Faciliteiten voor productie en industrie

Industriële productievestigingen, met inbegrip van installaties die onder Richtlijn 96/61/EG van de Raad van 24 september 1996 inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging vallen en wateronttrekkingsfaciliteiten, mijnbouw, opslagplaatsen.

22. Faciliteiten voor landbouw en aquacultuur

Landbouwuitrusting en productiefaciliteiten (met inbegrip van irrigatiesystemen, broeikassen en stallen).

23. Spreiding van de bevolking - demografie

Geografische spreiding van de bevolking, met inbegrip van bevolkingskenmerken en activiteitsniveaus, verzameld per raster, regio, administratieve eenheid of andere analytische eenheid.

24. Gebiedsbeheer, gebieden waar beperkingen gelden, gereguleerde gebieden en rapportage-eenheden

Gebieden die worden beheerd, gereguleerd of gebruikt voor rapportage op internationaal, Europees, nationaal, regionaal en lokaal niveau, met inbegrip van stortplaatsen, gebieden rond drinkwaterbronnen waar beperkingen gelden, nitraatgevoelige gebieden, gereguleerde vaarwegen op zee of op grote binnenwateren, gebieden voor het storten van afval, gebieden waar geluidsbeperkingen gelden, gebieden met toestemming voor exploratie en mijnbouw, stoomgebieden, relevante rapportage-eenheden en gebieden voor kustbeheer.

25. Gebieden met natuurrisico's

Kwetsbare gebieden die worden gekenmerkt door natuurrisico's (alle atmosferische, hydrologische, seismische, vulkanische verschijnselen en ongecontroleerde branden die door hun locatie, hevigheid en frequentie, mogelijk ernstige maatschappelijke gevolgen kunnen hebben), zoals overstromingen, aardverschuivingen en -verzakkingen, lawines, bosbranden, aardbevingen en vulkaanuitbarstingen.

26. Atmosferische omstandigheden

Fysische omstandigheden in de atmosfeer, met inbegrip van ruimtelijke gegevens die gebaseerd zijn op metingen, modellen of een combinatie daarvan, en met inbegrip van meetlocaties.

27. Meteorologische geografische kenmerken

Weersomstandigheden en de meting daarvan; neerslag, temperatuur, verdamping, windsnelheid en windrichting.

28. Oceanografische geografische kenmerken

Fysische kenmerken van oceanen (stroming, zoutgehalte, golfhoogte, enz.).

29. Zeegebieden

Fysische kenmerken van zeeën en zoutwateroppervlakken, ingedeeld in regio's en subregio's met gemeenschappelijke kenmerken.

30. Biogeografische gebieden

Gebieden met betrekkelijk homogene ecologische omstandigheden die gemeenschappelijke kenmerken vertonen.

31. Habitats en biotopen

Geografische gebieden die worden gekenmerkt door specifieke ecologische omstandigheden, processen, structuur en (leven ondersteunende) functies die fysiek de daar levende organismen ondersteunen, met inbegrip van volledig natuurlijke of semi-natuurlijke land- en wateroppervlakken, onderscheiden naar geografische, abiotische en biotische kenmerken.

32. Spreiding van soorten

Geografische spreiding van dier- en plantensoorten per raster, regio, administratieve eenheid of andere analytische eenheid.

33. Energiebronnen

Energiebronnen met inbegrip van koolwaterstof, waterkracht, bio-energie, zon, wind enz., waar passend met inbegrip van diepte/hogte-informatie over de omvang van de bron.

34. Minerale bronnen

Minerale bronnen met inbegrip van metaalertsen, industriële mineralen enz., waar passend met inbegrip van diepte/hogte-informatie over de omvang van de bron.

Nota

(1) *Zitting 2008-2009* :

Stukken. — Ontwerp van decreet : 2022 - Nr. 1. — Verslag : 2022 - Nr. 2. — Tekst aangenomen door de plenaire vergadering : 2022 - Nr. 3.

Handelingen. — Bespreking en aanneming : Vergadering van 11 februari 2009.

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2009 — 1521

[C - 2009/35346]

20 FEVRIER 2009. — Décret relatif à la « Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen » (l'infrastructure de données géographiques de la Flandre) (1)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Décret relatif à la « Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen » (l'infrastructure de données géographiques de la Flandre).

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

Art. 2. Le présent décret règle la conversion de la Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information spatiale dans la Communauté européenne (INSPIRE).

Le présent décret n'entrave en aucune manière la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives.

Art. 3. Dans le présent décret, on entend par :

1° instance : l'instance visée à l'article 3, 3°, du décret du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration;

2° tierce partie : une personne physique ou morale ou un groupement de celles-ci qui n'est pas d'instance :

3° données géographiques : des données électroniques qui font référence directement ou indirectement à un emplacement spécifique ou une aire géographique spécifique;

4° objet géographique : une présentation abstraite d'un phénomène réel par rapport à un emplacement spécifique ou une aire géographique spécifique;

5° source de données géographiques : un ensemble identifiable de données géographiques;

6° services géographiques : le traitement des données géographiques qui se trouvent aux sources de données géographiques ou la transformation des métadonnées connexes par une application informatique;

7° métadonnées : des informations dans lesquelles sont décrites des sources de données géographiques et des sources géographiques et qui permettent de chercher, d'inventorier et d'utiliser ces données;

8° « Geografische Data-Infrastructuur », dénommée ci-après « GDI » : un ensemble logique de métadonnées, de sources de données géographiques et de service géographiques, de spécifications techniques et de standards et les conventions relatives à leur échange, accès et utilisation, ainsi que les services réseau et les technologies y afférents, les spécifications techniques et les standards, et ce conformément aux mécanismes, instaurés, gérés ou mis à disposition par le présent décret, ainsi que leurs processus, procédures et monitoring;

9° participant à la « GDI-Vlaanderen » : l'instance visée à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 26 mars 2004 relatif à la publicité de l'administration;

10° interopérabilité : la possibilité qui prévoit que des sources de données géographiques sont combinées et que des services géographiques interfèrent de sorte que le résultat obtenu soit cohérent et que la plus-value des sources de données géographiques et des services géographiques est augmentée, et ce sans faire usage d'opérations manuelles répétitives;

11° Ministre : le Ministre flamand qui a le développement d'une infrastructure d'information géographique dans ses attributions;

12° agence : « l'Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen », créé par le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée externe de droit public « Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen » (Agence de l'Information géographique de la Flandre).

13° la directive INSPIRE : la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information spatiale dans la Communauté européenne (INSPIRE);

14° harmonisation des sources de données géographiques : l'harmonisation des définitions géographiques d'objets, l'identification d'objets, la modélisation d'objets, les caractéristiques des objets et le mode de codification en fonction de l'interopérabilité avec les services géographiques offrant des données géographiques analogues;

15° portail géographique : un site internet qui donne accès central aux GDI, ou son équivalent;

16° service e-commerce : un guichet électronique qui vise à traiter la commande, le paiement et éventuellement le contrôle du suivi de la livraison de sources de données géographiques et de services géographiques en toute sécurité par internet;

17° service de recherche : un service géographique qui permet de chercher des sources de données géographiques et des services géographiques et de reproduire le contenu des métadonnées;

18° service de consultation : un service géographique qui permet au moins de reproduire des sources de données géographiques et de les interroger;

19° service de transfert : un service géographique qui permet de transférer et de télécharger entièrement ou partiellement des sources de données géographiques, et, lorsque cela est possible pratiquement, de les avoir directement à sa disposition;

20° service de transformation : un service géographique qui permet de transformer des sources de données géographiques en vue d'interopérabilité.

CHAPITRE II. — *Le partenariat de « GDI-Vlaanderen »*

Section I^{re}. — Création et objectif du partenariat de « GDI-Vlaanderen »

Art. 4. Il est créé un partenariat de « GDI-Vlaanderen », dénommé ci-après « GDI-Vlaanderen », qui vise à optimiser la création, la gestion, l'échange, l'utilisation et la réutilisation des sources de données géographiques et des services géographiques.

Art. 5. « GDI-Vlaanderen » se chargera de l'expansion et de l'exploitation de la GDI.

Cela comprend entre autres :

1° l'acquisition conjointe de sources de données géographiques et de services géographiques;

2° la création, la gestion et la distribution de sources de données géographiques, de services géographiques et de métadonnées;

3° l'accompagnement, la coordination et la promotion des services géographiques;

4° la poursuite de l'interopérabilité des services géographiques et l'harmonisation des sources de données géographiques;

5° le développement de sources de données géographiques authentiques;

6° la création de services géographiques en vue de la recherche, la consultation, le transfert et la transformation des sources de données géographiques;

7° la mise en œuvre de programmes de formation relatifs aux sources de données géographiques et aux services géographiques;

8° la mise en œuvre d'un centre de documentation en vue du transfert de connaissances et d'archivage de sources de données géographiques et de services géographiques;

9° la valorisation de l'expertise flamande en matière de GDI à l'intérieur du pays et à l'étranger;

10° l'organisation et la coordination de l'accès à la GDI;

11° l'établissement des prescriptions techniques relatives aux spécifications et aux standards qui sont nécessaires pour le fonctionnement de la GDI.

Section II. — Organisation du partenariat de « GDI-Vlaanderen »

Sous-section I^{re}. — L'agence

Art. 6. L'agence est chargée de la coordination opérationnelle de l'expansion et de l'exploitation de la GDI, compte tenu des compétences attribuées par les dispositions de la présente section au Gouvernement flamand, au groupe de pilotage GDI-Vlaanderen et au Conseil GDI.

Sous-section II. — Groupe de pilotage « GDI-Vlaanderen »

Art. 7. Il est créé un groupe de pilotage « GDI-Vlaanderen », dénommé ci-après « groupe de pilotage », composé de représentants des participants à la « GDI-Vlaanderen ».

Le groupe de pilotage est chargé des tâches suivantes :

1° formuler des propositions de gestion, d'initiative ou sur la demande du Ministre, relatives aux décisions politiques stratégiques sur le développement de la GDI;

2° formuler des propositions sur l'établissement du projet de plan GDI et de plan d'exécution GDI;

3° formuler des propositions sur l'accès, l'utilisation, l'échange et la réutilisation des sources de données géographiques et de services géographiques;

4° proposer des standards et élaborer des directives relatives à la création, la gestion, l'échange et l'utilisation de sources de données géographiques et de services géographiques;

5° proposer les sources de données géographiques qui doivent évoluer vers des sources authentiques de données géographiques et qui peuvent être agréées en tant que telles;

6° formuler des propositions relatives à la contribution des participants à la « GDI-Vlaanderen » et aux frais liés au développement et à la gestion du service centra e-commerce, visé à l'article 34;

7° fixer des sources de données géographiques et des services géographiques qui doivent être échangés par la GDI;

8° fixer :

a) les fonctionnalités auxquelles la GDI doit répondre;

b) les critères de recherche qui doivent comporter les services de recherche, visés à l'article 26, § 1^{er}, 1°;

c) les éléments auxquels les métadonnées, visées à l'article 14, ont trait;

d) règles détaillées pour l'établissement des métadonnées telles que visée à l'article 14;

9° fixer les prescriptions techniques pour l'interopérabilité des services géographiques et pour l'harmonisation des sources de données géographiques;

10° contrôler le rapport de la GDI-Vlaanderen à d'autres partenariats;

11° fixer des directives générales relatives aux exigences des utilisateurs et l'utilité des services géographiques tels que visés à l'article 26, § 2, troisième alinéa;

12° fixer les conditions techniques permettant un rattachement entre les sources de données géographiques et les services géographiques de la GDI et du réseau, visés à l'article 26.

Le Gouvernement flamand fixe la composition et le fonctionnement du groupe de pilotage et d'un secrétariat qui est chargé de l'appui administratif et de l'organisation du groupe de pilotage.

Sous-section III. — Conseil GDI

Art. 8. Il est créé un conseil GDI, composé de représentants des acteurs sociaux et des experts indépendants qui sont des experts en matière d'information géographique.

Le Conseil GDI a comme mission de formuler des avis stratégiques, d'initiative ou sur demande du Ministre, sur le développement de la GDI.

Cela comprend entre autres :

1° formuler des avis sur la note d'orientation du Ministre;

2° formuler des avis sur le projet du plan GDI;

3° formuler des avis sur l'accès au GDI de tiers dont les sources de données géographiques et les services géographiques sont rattachés au réseau, visé à l'article 26.

Pour des sources de données géographiques authentiques, le Conseil GDI est un forum de clients tel que visé à l'article 4, § 4, du décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives.

Le Gouvernement flamand fixe la composition et le fonctionnement du conseil GDI et d'un secrétariat, qui est chargé de l'appui administratif et de l'organisation du conseil GDI.

Le Gouvernement flamand nomme le président et les membres du conseil GDI.

Art. 9. Le Gouvernement flamand peut créer des commissions qui sont consultées par le conseil GDI dans les cas que le Gouvernement a identifiés.

Le Gouvernement flamand arrête la composition et le fonctionnement des commissions et en nomme le président et les membres.

CHAPITRE III. — Planification de la « GDI-Vlaanderen »

Section I^{re}. — Etablissement du plan GDI et du plan d'exécution GDI

Art. 10. § 1^{er}. Le plan GDI est le document d'orientation stratégique du Gouvernement flamand relatif aux objectifs de GDI-Vlaanderen.

Le plan d'exécution GDI est un programme glissant pluriannuel, à exécuter en phases, pour la réalisation des objectifs de la GDI Vlaanderen.

§ 2. Le Ministre établit un projet de plan GDI et un projet de plan d'exécution GDI

A cet effet, il consulte le groupe de pilotage, qui peut proposer lui-même un projet.

Le projet de plan GDI et le projet de plan d'exécution GDI sont approuvés par le Gouvernement flamand.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités pour l'établissement et l'approbation du plan GDI et du plan d'exécution GDI.

Section II. — Création commune, actualisation et financement des sources de données géographiques, des services géographiques et des métadonnées, repris au plan GDI et au plan d'exécution GDI

Art. 11. L'agence est autorisée à conclure des conventions avec des participants à la GDI Vlaanderen, avec des instances qui ne participent pas à la GDI Vlaanderen et avec des tiers, pour des projets prévus au plan d'exécution GDI, au nom et pour le compte de la Région flamande, pour la création commune, l'actualisation, l'utilisation et le financement des sources de données géographiques, des services géographiques et des métadonnées.

CHAPITRE IV. — La GDI

Section I^{re}. — Contenu de la GDI

Art. 12. La GDI comporte les sources de données géographiques, les services géographiques et les métadonnées suivants :

1° ceux qui sont gérés par les participants à la GDI Vlaanderen et qui tombent dans une des catégories, visées à l'annexe au présent arrêté;

2° ceux qui sont gérés par les participants à la GDI-Vlaanderen et dont le groupe de pilotage a constaté que leur échange réciproque est nécessaire pour l'exécution des missions d'intérêt général ou l'exécution des responsabilités ou des fonctions ou pour assurer des services relatifs à l'environnement;

3° ceux qui sont gérés par une tierce partie ou une instance qui ne participe pas à la GDI-Vlaanderen et dont le groupe de pilotage a constaté que le rattachement à la GDI est nécessaire, dans la mesure où une convention telle que visée à l'article 13, § 2, permet ce rattachement;

4° ceux qui ont été créés conjointement, en exécution d'une convention telle que visée à l'article 11.

Le Gouvernement flamand adapte l'annexe conformément aux modifications qui sont apportées à la directive INSPIRE.

Section II. — Obligations des participants et de l'agence relatives à la GDI

Sous-section I^{re}. — Addition de sources de données géographiques, de services géographiques et de métadonnées

Art. 13. § 1^{er}. Les participants à la GDI Vlaanderen ajoutent les sources de données géographiques, les services géographiques et les métadonnées, visés à l'article 12, premier alinéa, 1° et 2°, qu'ils gèrent, à la GDI conformément aux directives qui sont fixées par le groupe de pilotage.

§ 2. L'agence est autorisée à conclure des conventions avec des instances qui ne participent pas à la GDI-Vlaanderen et avec des tiers, afin de permettre l'addition à la GDI des sources de données géographiques, des services géographiques et des métadonnées qu'ils gèrent.

La conclusion de ces conventions par l'agence ne peut avoir lieu qu'après que le groupe de pilotage a constaté que l'addition des sources de données géographiques concernées, des services géographiques et des métadonnées est nécessaire pour l'exécution des missions d'intérêt général, ou pour l'exécution des responsabilités ou des fonctions ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement.

Les sources de données géographiques, les services géographiques et les métadonnées auxquels les conventions ont trait, sont ajoutées à la GDI par l'agence, conformément aux directives qui sont fixées par le groupe de pilotage.

Sous-section II. — Etablissement des métadonnées

Art. 14. Les participants à la GDI Vlaanderen établissent des métadonnées pour les sources de données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 1° et 2°, qu'ils gèrent, et ils actualisent ces données.

Conformément aux dispositions d'exécution que la Commission européenne a promulgué en exécution de l'article 5 de la directive INSPIRE, le groupe de pilotage fixe les modalités pour l'établissement des métadonnées.

Il fixe également les éléments auxquels ces métadonnées ont trait.

Il s'agit au moins :

1° de la conformité des sources de données géographiques aux dispositions d'exécution, promulguées par la Commission européenne en exécution de la directive INSPIRE;

2° les conditions d'accès aux et d'utilisation d'ensembles de données géographiques et de services géographiques et les indemnités éventuellement y afférentes;

3° la qualité et la validité des sources de données géographiques;

4° les instances qui sont responsables pour la création, la gestion, l'entretien et la diffusion des ensembles de sources de données géographiques et de services géographiques;

5° les restrictions de l'accès public fixées aux termes de l'article 31 et leurs motifs.

L'agence offre aux participants de la GDI-Vlaanderen le soutien nécessaire pour la création et l'actualisation des métadonnées conformément au deuxième alinéa, de sorte que ces métadonnées soient de qualité entière et suffisante pour pouvoir chercher, inventorier et utiliser les sources de données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 1° et 2°.

Section III. — Accès aux et utilisation des GDI

Sous-section I^{re}. — Accès pour et utilisation par les participants à la GDI-Vlaanderen

Art. 15. Les participants à la GDI-Vlaanderen ont accès aux sources de données géographiques, aux services géographiques et aux métadonnées qui ont été ajoutés à la GDI.

Ils peuvent utiliser les sources de données géographiques et les services géographiques pour l'exécution de missions d'intérêt général, y compris l'exécution de responsabilités ou de fonctions, ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement, à moins que cet accès ne soit limité conformément à l'article 18.

Le Gouvernement flamand établit, sur la proposition du groupe de pilotage, les règles détaillées relatives à l'accès et à l'utilisation.

Ces règles évitent notamment que des obstacles pratiques pour l'échange se manifestent.

Si nécessaire il tient compte des conditions d'utilisation qui sont fixées pour les données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 3° et 4°.

Sous-section II. — Accès pour et utilisation par des instances qui ne sont pas des participants

Art. 16. Les instances qui ne participent pas à la GDI-Vlaanderen ont accès aux sources de données géographiques, aux services géographiques et aux métadonnées, visés à l'article 12, premier alinéa, 1°, 2° et 4°, à moins que cet accès ne soit limité conformément à l'article 18. Ils peuvent utiliser l'accès, aux conditions fixées par le Gouvernement flamand.

Ces conditions sont pleinement compatibles avec l'objectif pour faciliter l'accès aux sources de données géographiques et aux services géographiques, ainsi que leur utilisation.

Dans ce contexte, le Gouvernement flamand peut conclure les conventions nécessaires avec l'Etat fédéral concerné et/ou avec les communautés ou régions compétentes, ou avec l'instance compétente qui en dépend.

Si nécessaire il tient compte des conditions d'utilisation qui sont fixées pour les sources de données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 4°.

Sous-section III. — Accès international et utilisation

Art. 17. Les institutions et organes de la Communauté européenne et toute personne physique et morale ou tout groupement exerçant des fonctions d'administration publique conformément au droit national d'un des Etats membres ou possédant une compétence d'avis, ont, en vue de l'exécution de responsabilités ou fonctions ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement, accès aux sources de données géographiques, aux services géographiques et aux métadonnées, visés à l'article 12, premier alinéa, 1°, 2° et 4°, à moins que cet accès ne soit limité conformément à l'article 18.

Sur la base de réciprocité et d'équivalence, les organes qui ont été créés par une convention internationale entre la Communauté européenne et ses Etats membres, ont, en vue de l'exécution de responsabilités ou fonctions ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement, accès aux sources de données géographiques, aux services géographiques et aux métadonnées, visés à l'article 12, premier alinéa, 1°, 2° et 4°, à moins que cet accès ne soit limité conformément à l'article 18.

Le Gouvernement flamand fixe les règles détaillées d'accès et d'utilisation.

Si nécessaire il tient compte des conditions d'utilisation qui sont fixées pour les sources de données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 4°.

Ces règles sont adaptées, pour autant que de besoin, afin d'autoriser accès aux institutions et organes de la Communauté européenne conformément aux conditions harmonisées.

Sous-section IV. — Exceptions à l'accès

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand peut, sur la proposition du groupe de pilotage, limiter l'accès aux sources de données géographiques et aux services géographiques qui sont ajoutés à la GDI, pour autant et dans la mesure où cet accès constitue un danger pour les matières suivantes :

1° le caractère confidentiel des relations internationales de la Région flamande ou de la Communauté flamande, et des relations de la Région flamande ou de la Communauté flamande avec les institutions supranationales, avec l'Etat fédéral et avec les autres communautés et régions;

2° la sécurité publique et la défense nationale;

3° la procédure d'un procès criminel, civil, administratif, ou social

§ 2. Lorsque les données géographiques comportent des informations de personnes physiques identifiées ou identifiables, ces données doivent être qualifiées en tant que données à caractère personnel dans le sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'accès à ces données géographiques à caractère personnel se fait conformément aux articles 8 et 9 du décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives.

L'accès aux données géographiques à caractère personnel par des instances n'est en tout cas accordé que dans la mesure où le traitement ultérieur s'inscrit dans ou est compatibles aux missions légales ou réglementaires de l'instance concernée qui demande l'accès aux ou l'utilisation des données concernées.

Sous-section V. — Indemnités

Art. 19. § 1^{er}. L'utilisation des sources de données géographiques, et des services géographiques qui sont joints à la GDI, est gratuite.

Cette gratuité s'applique entre autres dans les cas suivants :

1° lorsque les sources de données géographiques, autres que des données de référence à grande échelle telles que visées à l'article 2, 2°, du décret du 16 avril 2004 relatif au « Grootchalig Referentie Bestand » (GRB), et les services géographiques sont utilisées par des participants à GDI-Vlaanderen, en vue de l'exécution de missions d'intérêt général, y compris l'exécution de responsabilités ou fonctions ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement;

2° lorsque les sources de données géographiques et les services géographiques sont nécessaires et sont utilisées dans l'accomplissement des obligations de la Belgique relatives au rapportage en vertu de la Législation des Communautés relative à l'environnement.

§ 2. Outre les cas, visés au § 1^{er}, 1° et 2°, les participants à la GDI-Vlaanderen peuvent, par dérogation au § 1^{er}, subordonner l'utilisation des sources de données géographiques et des services géographiques, gérés par eux, au paiement d'une indemnité.

A cet effet, ils consultent au préalable le groupe de pilotage.

La fixation d'une indemnité pour l'utilisation des données de références à grande échelle, ajoutées à la GDI, visées à l'article 2, 2°, du décret du 16 avril 2004 portant le « Grootchalig Referentie Bestand » (GRB) (Base de données des références à grande échelle), se fait conformément aux dispositions du décret précité.

Les indemnités, visées au premier et deuxième alinéas, sont en tout cas limitées à un minimum nécessaire pour garantir la qualité nécessaire et la disponibilité des sources de données géographiques et des services géographiques, éventuellement majorées d'un rendement raisonnable sur l'investissement, le cas échéant dans le respect des exigences pour l'autofinancement du participant à la GDI-Vlaanderen qui fournit les sources de données géographiques et les services géographiques.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités pour les indemnités, sans qu'elle fixe cependant l'indemnité même.

Section IV. — Financement de la GDI

Art. 20. Le développement et l'exploitation de la GDI sont financées par :

1° une dotation annuelle de la Région flamande à l'Agence;

2° les indemnités dues à l'agence pour l'accès à la GDI;

3° les indemnités imputées par l'agence pour les services relatifs à la gestion des sources de données géographiques et les services géographiques dans le cadre de la GDI;

4° les moyens attribués par la Région flamande pour la réalisation du plan d'exécution GDI;

5° les moyens attribués par la Région flamande pour l'établissement, la gestion et la tenue d'une source authentique de données géographiques;

6° des contributions communes éventuelles pour l'élaboration de données géographiques, de services géographiques et de métadonnées.

CHAPITRE V. — Sources authentiques de données géographiques

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 21. Pour l'application du décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives, chaque source authentique de données géographiques, telle que visée à l'article 22, est censée être une source authentique de données telle que visée à l'article 2, 2°, du décret précité.

Section II. — Agrément en tant que source authentique de données géographiques

Art. 22. Une source de données géographiques, telle que visée à l'article 12, alinéa premier, 1°, 2° et 4°, est agréée par le Gouvernement flamand en tant qu'une source authentique de données géographiques, sur la proposition du groupe de pilotage, pour autant qu'elle remplisse les conditions suivantes :

- 1° elle offre suffisamment de garanties de qualité relatives à l'actualité, à l'exactitude et la complétude;
- 2° elle est décrite par des métadonnées qui correspondent aux règles qui ont été rédigées par le groupe de pilotage conformément à l'article 14;
- 3° elle peut être consultée via un service de consultation;
- 4° elle est transférable via un service de transfert;
- 5° elle est harmonisée conformément aux prescriptions techniques, visées à l'article 25.

Sans préjudice de l'application du premier alinéa, le Gouvernement flamand peut arrêter des conditions supplémentaires auxquelles doit répondre une source de données géographiques en vue d'être agréée comme source authentique de données géographiques.

Section III. — Futures sources authentiques de données géographiques

Art. 23. Le Gouvernement flamand indique, sur la proposition du groupe de pilotage, quelles des sources de données géographiques, visées à l'article 12, premier alinéa, 2° et 4°, seront agréées comme sources authentiques de données géographiques.

Il fixe également la façon dont les adaptations qui sont nécessaires pour évoluer vers une source authentique de données géographiques, sont financées.

Section IV. — Utilisation obligatoire des sources authentiques de données géographiques et des sources de données indiquées

Art. 24. Lors de l'exécution des missions d'intérêt général, y compris de l'exercice de responsabilités ou de fonctions ou pour assurer des services publics relatifs à l'environnement, les participants de la GDI-Vlaanderen sont obligés d'utiliser les sources de données géographiques ou d'y faire référence.

Dans ce cadre, ils sont également obligés d'utiliser ou de faire référence aux sources de données géographiques indiquées par le Gouvernement flamand, qui sont gérées par des instances qui ne participent pas à la GDI-Vlaanderen et dont l'utilisation a été rendue possible par le Gouvernement flamand.

A cet effet, il peut conclure les conventions nécessaires.

CHAPITRE VI. — Interopérabilité des services géographiques et harmonisation des sources de données géographiques

Art. 25. Le groupe de pilotage fixe, sur la proposition de l'agence, les prescriptions techniques pour l'interopérabilité des services géographiques, et dans la mesure du possible, pour l'harmonisation des sources de données géographiques qui sont ajoutées à la GDI.

Ces prescriptions techniques correspondent aux modalités d'application promulguées par la Commission européenne en exécution du chapitre III de la directive INSPIRE.

Les participants à la GDI-Vlaanderen font concorder les sources de données géographiques et les services géographiques concernés, visées à l'article 12, 1°, 2° et 4°, avec ces prescriptions techniques dans les délais qui expirent les jours suivants :

- 1° concernant les sources de données géographiques, visées à l'article 12, alinéa premier, 1°, dont les données géographiques ont été collectionnées après le jour auquel les modalités d'application, visées à l'article premier, entrent en vigueur, au plus tard deux ans après ce jour;
- 2° concernant les sources de données géographiques, visées à l'article 12, alinéa premier, 1°, qui ont été restructurées à fond après le jour auquel les modalités d'application, visées à l'article premier, entrent en vigueur, au plus tard deux ans après ce jour;
- 3° concernant les autres sources de données géographiques, visées à l'article 12, alinéa premier, 1°, et les sources de données géographiques, visées à l'article 12, alinéa premier, 2° et 4°, au plus tard sept ans après le jour auquel les modalités d'application, visées à l'article premier, entrent en vigueur.

L'agence publie toutes les informations qui sont nécessaires pour remplir à ces prescriptions techniques.

CHAPITRE VII. — Services réseau

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 26. L'agence est chargée de la coordination tant de l'établissement que de l'exploitation d'un réseau des services géographiques suivants relatifs aux sources de données géographiques et aux services géographiques qui sont ajoutés à la GDI;

- 1° services de recherche;
- 2° services de consultation;
- 3° services de transfert;
- 4° services de traitement.

§ 2. Les participants à la GDI-Vlaanderen développent et offrent les services géographiques suivants relatifs aux sources authentiques de données géographiques qui sont gérés par eux, sauf si une convention entre l'agence et les participants stipule que l'agence est chargée de cette tâche.

1° services de consultation;

2° services de transfert permettant d'avoir les sources authentiques de données géographiques directement à disposition;

3° services de traitement.

Sans préjudice de l'application des dispositions d'une convention telle que visée à l'alinéa premier, l'agence développe et offre les services géographiques suivants relatifs aux sources authentiques de données géographiques et aux autres sources de données géographiques :

1° services de recherche;

2° services de transfert afin de télécharger les sources de données géographiques entièrement ou partiellement;

3° les services de traitement indiqués par le Gouvernement flamand qui sont généralement utilisables

Les participants et, le cas échéant, l'agence veillent à ce que tous les services géographiques précités tiennent compte des exigences pertinentes des utilisateurs et qu'ils soient utilisables facilement pour et disponibles au public.

A cet effet, le groupe de pilotage établit des directives générales.

L'agence publie ces directives, et assure le contrôle de leur application correcte.

Le groupe de pilotage fixe, sur la proposition de l'agence, les critères de recherche qui doivent comporter les services de recherche, visés à l'article § 1^{er}, 1°.

Ils comportent au moins les critères de recherche, visés à l'article 11, deuxième alinéa, de la directive INSPIRE.

§ 4. Les services géographiques, visés au § 1^{er}, doivent être combinés de manière à ce qu'ils puissent être exploités conformément aux modalités d'application promulguées par la Commission européenne en exécution du chapitre III de la directive INSPIRE.

Section II. — Rattachement au réseau de sources de données géographiques et de services géographiques

Art. 27. § 1^{er}. Le groupe de pilotage fixe les conditions techniques permettant un rattachement de sources de données géographiques et de services géographiques, au réseau, visé à l'article 26.

§ 2. Les participants à la GDI-Vlaanderen lient les sources de données géographiques et de services géographiques, ajoutés à la GDI, qui sont gérés par eux par le réseau, visé à l'article 26.

L'agence offre aux participants de la GDI-Vlaanderen le soutien nécessaire pour qu'ils puissent répondre aux prescriptions techniques, visées au § 1^{er}.

Art. 28. Toute tierce partie qui gère des sources de données géographiques et des services géographiques qui répondent aux exigences relatives aux métadonnées, aux services de réseau et à l'interopérabilité, qui sont fixés conformément au présent décret, peut lier ces données au réseau, visé à l'article 26, à condition qu'il le demande à l'agence, et que les prescriptions techniques, visées à l'article 27, soient respectés.

Le Gouvernement flamand fixe les modalités liées à ce rattachement.

Section III. — Portail géographique flamand

Sous-section I^{re}. — Généralités

Art. 29. L'agence est chargée de l'établissement, l'organisation et l'exploitation du portail géographique flamand qui donne un accès central à la GDI, par les services géographiques, visés à l'article 26, § 1^{er}. Le portail géographique flamand est accessible au public.

Sous-section II. — Accès public

Art. 30. Les sources de données géographiques et les services géographiques, visés à l'article 12, premier alinéa, 1°, 2° et 4°, sont rendus public par le portail géographique flamand, à moins que cet accès soit limité conformément aux articles 18, § 2, et 31.

Art. 31. § 1^{er}. Les participants à la GDI-Vlaanderen et les tierces parties, visés à l'article 28, peuvent refuser d'autoriser accès public aux sources de données géographiques et aux services géographiques, gérés par eux, via ses services, visés à l'article 26, § 1^{er}, 1°, s'ils estiment que l'intérêt de l'accès ne l'emporte pas sur la protection d'un des intérêts suivants :

1° le caractère confidentiel des relations internationales de la Région flamande ou de la Communauté flamande, et des relations de la Région flamande ou de la Communauté flamande avec les institutions supranationales, avec l'Etat fédéral et avec les autres communautés et régions;

2° la sécurité publique et la défense nationale.

§ 2. Les participants à la GDI-Vlaanderen et les tierces parties, visés à l'article 28, peuvent refuser d'autoriser accès public, via les services géographiques, visés à l'article 26, § 1^{er}, 2° à 4° inclus, aux sources de données géographiques et aux services géographiques, gérés par eux, s'ils estiment que l'intérêt de l'accès ne l'emporte pas sur la protection d'un des intérêts suivants :

1° la sécurité publique et la défense nationale;

2° le secret des délibérations du Gouvernement flamand et des autorités responsables qui en relèvent, le secret des délibérations des organes du Parlement flamand ainsi que le secret, fixé par loi ou décret, des délibérations des organes des participants à la GDI Vlaanderen;

3° le caractère confidentiel des relations internationales de la Région flamande ou de la Communauté flamande, et des relations de la Région flamande ou de la Communauté flamande avec les institutions supranationales, avec l'Etat fédéral et avec les autres communautés et régions;

4° la procédure d'un procès civil, administratif ou social, et la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement;

5° le caractère confidentiel des informations établies uniquement pour l'action publique ou l'action d'une sanction administrative;

6° le caractère confidentiel des informations établies uniquement pour l'application éventuelle de mesures disciplinaires, tant que la possibilité de prendre une mesure disciplinaire existe;

7° le caractère confidentiel des informations commerciales et industrielles, lorsque ces informations sont protégées afin de préserver un intérêt économique légitime, à moins que la personne dont proviennent les informations, n'ait consenti à la publicité;

8° la protection de la vie privée, à moins que la personne concernée n'ait consenti à la divulgation;

9° la protection des informations fournies par un tiers sans qu'il y soit obligé et qu'il a qualifié explicitement comme confidentielles, à moins qu'il ne consente à la divulgation;

10° le caractère confidentiel de l'action d'un participant à la GDI-Vlaanderen, dans la mesure où ce caractère confidentiel est nécessaire à l'exercice du maintien administratif, la réalisation d'un audit interne ou la prise de décision politique;

11° la protection de l'environnement à laquelle les informations se rapportent;

12° la protection des droits de propriété intellectuelle.

§ 3. Dans la mesure où les informations concernent des émissions dans l'environnement, les motifs d'exception visés au § 2, 2°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11°, ne s'appliquent pas.

Pour les motifs d'exception visés au § 2, 1°, 3°, 4°, 5° et 6°, il est tenu compte du fait si les informations demandées concernent des émissions dans l'environnement.

§ 4. Les participants à la GDI-Vlaanderen informent l'agence de leur décision de refuser l'accès public aux sources de données géographiques et aux services géographiques concernés, ainsi que des motifs pour ce refus.

Art. 32. Les exceptions fixées conformément à l'article 31 font l'objet, cas par cas, d'une explication restrictive, dont il convient de tenir compte de l'intérêt public qui est servi de l'accès aux sources de données géographiques et aux services géographiques concernées.

Sous-section III. — Indemnités

Art. 33. L'utilisation des services géographiques, visés à l'article 26, § 1^{er}, 1° et 2°, est gratuite.

L'utilisation des services géographiques, visés à l'article 26, § 1^{er}, 3° et 4°, peut être subordonnée au paiement d'une indemnité, conformément à l'article 19, § 2.

Sous-section IV. — Services E-commerce

Art. 34. § 1^{er}. L'agence développe et gère un service e-commerce central relatif aux sources de données géographiques et aux services géographiques qui sont accessibles conformément aux dispositions du présent décret.

Ce service e-commerce concerne aussi bien les sources de données géographiques et les services géographiques qui sont mis à disposition gratuitement par les services de transfert, visés à l'article 26, § 1^{er}, 3°, que les sources de données géographiques et les services géographiques qui sont mis à disposition contre rémunération.

§ 2. Le participant à la GDI-Vlaanderen qui a subordonné l'utilisation des services de transfert, visés à l'article 26, § 1^{er}, 3°, du paiement d'une indemnité, met les sources de données géographiques à disposition par des propres services e-commerce ou par le service e-commerce central, visé au § 1^{er}.

Le participant, mentionné au premier alinéa, qui ne fait pas usage d'un propre service e-commerce, est tenu de payer une cotisation à l'agence pour l'utilisation d'un service central e-commerce.

Le Gouvernement flamand décide, sur la proposition du groupe de pilotage, quels éléments doivent être observés lors de la fixation de la cotisation due.

Il s'agit au moins des frais de développement et de gestion, liés au service central e-commerce.

La cotisation, visée au deuxième alinéa, est fixée par l'agence en concertation avec le groupe de pilotage.

Section IV. — Lien avec le portail géographique INSPIRE

Art. 35. L'agence remet à la Commission européenne toutes les informations nécessaires pour le lien entre le réseau, visé à l'article 26, et le portail géographique INSPIRE, visé à l'article 15, point 1^{er}, de la directive INSPIRE.

CHAPITRE VIII. — Monitoring et rapportage

Art. 36. § 1^{er}. Le Gouvernement flamand remet, à partir du 15 mai 2010, un rapport annuel au Parlement flamand sur l'état actuel de la GDI et de son utilisation.

Ce rapport est public.

§ 2. Au plus tard le 15 mai 2010 le Gouvernement flamand remet les informations nécessaires concernant les sujets suivants à la Commission européenne :

1° la coordination entre les fournisseurs et les utilisateurs des sources de données géographiques, des services géographiques et des organes de médiation, ainsi qu'une description des relations avec des tiers et de l'organisation de la gestion de la qualité;

2° la contribution fournie par les participants à la GDI-Vlaanderen ou par des tiers pour le fonctionnement et la coordination de la GDI;

3° les conventions sur l'échange de données entre les participants à la GDI-Vlaanderen;

4° les frais et bénéfices de l'exécution de la directive INSPIRE.

Tous les trois ans et au plus tard le 15 mai 2013, le Gouvernement flamand remet les informations actualisées concernant les sujets, visés à l'alinéa premier, à la Commission européenne.

CHAPITRE IX. — Coordination

Art. 37. Le Gouvernement flamand conclut les accords nécessaires avec l'Etat fédéral et/ou avec les communautés et régions relatives aux matières suivantes :

1° assurer la cohérence nécessaire entre les données géographiques relatives à un objet géographique qui s'étend en dehors de frontières de la Région flamande;

2° désigner un point de contact belge tel que mentionné à l'article 19 de la directive INSPIRE;

3° établir et fixer les modalités de fonctionnement d'un comité de coordination qui soutient le point de contact belge et qui est chargé entres autres des missions suivantes :

a) la coordination de l'exercice, par des participants au comité de coordination, de leurs compétences relatives à l'exécution de la directive INSPIRE.

b) le rapportage à la Commission européenne, qui est imposé aux Etats membres par l'article 21 de la directive INSPIRE.

CHAPITRE X. — *Dispositions modificatives*

Section I^{re}. — Le décret du 16 avril 2004 relatif au « Grootchalig Referentie Bestand » (GRB)
(Base de données des références à grande échelle)

Art. 38. A l'article 2 du décret du 16 avril 2004 relatif au « Grootchalig Referentie Bestand » (GRB), modifié par le décret du 21 avril 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 5° est abrogé;

2° le point 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° groupe de pilotage GDI-Vlaanderen » le groupe de pilotage GDI-Vlaanderen, visé à l'article 7 du décret GDI; »;

3° le point 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° tiers : personnes physiques ou morales n'étant pas gestionnaire de réseau d'un réseau de distribution physique et n'ayant pas la qualité de la Région flamande, de la Communauté flamande, d'une agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique, d'une agence autonomisée externe de droit public, d'une agence autonomisée externe de droit privé, d'un organisme public flamand, d'une province et d'une commune. »

Art. 39. A l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, les mots « des participants à GIS-Vlaanderen » sont remplacés par les mots « de la Région flamande, de la Communauté flamande, des agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, des agences autonomisées externes de droit public, des agences autonomisées externes de droit privé, des organismes publics flamands, des provinces et des communes ».

Art. 40. A l'article 6, deuxième alinéa, du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, le mot « GIS-Vlaanderen » est remplacé par le mot « GDI-Vlaanderen ».

Art. 41. A l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, les mots « des participants à GIS-Vlaanderen » sont remplacés par les mots « de la Région flamande, de la Communauté flamande, des agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, des agences autonomisées externes de droit public, des agences autonomisées externes de droit privé, des organismes publics flamands, des provinces et des communes ».

Art. 42. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Le plan GDI, visé à l'article 10, § 1^{er}, du décret GDI, comprend la vision politique stratégique relative à la mise en œuvre du GRB par la Région flamande, la Communauté flamande, les agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, les agences autonomisées externes de droit public, les agences autonomisées externes de droit privé, les organismes publics flamands, les provinces et des communes. ».

Art. 43. A l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, le mot « GIS-Vlaanderen » est chaque fois remplacé par le mot « GDI-Vlaanderen ».

Art. 44. A l'article 12 du même décret, modifié par les décrets des 21 avril 2006 et 25 mai 2007, le mot « GIS-Vlaanderen » est chaque fois remplacé par le mot « GDI-Vlaanderen ».

Art. 45. A l'article 13 du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, les mots « participants à GIS-Vlaanderen » sont chaque fois remplacés par les mots « la Région flamande, la Communauté flamande, les agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, des agences autonomisées externes de droit public, des agences autonomisées externes de droit privé, des organismes publics flamands, des provinces et des communes ».

Art. 46. A l'article 16 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « comité directeur GIS-Vlaanderen » sont remplacés par les mots « groupe de pilotage GDI-Vlaanderen »;

2° les mots « participants à GIS-Vlaanderen » sont remplacés par les mots « la Région flamande, la Communauté flamande, les agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, les agences autonomisées externes de droit public, les agences autonomisées externes de droit privé, les organismes publics flamands, les provinces et les communes ».

Art. 47. A l'article 17 du même décret, les mots « les participants à GIS-Vlaanderen » sont chaque fois remplacés par les mots « la Région flamande, la Communauté flamande, les agences autonomisées internes dotées de la personnalité juridique, les agences autonomisées externes de droit public, les agences autonomisées externes de droit privé, les organismes publics flamands, les provinces et les communes ».

Art. 48. A l'article 19, deuxième alinéa, du même décret, modifié par le décret du 21 avril 2006, le mot « GIS-Vlaanderen » est remplacé par le mot « GDI-Vlaanderen ».

Art. 49. A l'article 20 du même décret, le mot « GIS-Vlaanderen » est chaque fois remplacé par le mot « GDI-Vlaanderen ».

Section II. — Le décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée externe de droit public
« Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen »

Art. 50. A l'article 2 du décret du 7 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée de droit public « Agentschap voor Geografische Informatie Vlaanderen » sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° GDI-Vlaanderen : Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen; »;

2° le point 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° Décret GDI : décret du 20 février 2009 relatif à l'Infrastructure de données géographiques pour la Flandre; »;

3° le point 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° Infrastructure de Données Géographiques, dénommée ci-après « GDI » : un ensemble logique de métadonnées, de sources de données géographiques et de service géographiques et de conventions relatives à leur échange, accès et utilisation, ainsi que les services réseau et les technologies y afférents, et leurs mécanismes, processus et procédures et monitoring, instaurés, gérés ou mis à disposition conformément au présent décret; ».

Art. 51. A l'article 5 du même décret, remplacé par le décret du 21 avril 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive le mot « décret GIS » est remplacé par le mot « décret GDI ».

2° le point 5° est remplacé par la disposition suivante :

« 5° contribuer à la mise en œuvre du plan GDI et du plan d'exécution GDI, visés à l'article 10 du décret GDI; »;

3° au point 12° les mots « métadonnées visées à l'article 2, 10°, du décret GIS » sont remplacés par les mots « métadonnées visées à l'article 3, 7°, du décret GDI »;

4° il est ajouté un 17°, 18° et 19°, rédigés comme suit :

« 17° la participation et la contribution à des initiatives nationales et internationales de normalisation sur le plan des informations géographiques;

18° élaborer et introduire des normes pour des applications spécifiques dans GDI Vlaanderen afin d'optimiser l'utilisation des sources de données géographiques et des les intégrer dans des procédures décisionnelles contenant un composant spatial;

19° la valorisation de l'expertise flamande en matière de GDI à l'intérieur du pays et à l'étranger;

20° formuler des propositions quant aux :

a) règles détaillées pour l'établissement des métadonnées telles que visées à l'article 14 du décret GDI;

b) critères auxquels les métadonnées ont trait;

c) prescriptions techniques pour l'interopérabilité et l'harmonisation telles que visées à l'article 25 du décret GDI;

d) conditions techniques pour le rattachement de sources de données géographiques et de services géographiques au réseau, visé à l'article 26 du décret GDI. »

Art. 52. A l'article 7, cinquième alinéa, du même décret, remplacé par le décret du 21 avril 2006, le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° le Comité directeur GDI-Vlaanderen et le conseil GDI, tels que visés au décret GDI; ».

Art. 53. Dans l'article 13, § 1^{er}, 10° du même décret, le mot « décret GIS » est remplacé par le mot « décret GDI ».

Art. 54. Dans l'article 18, alinéa premier, du même décret, les mots « au 'Geografisch Informatiesysteem Vlaanderen' » sont remplacés par les mots « à la 'Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen' »

Section III. — Le décret du 16 juin 2006 portant création d'une « Vlaamse Grondenbank » (Banque foncière flamande) et portant modification de diverses dispositions

Art. 55. A l'article 8 du décret du 16 juin 2006 portant création d'une « Vlaamse Grondenbank » et portant modification de diverses dispositions le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. L'AGIV élabore le système d'information central faisant partie de la GDI, tel que fixé à l'article 3, 8°, du décret GDI. »

Section IV. — Le décret du 27 avril 2007 portant réutilisation des informations du secteur public.

Art. 56. A l'article 8, deuxième alinéa, du décret du 27 avril 2007 portant réutilisation des informations du secteur public les mots « le partenariat de « GIS-Vlaanderen », tel que visé au chapitre II du décret du 17 juillet 2000 relatif au « Geografisch Informatie Systeem Vlaanderen », et non les participants qui constituent ce partenariat, » sont remplacés par les mots « le groupe de pilotage GDI-Vlaanderen, visé à l'article 7, premier alinéa, du décret du 20 février 2009 relatif à la Géografische Data Infrastructuur Vlaanderen en non les participants à GDI-Vlaanderen, qui ».

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 57. Les articles 23 et 28 du décret du 18 juillet 2008 relatif à l'échange électronique de données administratives, sont abrogés.

Art. 58. Le décret du 17 juillet relatif au « Geografisch Informatie Systeem Vlaanderen », modifié par les décrets des 16 avril 2004, 7 mai 2004, 21 avril 2006 et 25 mai 2007, est abrogé.

Art. 59. Le présent arrêté peut être cité comme : Décret GDI.

Art. 60. Le Gouvernement flamand détermine pour chacun des articles la date d'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 février 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias, du Tourisme, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

K. PEETERS

La Ministre flamande des Travaux publics, de l'Energie, de l'Environnement et de la Nature,

Mme H. CREVITS

Annexe au décret du 20 février 2009 relatif à la « Geografische Data-Infrastructuur Vlaanderen »

Catégories de sources de données géographiques mentionnées à l'article 12, premier alinéa, 1° et les services géographiques et métadonnées concernés

1. Systèmes pour la référence au moyen de coordonnées

Des systèmes pour accorder une série unique de coordonnées (x, y, z) et/ou largeur, longueur et hauteur à des informations spatiales, basées sur une date géodésique horizontale et verticale.

2. Système de grillage géographique

Grille multi résolution harmonisée avec un point de départ commun et avec des cellules matricielles à position et grandeur standardisés.

3. Noms géographiques

Des noms de zones, régions, lieux, villes, banlieues, communes, implantations, ou d'autres caractéristiques géographiques ou topographiques d'intérêt public ou historique.

4. Unités administratives

Des unités administratives locales, régionales et nationales séparées par des frontières administratives, qui font partie de zones dont les états membres ont et/ou exercent une capacité de droit.

5. Adresses

Emplacement de biens immobiliers, basé sur des adresses, habituellement à l'aide du nom de la rue, du numéro de maison et du code postal.

6. Parcelles cadastrales

Des zones déterminées par des registres cadastraux ou leur équivalent.

7. Réseaux de transport

Des réseaux pour le transport par route, par avion et par eau, le transport ferroviaire et l'infrastructure connexe, y compris les liens entre les réseaux différents et le réseau de transport transeuropéen, tel que défini par la Décision n° 1692/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996 sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport et les révisions ultérieures de cette Décision.

8. Hydrographie

Des éléments hydrographiques, entre autres les zones marines et toutes les autres masses d'eau et les éléments connexes, y compris les bassins fluviaux et les sous-bassins, le cas échéant, conformément aux descriptions visées à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et sous la forme de réseaux.

9. Zones protégées

Des zones qui sont indiquées ou gérées dans le cadre de la législation internationale et communautaire ou de la législation des Etats membres afin de réaliser certains objectifs sur le plan de la protection de l'environnement.

10. Hauteur

Modèles digitaux d'hauteur pour des surfaces du sol, de glace et de l'océan, y compris la hauteur du terrain naturel, la bathymétrie et le littoral.

11. Utilisation du sol

Couverture physique et biologique de la surface de la terre, y compris les surfaces artificielles, les zones agricoles, les bois, les surfaces semi-naturelles, les marais et les surfaces d'eau.

12. Orthoimagerie

Des images géoréférencées de la surface de la terre, provenant de senseurs sur des satellites ou des avions.

13. Géologie

Géologie, caractérisée selon composition et structure, y compris la roche solide, les couches aquifères et la géomorphologie.

14. Unités statistiques

Des unités pour la diffusion et l'utilisation d'informations statistiques.

15. Bâtiments

Localisation géographique de bâtiments.

16. Sol

Sol et sous-sol, caractérisés selon profondeur, texture, structure et contenu de particules et de matière organique, nature rocailleuse, érosion, et, selon qu'il convient, degré moyen d'inclinaison et capacité de stockage d'eau.

17. Utilisation du sol

Le territoire, caractérisé selon sa dimension fonctionnelle présente et future ou sa destination socio-économique (par ex. habitat, industriel, commercial, agriculture, sylviculture, récréation).

18. Santé humaine et sécurité

La diffusion géographique de maladies (allergies, cancers, maladies respiratoires, etc.), des informations sur les conséquences pour la santé (biomarqueurs, diminution de la fertilité, épidémies) ou le bien-être de l'homme (fatigue, stress, etc.), liées directement (pollution, produits chimiques, atteinte à la couche d'ozone, bruits, etc.) ou indirectement (nourriture, organismes génétiquement modifiés, etc.) à la qualité de l'environnement.

19. Services utilitaires et services publics

Des équipements utilitaires, tels que les égouts, la gestion des déchets, la distribution d'eau, les instances administratives et sociales publiques, telles que les autorités administratives, la protection civile, les écoles et les hôpitaux.

20. Structures relatives au management environnemental

Localisation et fonctionnement des structures relatives au management environnemental, y compris l'observation et le mesurage des émissions, l'état des compartiments environnementaux et des autres paramètres de l'écosystème (biodiversité, circonstances écologiques de la végétation, etc.) par ou au nom des autorités publiques.

21. Facilités pour la production et l'industrie

Etablissements de production industrielle, y compris les installations qui relèvent de la Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution et les facilités relatives au captage d'eau, exploitation minière, stockage.

22. Facilités pour l'agriculture et l'aquaculture

Matériel agricole et facilités de production (y compris les systèmes d'irrigation, serres et étables).

23. Dispersion de la population - démographie

Dispersion de la population, y compris les caractéristiques de la population et les niveaux d'activités, rassemblés par grille, région, unité administrative ou d'autre unité analytique.

24. Gestion du territoire, des régions régies par des conditions spécifiques, des régions réglementées et des unités de rapportage

Des zones qui sont gérées, réglementées ou utilisés pour le rapportage aux niveaux international, européen, national, régional et local, y compris les décharges, les zones autour des zones d'eau régies par des conditions spécifiques, des zones sensibles aux nitrates, des voies navigables régularisées en mer ou aux grandes voies navigables intérieures, des zones pour la mise en décharge de déchets, des zones régies par des limitations sonores, des zones ayant un permis de prospection et d'extraction, zones de vapeur, unités pertinentes de rapportage et zones pour la gestion de la côte.

25. Zones à risques naturels

Des zones vulnérables caractérisées par des risques naturels (tout phénomène atmosphérique, hydrologique, sismique, volcanique et des incendies incontrôlés qui peuvent avoir de sérieuses conséquences sociales par leur localisation, intensité et fréquence), tels que les inondations, les glissements et affaissements de sol, les avalanches, les incendies de forêt, les tremblements de terre et les éruptions volcaniques.

26. Conditions atmosphériques

Conditions physiques dans l'atmosphère, y compris des données spatiales basées sur des mesurages, des modèles ou d'une combinaison, et y compris les emplacements de mesurage.

27. Caractéristiques météorologiques géographiques

Conditions météorologiques et leur mesurage; précipitations, température, évaporation, vitesse du vent et direction du vent.

28. Caractéristiques océanographiques géographiques

Caractéristiques physiques des océans (courant, salinité, hauteur des ondes, etc.).

29. Zones maritimes

Caractéristiques physiques des mers et des surfaces d'eau salée, subdivisées en régions et sous-régions présentant des caractéristiques communes.

30. Zones biogéographiques

Des zones avec des circonstances écologiques homogènes présentant des caractéristiques communes.

31. Habitats et biotopes

Des zones géographiques caractérisées par des circonstances écologiques spécifiques, des processus, une structure et des fonctions (soutenant la vie) appuyant physiquement les organismes qui y vivent, y compris les surfaces de terre et d'eau entièrement naturelles ou semi-naturelles, subdivisées en caractéristiques géographiques abiotiques et biotiques.

32. Dispersion des espèces

Dispersion géographique des espèces animales et végétales par grille, région, unité administrative ou autre unité analytique.

33. Sources d'énergie

Sources d'énergie y compris l'hydrocarbure, l'énergie hydro-électrique, la bioénergie, le soleil, le vent, etc., selon qu'il convient, y compris des informations relatives à la profondeur et la hauteur du volume de la source.

34. Ressources minérales

Ressources minérales y compris les minerais de métaux, les minéraux industriels etc., selon qu'il convient, y compris des informations relatives à la profondeur et la hauteur du volume de la source.

Note

(1) *Session 2008-2009*

Documents. — Projet de décret : 2022 – N°. 1. — Rapport : 2022 – N°. 2. — Texte adopté en séance plénière : 2022 – N°. 3.

Annales. — Discussion et adoption : Séance du 11 février 2009.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1522

[2009/201871]

16 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dans le domaine de l'action sociale et de la santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 36 à 137;

Vu l'article 10 du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'article 4 du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

Vu l'article 11bis, § 2, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'article 14, alinéa 2, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu les articles 9, 25 et 31 du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Vu les articles 10 et 13 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu les articles 4, § 2, et 6 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées;

Vu les articles 24 et 31 du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'article 10 du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'article 5 du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins;

Vu les articles 9 et 15, § 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;

Vu l'article 8 du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes;

Vu les articles 13 et 14 du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu les articles 8 et 15 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'arrêté du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2008;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 mars 1991 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 et 22 janvier 2004;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 et 13 juillet 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 avril 1995, du 25 avril 1996, du 23 juillet 1998, du 17 décembre 1998, du 8 avril 2000, du 19 juillet 2001, du 13 décembre 2001, du 29 janvier 2004, du 22 avril 2004, du 15 avril 2005, du 9 mars 2006, du 13 juillet 2006, du 24 mai 2007, du 22 novembre 2007 et du 26 juin 2008;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 mai 2001 et du 22 avril 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, du 28 septembre 2006, du 1^{er} mars et du 21 juin 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006, du 1^{er} mars et du 21 juin 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 avril 1997, du 4 octobre 2001, du 13 décembre 2001 et 22 janvier 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, modifié par les arrêtés des 6 mai 1999, 13 janvier 2000, 18 juillet 2000, 11 janvier 2001, 22 mars 2001, 13 décembre 2001, 7 mars 2002, 4 juillet 2002, 2 septembre 2002, 22 mai 2003, 15 janvier 2004, 28 juillet 2004, du 22 décembre 2005, du 7 juillet 2006, du 22 mai et 27 novembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 22 octobre 1998, du 22 février, du 11 octobre, du 8 novembre et du 13 décembre 2001, du 9 octobre 2003 et du 23 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 2 mai 2002, du 22 avril 2004, du 22 novembre 2007 et 5 février 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2008;

Vu les avis remis par le Conseil économique et social de la Région wallonne, le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile, la Commission consultative wallonne des services "Espaces-Rencontres", la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables, le Comité d'accompagnement des Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale, le Comité d'accompagnement des Centres de planning et de consultation familiale et conjugale, le Comité d'accompagnement des Centres de télé-accueil, le Conseil régional des Services de santé mentale, le Conseil wallon des établissements de soins, le Conseil wallon du troisième âge, la Commission consultative en matière d'assuétudes, le Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, la Commission d'agrément des associations de santé intégrée et la Commission d'agrément et d'avis des centres d'accueil pour adultes;

Vu la demande d'avis adressée le 12 décembre 2008 au Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées en application de l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu;

Vu l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis n° 49.110/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

2^o Conseil : le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé à l'article 37 du décret;

3^o Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale et la Santé dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *De la composition des Commissions permanentes*

Section 1^{re}. — De la composition de la Commission wallonne de la santé

Art. 3. En application des articles 46 et 54 du décret, les 25 membres de la Commission wallonne de la santé sont répartis de la façon suivante :

1^o trois représentants actifs en matière de santé mentale, représentant les pouvoirs organisateurs des services de santé mentale et les médecins psychiatres des services de santé mentale, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2^o, du décret;

2^o deux représentants impliqués dans l'accueil, l'aide ou le suivi ambulatoire et/ou résidentiel des personnes souffrant d'assuétudes, dont un proposé par une fédération;

3^o un représentant d'un Relais santé actif sur le territoire de la Région wallonne;

4^o un représentant des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

5^o deux représentants des associations de santé intégrée;

6^o trois représentants des centres de coordination de soins et services à domicile, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2^o, du décret;

7° dix personnes représentant les établissements de soins visés par la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en veillant notamment à ce que soit assurée une représentation équilibrée des secteurs visés par les articles 2, 3, 6, 10 et 170, à l'exception des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour, de la loi susvisée (hôpitaux, hôpitaux psychiatriques, habitations protégées, plates-formes psychiatriques et de soins palliatifs, services intégrés de soins à domicile, maisons de soins psychiatriques);

8° deux personnes représentant les bénéficiaires des services visés par la présente commission, proposées par les organisations mutuellistes;

9° un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Section 2. — De la composition de la Commission wallonne de la famille

Art. 4. En application des articles 46 et 56 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de la famille sont répartis de la façon suivante :

1° trois représentants actifs en matière d'Espaces-Rencontres";

2° quatre représentants actifs en matière de planning et de consultation familiale et conjugale, présentés par les fédérations de centres visées à l'article 33 décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

3° cinq représentants actifs en matière d'aide aux familles et aux personnes âgées répartis de la façon suivante :

a) trois représentants du secteur privé;

b) deux représentants du secteur public;

4° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

5° un représentant des bénéficiaires des services et institutions visés aux 1° à 3°, proposé par une fédération ou association représentative des bénéficiaires.

Section 3. — De la composition de la Commission wallonne de l'action sociale

Art. 5. En application des articles 46 et 58 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de l'action sociale sont répartis de la façon suivante :

1° deux représentants des maisons d'accueil, choisis sur présentation des fédérations représentatives de ce secteur;

2° deux personnes choisies en raison de leur compétence particulière en matière d'insertion sociale, répartis de la façon suivante :

— un travailleur social de C.P.A.S.,

— un travailleur social du secteur associatif;

3° deux personnes proposées par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de l'Association des Provinces wallonnes, dont un représentant de la fédération des C.P.A.S.;

4° deux représentants des centres de service social, dont un émane d'une union nationale ou d'une fédération mutuelliste;

5° deux coordinateurs des relais sociaux répartis de la façon suivante :

a) un coordinateur d'un relais social situé dans une ville de plus de 150 000 habitants;

b) un coordinateur d'un relais social situé dans une ville de moins de 150 000 habitants;

6° un représentant des associations représentatives des personnes les plus défavorisées, proposé par le réseau wallon de lutte contre la pauvreté;

7° deux représentants des services agréés d'aide sociale aux justiciables;

8° un représentant d'un centre de référence agréé ou d'un service de médiation de dettes agréé ou de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement;

9° un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Section 4. — De la composition de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Art. 6. En application des articles 46 et 60 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sont répartis de la façon suivante :

1° six membres d'associations subventionnées par la Région wallonne depuis au moins trois ans au jour de la désignation de leur représentant, dont :

a) trois représentants issus des Comités d'accompagnement des plans locaux d'intégration, proposés par ces derniers;

b) trois représentants issus d'initiatives locales.

2° quatre représentants des interlocuteurs sociaux wallons désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne, dont deux représentants des organisations des travailleurs du secteur;

3° deux personnes proposées par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de l'Association des Provinces wallonnes, dont un représentant de la fédération des C.P.A.S.;

4° deux représentants des Centres régionaux d'intégration;

5° un membre choisi, sur proposition du Ministre ayant la Politique d'Intégration des Personnes étrangères ou d'Origine étrangère dans ses attributions, en raison de ses compétences, notamment scientifiques, dans ce domaine;

En ce qui concerne la désignation des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement veille à assurer une diversité de représentation des publics concernés, en tenant compte des paramètres suivants :

1° le statut administratif des publics;

2° la présence de nouveaux migrants;

3° les actions d'intégration développées;

4° la couverture territoriale de la Région wallonne.

Section 5. — De la composition de la Commission wallonne des personnes handicapées

Art. 7. En application des articles 46 et 62 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne des personnes handicapées sont répartis de la façon suivante :

1° huit membres désignés parmi les associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées et de leur famille;

2° trois membres choisis, sur proposition du Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions, en raison de leurs compétences, notamment scientifiques, dans le domaine de l'Intégration des Personnes handicapées;

3° deux représentants des gestionnaires de services pour personnes en situation de handicap;

4° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs.

Section 6. — De la composition de la Commission wallonne des aînés

Art. 8. En application des articles 46 et 64 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne des aînés sont répartis de la façon suivante :

1° six membres, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2° du décret, choisis en raison de leur connaissance de la politique du troisième âge ou de leur action sociale, médicale ou culturelle en faveur des personnes âgées, dont, à l'exclusion de tout gestionnaire ou directeur d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour :

a) un représente une organisation de défense des intérêts des résidents;

b) deux représentent les organisations représentatives des travailleurs du secteur;

c) un représente les centres de coordination de soins et services à domicile.

2° trois membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des personnes âgées;

3° deux membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations mutuellistes;

4° quatre représentants des gestionnaires de maisons de repos, de résidences-services et de centres d'accueil de jour et des directeurs de ceux-ci choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des gestionnaires ou des directeurs de maisons de repos, répartis équitablement entre les différents secteurs.

CHAPITRE III. — *Disposition transversales**Section 1^{re}. — Des jetons de présence*

Art. 9. La participation aux séances du conseil, aux séances des commissions permanentes visées à l'article 37 du décret ou aux séances de la commission d'avis sur les recours visée à l'article 65, § 2, du décret donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président du conseil et les présidents des commissions, lorsque ces derniers exercent leur mandat de président et non, le cas échéant, celui de membre du conseil : 50 euros;

2° vice-président du conseil et des commissions, lorsque ces derniers exercent leur mandat de vice-président et non, le cas échéant, celui de membre du conseil : 30 euros;

3° autres membres à l'exception des membres siégeant avec voix consultative, ainsi que les présidents ou vice-présidents dans le cadre de leur mandat de membre du conseil : 25 euros.

Section 2. — Du secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours

Art. 10. Le secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours est organisé par la Direction générale opérationnelle 5 Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

Section 3. — Du suivi des plaintes

Art. 11. En application de l'article 76, § 5, du décret, la Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie ainsi que l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées transmettent, pour le 30 avril au plus tard, au secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours les rapports relatifs aux plaintes de l'année civile précédente.

Chaque commission permanente remet un avis en ce qui concerne les plaintes relevant de ses compétences.

Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé analyse l'ensemble des avis des commissions permanentes et remet un avis global sur les plaintes traitées durant l'année civile précédente.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant les dispositions réglementaires actuelles*

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique

Art. 12. L'article 2bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, est abrogé.

Section 2. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Art. 13. L'article 20bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004, est abrogé.

Section 3. — Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile

Art. 14. Le chapitre 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile, composé des articles 1^{er} à 6, est abrogé.

Art. 15. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. La Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie, Département de la Santé et des infrastructures médico-sociales procède à l'inspection du Centre qui a introduit une demande d'agrément, instruit ladite demande et transmet une proposition de décision au Ministre qui a la Santé dans ses attributions. »

Art. 16. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 17. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Après avis motivé de la Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le Gouvernement peut retirer l'agrément lorsque le Centre ne satisfait plus aux dispositions du décret du 19 juin 1989 organisant les Centres de coordination de soins et de services à domicile. »

Section 4. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations

Art. 18. Le 3^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o la Commission : la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; »

Art. 19. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 4, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration établit un rapport sur le dossier. Ce délai est porté à quatre mois pour une première demande d'agrément et ne prend cours qu'au jour où l'administration est en possession du dossier complet.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 20. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les décisions de refus, de retrait ou de renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 21. Le Chapitre III du même arrêté, composé des articles 10 à 14, est abrogé.

Section 5. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Art. 22. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est abrogé.

Art. 23. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation du décret ou du présent arrêté. »

Art. 24. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. La demande de reconnaissance est adressée par pli recommandé au Ministre lequel statue dans les deux mois. La reconnaissance est accordée pour une période indéterminée.

En cas de non-accomplissement des missions dévolues par le décret ou des conditions visées à l'article 31, la reconnaissance peut être retirée. »

Section 6. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Art. 25. Le Chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, composé des articles 6 et 7, est abrogé.

Section 7. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Art. 26. Le Chapitre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, composé des articles 59 à 62, est abrogé.

Section 8. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

Art. 27. Le Chapitre II du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière, composé des articles 24 à 27, est abrogé.

Art. 28. Le Titre VI du même arrêté, composé de l'article 56, est abrogé.

Section 9. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés

Art. 29. Le Chapitre III du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, composé des articles 37 à 40, est abrogé.

Art. 30. Le Titre VII du même arrêté, composé de l'article 84, est abrogé.

Section 10. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

Art. 31. Le Chapitre IV du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, composé des articles 33 à 36, est abrogé.

Art. 32. Le Titre VI du même arrêté, composé de l'article 71, est abrogé.

Section 11. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale

Art. 33. Les 4^o et 5^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 4^o "Administration" : la Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;

5^o "Commission" : la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; ».

Art. 34. A l'article 4 du même arrêté, les mots "du Conseil" sont remplacés par les mots "de la Commission".

Art. 35. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 12, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans les deux mois de la réception de la demande complète et régulière, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 36. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Les décisions de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 37. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. Lorsque l'administration constate qu'un service de santé mentale agréé ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution, elle en informe le Ministre qui peut soit décider du retrait de l'agrément après avoir recueilli l'avis de la Commission, soit décider de réduire ou suspendre les subventions prévues par l'article 26 du décret.

La décision indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant.

Les décisions de réduction ou de suspension de subvention sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 38. La section 12 du Chapitre II, composée des articles 22 à 25, du même arrêté est abrogée.

Art. 39. A l'article 26 du même arrêté, les mots "du Conseil" sont remplacés par les mots "de la Commission".

Art. 40. L'article 33 du même arrêté est abrogé.

Art. 41. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 34. Dans les deux mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 42. L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Les décisions d'octroi ou de refus d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 43. L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. En cas d'inobservation des termes de la convention visée à l'article 9, 3^e alinéa, du décret du 4 avril 1996, l'agrément peut être retiré sur avis de la Commission.

En cas de retrait de l'agrément, l'organisme reçoit la proposition de décision formulée par l'administration.

Il dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses arguments par écrit auprès de l'administration.

A l'expiration de ce délai, il est entendu par le fonctionnaire dirigeant de l'administration ou son délégué qui communique un rapport complet à la Commission, dans un délai d'un mois à dater de l'audition. »

Section 12. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Art. 44. Le 1^{er} alinéa de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre après avis de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visée à l'article 59 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution lorsqu'il est constaté que le centre ne respecte pas les dispositions du décret ou celles prises en vertu de celui-ci, ou lorsque le Centre ne remplit pas de manière suffisante les missions qui lui sont dévolues. »

Art. 45. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 46. A l'article 11 du même arrêté, les mots "visées aux articles 7, 9 et 10" sont abrogés.

Art. 47. A l'article 13 du même arrêté, les mots "après avis du Comité d'accompagnement" sont supprimés.

Art. 48. L'article 15 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« L'administration met à la disposition de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visée à l'article 59 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution toutes les informations utiles à l'accomplissement de ses missions.

La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère remet un avis sur le rapport au Gouvernement wallon visé par l'article 4 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. »

Art. 49. Le Chapitre III du même arrêté, composé des articles 17 à 21, est abrogé.

Section 13. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Art. 50. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, les mots "et portant création du Conseil wallon du troisième âge" sont supprimés.

Art. 51. Les deux premiers alinéas de l'article 8 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :

« L'administration instruit la demande et communique le dossier complet accompagné de ses observations à la Commission wallonne des aînés, visée à l'article 63 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dans un délai de trois mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

La Commission wallonne des aînés transmet son avis au Ministre, lequel statue dans le mois. »

Art. 52. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Lorsque l'administration notifie une décision de refus d'accord de principe au gestionnaire, elle l'informe également des modalités de recours prévues par les articles 65 et suivants du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »

Art. 53. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 54. A l'article 19 du même arrêté, les mots "Conseil wallon du troisième âge" sont remplacés par les mots "Commission wallonne des aînés, visée à l'article 63 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 55. L'article 20 du même arrêté est abrogé.

Art. 56. Le § 4 de l'article 21bis du même arrêté est abrogé.

Art. 57. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 58. Le Chapitre XIIIbis du même arrêté, composé de l'article 34, est abrogé.

Section 14. — Modifications de l'arrêté du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Art. 59. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 11, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans le mois de la réception de la demande complète et régulière, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 60. Le dernier alinéa de l'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les modalités fixées à l'article 12 sont également applicables à la demande de renouvellement d'agrément. »

Art. 61. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 62. Le dernier alinéa de l'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La décision est prise dans les deux mois à dater de la réception de l'avis de la commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, et elle indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant. »

Art. 63. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La décision de révision, de suspension, de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 64. L'alinéa 2 de l'article 19 du même arrêté est abrogé.

Art. 65. L'alinéa 2 du § 3 de l'article 20 du même arrêté est abrogé.

Art. 66. La section 12 du Chapitre II du même arrêté, composée de l'article 25, est abrogée.

Section 15. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables

Art. 67. Le 4^o de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est abrogé.

Art. 68. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 69. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision de l'administration.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 70. Le deuxième alinéa de l'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 71. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le Ministre transmet à la Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, pour avis, sa proposition de retrait accompagnée des observations du service dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, 2^e alinéa. »

Art. 72. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 73. La section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 13 et 14, est abrogée.

Art. 74. L'alinéa 5 du § 3 de l'article 21 du même arrêté est abrogé.

Art. 75. Le Chapitre V du même arrêté, composé des articles 31 à 34, est abrogé.

Section 16. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile

Art. 76. Le 4^o de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile est abrogé.

Art. 77. Le § 1^{er} de l'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Au cas où il est satisfait aux exigences de recevabilité énumérées à l'article 5 et à l'article 4, l'agrément spécial provisoire est accordé à l'établissement.

Le Ministre peut également solliciter l'avis de la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté.

Dans ces cas, le dossier est transmis concomitamment au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé.

Le Ministre fait part de sa décision dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de demande d'agrément spécial. »

Art. 78. Le deuxième alinéa de l'article 8 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'avis est transmis pour avis à la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté.

Dans ces cas, le dossier est transmis concomitamment au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé. »

Art. 79. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Ministre statue dans un délai de trois mois pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté. Il statue dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté. »

Art. 80. Les deux derniers alinéas de l'article 12 du même arrêté sont remplacés par les alinéas suivants :

« Pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté, l'avis est transmis à la Commission wallonne de la Santé visée par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour avis et au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé.

Le Ministre statue dans un délai de trois mois pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté. Il statue dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o du présent arrêté. La prorogation est octroyée pour une période déterminée renouvelable ou pour une durée indéterminée. »

Art. 81. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Lorsque l'administration formule une proposition de suspension ou de retrait, elle notifie cette proposition ainsi que les motifs invoqués au gestionnaire de l'établissement de soins en l'informant qu'il dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour consulter son dossier et faire valoir ses observations écrites.

L'administration complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire et par le procès-verbal d'audition du gestionnaire.

A cette fin, elle convoque le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

L'administration rédige un rapport et, pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté, transmet, dans les quinze jours, pour avis à la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'administration communique également sa proposition aux bourgmestres concernés.

Le Ministre décide de la suspension ou du retrait dans un délai de trois mois à dater du jour où le rapport de l'administration est rendu pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté ou dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté. »

Art. 82. Le Chapitre VI du même arrêté, composé de l'article 24, est abrogé.

Section 17. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Art. 83. Les 6° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes est abrogé.

Art. 84. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. L'administration transmet le dossier, accompagné du rapport de synthèse qu'elle rédige et d'une proposition de décision au Ministre au plus tard dans les deux mois de la réception des documents visés à l'article 6, § 2. »

Art. 85. A l'article 8 du même arrêté, les mots "de l'avis de la Commission" sont remplacés par les mots "de la proposition de décision de l'administration".

Art. 86. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. La demande de renouvellement de l'agrément provisoire est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément provisoire en cours.

Elle contient :

1° la décision du comité de pilotage relative à l'introduction de la demande de renouvellement de l'agrément provisoire;

2° une note de synthèse relative aux évolutions intervenues au sein du réseau depuis la date d'octroi de l'agrément provisoire.

L'administration instruit la demande, rédige un rapport de synthèse et une proposition de décision au plus tard dans le mois de la réception de la demande.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 87. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. L'administration transmet le dossier de demande du service, accompagné du rapport de synthèse et d'une proposition de décision qu'elle rédige, au Ministre. »

Art. 88. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 89. A l'article 18 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 90. Le Chapitre VI du même arrêté, composé des articles 20 et 21, est abrogé.

Art. 91. A l'article 22 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 92. A l'article 23 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 93. Le Chapitre XI du même arrêté, composé des articles 32 à 38, est abrogé.

Section 18. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux

Art. 94. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux est abrogé.

Section 19. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale

Art. 95. Le 5° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale est abrogé.

Art. 96. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 97. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la réception de la proposition de décision de l'administration.

La décision est notifiée au service par lettre recommandée à la poste. »

Art. 98. A l'article 9 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 99. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 100. A l'article 11 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 101. La Section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 12 et 13, est abrogée.

Art. 102. L'alinéa 2 de l'article 25 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, après avis ou sur proposition de la Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, définir un plan d'actions annuel ou pluriannuel établissant des problématiques prioritaires. »

Art. 103. Le Chapitre VIII du même arrêté, composée des articles 29 à 31, est abrogé.

Section 20. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales

Art. 104. Le 5° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales est abrogé.

Art. 105. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 106. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Dans le mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 107. A l'article 11 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 108. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 109. A l'article 13 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 110. La section 4 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 14 et 15, est abrogée.

Art. 111. L'article 56 du même arrêté est abrogé.

Art. 112. L'article 59 du même arrêté est abrogé.

Art. 113. Le Chapitre XI du même arrêté, composé des articles 61 à 64, est abrogé.

Section 21. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire

Art. 114. Le Chapitre V de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire, composé de l'article 20, est abrogé.

Section 22. — Modifications de l'arrêté du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres"

Art. 115. Le 4° de l'article 2 de l'arrêté du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" est abrogé.

Art. 116. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 117. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Dans le mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 118. A l'article 8, deuxième alinéa du même arrêté, la dernière phrase est abrogée.

Art. 119. A l'article 10 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 120. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 121. A l'article 12 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 122. La section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 13 et 14, est abrogée.

Art. 123. L'article 27 du même arrêté est abrogé.

Art. 124. Le Chapitre VI du même arrêté, composé des articles 32 et 33, est abrogé.

Section 23. — Modifications de l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées

Art. 125. Les articles 39 et 40 de l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées sont abrogés.

Section 24. — Modifications de l'arrêté du 29 janvier 2009 portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées

Art. 126. Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 4 de l'arrêté du 29 janvier 2009 portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées sont abrogés.

CHAPITRE V. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes

Art. 127. Le deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes est abrogé.

Art. 128. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le Conseil rassemble toutes les informations nécessaires. »

Art. 129. Les alinéas 3 et 4 de l'article 6 sont abrogés.

Art. 130. L'article 9 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 17 avril 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Conseil transmet ses avis et recommandations au Gouvernement wallon. »

Art. 131. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les règles de fonctionnement du Conseil sont visées au § 1^{er} de l'article 3 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses, finales et transitoires*

Art. 132. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2000 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du comité d'accompagnement des centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres de la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2008 portant prorogation des mandats du président et des membres du Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des Centres d'accueil pour adultes;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables ;

8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée et de fonctionnement de cette commission;

9° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale;

11° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif au Forum wallon de l'insertion sociale;

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 établissant le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du troisième âge;

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 septembre 2003 établissant le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du troisième âge.

Art. 133. Les demandes d'avis introduites et non traitées avant l'installation du Conseil et des Commissions visées par le décret sont toutes examinées sur base du présent arrêté. Les délais visés à l'article 3, § 1^{er}, 10°, du décret commencent à courir à la date de ladite installation.

Art. 134. § 1^{er}. Les articles 2 et 3 du décret, en ce qu'ils s'appliquent au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, à la Commission wallonne de la santé, à la Commission wallonne de la famille, à la Commission wallonne de l'action sociale, à la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, à la Commission wallonne des personnes handicapées, à la Commission wallonne des aînés et à la Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé et les articles 36 à 136 du décret entrent en vigueur le 1^{er} mai 2009.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur :

1° le Chapitre V du présent arrêté, dès le renouvellement des membres du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes;

2° pour l'article 132, dès l'installation des commissions visées par le décret;

3° toutes les autres dispositions, le 1^{er} mai 2009.

§ 3. Toutefois, par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, les organes consultatifs actifs avant l'entrée en vigueur du décret et du présent arrêté poursuivent leurs missions jusqu'à l'installation du Conseil et des commissions visées par le décret.

Art. 135. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1522

[2009/201871]

16 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de krachtens artikel 138 van de Grondwet geregelde aangelegenheden inzake sociale actie en gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 36 tot 137;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op artikel 4 van het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

Gelet op artikel 11bis, § 2, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op artikel 14, tweede lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op de artikelen 9, 25 en 31 van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op de artikelen 10 en 13 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op de artikelen 4, § 2, en 6 van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden;

Gelet op de artikelen 24 en 31 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

Gelet op artikel 5 van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen;

Gelet op de artikelen 9 en 15, § 1, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

Gelet op artikel 8 van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen;

Gelet op de artikelen 13 en 14 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op de artikelen 8 en 15 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten);

Gelet op het besluit van 10 juli 2003 tot oprichting van een "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2008;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand, gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 20 maart 1991 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 december 2001 en 22 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 december 1990 en 13 juli 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 april 1995, 25 april 1996, 23 juli 1998, 17 december 1998, 8 april 2000, 19 juli 2001, 3 december 2001, 29 januari 2004, 22 april 2004, 15 april 2005, 9 maart 2006, 13 juli 2006, 24 mei 2007, 22 november 2007 en 26 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 mei 2001 en 22 april 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 april 2004, 28 september 2006, 1 maart en 21 juni 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 2006, 1 maart en 1 juni 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 april 1997, 4 oktober 2001, 13 december 2001 en 22 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge", gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 1999, 13 januari 2000, 18 juli 2000, 11 januari 2001, 22 maart 2001, 13 december 2001, 7 maart 2002, 4 juli 2002, 2 september 2002, 22 mei 2003, 15 januari 2004, 28 juli 2004, 22 december 2005, 7 juli 2006, 22 mei en 27 november 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 oktober 1998, 22 februari, 11 oktober, 8 november en 13 december 2001, 9 oktober 2003 en 23 december 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 18 april 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 2 mei 2002, 22 april 2004, 22 november 2007 en 5 februari 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2008;

Gelet op de adviezen uitgebracht door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), de "Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile" (Erkenningscommissie voor de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten), de "Commission consultative wallonne des services Espaces-Rencontres" (Waalse adviescommissie voor de diensten "Ontmoetingsruimten"), de "Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables" (Waalse adviescommissie voor sociale hulpverlening aan de rechtsonderhorigen), het "Comité d'accompagnement des Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Comité voor de begeleiding van de regionale centra voor de integratie van buitenlandse personen of personen van buitenlandse herkomst), de "Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale" (Erkennings- en adviescommissie voor de sociale insluitingsdiensten), het "Comité d'accompagnement des Centres de planning et de consultation familiale et conjugale" (Begeleidingscomité voor de centra voor gezins- en levensvragen), het "Comité d'accompagnement des Centres de télé-accueil" (Begeleidingscomité voor de teleonthaalcentra), de "Conseil régional des Services de santé mentale" (Regionale raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg), de "Conseil wallon des établissements de soins" (Waalse raad van de zorginrichtingen), de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd), de "Commission consultative en matière d'assuétudes" (Adviescommissie inzake verslavingen), de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen), de "Commission d'agrément des associations de santé intégrée" (Erkenningscommissie voor de geïntegreerde gezondheidsverenigingen) en de "Commission d'agrément et d'avis des centres d'accueil pour adultes" (Erkennings- en adviescommissie voor de onthaalcentra voor volwassenen);

Gelet op het verzoek om adviesverlening dat op 12 december 2008 aan het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) is gericht overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Overwegende dat geen advies is uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn;

Gelet op artikel 35 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies nr. 49.110/4 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

2^o Raad : de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid) bedoeld in artikel 37 van het decreet;

3^o Minister : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de vaste commissies**Afdeling 1. — "Commission wallonne de la santé" (Waalse Gezondheidscommissie)*

Art. 3. Overeenkomstig de artikelen 46 en 54 van het decreet is de "Commission wallonne de la santé" samengesteld uit 25 leden, met name :

1° drie op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg actieve vertegenwoordigers van de inrichtende machten en geneesheren-psychiaters van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, billijk verdeeld onder de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet;

2° twee vertegenwoordigers betrokken bij het onthaal, de ambulante en/of residentiële hulpverlening of opvolging van personen die aan een verslaving lijden, van wie één voorgedragen door een federatie;

3° één vertegenwoordiger van een "Relais santé" actief op het grondgebied van het Waalse Gewest;

4° één vertegenwoordiger van de teleonthaalcentra voor personen die in een psychologische crisistoestand verkeren;

5° twee vertegenwoordigers van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

6° drie vertegenwoordigers van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten, billijk verdeeld onder de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet;

7° tien personen ter vertegenwoordiging van de verzorgingsinrichtingen bedoeld in de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, die o.a. moeten zorgen voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de sectoren bedoeld in de artikelen 2, 3, 6, 10 en 170, met uitzondering van de rust- en verzorgingshuizen en van de dagverzorgingscentra, van genoemde wet (ziekenhuizen, psychiatrische ziekenhuizen, beschermde woningen, psychiatrische platforms en platforms voor palliatieve zorgverlening, geïntegreerde diensten voor thuiszorgverlening, psychiatrische verzorgingstehuizen);

8° twee personen ter vertegenwoordiging van de begunstigen van de diensten die het voorwerp van deze commissie zijn, voorgedragen door de organisaties van de ziekenfondsen;

9° één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties.

Afdeling 2. — Samenstelling van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse Gezinscommissie)

Art. 4. Overeenkomstig de artikelen 46 en 56 van het decreet is de "Commission wallonne de la famille" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° drie vertegenwoordigers actief op het vlak van "Espaces-Rencontres";

2° vier vertegenwoordigers actief inzake levens- en gezinsvragen, voorgedragen door de centrafederaties bedoeld in artikel 33 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

3° vijf vertegenwoordigers actief inzake hulpverlening aan de gezinnen en bejaarde personen, met name :

a) drie vertegenwoordigers van de privé sector;

b) twee vertegenwoordigers van de openbare sector;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

5° één vertegenwoordiger van de begunstigen van de diensten en instellingen bedoeld in 1° tot 3°, voorgedragen door een representatieve federatie of vereniging van de begunstigen.

Afdeling 3. — Samenstelling van de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie)

Art. 5. Overeenkomstig de artikelen 46 en 58 van het decreet is de "Commission wallonne l'action sociale" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° twee vertegenwoordigers van de opvangtehuizen, gekozen op voorstel van de representatieve federaties van die sector;

2° twee personen gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheid inzake sociale insluiting, met name :

— één maatschappelijke werker van een O.C.M.W.;

— één maatschappelijk werker van de verenigingssector;

3° twee personen voorgedragen door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", op voorstel van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië) en van de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies), onder wie één vertegenwoordiger van de "Fédération des C.P.A.S." (Federatie van de O.C.M.W.'s);

4° twee vertegenwoordigers van de centra voor maatschappelijke dienstverlening, van wie één onder een nationale vereniging of een ziekenfondsfederatie ressorteert;

5° twee coördinatoren van de "relais sociaux", met name :

a) één coordinator van een "relais social" gelegen in een stad die meer dan 150.000 inwoners telt;

b) één coordinator van een "relais social" gelegen in een stad die minder dan 150.000 inwoners telt;

6° één vertegenwoordiger van de verenigingen die de minst begunstigen vertegenwoordigen, voorgedragen door het "réseau wallon de lutte contre la pauvreté" (Waals netwerk voor armoedebestrijding);

7° twee vertegenwoordigers van de erkende diensten voor sociale hulpverlening aan de rechtsonderhorigen;

8° één vertegenwoordiger van een erkend referentiecentrum of een erkende schuldbemiddelingsdienst of van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" (Waarnemingsdienst inzake Krediet en Schuld);

9° één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties.

Afdeling 4. — Samenstelling van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst)

Art. 6. Overeenkomstig de artikelen 46 en 60 van het decreet is de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° zes leden van verenigingen die op de datum van aanwijzing van hun vertegenwoordiger sinds minstens drie jaar door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden, met name :

a) drie vertegenwoordigers voorgedragen door de "Comités d'accompagnement des plans locaux d'intégration" (Comités voor de begeleiding van de plaatselijke integratieplannen);

b) drie vertegenwoordigers uit plaatselijke initiatieven;

2° vier vertegenwoordigers van de Waalse sociale onderhandelingspartners, aangewezen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne", onder wie twee vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties van de sector;

3° twee personen voorgedragen door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", op voorstel van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" en van de "Association des Provinces wallonnes", onder wie één vertegenwoordiger van de "Fédération des C.P.A.S.";

4° twee vertegenwoordigers van de gewestelijke integratiecentra;

5° een lid gekozen op voordracht van de Minister bevoegd voor de integratie van de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst, wegens zijn inzonderheid wetenschappelijke bekwaamheden op dat gebied.

Wat betreft de aanwijzing van de leden bedoeld in het eerste lid, 1°, zorgt de Regering voor een verscheidenheid in de vertegenwoordiging van de betrokken bevolkingsgroepen, met inachtneming van de volgende parameters :

1° het administratief statuut van de bevolkingsgroepen;

2° de aanwezigheid van nieuwe migranten;

3° de tot stand gebrachte integratieacties;

4° de territoriale bediening van het Waalse Gewest.

Afdeling 5. — Samenstelling van de "Commission wallonne des personnes handicapées"

Art. 7. Overeenkomstig de artikelen 46 en 62 van het decreet worden de vijftien leden van de "Commission wallonne des personnes handicapées" als volgt verdeeld :

1° acht leden aangewezen uit de verenigingen die erkend zijn als zijnde representatief voor de gehandicapte personen en hun gezin;

2° drie leden lid gekozen op voordracht van de Minister bevoegd voor de Integratie van de Gehandicapte Personen, wegens zijn inzonderheid wetenschappelijke bekwaamheden op het gebied van de integratie van de gehandicapte personen;

3° twee vertegenwoordigers van de beheerders van diensten voor personen die met een handicap leven;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers.

Afdeling 6. — Samenstelling van de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen)

Art. 8. Overeenkomstig de artikelen 46 en 64 van het decreet worden de vijftien leden van de "Commission wallonne des aînés" als volgt verdeeld :

1° zes leden, evenwichtig gekozen uit de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet, voor hun kennis van het beleid van de derde leeftijd of voor hun sociale, medische of culturele inzet ten gunste van de bejaarden, met uitsluiting van elke beheerder of directeur van een van een rustoord, serviceflat of dagcentrum :

a) één vertegenwoordigt een organisatie ter behartiging van de belangen van de bewoners;

b) twee vertegenwoordigen de representatieve organisaties van de werknemers uit de sector;

c) één vertegenwoordigt de centra voor de coördinatie van thuiszorg en thuisdienstverlening;

b) drie leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve bejaardenorganisaties;

3° twee leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de ziekenfondsorganisaties;

4° vier vertegenwoordigers van de beheerders van rustoorden, serviceflats en dagcentra en van de directeurs ervan, gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve beheerdersorganisaties, of van de directeurs van de rustoorden, evenwichtig verdeeld over de verschillende sectoren.

HOOFDSTUK III. — Overkoepelende bepalingen

Afdeling 1. — Anwezigheidsgeld

Art. 9. Het bijwonen van de vergaderingen van de Raad, van de vergaderingen van de vaste commissies bedoeld in artikel 37 van het decreet of van de vergaderingen van de adviesverlenende commissies in verband met de beroepen bedoeld in artikel 65, § 2, van het decreet, geeft recht op een aanwezigheidsgeld waarvan het bedrag als volgt vastgelegd wordt :

1° voorzitter van de raad en de voorzitters van de commissies, indien laatstgenoemden hun voorzittersmandaat uitoefenen en niet, in voorkomend geval, dat van lid van de raad : 50 euro;

2° ondervoorzitter van de raad en van de commissies, indien laatstgenoemden hun ondervoorzittersmandaat uitoefenen en niet, in voorkomend geval, dat van lid van de raad : 30 euro;

3° andere leden met uitzondering van de leden die met raadgevende stem zetelen, evenals de voorzitters en ondervoorzitters in hun kader van hun mandaat van lid van de raad : 25 euro.

Afdeling 2. — Secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", (de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen)

Art. 10. Het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen wordt door Operationeel Directoraat-generaal 5 Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst waargenomen.

Afdeling 3. — Opvolging van de klachten

Art. 11. Overeenkomstig artikel 76, § 5, van het decreet maken Operationeel Directoraat-generaal 5 Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst, evenals het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" tegen uiterlijk 30 april de verslagen inzake de klachten van het vorige kalenderjaar over aan het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste Commissies en de Adviescommissie voor de beroepen.

Elke vaste commissie dient een advies in wat betreft de klachten die onder haar bevoegdheid vallen.

De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bestudeert de gezamenlijke adviezen van de vaste commissies en dient een globaal advies in over de klachten die behandeld werden tijdens het vorige kalenderjaar.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van de huidige regelgevende bepalingen

Afdeling 1. — Wijziging in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand

Art. 12. Artikel 2*bis* van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, zoals ingevoegd bij het decreet van de Waalse Regering van 22 april 2004, wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijziging in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

Art. 13. Artikel 20*bis* van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004, wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening

Art. 14. Hoofdstuk I van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening, bestaande uit de artikelen 1 tot 6, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Operationeel Directoraat-generaal 5 : Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst, Departement Gezondheid en medisch-sociale infrastructuur, inspecteert het Centrum dat een erkenningsaanvraag ingediend heeft, behandelt die aanvraag en maakt een voorstel tot beslissing over aan de Minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. »

Art. 16. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Na gemotiveerd advies van de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 138 van de Grondwet kan de Regering de erkenning intrekken indien het Centrum niet meer voldoet aan de bepalingen van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten. »

Afdeling 4. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen

Art. 18. Punt 3^o van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3^o Commissie : "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet; ».

Art. 19. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Als de door het bestuur behandelde aanvraag niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 4, maakt de administratie de aanvrager daarop attent binnen één maanden. Wordt daar niet binnen één maand op gewezen, dan wordt de aanvraag volledig en regelmatig geacht.

Binnen de twee maanden na ontvangst van de aanvraag stelt het bestuur een verslag over het dossier op. Die termijn wordt op vier maanden gebracht voor een eerste erkenningsaanvraag en loopt pas vanaf de dag waarop het bestuur in het bezit is van het gehele dossier.

Het bestuur maakt het dossier en het verslag erover, samen met een voorstel tot beslissing, over aan de Minister, die zich uitsprekt over de erkenningsaanvraag binnen de twee maanden te rekenen van het voorstel tot beslissing. »

Art. 20. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De beslissingen tot weigering, intrekking of verlenging van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 21. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, samengesteld uit de artikelen 10 tot 14, wordt opgeheven.

Afdeling 5. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

Art. 22. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. De erkenning kan worden ingetrokken omdat het decreet of dit besluit niet worden nageleefd. »

Art. 24. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister, die zich uitspreekt binnen twee maanden. De erkenning wordt verleend voor een onbepaalde periode.

Indien de opdrachten toegewezen bij het decreet of de vereisten bedoeld in artikel 31 niet worden vervuld, kan de erkenning worden ingetrokken. »

Afdeling 6. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen

Art. 25. Hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, wordt opgeheven.

Afdeling 7. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen

Art. 26. Hoofdstuk X van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, bestaande uit de artikelen 59 tot en met 62, wordt opgeheven.

Afdeling 8. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

Art. 27. Hoofdstuk II van Titel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, bestaande uit de artikelen 24 tot en met 27, wordt opgeheven.

Art. 28. Titel VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 56, wordt opgeheven..

Afdeling 9. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

Art. 29. Hoofdstuk III van Titel III van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, bestaande uit de artikelen 37 tot 40, wordt opgeheven.

Art. 30. Titel VII van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 84, wordt opgeheven.

Afdeling 10. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

Art. 31. Hoofdstuk IV van Titel III van het besluit van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen, bestaande uit de artikelen 33 tot 36, wordt opgeheven.

Art. 32. Titel VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 71, wordt opgeheven.

Afdeling 11. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 33. Punten 4° en 5° van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg worden vervangen door volgende bepalingen :

« 4° "Bestuur" : Operationeel Directoraat-generaal 5 : Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

5° "Commissie" : "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet; ».

Art. 34. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Raad" vervangen door de woorden "de Commissie".

Art. 35. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Als de door het bestuur behandelde aanvraag niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 12, maakt de administratie de aanvrager daarop attent binnen één maand. Wordt daar niet binnen één maand op gewezen, dan wordt de aanvraag volledig en regelmatig geacht.

Binnen de twee maanden na ontvangst van de volledige en regelmatige aanvraag stelt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur maakt het dossier en diens verslag samen met een voorstel tot beslissing over aan de Minister, die zich uitspreekt over de erkenningsaanvraag binnen de twee maanden te rekenen van het voorstel tot beslissing. »

Art. 36. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De beslissingen tot weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 37. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. Wanneer de Administratie vaststelt dat een erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg de bepalingen van het decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft, verwittigt ze de Minister die kan beslissen hetzij de erkenning na advies van de Commissie in te trekken, hetzij de in artikel 26 van het decreet bedoelde toelagen te verminderen of op te schorten.

De beslissing vermeldt met name de datum van haar inwerkingtreding en haar duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan.

De beslissingen tot vermindering of opschorting van de toelagen worden bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager gezonden. »

Art. 38. Afdeling 12 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die de artikelen 22 tot 25 omvat, wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Raad" vervangen door de woorden "de Commissie".

Art. 40. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. Binnen twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag maakt de administratie een verslag over het dossier op.

De administratie maakt het dossier en haar verslag samen met een voorstel tot beslissing aan de Minister over die binnen twee maanden na het voorstel tot beslissing over de erkenningsaanvraag beslist. »

Art. 42. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. De beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 43. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. Bij niet inachtneming van de voorwaarden van de overeenkomst bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet van 4 april 1996 kan de erkenning ingetrokken worden na advies van de Commissie.

Als de erkenning ingetrokken wordt, ontvangt de instelling het door de administratie geformuleerde voorstel van besluit.

Ze beschikt over een termijn van vijftien dagen om haar geschreven argumenten bij de administratie te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt ze gehoord door de leidend ambtenaar van de administratie of door diens afgevaardigde, die binnen een maand na de verhoordatum een volledig verslag overmaakt aan de Commissie. »

Afdeling 12. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Art. 44. Het eerste lid van artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt vervangen als volgt :

« Wanneer wordt vastgesteld dat het Centrum de bepalingen van het decreet of de krachtens het decreet genomen bepalingen niet in acht neemt, of wanneer het zijn opdrachten niet naar behoren uitvoert, trekt de Minister de erkenning in, na advies van de "Commissie wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst) bedoeld in artikel 59 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 45. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 46. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden woorden ", waarvan sprake in de artikelen 7, 9 en 10," opgeheven.

Art. 47. In artikel 13 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "na advies van het begeleidingscomité".

Art. 48. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De administratie stelt elke informatie die nodig is voor de vervulling van haar opdrachten ter beschikking van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" bedoeld in artikel 59 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" brengt advies uit over het verslag aan de Waalse Regering, dat bedoeld is in artikel 4 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst. »

Art. 49. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, dat de artikelen 17 tot 21 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 13. — Wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd)

Art. 50. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" vervallen de woorden "en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge".

Art. 51. De eerste twee leden van artikel 8 van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepaling :

« Het bestuur behandelt de aanvraag en deelt het volledige dossier, voorzien van zijn opmerkingen, mee aan de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen) bedoeld in artikel 63 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet binnen een termijn van drie maanden na de indiening van de aanvraag vanaf het moment waarop ze volledig is.

De "Commission wallonne des aînés" brengt advies uit aan de Minister die binnen de maand beslist. »

Art. 52. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Indien het bestuur aan de beheerder mededeelt dat het principieel akkoord geweigerd wordt, stelt het die beheerder ook in kennis van de modaliteiten van beroep bedoeld in de artikelen 65 en volgende van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 53. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 54. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden "Conseil wallon du troisième âge" vervangen door de woorden "Commission wallonne des aînés" bedoeld in artikel 63 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 55. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 21*bis* van hetzelfde besluit wordt § 4 opgeheven.

Art. 57. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 58. Hoofdstuk XIII*bis* van hetzelfde besluit, dat artikel 34 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 14. — Wijzigingen van het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen

Art. 59. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. Als de aanvraag die het bestuur behandelt, niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 11 wordt de aanvrager binnen één maand in kennis daarvan gesteld. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt de aanvraag als volledig en regelmatig beschouwd.

Binnen één maand na ontvangst van de volledige en regelmatige aanvraag maakt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur maakt het dossier en zijn verslag samen met een voorstel tot beslissing aan de Minister over die binnen twee maanden na het voorstel tot beslissing over de erkenningsaanvraag beslist. »

Art. 60. Het laatste lid van artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De in artikel 12 bepaalde modaliteiten zijn ook toepasselijk op de aanvraag om hernieuwing van de erkenning. »

Art. 61. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 62. Het laatste lid van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De beslissing wordt genomen binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. De datum van inwerkingtreding, de duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan worden er o.a. in aangegeven. »

Art. 63. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De beslissing tot herziening, schorsing, weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 64. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 65. Het tweede lid van § 3 van artikel 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 66. Afdeling 12 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die artikel 25 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 15. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen

Art. 67. Punt 4° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen wordt opgeheven.

Art. 68. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 69. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingvoorstel van het bestuur.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven. »

Art. 70. Het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 71. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De Minister maakt zijn voorstel tot intrekking, binnen één maand na ontvangst van bedoelde opmerkingen of volgens de afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, tweede lid, voor advies aan de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet over, met de opmerkingen van de dienst. »

Art. 72. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 73. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die de artikelen 13 en 14 omvat, wordt opgeheven.

Art. 74. Het vijfde lid van § 3 van artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 75. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, dat de artikelen 31 tot 34 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 16. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging

Art. 76. Punt 4° van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging wordt opgeheven.

Art. 77. § 1 van artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De tijdelijke bijzondere erkenning wordt aan de instellingen toegekend als de voorwaarden van ontvankelijkheid bedoeld in artikel 5 en in artikel 4 vervuld zijn.

De Minister kan ook het advies inwinnen van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse commissie voor gezondheid) bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit.

In dat geval wordt het dossier bijkomend overgemaakt aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen.

De Minister spreekt zich uit binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om bijzondere erkenning. »

Art. 78. Het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het advies wordt voor advies overgemaakt aan de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit.

In dat geval wordt het dossier tegelijk overgemaakt aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen. »

Art. 79. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De Minister beslist binnen drie maanden voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit.

Hij spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. »

Art. 80. De laatste twee leden van artikel 12 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende leden :

« Voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit wordt het advies voor advies overgemaakt aan de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, en aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen.

De Minister beslist binnen drie maanden voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit. Hij spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. De verlenging wordt toegekend voor een verlengbare bepaalde duur of voor onbepaalde duur. »

Art. 81. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. Als de administratie een voorstel tot opschorting of intrekking formuleert, geeft ze de beheerder van de verzorgingsinstelling kennis van dat voorstel, alsook van de ingeroepen motieven. Ze wijst hem erop dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn dossier in te kijken en om zijn opmerkingen in een schrijven te laten gelden.

De administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen van de beheerder en met het proces-verbaal van zijn verhoor.

Daartoe roept ze de beheerder op bij ter post aangetekende brief of in een schrijven afgegeven tegen bericht van ontvangst, met opgave van de plaats en het tijdstip van het verhoor.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De administratie stelt een verslag op en, voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit, stuurt binnen vijftien dagen het rapport voor advies naar de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen voor te dragen wordt in het proces-verbaal van verhoor vermeld.

De administratie deelt haar voorstel ook mee aan de betrokken burgemeesters.

De Minister doet uitspraak over de opschorting of de intrekking binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop het verslag van de administratie wordt afgegeven voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit of binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. »

Art. 82. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 24, wordt opgeheven.

Afdeling 17. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen

Art. 83. Punt 6° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, wordt opgeheven.

Art. 84. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De administratie maakt het dossier samen met een door haar opgesteld samenvattend verslag en een beslissingsvoorstel aan de Minister over uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6, § 2. »

Art. 85. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "van het advies van de Commissie" vervangen door de woorden "van het beslissingsvoorstel van de administratie".

Art. 86. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De aanvraag om hernieuwing van de tijdelijke erkenning wordt minstens drie maanden vóór de vervaldatum van de lopende tijdelijke erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht.

Ze bevat :

1° de beslissing van het sturingscomité in verband met de indiening van de aanvraag tot hernieuwing van de tijdelijke erkenning;

2° een samenvattend nota betreffende de evoluties die zich binnen het netwerk hebben voorgedaan sinds de datum van toekenning van de tijdelijke erkenning.

De administratie onderzoekt de aanvraag, stelt een samenvattend verslag en een beslissingsvoorstel op uiterlijk binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 87. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. De administratie maakt het aanvraagdossier van de dienst samen met een door haar opgesteld syntheseverslag en beslissingsvoorstel aan de Minister over. »

Art. 88. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 89. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet".

Art. 90. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 20 en 21, wordt opgeheven.

Art. 91. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 92. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 93. Hoofdstuk XI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 tot 38, wordt opgeheven.

Afdeling 18. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten

Art. 94. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten wordt opgeheven.

Afdeling 19. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting

Art. 95. Punt 5° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting wordt opgeheven.

Art. 96. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 97. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel van de administratie.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de dienst meegedeeld. »

Art. 98. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 99. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 100. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 101. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 12 en 13, wordt opgeheven.

Art. 102. Het tweede lid van artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd het eerste lid kan de Regering na advies of op voorstel van de "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet een jaarlijks of meerjaarlijks actieplan uitwerken waarin op prioritaire vraagstukken wordt gewezen. »

Art. 103. Hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 29 tot 31, wordt opgeheven.

Afdeling 20. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

Art. 104. Punt 5° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen wordt opgeheven.

Art. 105. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 106. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Binnen de maand na ontvangst van de volledige aanvraag, stelt de administratie een verslag op over het dossier.

De administratie deelt het dossier en haar verslag samen met een beslissingsvoorstel aan de Minister mee die over de erkenningsaanvraag beslist binnen twee maanden, te rekenen vanaf de datum van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 107. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 108. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 109. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 110. Afdeling 4 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, samengesteld uit de artikelen 14 en 15, wordt opgeheven.

Art. 111. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 112. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 113. Hoofdstuk XI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 61 tot 64, wordt opgeheven.

Afdeling 21. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer

Art. 114. Hoofdstuk V van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer, samengesteld uit artikel 20, wordt opgeheven.

Afdeling 22. — Wijzigingen in het besluit van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten)

Art. 115. Punt 4^e van artikel 2 van het besluit van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten) wordt opgeheven.

Art. 116. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 117. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Binnen de maand na ontvangst van de volledige aanvraag maakt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur geeft kennis van het dossier en zijn verslag met een beslissingsvoorstel aan de Minister, die over de erkenningsaanvraag beslist binnen twee maanden vanaf het beslissingsvoorstel.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven. »

Art. 118. De laatste zin van artikel 8, tweede lid van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 119. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la famille (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 120. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 121. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la famille (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 122. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 13 en 14, wordt opgeheven.

Art. 123. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 124. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 en 33, wordt opgeheven.

Afdeling 23. — Wijzigingen in het besluit van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren

Art. 125. De artikelen 39 en 40 van het besluit van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, worden opgeheven.

Afdeling 24. — Wijzigingen van het besluit van 29 januari 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

Art. 126. De leden 3, 4 en 5 van artikel 4 van het besluit van 29 januari 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen

Art. 127. Het tweede lid van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen wordt opgeheven.

Art. 128. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De Raad verzamelt alle noodzakelijke gegevens. »

Art. 129. Het derde en het vierde lid van artikel 6 worden opgeheven.

Art. 130. Artikel 9 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 17 april 2008, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De Raad maakt zijn adviezen en aanbevelingen aan de Waalse Regering over. »

Art. 131. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De werkingsregels van de Raad worden bedoeld in § 1 van artikel 3 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, slot- en diverse bepalingen*

Art. 132. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2000 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van het begeleidingscomité van de centra voor levens- en gezinsvragen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2001 tot bepaling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de Commissie van erkenning van de Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

3° het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2001 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

4° het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

5° het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2008 tot hernieuwing van de mandaten van de voorzitter en de leden van de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen);

6° het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen;

7° het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables" (Waalse Adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen);

8° het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 waarbij het huishoudelijk reglement en de werking van de Commissie voor de erkenning van de verenigingen voor geïntegreerde gezondheid en van de werking;

9° het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

10° het besluit van de Waalse Regering van 9 januari 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

11° het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting;

13° het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende het Waals Forum voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14° september 27 tot vastlegging van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd);

15° het besluit van de Waalse Regering van 4 september 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd).

Art. 133. Alle vóór de installatie van de Raad en van de bij het decreet bedoelde Commissies ingediende en niet-behandelde verzoeken om advies worden onderzocht op basis van dit besluit. De in artikel 3, § 1, 10°, van het decreet bedoelde termijnen beginnen te lopen op de datum van bedoelde installatie.

Art. 134. § 1. De artikelen 2 en 3 van het decreet, in zoverre zij van toepassing zijn op de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid), de "Commission wallonne de la santé" (Waalse commissie voor gezondheid), de "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin), de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie), de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst), de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen) en de "Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé" (Commissie van advies voor de beroepen inzake sociale actie en gezondheid) en de artikelen 36 tot 136 van dit decreet treden in werking op 1 mei 2009.

§ 2. Dit besluit treedt in werking :

1° Hoofdstuk V van dit besluit vanaf de hernieuwing van de leden van de Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen;

2° artikel 132 vanaf de installatie van de bij dit decreet bedoelde commissies;

3° alle andere bepalingen op 1 mei 2009.

§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2, zetten de vóór de inwerkingtreding van het decreet en van dit besluit reeds actief adviesorganen hun opdrachten verder tot de installatie van de Raad en van de bij het decreet bedoelde commissies.

Art. 135. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

GRONDWETTELIJK HOF

[2009/201346]

Uittreksel uit arrest nr. 25/2009 van 18 februari 2009

Rolnummers 4421, 4422, 4423, 4431 en 4441

In zake : de prejudiciële vragen betreffende de artikelen 47*sexies*, § 3, 47*septies*, § 2, 235*ter* en 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, gesteld door het Hof van Cassatie.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Bossuyt en M. Melchior, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vragen en rechtspleging*

a. Bij drie arresten van 15 januari 2008 in zake respectievelijk H.E. en I.E., P.V., en K.S. en J.S., waarvan de expedities ter griffie van het Hof zijn ingekomen op 29 januari 2008, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden artikel 235*ter* en/of artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat daarin niet wordt voorzien in een onmiddellijk cassatieberoep tegen een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling bij een controle van het vertrouwelijk dossier overeenkomstig de artikelen 189*ter* en/of 235*ter* [of : ' 189*ter* en 235*ter* '] van het Wetboek van strafvordering, dat een voorbereidend arrest is, terwijl artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in afwijking van het eerste lid van dat artikel, onmiddellijk cassatieberoep toelaat tegen het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen met toepassing van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering betreffende het onderzoek van de regelmatigheid van de rechtspleging dat een gelijkaardig voorbereidend arrest is als dit gewezen bij toepassing van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering ? ».

b. Bij arrest van 29 januari 2008 in zake V.I., waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 14 februari 2008, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vragen gesteld :

1. « Schenden artikel 235*ter* en/of artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat daarin niet wordt voorzien in een onmiddellijk cassatieberoep tegen een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling bij een controle van het vertrouwelijk dossier overeenkomstig de artikelen 189*ter* en/of 235*ter* van het Wetboek van strafvordering dat een voorbereidend arrest is, terwijl artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in afwijking van het eerste lid van dat artikel, onmiddellijk cassatieberoep toelaat tegen het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen met toepassing van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering betreffende het onderzoek van de regelmatigheid van de rechtspleging dat een gelijkaardig voorbereidend arrest is als dit gewezen bij toepassing van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering ? »;

2. « Schendt artikel 235*ter*, § 2, derde lid, Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met het artikel 6 EVRM en artikel 14 IVBPR voorzover dat personen die het voorwerp zijn van observatie voor de controle van de regelmatigheid van die observatie niet toegelaten worden om een kopie te verkrijgen van het strafdossier en slechts over een periode van 48 uren beschikken om inzage te doen in het strafdossier, terwijl een categorie van andere personen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden omdat zij het voorwerp uitmaken van een even ingrijpende schending van hun privéleven, zoals die zich voordoet bij een beschikking tot huiszoeking of een beschikking tot telefoontap, de regelmatigheid daarvan wel aan de hand van een kopie van het strafdossier kunnen toetsen en eveneens over een langere periode dan 48 uren beschikken om die regelmatigheid te controleren ? »;

3. « Schenden de artikelen 47*sexies*, § 3, 1^o, 2^o, 3^o en 5^o, en 47*septies*, § 2, in samenhang met het artikel 235*ter*, § 2, Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang met het artikel 6 EVRM voorzover dat de personen die het voorwerp zijn van de bijzondere opsporingsmethode observatie, niet toegelaten worden om in een tegensprekelijk debat, in aanwezigheid van alle procespartijen aan de hand van alle stukken van het strafdossier met de nodige tijd en faciliteiten en met het tegensprekelijk horen van getuigen, de regelmatigheid te betwisten van de bijzondere opsporingsmethode observatie terwijl een categorie van andere personen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden omdat zij het voorwerp uitmaken van een beschikking tot huiszoeking of een beschikking tot telefoontap, wel worden toegelaten om in een tegensprekelijk debat in aanwezigheid van alle procespartijen aan de hand van alle stukken van het strafdossier met de nodige tijd en faciliteiten en met het tegensprekelijk horen van getuigen, de regelmatigheid te betwisten van de beschikking tot huiszoeking of de beschikking tot telefoontap ? ».

c. Bij arrest van 19 februari 2008 in zake W.S., waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 3 maart 2008, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schenden artikel 235*ter* en/of artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat daarin niet wordt voorzien in een onmiddellijk cassatieberoep tegen een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling bij de controle van het vertrouwelijke dossier overeenkomstig de artikelen 189*ter* en/of 235*ter* van het Wetboek van strafvordering dat een voorbereidend arrest is, terwijl artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in afwijking van het eerste lid van dat artikel, onmiddellijk cassatieberoep toelaat tegen het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling gewezen met toepassing van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering betreffende het onderzoek van de regelmatigheid van de rechtspleging dat een gelijkaardig voorbereidend arrest is als dit gewezen bij toepassing van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering ? ».

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4421, 4422, 4423, 4431 en 4441 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

III. In rechte

(...)

Ten aanzien van de prejudiciële vraag in de zaken nrs. 4421, 4422, 4423 en 4441 en de eerste prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431

B.1. Met de hiervoor geciteerde prejudiciële vragen - die identiek zijn geformuleerd in elk van de samengevoegde zaken - vraagt het Hof van Cassatie of de artikelen 235^{ter} en 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in de redactie ervan vóór de wijziging bij de wet van 16 januari 2009 « tot wijziging van de artikelen 189^{ter}, 235^{ter}, 335^{bis} en 416 van het Wetboek van strafvordering » (*Belgisch Staatsblad*, 16 januari 2009, tweede editie) (hierna : de wet van 16 januari 2009), bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, nu dat artikel 416, tweede lid, niet voorziet in een mogelijkheid tot onmiddellijk cassatieberoep tegen een voorbereidend arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling houdende controle, op basis van het vertrouwelijk dossier, van de regelmatigheid van de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie overeenkomstig artikel 189^{ter} of artikel 235^{ter}, in de redactie ervan vóór de wijziging door de voormelde wet van 16 januari 2009, terwijl op grond van artikel 416, tweede lid, wel een onmiddellijk cassatieberoep openstaat tegen de voorbereidende arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling houdende controle van de regelmatigheid van de rechtspleging krachtens artikel 235^{bis} van het Wetboek van strafvordering.

Bij zijn arrest nr. 111/2008 van 31 juli 2008 heeft het Hof identieke prejudiciële vragen beantwoord.

Het Hof spreekt zich niet uit over de eventuele gevolgen van de wet van 16 januari 2009 voor de zaken die aanleiding hebben gegeven tot de huidige prejudiciële vragen.

B.2.1. Artikel 235^{bis} van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek (*Belgisch Staatsblad*, 2 april 1998), bepaalt :

« § 1. Bij de regeling van de rechtspleging onderzoekt de kamer van inbeschuldigingstelling, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van een van de partijen, de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure. Zij kan dit zelfs ambtshalve doen.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling handelt op dezelfde wijze in de andere gevallen waarin ze kennis neemt van de zaak.

§ 3. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling ambtshalve de regelmatigheid van de rechtspleging onderzoekt en er een nietigheid, een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering kan bestaan, beveelt ze de debatten te heropenen.

§ 4. De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, in openbare terechtzitting indien ze op verzoek van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de in verdenking gestelde.

§ 5. De onregelmatigheden, verzuimen of nietigheden als bedoeld in artikel 131, § 1, of met betrekking tot de verwijzingsbeschikking die door de kamer van inbeschuldigingstelling zijn onderzocht, kunnen niet meer opgeworpen worden voor de feitenrechter, behoudens de middelen die verband houden met de bewijswaardering of die de openbare orde aanbelangen. Hetzelfde geldt voor de gronden van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering, behalve wanneer ze zijn ontstaan na de debatten voor de kamer van inbeschuldigingstelling. De bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing ten aanzien van de partijen die pas na de verwijzing naar het vonnisgerecht in de rechtspleging betrokken zijn, behalve indien de stukken uit het dossier worden verwijderd overeenkomstig artikel 131, § 2, of overeenkomstig § 6 van dit artikel.

§ 6. Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling een onregelmatigheid, verzuim of nietigheid als bedoeld in artikel 131, § 1, of een grond van niet-ontvankelijkheid of van verval van de strafvordering vaststelt, spreekt zij, als daartoe grond bestaat, de nietigheid uit van de handeling die erdoor is aangetast en van een deel of het geheel van de erop volgende rechtspleging. Nietigverklaarde stukken worden uit het dossier verwijderd en neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg, na het verstrijken van de termijn voor cassatieberoep ».

B.2.2. Het eveneens in de prejudiciële vragen vermelde artikel 189^{ter} van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 houdende diverse wijzigingen van het Wetboek van strafvordering en van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de verbetering van de onderzoeksmethoden in de strijd tegen het terrorisme en de zware en georganiseerde criminaliteit (*Belgisch Staatsblad*, 30 december 2005), bepaalde vóór de wijziging ervan bij de voormelde wet van 16 januari 2009 :

« De rechtbank kan, op basis van concrete gegevens, die pas aan het licht zijn gekomen na de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling krachtens artikel 235^{ter}, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie, hetzij op verzoek van de beklaagde, de burgerlijke partij of hun advocaten, de kamer van inbeschuldigingstelling gelasten de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie uit te oefenen met toepassing van artikel 235^{ter}.

Deze vordering of dit verzoek dient, op straffe van verval, voor ieder ander rechtsmiddel te worden opgeworpen, behalve indien het middel betrekking heeft op nieuwe en concrete elementen die tijdens de terechtzitting aan het licht zijn gekomen.

De rechtbank zendt het dossier aan het openbaar ministerie over, teneinde de zaak daartoe bij de kamer van inbeschuldigingstelling aan te brengen ».

B.2.3. Artikel 235^{ter} van het Wetboek van strafvordering, eveneens ingevoegd bij de voormelde wet van 27 december 2005, bepaalde vóór de vernietiging van paragraaf 6 ervan bij het arrest nr. 105/2007 van 19 juli 2007 en vóór de wijziging ervan bij de voormelde wet van 16 januari 2009 :

« § 1. De kamer van inbeschuldigingstelling is belast met de controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie bij het afsluiten van het opsporingsonderzoek waarin deze methoden werden toegepast en alvorens het openbaar ministerie tot rechtstreekse dagvaarding overgaat.

De kamer van inbeschuldigingstelling onderzoekt op het ogenblik dat de onderzoeksrechter zijn dossier aan de procureur des Konings verzendt krachtens artikel 127, § 1, eerste lid, op vordering van het openbaar ministerie, de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie die werden toegepast in het kader van het gerechtelijk onderzoek of in het daaraan voorafgaande opsporingsonderzoek.

§ 2. De kamer van inbeschuldigingstelling doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van de vordering van het openbaar ministerie. Deze termijn wordt teruggebracht tot acht dagen indien één van de in verdenking gestelden zich in voorlopige hechtenis bevindt.

De kamer van inbeschuldigingstelling hoort, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen, de opmerkingen van de procureur-generaal.

Zij hoort, op dezelfde wijze, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achteneveertig uur vóór de zitting per faxpost of bij een ter post aangetekende brief wordt gedaan. De griffier stelt hen in dezelfde post eveneens ter kennis dat het strafdossier tijdens deze periode op de griffie in origineel of in kopie ter inzage ligt.

Zij kan, met betrekking tot de toegepaste bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie, de onderzoeksrechter en de in de artikelen 47*sexies*, § 3, 6° en 47*octies*, § 3, 6° bedoelde officier van gerechtelijke politie afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan de onderzoeksrechter gelasten de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie en infiltratie en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger te horen met toepassing van de artikelen 86*bis* en 86*ter*. Zij kan beslissen bij het verhoor door de onderzoeksrechter aanwezig te zijn of één van haar leden daartoe af te vaardigen.

§ 3. Het openbaar ministerie legt aan de voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling het vertrouwelijk dossier voor bedoeld in de artikelen 47*septies*, § 1, tweede lid, of 47*novies*, § 1, tweede lid, dat betrekking heeft op het opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek bedoeld in § 1. Enkel de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling hebben het recht dit vertrouwelijk dossier in te zien.

De voorzitter van de kamer van inbeschuldigingstelling neemt de nodige maatregelen ter beveiliging van het vertrouwelijk dossier. Hij bezorgt het vertrouwelijk dossier, na kennisname ervan, onmiddellijk aan het openbaar ministerie terug.

§ 4. In het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling mag geen gewag worden gemaakt van de inhoud van het vertrouwelijk dossier, noch van enig element dat de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de positionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie of infiltratie en de in artikel 47*octies*, § 1, tweede lid, bedoelde burger in het gedrang kan brengen.

§ 5. Er wordt verder gehandeld overeenkomstig artikel 235*bis*, §§ 5 en 6.

§ 6. Tegen de controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling staat geen rechtsmiddel open ».

B.2.4. Artikel 416 van het Wetboek van strafvordering, gewijzigd bij de wetten van 12 maart 1998 (*Belgisch Staatsblad*, 2 april 1998), 19 december 2002 (*Belgisch Staatsblad*, 14 februari 2003) en 13 juni 2006 (*Belgisch Staatsblad*, 19 juli 2006), bepaalde vóór de wijziging ervan bij de voormelde wet van 16 januari 2009 :

« Beroep in cassatie tegen voorbereidende arresten en arresten van onderzoek of tegen in laatste aanleg gewezen vonnissen van dezelfde soort staat eerst open na het eindarrest of het eindvonnis; de vrijwillige tenuitvoerlegging van die voorbereidende arresten of vonnissen kan in geen geval als middel van niet-ontvankelijkheid worden ingeroepen.

Het vorige lid is niet van toepassing op arresten of vonnissen inzake bevoegdheid of met toepassing van de artikelen 135 en 235*bis*, noch op arresten of vonnissen inzake de burgerlijke rechtsvordering die uitspraak doen over het beginsel van aansprakelijkheid, noch op arresten waarbij overeenkomstig artikel 524*bis*, § 1, uitspraak wordt gedaan over de strafvordering en een bijzonder onderzoek naar de vermogensvoordelen wordt bevolen, noch op verwijzingsarresten overeenkomstig artikel 57*bis* van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade ».

B.3. De vernietiging van paragraaf 6 van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering bij het geciteerde arrest nr. 105/2007 steunde op volgende overwegingen :

« B.16.1. De partijen voeren ook nog aan dat artikel 235*ter*, § 6, van het Wetboek van strafvordering de rechten van de verdediging schendt doordat het bepaalt dat tegen de controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling geen rechtsmiddel openstaat. Aldus zou zonder verantwoording een verschil in behandeling worden ingesteld in vergelijking met andere procedures, zoals die van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering, waarin tegen de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling over de regelmatigheid van de strafprocedure wel cassatieberoep mogelijk is.

B.16.2. De artikelen 407, 408, 409 en 413 van het Wetboek van strafvordering laten cassatieberoep toe tegen elk eindarrest of eindvonnis. Overeenkomstig artikel 416, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering staat beroep in cassatie tegen voorbereidende arresten en arresten van onderzoek of tegen in laatste aanleg gewezen vonnissen van dezelfde soort eerst open na het eindarrest of het eindvonnis. Artikel 416, tweede lid, laat bij uitzondering in een beperkt aantal gevallen onmiddellijk cassatieberoep toe tegen een arrest of een vonnis dat geen eindarrest of eindvonnis is. Tot die uitzonderingen behoren onder meer de beslissingen van de kamer van inbeschuldigingstelling met toepassing van artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering over de regelmatigheid van de strafprocedure.

B.16.3. Door te bepalen dat ' tegen de controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling [...] geen rechtsmiddel open [staat] ', beperkt artikel 235*ter*, § 6, zich niet ertoe de regel toe te passen volgens welke het cassatieberoep slechts open zal staan na het definitief arrest of vonnis. Het sluit uit dat zelfs een cassatieberoep dat wordt ingesteld na een definitief arrest of vonnis, betrekking zal kunnen hebben op de door de kamer van inbeschuldigingstelling uitgeoefende controle van het vertrouwelijk dossier op het einde van het opsporings- of gerechtelijk onderzoek.

Een dergelijke afwijking van de in B.16.2 in herinnering gebrachte regels kan enkel worden aangenomen indien het redelijkerwijze verantwoord is een categorie van personen de mogelijkheid om een beroep voor het Hof van Cassatie in te stellen, te ontzeggen.

B.16.4. De uitsluiting van het cassatieberoep tegen de arresten gewezen met toepassing van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering werd verantwoord door het noodzakelijk geheim karakter van de gegevens vervat in het vertrouwelijk dossier, die uitsluitend het voorwerp kunnen zijn van de controle door de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2055/001, p. 63).

Een dergelijke bekommernis zou kunnen verantwoorden dat enkel de magistraten van het Hof van Cassatie het recht zouden hebben om het vertrouwelijk dossier te raadplegen en dat de voorzitter van de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, de noodzakelijke maatregelen zou dienen te nemen teneinde de bescherming van het vertrouwelijk dossier te verzekeren zoals, wat betreft de procedure voor de kamer van inbeschuldigingstelling, artikel 235*ter*, § 3, daarin voorziet. Door echter elk beroep tegen de controle van het vertrouwelijk dossier uit te sluiten is de wetgever verder gegaan dan datgene wat noodzakelijk was om de geheimhouding van de in dat dossier vervatte gevoelige gegevens te waarborgen.

B.16.5. De bekritiseerde maatregel wordt verantwoord door een vergelijking ' met de toestand die wordt teweeg gebracht door de wet van 8 april 2002 inzake de anonimiteit van de getuigen ', waarbij het Hof van Cassatie ' geen direct toezicht [kan] uitoefenen op de naleving van de voorschriften van art. 156 van het Wetboek van strafvordering, of op het feit dat de getuige een persoon is die ontzet is uit het recht om te getuigen of een minderjarige beneden de vijftien jaar oud zou betreffen, die bijgevolg de eed niet mogen afleggen ', aangezien die identiteitsgegevens ingeschreven zijn in een geheim of vertrouwelijk register dat ' uiteraard onder het beroepsgeheim [valt] en [...] nooit bij het strafdossier [kan] gevoegd worden ' en dat ' bijgevolg niet aan het Hof van Cassatie [kan] worden meegedeeld ' (*ibid.*).

De verantwoording van een maatregel kan niet voortvloeien uit het feit dat een soortgelijke maatregel is genomen in een andere aangelegenheid die niet vergelijkbaar is. De maatregelen van infiltratie en observatie kunnen een innenging vormen in het recht op de eerbiediging van het privéleven en de woning, die worden gewaarborgd door grondwettelijke en verdragsrechtelijke normen waaraan het Hof van Cassatie, zelfs ambtshalve, rechterlijke beslissingen vermag te toetsen, wat veronderstelt dat het toegang heeft tot de vertrouwelijke gegevens. Bovendien moeten die maatregelen voldoen aan de vereisten van evenredigheid en subsidiariteit, vermeld in de artikelen 47*sexies*, § 2, en 47*octies*, § 2, van het Wetboek van strafvordering, wat deel uitmaakt van de wettigheidscontrole die het Hof van Cassatie moet uitoefenen.

B.16.6. Voorts wordt aangevoerd dat de bescherming van het vertrouwelijk dossier een hoger belang is en dat geen enkel risico mag worden genomen, vermits met name het leven van de infiltranten op het spel staat.

Aangezien elke magistraat gehouden is tot het beroepsgeheim, is het niet verantwoord dat aan het Hof van Cassatie de toegang wordt geweigerd tot een dossier dat wordt gecontroleerd door de kamer van inbeschuldigingstelling, aangezien de vertrouwelijkheid van dat dossier op dezelfde wijze kan worden gewaarborgd in de beide rechtscolleges.

B.16.7. In de memorie van toelichting bij de bestreden wet werd tevens aangedrongen op de ' verregaande procedurele garanties [...] die het recht op een eerlijk proces moeten veilig stellen tijdens de behandeling voor de kamer van inbeschuldigingstelling op basis van artikel 235*ter* van het Wetboek van strafvordering ' (*ibid.*, p. 82; *Parl. St.*, Senaat, 2005-2006, 3-1491/3, p. 17).

B.16.8. De omstandigheid dat in verregaande waarborgen wordt voorzien tijdens de door de kamer van inbeschuldigingstelling uitgevoerde controle, kan niet verantwoord worden dat de wettigheidscontrole door het Hof van Cassatie wordt uitgesloten die inzonderheid betrekking moet hebben op de inachtneming van die waarborgen.

B.16.9. Er wordt tevens aangevoerd dat het Hof van Cassatie toezicht uitoefent op de juridische gevolgen van de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling wanneer bij het Hof van Cassatie een zaak wordt aanhangig gemaakt met toepassing van artikel 235*bis*. Dat toezicht stelt het Hof van Cassatie echter niet in staat kennis te nemen van gegevens waarvan het onderzoek de kamer van inbeschuldigingstelling vermocht ertoe te brengen tot de wettigheid of de onwettigheid van de bekritiseerde maatregelen te besluiten.

B.16.10. Ten slotte wordt betoogd dat de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling niet definitief is en dat de feitenrechter, met toepassing van de artikelen 189*ter* en 335*bis* van het Wetboek van strafvordering, de kamer van inbeschuldigingstelling zal kunnen gelasten de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie opnieuw te controleren, met toepassing van artikel 235*ter*.

Die mogelijkheid, waarin enkel wordt voorzien in het geval waarin concrete gegevens ' aan het licht zijn gekomen na de controle van de kamer van inbeschuldigingstelling ', staat niet gelijk met de wettigheidscontrole die het Hof van Cassatie in strafzaken uitoefent.

B.16.11. Uit wat voorafgaat vloeit voort dat artikel 235*ter*, § 6, een verschil in behandeling invoert dat niet redelijkerwijze is verantwoord. Die bepaling dient te worden vernietigd ».

B.4. Na de vernietiging van artikel 235*ter*, § 6, van het Wetboek van strafvordering bij zijn arrest nr. 105/2007, heeft het Hof een aantal prejudiciële vragen zonder voorwerp verklaard in zoverre die betrekking hadden op de ontstentenis van een beroep tegen de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling houdende controle van het vertrouwelijk dossier (arresten nrs. 107/2007 van 26 juli 2007, 109/2007 van 26 juli 2007, 126/2007 van 4 oktober 2007, 6/2008 van 17 januari 2008 en 18/2008 van 14 februari 2008).

B.5. Toen de wetgever met de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek, waarbij het artikel 235*bis* werd ingevoegd in het Wetboek van strafvordering, voorschreef dat de onregelmatigheden, verzuimen of nietigheden als bedoeld in artikel 131, § 1, of met betrekking tot de verwijzingsbeschikking die door de kamer van inbeschuldigingstelling zijn onderzocht, in beginsel niet meer kunnen worden opgeworpen voor de feitenrechter, behoudens de middelen die verband houden met de bewijswaardering of die de openbare orde aanbelangen (artikel 235*bis*, § 5), voorzag hij ten aanzien van de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling op basis van het voormelde artikel 235*bis* tegelijkertijd in een bijkomende uitzondering op de regel van artikel 416, eerste lid, dat bepaalt dat cassatieberoep slechts na het eindarrest of het eindvonnis mogelijk is.

In de memorie van toelichting van het wetsontwerp is daaromtrent gesteld :

« In zoverre de middelen, opgeworpen door uitoefening van het in artikel 135 Sv van het ontwerp voorziene rechtsmiddel of naar voor gebracht in het kader van artikel 235 Sv van het ontwerp, niet meer voor de vonnisrechter kunnen worden opgeworpen, moest de verdachte de mogelijkheid krijgen om onmiddellijk een voorziening in cassatie in te stellen tegen een negatieve beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling. Het ontwerp beoogt hier [in] een nieuwe uitzondering te voorzien op de regel van het huidige artikel 416, eerste alinea, Sv dat bepaalt dat voorziening in cassatie tegen voorbereidende arresten of arresten van onderzoek onontvankelijk zijn voordat de definitieve beslissing ten gronde niet is uitgesproken. Daar de vragen betreffende de regelmatigheid van het onderzoek definitief kunnen worden behandeld bij de regeling van de rechtspleging, is het noodzakelijk dat zij zonedig door het Hof van Cassatie kunnen worden onderzocht » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 857/1, p. 71).

B.6. Krachtens artikel 235*bis* van het Wetboek van strafvordering staat het aan de kamer van inbeschuldigingstelling om de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure te controleren, hetzij ambtshalve, hetzij op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van een van de partijen. In voorkomend geval worden de aangetaste handelingen nietig verklaard en worden de nietig verklaarde stukken uit het dossier verwijderd en neergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg, na het verstrijken van de termijn voor cassatieberoep (artikel 235*bis*, § 6). Krachtens artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals gewijzigd bij de wet van 12 maart 1998, is tegen de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling overeenkomstig artikel 235*bis* onmiddellijk cassatieberoep mogelijk.

B.7. Ten gevolge van het arrest van het Hof nr. 202/2004 van 21 december 2004, heeft de wetgever bij wet van 27 december 2005 artikel 235*ter* in het Wetboek van strafvordering ingevoegd. Op grond van die bepaling controleert de kamer van inbeschuldigingstelling de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie aan de hand van het vertrouwelijk dossier.

B.8. Met zijn voormeld arrest nr. 105/2007 heeft het Hof paragraaf 6 van artikel 235^{ter} van het Wetboek van strafvordering - die elk rechtsmiddel tegen de controle van het vertrouwelijk dossier uitgeoefend door de kamer van inbeschuldigingstelling krachtens artikel 235^{ter} uitsloot - vernietigd, omdat het zonder verantwoording de categorie van personen die het voorwerp waren van een onderzoeksmethode van observatie en infiltratie, uitsloot van de mogelijkheid om cassatieberoep in te stellen tegen de beslissing van de kamer van inbeschuldigingstelling genomen met toepassing van artikel 235^{ter} van het Wetboek van strafvordering, terwijl die mogelijkheid wel bestaat tegen de beslissingen van de kamer van inbeschuldigingstelling met toepassing van artikel 235^{bis} van dat Wetboek.

Uit de vernietiging van paragraaf 6 van artikel 235^{ter} van het Wetboek van strafvordering, vloeide voort dat evenzeer cassatieberoep mogelijk moest zijn tegen de beslissingen van de kamer van inbeschuldigingstelling genomen met toepassing van artikel 189^{ter} of artikel 235^{ter} als tegen die genomen met toepassing van artikel 235^{bis}.

Rekening houdend met de bedoeling van de wetgever, zoals in B.5 is omschreven, om tegen de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling betreffende de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure met toepassing van artikel 235^{bis} een onmiddellijk cassatieberoep mogelijk te maken door af te wijken van de regel vervat in het eerste lid van artikel 416, was het niet verantwoord dat de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling over de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie aan de hand van het vertrouwelijk dossier met toepassing van artikel 189^{ter} of artikel 235^{ter} niet eveneens het voorwerp zouden kunnen uitmaken van een onmiddellijk cassatieberoep.

Dat onverantwoorde verschil in behandeling vloeide voort uit de ontstentenis, in artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, van een wetsbepaling die voor de beslissingen van de kamer van inbeschuldigingstelling met toepassing van artikel 235^{ter} eenzelfde draagwijdte had als die ten aanzien van de beslissingen van de kamer van inbeschuldigingstelling met toepassing van artikel 235^{bis}.

B.9. Hieruit volgde dat artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in de redactie ervan vóór de wijziging bij de voormelde wet van 16 januari 2009, niet bestaanbaar was met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het niet voorzag in een onmiddellijk cassatieberoep tegen een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling wanneer deze een controle van het vertrouwelijk dossier uitvoerde met toepassing van de artikelen 189^{ter} of 235^{ter} van het Wetboek van strafvordering, in de redactie ervan vóór de wijziging bij de voormelde wet van 16 januari 2009.

B.10. Wat ten slotte de opmerking van de Ministerraad betreft volgens welke het Hof een leemte in de wetgeving kan vaststellen maar die niet kan opvullen, komt het, indien de leemte zich bevindt in de aan het Hof voorgelegde tekst, de verwijzende rechter toe een einde te maken aan de door het Hof vastgestelde ongrondwettigheid, wanneer die vaststelling is uitgedrukt in voldoende precieze en volledige bewoordingen om toe te laten dat de in het geding zijnde bepaling wordt toegepast met inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vgl. EHRM, 29 november 1991, Vermeire t. België, § 25).

B.11. De prejudiciële vragen in de zaken nrs. 4421, 4422, 4423 en 4441 en de eerste prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431 dienen bevestigend te worden beantwoord.

Ten aanzien van de tweede en de derde prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431

B.12.1. Met de tweede prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431 vraagt het Hof van Cassatie of artikel 235^{ter}, § 2, derde lid, van het Wetboek van strafvordering, in de redactie ervan vóór de wijziging bij de voormelde wet van 16 januari 2009, bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, nu dat artikel 235^{ter}, § 2, derde lid, niet bepaalde dat de categorie van personen die het voorwerp van de bijzondere opsporingsmethode observatie is, een kopie van het strafdossier kan verkrijgen - met het oog op een controle van de regelmatigheid van die bijzondere opsporingsmethode - en nu die categorie van personen slechts over een periode van 48 uren beschikt om inzage van het strafdossier te nemen, terwijl de categorie van personen die het voorwerp van een even ingrijpende schending van hun privéleven is, zoals in het geval van een beschikking tot huiszoeking of een beschikking tot telefoontap, wel de regelmatigheid daarvan kan nagaan aan de hand van een kopie van het strafdossier en daarvoor over een langere periode dan 48 uren beschikt. De voormelde wet van 16 januari 2009 heeft die situatie niet gewijzigd.

B.12.2. Met de derde prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431 vraagt het Hof van Cassatie of artikel 47^{sexies}, § 3, 1^o, 2^o, 3^o en 5^o, en artikel 47^{septies}, § 2, van het Wetboek van strafvordering, in samenhang gelezen met artikel 235^{ter}, § 2, - in de redactie ervan vóór de wijziging bij de voormelde wet van 16 januari 2009 - van hetzelfde Wetboek, bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, nu de voormelde bepalingen van het Wetboek van strafvordering niet voorzagen in de mogelijkheid dat de categorie van personen die het voorwerp van de bijzondere opsporingsmethode observatie is, in een op tegenspraak gevoerd debat de regelmatigheid van die observatie kon betwisten, terwijl de categorie van personen die het voorwerp is van een beschikking tot huiszoeking of een beschikking tot telefoontap, de regelmatigheid daarvan wel in een op tegenspraak gevoerd debat kan betwisten.

B.12.3. In die prejudiciële vragen wordt de controle van de regelmatigheid van de bijzondere opsporingsmethode van observatie vergeleken met de controle van de regelmatigheid van de « gewone » opsporingsmethoden huiszoeking en telefoontap, inzonderheid vanuit het oogpunt van (1) het nemen van een kopie van het strafdossier, (2) de termijn van 48 uren om inzage te nemen van het strafdossier en (3) het contradictoir karakter van de rechtspleging.

Aldus wordt het Hof ondervraagd over de bestaanbaarheid van de in het geding zijnde bepalingen met de in die vragen aangehaalde toetsingsnormen, nu een aantal procedureregels die voor bepaalde « gewone » opsporingsmethoden gelden, niet voor de bijzondere opsporingsmethode van observatie van toepassing zijn.

B.12.4. Gelet op de samenhang van de tweede en de derde prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431, worden zij gezamenlijk onderzocht.

B.13.1. Artikel 235^{ter}, § 2, derde lid, van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de voormelde wet van 27 december 2005, bepaalde vóór de wijziging ervan bij de voormelde wet van 16 januari 2009 :

« [De kamer van inbeschuldigingstelling] hoort, op dezelfde wijze, de burgerlijke partij en de in verdenking gestelde, na kennisgeving die hen door de griffier ten laatste achtenveertig uur vóór de zitting per faxpost of bij een ter post aangetekende brief wordt gedaan. De griffier stelt hen in dezelfde post eveneens ter kennis dat het strafdossier tijdens deze periode op de griffie in origineel of in kopie ter inzage ligt ».

B.13.2. Artikel 47^{sexies}, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 januari 2003 « betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden », bepaalt :

« De machtiging tot observatie is schriftelijk en vermeldt :

1^o de ernstige aanwijzingen van het strafbaar feit die de observatie wettigen en indien de observatie zich situeert in het proactieve onderzoek zoals omschreven in artikel 28^{bis}, § 2, de bijzondere aanwijzingen met betrekking tot de elementen omschreven in deze laatste bepaling;

2^o de redenen waarom de observatie onontbeerlijk is om de waarheid aan de dag te brengen;

3° de naam of indien die niet bekend is, een zo nauwkeurig mogelijke beschrijving van de geobserveerde persoon of personen, alsmede van de zaken, plaatsen of gebeurtenissen bedoeld in § 1;

[...]

5° de periode tijdens welke de observatie kan worden uitgevoerd en die niet langer mag zijn dan één maand te rekenen van de datum van de machtiging;

[...] ».

B.13.3. Artikel 47septies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de voormelde wet van 6 januari 2003 en vervangen bij de voormelde wet van 27 december 2005, bepaalt :

« § 2. De machtiging tot observatie en de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging worden bij het vertrouwelijk dossier gevoegd.

De officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 47sexies, § 3, 6°, stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen van de uitvoering van de observatie, doch vermeldt hierin geen elementen die de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en de politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant en van de politieambtenaren die belast zijn met de uitvoering van de observatie in het gedrang kunnen brengen. Deze elementen worden enkel opgenomen in het schriftelijk verslag bedoeld in § 1, eerste lid.

In een proces-verbaal wordt verwezen naar de machtiging tot observatie en worden de vermeldingen bedoeld in artikel 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° en 5°, opgenomen. De procureur des Konings bevestigt bij schriftelijke beslissing het bestaan van de door hem verleende machtiging tot observatie.

De opgestelde processen-verbaal en de in het derde lid bedoelde beslissing worden uiterlijk na het beëindigen van de observatie bij het strafdossier gevoegd ».

B.14. Met zijn arrest nr. 105/2007 van 19 juli 2007 heeft het Hof uitspraak gedaan over beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 27 december 2005.

In dat arrest heeft het Hof geoordeeld :

« B.3.1. De bestrijding van bepaalde vormen van criminaliteit, in het bijzonder zware misdaden of misdaden die worden gepleegd door criminele organisaties die over aanzienlijke middelen beschikken, kan de overheden die zijn belast met het opsporen van de misdrijven en de vervolging van de daders ervan, ertoe nopen opsporingsmethoden aan te wenden die ten aanzien van de personen tegen wie die onderzoeken worden ingesteld, noodzakelijkerwijze een inmenging in bepaalde grondrechten tot gevolg hebben. Het staat aan de wetgever om, onder toezicht van het Hof, de bepalingen waarbij de aanwending van die opsporingsmethoden wordt toegestaan en gecontroleerd, op die manier te formuleren dat de erin vervatte inmenging in de grondrechten wordt beperkt tot hetgeen noodzakelijk is om de beschreven doelstelling te bereiken.

B.3.2. De bijzondere opsporings- en onderzoeksmethoden die het voorwerp uitmaken van de bestreden wet, hebben gemeen dat zij een diepgaande inmenging kunnen inhouden in diverse grondrechten. Zowel uit het ingrijpend karakter van die methoden, als uit de zorg waarmee de wetgever het juridisch kader heeft omschreven voor de aanwending ervan, volgt dat, in geval van niet-naleving van de essentiële voorwaarden voor de aanwending van die methoden, het met overtreding daarvan verkregen bewijs ongeldig is.

Hiermede rekening houdend onderzoekt het Hof de aangevoerde middelen.

[...]

B.9.3. Ofschoon de bestrijding van bepaalde vormen van criminaliteit de aanwending van bepaalde bijzondere opsporingsmethoden die noodzakelijkerwijze een inmenging in bepaalde grondrechten tot gevolg hebben, kan rechtvaardigen, dient de wetgever niettemin erover te waken dat bij de rechterlijke controle op de aanwending van die methoden het recht op een eerlijk proces wordt gevrijwaard. Het Hof onderzoekt hierna de verschillende grieven die door de verzoekende partijen zijn geformuleerd.

a) *De onmogelijkheid voor de inverdenkinggestelde en de burgerlijke partij om het vertrouwelijk dossier te raadplegen*

B.9.4.1. Volgens de verzoekende partijen schenden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, doordat bij de controle door de kamer van inbeschuldigingstelling op de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie, aan de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde geen inzage wordt verleend in het vertrouwelijk dossier, terwijl de regelmatigheid van andere opsporingsmethoden, hetzij voor de onderzoeksgerechten, hetzij voor de vonnisgerechten, kan worden betwist aan de hand van alle stukken van het strafdossier.

B.9.4.2. De artikelen 47septies en 47novies van het Wetboek van strafvordering bepalen dat de procureur des Konings, die machtiging verleent tot een observatie of een infiltratie, of die uitvoert, ' een afzonderlijk en vertrouwelijk ' dossier moet bijhouden.

In verband met de observatie en de infiltratie bevat het vertrouwelijk dossier de machtiging van de procureur des Konings of van de onderzoeksrechter om die methoden aan te wenden, een machtiging waarin de aanwijzingen worden vermeld die verantwoordelijk zijn dat een beroep wordt gedaan op die methode, de redenen waarom die methode onontbeerlijk is, de naam of de beschrijving van de beoogde personen, de wijze waarop de methode zal worden uitgevoerd, de periode tijdens welke zij kan worden uitgevoerd en de naam en de hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie die de operatie leidt (artikelen 47sexies, § 3, en 47octies, § 3). Het vertrouwelijk dossier bevat ook de door de procureur des Konings aan de politieambtenaren toegekende machtigingen om strafbare feiten te plegen tijdens de uitvoering van de opsporingsmethode (artikelen 47sexies, § 4, en 47octies, § 4), de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging (artikelen 47septies, § 2, en 47novies, § 2) en de aan de procureur des Konings door de officier van gerechtelijke politie uitgebrachte verslagen over elke fase van de uitvoering van de methode (artikelen 47septies, § 1, en 47novies, § 1).

B.9.4.3. Het bestaan van een vertrouwelijk dossier impliceert niet dat het strafdossier geen gegevens zou bevatten betreffende het inzetten van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie.

De officier van gerechtelijke politie die de tenuitvoerlegging van de observatie of de infiltratie leidt, is immers ermeê belast een proces-verbaal op te stellen over de verschillende fasen van de tenuitvoerlegging daarvan, zonder daarbij evenwel elementen te vermelden die de aangewende technische middelen en onderzoekstechnieken, alsmede de waarborg van de veiligheid en de anonimiteit van de betrokken informanten en politieambtenaren in het gedrang kunnen brengen. Bovendien moet in het proces-verbaal worden verwezen naar de machtiging tot aanwending van de observatie of de infiltratie en moeten de in artikel 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° en 5° (in geval van observatie) en de in artikel 47octies, § 3, 1°, 2°, 3° en 5° (in geval van infiltratie) bedoelde vermeldingen worden opgenomen. Die vermeldingen zijn de ernstige aanwijzingen van het strafbaar feit die de observatie of infiltratie wettigen, de redenen waarom het gebruik van die methode onontbeerlijk is om de waarheid aan het licht te brengen, de naam of beschrijving van de persoon of personen waarop de methode betrekking heeft en de periode tijdens welke de observatie of infiltratie kan worden uitgevoerd.

De bedoelde processen-verbaal worden, samen met de schriftelijke beslissing waarbij de procureur des Konings of de onderzoeksrechter het bestaan van de door hem verleende machtiging tot observatie of infiltratie bevestigt, bij het strafdossier gevoegd, na het beëindigen van de observatie of de infiltratie (artikelen 47septies, § 2, en 47novies, § 2).

B.10. Bij de controle voorgeschreven bij artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering, legt het openbaar ministerie aan de magistraten van de kamer van inbeschuldigingstelling het vertrouwelijk dossier voor. De burgerlijke partij of de inverdenkinggestelde hebben geen recht om het vertrouwelijk dossier in te zien. De onderzoeksrechter heeft een inzagerecht wanneer hij zelf een machtiging tot observatie heeft gegeven of wanneer een gerechtelijk onderzoek wordt gevorderd in een zaak waarin reeds een observatie of infiltratie heeft plaatsgevonden.

B.11.1. De rechten van de verdediging en het recht op een eerlijk proces zijn fundamenteel in een rechtsstaat. Het beginsel van de wapengelijkheid tussen de vervolgende partij en de verdediging, alsook het contradictoir karakter van het proces, met inbegrip van de procedure, zijn fundamentele elementen van het recht op een eerlijk proces. Het recht op een strafproces op tegenspraak houdt in dat zowel de vervolgende partij als de verdediging de mogelijkheid moeten hebben kennis te nemen van en te antwoorden op de opmerkingen en bewijselementen van de andere partij. Hieruit vloeit eveneens de verplichting voor de vervolgende partij voort om in beginsel alle bewijselementen aan de verdediging mee te delen.

Het recht om kennis te nemen van alle bewijselementen van de vervolgende partij is evenwel niet absoluut. In sommige strafrechtelijke procedures kunnen tegenstrijdige belangen aanwezig zijn, zoals de nationale veiligheid, de noodzaak om getuigen af te schermen of onderzoeksmethoden geheim te houden, die dienen te worden afgewogen tegen de rechten van de beklaagde. In sommige gevallen kan het noodzakelijk zijn om bepaalde bewijselementen geheim te houden voor die partij teneinde de fundamentele rechten van andere personen of een behartenswaardig algemeen belang te vrijwaren.

De inmenging in de rechten van de verdediging kan echter enkel worden verantwoord indien zij strikt evenredig is met het belang van de te bereiken doelstellingen en indien zij wordt gecompenseerd door een procedure die een onafhankelijke en onpartijdige rechter in staat stelt de wettigheid van de procedure te onderzoeken (EHRM, 22 juli 2003 en 27 oktober 2004, *Edwards en Lewis t. Verenigd Koninkrijk*).

B.11.2. De doelstelling om de bescherming te verzekeren van de fysieke integriteit van personen die deelnemen aan de bijzondere opsporingsmethoden, is legitiem en is dermate belangrijk dat zij verantwoordt dat hun anonimiteit ten aanzien van de procespartijen en het publiek volkomen wordt gewaarborgd. De noodzaak om de doeltreffendheid van de toegepaste methoden te waarborgen voor de toekomst door bepaalde technieken te verhullen, kan eveneens verantwoordt dat zij een vertrouwelijk karakter hebben.

B.12.1. Zoals vermeld in B.9.2, heeft het Hof in het arrest nr. 202/2004 evenwel geoordeeld dat afbreuk wordt gedaan aan de vereisten van een eerlijk proces wanneer het vertrouwelijk dossier niet het voorwerp kan uitmaken van een controle door een onafhankelijke en onpartijdige rechter.

Met artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering beoogt de wetgever een volledig en daadwerkelijk onderzoek van de wettigheid van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie te waarborgen, zonder daarbij evenwel het noodzakelijk geheim karakter van bepaalde informatie in het vertrouwelijk dossier prijs te geven.

B.12.2. De gegevens die niet voor de partijen ter inzage zijn, werden door de wetgever strikt en beperkend omschreven. De wet zou niet kunnen worden omzeild door in het vertrouwelijk dossier stukken op te nemen die zich in het strafdossier moeten bevinden (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2055/005, pp. 32, 36 en 66). De gegevens van het vertrouwelijk dossier kunnen niet als bewijs worden gebruikt ten nadele van de inverdenkinggestelde (*ibid.*, pp. 66-67).

B.12.3. Enkel de inlichtingen die van dien aard zijn dat zij de bescherming van de uitvoerders en de aanwending zelf van de opsporingsmethoden in het gedrang kunnen brengen, worden aan inzage door de verdediging onttrokken. Hieronder moet worden begrepen de informatie betreffende de misdrijven die de politiediensten en de personen bedoeld in artikel 47quinquies § 2, derde lid, van het Wetboek van strafvordering gemachtigd zijn te plegen in het kader van de observatie (artikel 47sexies, §§ 4 en 7) of de infiltratie (artikel 47octies, §§ 4 en 7), daar die informatie van dien aard is dat zij de identiteit en de veiligheid van de betrokken personen en de aanwending zelf van de opsporingsmethode in het gedrang kan brengen.

Alle andere informatie over de aanwending en de uitvoering van die opsporingsmethoden moet worden opgenomen in het strafdossier, dat bij de rechtspleging van artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering voor de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde ter inzage ligt. Dat dossier bevat inlichtingen over de aanwending en de aard van de gebruikte opsporingsmethoden, de redenen die dat gebruik verantwoordt en de verschillende fasen van de uitvoering ervan. De partijen hebben kennis van de volledige uitvoering van de gemachtigde bijzondere opsporingstechnieken van observatie en infiltratie en, in tegenstelling met wat sommige verzoekende partijen beweren, zal de inverdenkinggestelde het verbod om provocatie aan te wenden, voorgeschreven bij artikel 30 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, kunnen aanvoeren.

In het geval waarin de kamer van inbeschuldigingstelling de onderzoeksrechter hoort en deze inzage heeft in het vertrouwelijk dossier, beschikken de partijen over de waarborg dat de onderzoeksrechter, die het onderzoek *à charge* en *à décharge* voert, waakt over de wettigheid van de bewijsmiddelen en de loyauteit waarmee ze worden verzameld.

B.12.4. De wil van de wetgever om de zware criminaliteit doeltreffend te bestrijden en de noodzaak om daartoe bepaalde gevoelige gegevens geheim te houden, zouden in het gedrang worden gebracht indien, bij dat soort van criminaliteit, de inverdenkinggestelden, bij de controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling, toegang zouden kunnen hebben tot dat dossier. Het is niet onredelijk een rechtspleging te organiseren die verschilt van die waarvoor de geheimhouding niet noodzakelijk is en waarin de partijen inzage kunnen hebben in alle stukken van het strafdossier.

B.12.5. In zoverre zij voor de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde de onmogelijkheid bekritisieren om het vertrouwelijk dossier te raadplegen in het kader van de controle door de kamer van inbeschuldigingstelling op de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie, zijn de middelen niet gegrond.

b) *De betwiste onpartijdigheid van de kamer van inbeschuldigingstelling*

[...]

B.13.3. De gegevens die aan inzage door de verdediging worden onttrokken, zijn door de wetgever strikt en beperkend omschreven. De informatie met betrekking tot de aanwending en de uitvoering van de observatie en de infiltratie, met uitzondering van de gevoelige gegevens, bevindt zich in het strafdossier, dat zowel in het kader van de rechtspleging van artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering als bij de regeling van de rechtspleging wel voor de partijen ter inzage ligt.

Het feit dat de verdediging gegevens uit het vertrouwelijk dossier waarvan de kamer van inbeschuldigingstelling kennis heeft genomen niet kan raadplegen, kan niet leiden tot gewettigde twijfel omtrent de onpartijdigheid van dat rechtscollege bij de regeling van de rechtspleging.

B.13.4. Het eerlijk karakter van een proces moet worden onderzocht rekening houdend met het hele verloop van de procedure. De controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling wordt uitgeoefend in de voorbereidende procesfase, voordat de zaak aanhangig wordt gemaakt bij de vonnisgerechten, die zelf geen inzage krijgen in het vertrouwelijk dossier en dus op dat gebied niet anders worden behandeld dan de partijen. Die rechtscolleges zullen dus niet oordelen op grond van gegevens waarvan zij wel en de partijen geen kennis hebben, zodat geen afbreuk wordt gedaan aan de vereisten van het eerlijk proces.

B.13.5. In zoverre de middelen de onpartijdigheid van de kamer van inbeschuldigingstelling in twijfel trekken, zijn ze ongegrond.

c) *Het afzonderlijk horen van de partijen en het niet-contradictoir karakter van de rechtspleging*

B.14.1. Volgens de verzoekende partijen tast artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering de rechten van de verdediging aan doordat, bij de rechtspleging voor de kamer van inbeschuldigingstelling, de partijen afzonderlijk worden gehoord.

B.14.2. Volgens artikel 235ter, § 2, van het Wetboek van strafvordering hoort de kamer van inbeschuldigingstelling, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen, de opmerkingen van de procureur-generaal. Ze hoort op dezelfde wijze de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde, na kennisgeving die hun uiterlijk achtenveertig uur vóór de zitting wordt gedaan en waarbij hun ter kennis wordt gebracht dat het strafdossier tijdens die periode op de griffie ter inzage ligt.

De kamer van inbeschuldigingstelling kan ook de onderzoeksrechter horen. Wanneer de onderzoeksrechter de machtiging tot observatie verleende of wanneer een gerechtelijk onderzoek wordt gevoerd in een zaak waarin reeds een observatie of infiltratie heeft plaatsgehadt, heeft de onderzoeksrechter inzage in het vertrouwelijk dossier (artikel 56bis van het Wetboek van strafvordering).

Ten slotte kan de kamer van inbeschuldigingstelling de officier van gerechtelijke politie die de leiding heeft over de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden, afzonderlijk en buiten de aanwezigheid van de partijen horen of de onderzoeksrechter gelasten de politieambtenaren die met de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden zijn belast, en de burgerlijke deskundige te horen met toepassing van de artikelen 86bis en 86ter van het Wetboek van strafvordering en beslissen bij dat verhoor aanwezig te zijn of één van haar leden daartoe af te vaardigen.

B.14.3. Artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering verplicht de kamer van inbeschuldigingstelling tot controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie bij het afsluiten van het opsporingsonderzoek vooraleer het openbaar ministerie tot rechtstreekse dagvaarding overgaat of op het einde van het gerechtelijk onderzoek wanneer de onderzoeksrechter zijn dossier aan de procureur des Konings overzendt krachtens artikel 127, § 1, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering. De controle is dus in beginsel gesitueerd op het einde van het opsporingsonderzoek of het gerechtelijk onderzoek, vermits het in zijn voorbereidende fase principieel inquisitoriaal en geheim is.

B.14.4. De wetgever kon van oordeel zijn dat een effectieve controle van het vertrouwelijk dossier door de kamer van inbeschuldigingstelling vereist dat zij kan overgaan tot de hoorzittingen vermeld in B.14.2. Teneinde de vertrouwelijkheid van de gevoelige gegevens veilig te stellen is het gerechtvaardigd dat een dergelijk onderzoek kan plaatsvinden in afwezigheid van de partijen.

Hoewel het debat voor de kamer van inbeschuldigingstelling niet contradictoir is, biedt de wet de waarborg dat alle betrokken partijen worden gehoord zodat het onderzoeksgerecht zo volledig mogelijk wordt geïnformeerd alvorens te beslissen. Aangezien de partijen de mogelijkheid hebben om vooraf inzage te hebben in het strafdossier, dat met uitzondering van de gevoelige gegevens alle informatie over de aangewende opsporingsmethoden bevat, kunnen zij een nuttig verweer voeren (vgl. EHRM, 16 februari 2000, *Jasper t. Verenigd Koninkrijk*, §§ 55 en 56).

B.14.5. In zoverre de controle bedoeld in artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering betrekking heeft op het vertrouwelijk dossier, en rekening houdend met het feit dat de stukken uit het vertrouwelijk dossier niet als bewijs kunnen worden gebruikt, worden de rechten van de verdediging niet op onevenredige wijze aangetast doordat de partijen afzonderlijk worden gehoord.

d) *De termijn voor inzage in het strafdossier*

B.14.6. Vergeleken met de termijnen die van toepassing zijn bij andere verschijningen voor de onderzoeksgerechten, blijkt niet dat de termijn van achtenveertig uur voorgeschreven in artikel 235ter, § 2, derde lid, van het Wetboek van strafvordering, waarover de partijen beschikken om het strafdossier in te zien, als onevenredig kort kan worden beschouwd.

e) *De procedure voor controle, door de kamer van inbeschuldigingstelling, van het vertrouwelijk dossier en van het strafdossier*

B.15.1. De rechtspleging van artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering sluit niet uit dat de kamer van inbeschuldigingstelling na de controle van het vertrouwelijk dossier overgaat tot de controle van de regelmatigheid van de aanwending van de bijzondere opsporingsmethoden van observatie en infiltratie aan de hand van het strafdossier. Met name kan ze daartoe worden gebracht wanneer na de controle van het vertrouwelijk dossier, op grond van artikel 235ter, § 5, wordt gehandeld overeenkomstig artikel 235bis, §§ 5 en 6.

B.15.2. Volgens de verzoekende partijen schendt artikel 235ter van het Wetboek van strafvordering de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en het recht op een eerlijk proces indien die bepaling zo wordt geïnterpreteerd dat alsdan over het strafdossier geen procedure op tegenspraak wordt gevoerd, terwijl in de gevallen waarin de kamer van inbeschuldigingstelling, met toepassing van artikel 235bis van het Wetboek van strafvordering, uitspraak doet over de regelmatigheid van de aanwending van andere opsporingsmethoden en over de regelmatigheid van de rechtspleging in haar geheel, een contradictoir debat dat betrekking heeft op de elementen van het strafdossier wordt georganiseerd.

B.15.3. Een dergelijke interpretatie is niet bestaanbaar met de tekst van de artikelen 235, 235bis en 235ter van het Wetboek van strafvordering. Artikel 235ter staat het afzonderlijk horen van de partijen slechts toe wanneer de controle betrekking heeft op de inhoud van het vertrouwelijk dossier.

B.15.4. Indien, ter gelegenheid van de controle van het vertrouwelijk dossier die zij op grond van artikel 235ter uitvoert, de kamer van inbeschuldigingstelling beslist over te gaan tot een onderzoek van de regelmatigheid van de haar voorgelegde procedure met inbegrip van de wettigheid en de regelmatigheid van de observatie en infiltratie aan de hand van het strafdossier, dient zij de heropening van de debatten te bevelen, met toepassing van artikel 235bis, § 3, en het contradictoir karakter in acht te nemen van de rechtspleging bedoeld in paragraaf 4 van hetzelfde artikel, volgens hetwelk zij 'in openbare terechtzitting indien ze op verzoek van een partij daartoe besluit, de opmerkingen van de procureur-generaal, de burgerlijke partij en de inverdenkinggestelde' hoort (Cass., 31 oktober 2006, P.06.0841.N en P.06.0898.N, en Cass., 5 december 2006, P.06.1232.N).

B.15.5. De middelen die het niet-contradictoir karakter van de rechtspleging voor de kamer van inbeschuldigingstelling en de termijn waarover de partijen beschikken om hun verweer voor te bereiden, bekritisieren, zijn niet gegrond ».

B.15. In zijn arrest nr. 107/2007 van 26 juli 2007, gewezen op prejudiciële vragen, heeft het Hof de voormelde overwegingen van zijn arrest nr. 105/2007 van 19 juli 2007 bevestigd.

B.16. De huidige grieven stemmen in wezen overeen met een aantal grieven welke het Hof in zijn arresten nrs. 105/2007 en 107/2007 heeft onderzocht.

Te dezen is er geen aanleiding om anders te oordelen.

B.17. Door de partijen niet de mogelijkheid te bieden een kopie van het strafdossier op te vragen dat hun gedurende 48 uren ter beschikking wordt gesteld, maakt artikel 235ter, § 2, derde lid, van het Wetboek van strafvordering bovendien geen onevenredige inbreuk op de rechten van de partijen, vermits artikel 127, § 2, van hetzelfde Wetboek hun de mogelijkheid biedt een kopie van het dossier op te vragen bij de regeling van de rechtspleging.

B.18. De tweede en de derde prejudiciële vraag in de zaak nr. 4431 dienen ontkenkend te worden beantwoord.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

1. Artikel 416, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, in de redactie ervan vóór de wijziging bij de wet van 16 januari 2009 « tot wijziging van de artikelen 189ter, 235ter, 335bis en 416 van het Wetboek van strafvordering », schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het niet voorziet in een onmiddellijk cassatieberoep tegen een arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling houdende controle, op basis van het vertrouwelijk dossier, van de regelmatigheid van de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden observatie en infiltratie met toepassing van de artikelen 189ter of 235ter van het Wetboek van strafvordering.

2. Artikel 235ter, § 2, van het Wetboek van strafvordering, zoals ingevoegd bij artikel 23 van de wet van 27 december 2005 en in de redactie ervan vóór de wijziging bij de voormelde wet van 16 januari 2009, schendt niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de in de prejudiciële vragen vermelde verdragsbepalingen.

Aldus uitgesproken in het Nederlands en het Frans, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 18 februari 2009.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Bossuyt.

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2009/201346]

Extrait de l'arrêt n° 25/2009 du 18 février 2009

Numéros du rôle : 4421, 4422, 4423, 4431 et 4441

En cause : les questions préjudicielles relatives aux articles 47sexies, § 3, 47septies, § 2, 235ter et 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, posées par la Cour de cassation.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Bossuyt et M. Melchior, et des juges P. Martens, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Bossuyt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des questions préjudicielles et procédure*

a. Par trois arrêts du 15 janvier 2008 en cause respectivement de H.E. et I.E., P.V., et K.S. et J.S., dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour le 29 janvier 2008, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 235ter et/ou l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'ils ne prévoient pas un pourvoi en cassation immédiat contre un arrêt de la chambre des mises en accusation dans le cas d'un contrôle du dossier confidentiel conformément aux articles 189ter et/ou 235ter [ou : ' 189ter et 235ter '] du Code d'instruction criminelle, lequel arrêt est un arrêt préparatoire, alors que l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle permet, par dérogation au premier alinéa de cet article, un pourvoi en cassation immédiat contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation rendu par application de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle relatif à l'examen de la régularité de la procédure, lequel arrêt est un arrêt préparatoire analogue à celui rendu par application de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle ? ».

b. Par arrêt du 29 janvier 2008 en cause de V.I., dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 14 février 2008, la Cour de cassation a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « Les articles 235ter et/ou 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution, dans la mesure où ils ne permettent pas l'introduction d'un pourvoi immédiat contre un arrêt rendu par la chambre des mises en accusation sur le contrôle du dossier confidentiel conformément aux articles 189ter et/ou 235ter du Code d'instruction criminelle qui constitue un arrêt préparatoire, alors que l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, par dérogation à l'alinéa 1^{er} de cet article, autorise l'introduction d'un pourvoi immédiat contre l'arrêt rendu par la chambre des mises en accusation en application de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle sur l'examen de la régularité de la procédure qui constitue un arrêt préparatoire similaire à celui qui est rendu en application de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle ? »;

2. « L'article 235ter, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dans la mesure où les personnes faisant l'objet d'une observation désireuses de contrôler la régularité de cette observation ne sont pas autorisées à obtenir une copie du dossier répressif et ne disposent que d'une période de 48 heures pour consulter le dossier répressif, alors que d'autres personnes se trouvant dans une situation comparable parce qu'elles font l'objet d'une même violation grave de leur vie privée, comme c'est le cas à la suite d'une ordonnance de perquisition ou d'une ordonnance d'écoute téléphonique, peuvent en contrôler la régularité à la lumière d'une copie du dossier répressif et disposent en outre d'une période de plus de 48 heures pour contrôler cette régularité ? »;

3. « Les articles 47^{sexies}, § 3, 1^o, 2^o, 3^o et 5^o, et 47^{septies}, § 2, lus en combinaison avec l'article 235^{ter}, § 2, du Code d'instruction criminelle violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la mesure où les personnes faisant l'objet de la méthode particulière de recherche de l'observation, ne sont pas autorisées à contester la régularité de la méthode particulière de recherche de l'observation, au cours de débats contradictoires en présence de toutes les parties au procès, à la lumière de tous les éléments du dossier répressif, en disposant du temps et des facilités nécessaires et en bénéficiant de l'audition contradictoire de témoins, alors que d'autres personnes se trouvant dans une situation comparable parce qu'elles font l'objet d'une ordonnance de perquisition ou d'une ordonnance d'écoute téléphonique, peuvent contester la régularité de l'ordonnance de perquisition ou de l'ordonnance d'écoute téléphonique au cours de débats contradictoires, en présence de toutes les parties au procès, à la lumière de tous les éléments du dossier répressif, dans les délais et avec les facilités nécessaires et, éventuellement, une audition contradictoire des témoins ? ».

c. Par arrêt du 19 février 2008 en cause de W.S., dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 3 mars 2008, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« Les articles 235^{ter} et/ou 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle violent-ils les articles 10 et 11 de la Constitution, dans la mesure où ils ne permettent pas l'introduction d'un pourvoi immédiat contre un arrêt rendu par la chambre des mises en accusation sur le contrôle du dossier confidentiel conformément aux articles 189^{ter} et/ou 235^{ter} du Code d'instruction criminelle qui constitue un arrêt préparatoire, alors que l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, par dérogation à l'alinéa 1^{er} de cet article, autorise l'introduction d'un pourvoi immédiat contre l'arrêt rendu par la chambre des mises en accusation en application de l'article 235^{bis} du Code d'instruction criminelle sur l'examen de la régularité de la procédure qui constitue un arrêt préparatoire similaire à celui qui est rendu en application de l'article 235^{ter} du Code d'instruction criminelle ? ».

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4421, 4422, 4423, 4431 et 4441 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

III. *En droit*

(...)

Quant à la question préjudicielle dans les affaires n^{os} 4421, 4422, 4423 et 4441 et à la première question préjudicielle dans l'affaire n^o 4431

B.1. Par les questions préjudicielles reproduites plus haut - dont la formulation est identique dans chacune des affaires jointes -, la Cour de cassation demande si les articles 235^{ter} et 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par la loi du 16 janvier 2009 « modifiant les articles 189^{ter}, 235^{ter}, 335^{bis} et 416 du Code d'instruction criminelle » (*Moniteur belge*, 16 janvier 2009, édition 2) (ci-après : la loi du 16 janvier 2009), sont compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que l'article 416, alinéa 2, ne prévoit pas la possibilité de former un recours en cassation immédiat contre un arrêt préparatoire de la chambre des mises en accusation exerçant le contrôle, sur la base du dossier confidentiel, de la régularité de l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, conformément à l'article 189^{ter} ou à l'article 235^{ter}, tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par la loi précitée du 16 janvier 2009, alors qu'en vertu de l'article 416, alinéa 2, un recours en cassation immédiat peut être formé contre les arrêts préparatoires de la chambre des mises en accusation exerçant le contrôle de la régularité de la procédure en application de l'article 235^{bis} du Code d'instruction criminelle.

Par son arrêt n^o 111/2008 du 31 juillet 2008, la Cour a répondu à des questions préjudicielles identiques.

La Cour ne se prononce pas sur l'incidence éventuelle de la loi du 16 janvier 2009 sur les affaires qui ont donné lieu aux présentes questions préjudicielles.

B.2.1. L'article 235^{bis} du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction (*Moniteur belge*, 2 avril 1998), dispose :

« § 1^{er}. Lors du règlement de la procédure, la chambre des mises en accusation contrôle, sur la réquisition du ministère public ou à la requête d'une des parties, la régularité de la procédure qui lui est soumise. Elle peut même le faire d'office.

§ 2. La chambre des mises en accusation agit de même, dans les autres cas de saisine.

§ 3. Lorsque la chambre des mises en accusation contrôle d'office la régularité de la procédure et qu'il peut exister une cause de nullité, d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle ordonne la réouverture des débats.

§ 4. La chambre des mises en accusation entend, en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations.

§ 5. Les irrégularités, omissions ou causes de nullités visées à l'article 131, § 1^{er}, ou relatives à l'ordonnance de renvoi, et qui ont été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent plus l'être devant le juge du fond, sans préjudice des moyens touchant à l'appréciation de la preuve ou qui concernent l'ordre public. Il en va de même pour les causes d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, sauf lorsqu'elles ne sont acquises que postérieurement aux débats devant la chambre des mises en accusation. Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables à l'égard des parties qui ne sont appelées dans l'instance qu'après le renvoi à la juridiction de jugement, sauf si les pièces sont retirées du dossier conformément à l'article 131, § 2, ou au § 6 du présent article.

§ 6. Lorsque la chambre des mises en accusation constate une irrégularité, omission ou cause de nullité visée à l'article 131, § 1^{er}, ou une cause d'irrecevabilité ou d'extinction de l'action publique, elle prononce, le cas échéant, la nullité de l'acte qui en est entaché et de tout ou partie de la procédure ultérieure. Les pièces annulées sont retirées du dossier et déposées au greffe du tribunal de première instance, après l'expiration du délai de cassation ».

B.2.2. L'article 189^{ter} du Code d'instruction criminelle, également mentionné dans les questions préjudicielles, disposition qui a été insérée par la loi du 27 décembre 2005 portant des modifications diverses au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire en vue d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée (*Moniteur belge*, 30 décembre 2005), disposait avant sa modification par la loi précitée du 16 janvier 2009 :

« Sur la base d'éléments concrets qui ne sont apparus que postérieurement au contrôle de la chambre des mises en accusation exercé en vertu de l'article 235^{ter}, le tribunal peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la demande du prévenu, de la partie civile ou de leurs avocats, charger la chambre des mises en accusation de contrôler l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, en application de l'article 235^{ter}.

Cette réquisition ou cette demande doit, sous peine de déchéance, être soulevée avant tout autre moyen de droit, sauf si ce moyen concerne des éléments concrets et nouveaux qui sont apparus lors de l'audience.

Le tribunal transmet le dossier au ministère public, afin de porter l'affaire à cet effet devant la chambre des mises en accusation ».

B.2.3. L'article 235ter du Code d'instruction criminelle, également inséré par la loi précitée du 27 décembre 2005, disposait avant l'annulation de son paragraphe 6 par l'arrêt n° 105/2007 du 19 juillet 2007 et avant sa modification par la loi précitée du 16 janvier 2009 :

« § 1^{er}. La chambre des mises en accusation est chargée de contrôler [...] la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration.

Dès la clôture de l'information dans laquelle ces méthodes ont été utilisées et avant que le ministère public ne procède à la citation directe, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration.

Dès le moment où le juge d'instruction communique son dossier au procureur du Roi en vertu de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la chambre des mises en accusation examine, sur la réquisition du ministère public, la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration qui ont été appliquées dans le cadre de l'instruction ou de l'information qui l'a précédée.

§ 2. La chambre des mises en accusation se prononce dans les trente jours de la réception de la réquisition du ministère public. Ce délai est ramené à huit jours si l'un des inculpés se trouve en détention préventive.

La chambre des mises en accusation entend, séparément et en l'absence des parties, le procureur général en ses observations.

Elle entend de la même manière la partie civile et l'inculpé, après convocation qui leur est notifiée par le greffier par télécopie ou par lettre recommandée à la poste au plus tard quarante-huit heures avant l'audience. Le greffier les informe également dans cette convocation, que le dossier répressif est mis à leur disposition au greffe, en original ou en copie pour consultation pendant cette période.

Pour les méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, elle peut entendre, séparément et en l'absence des parties, le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire visé aux articles 47sexies, § 3, 6^o, et 47octies, § 3, 6^o.

La chambre des mises en accusation peut charger le juge d'instruction d'entendre les fonctionnaires de police chargés d'exécuter l'observation et l'infiltration et le civil visé à l'article 47octies, § 1^{er}, alinéa 2, en application des articles 86bis et 86ter. Elle peut décider d'être présente à l'audition menée par le juge d'instruction ou de déléguer un de ses membres à cet effet.

§ 3. Le ministère public soumet au président de la chambre des mises en accusation le dossier confidentiel visé aux articles 47septies, § 1^{er}, alinéa 2, ou 47novies, § 1^{er}, alinéa 2, qui porte sur l'information ou sur l'instruction visée au § 1^{er}. Seuls les magistrats de la chambre des mises en accusation ont le droit de consulter ce dossier confidentiel.

Le président de la chambre des mises en accusation prend les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection du dossier confidentiel. Il le restitue immédiatement au ministère public après en avoir pris connaissance.

§ 4. L'arrêt de la chambre des mises en accusation ne peut pas faire mention du contenu du dossier confidentiel, ni du moindre élément susceptible de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur, des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation ou de l'infiltration et du civil visé à l'article 47octies, § 1^{er}, alinéa 2.

§ 5. Il est procédé pour le surplus conformément à l'article 235bis, §§ 5 et 6.

§ 6. Le contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation n'est susceptible d'aucun recours ».

B.2.4. L'article 416 du Code d'instruction criminelle, modifié par les lois du 12 mars 1998 (*Moniteur belge*, 2 avril 1998), 19 décembre 2002 (*Moniteur belge*, 14 février 2003) et 13 juin 2006 (*Moniteur belge*, 19 juillet 2006), disposait avant sa modification par la loi précitée du 16 janvier 2009 :

« Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction, ou les jugements en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif; l'exécution volontaire de tels arrêts ou jugements préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux arrêts ou jugements rendus sur la compétence ou en application des articles 135 et 235bis, ni aux arrêts ou jugements relatifs à l'action civile qui statuent sur le principe d'une responsabilité, ni aux arrêts par lesquels conformément à l'article 524bis, § 1^{er}, il est statué sur l'action publique et ordonné une enquête particulière sur les avantages patrimoniaux, ni aux arrêts de renvoi conformément à l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ».

B.3. L'annulation du paragraphe 6 de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle par l'arrêt précité n° 105/2007 était fondée sur les motifs suivants :

« B.16.1. Les parties requérantes font ensuite valoir que l'article 235ter, § 6, du Code d'instruction criminelle viole les droits de la défense en ce qu'il dispose que le contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation n'est susceptible d'aucun recours. Ainsi, il serait établi une différence de traitement injustifiée en comparaison avec d'autres procédures, comme celle de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle, dans lesquelles la décision de la chambre des mises en accusation concernant la régularité de la procédure pénale peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

B.16.2. Les articles 407, 408, 409 et 413 du Code d'instruction criminelle prévoient que tout arrêt ou jugement définitif peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation. Conformément à l'article 416, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction, ou les jugements en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif. L'article 416, alinéa 2, prévoit exceptionnellement, dans un nombre de cas limité, un recours en cassation immédiat contre un arrêt ou un jugement non définitif. Relèvent notamment de ces exceptions les décisions de la chambre des mises en accusation rendues en application de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle relatives à la régularité de la procédure pénale.

B.16.3. En disposant que ' le contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation n'est susceptible d'aucun recours ', l'article 235ter, § 6, ne se limite pas à appliquer la règle selon laquelle le recours en cassation ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif. Il exclut que même un pourvoi en cassation qui serait formé après un arrêt ou un jugement définitif puisse porter sur le contrôle du dossier confidentiel exercé par la chambre des mises en accusation, à la fin de l'information ou de l'instruction.

Une telle dérogation aux règles rappelées en B.16.2 ne peut être admise que s'il est raisonnablement justifié de priver une catégorie de personnes de la faculté d'introduire un pourvoi devant la Cour de cassation.

B.16.4. L'exclusion du recours en cassation contre les arrêts rendus en application de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle a été justifiée par le caractère nécessairement secret des données du dossier confidentiel, qui peuvent être contrôlées uniquement par les magistrats de la chambre des mises en accusation (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2055/001, p.63).

Une telle préoccupation pourrait justifier que seuls les magistrats de la Cour de cassation aient le droit de consulter le dossier confidentiel et que le président de la chambre saisie prenne les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection du dossier confidentiel, ainsi que le prévoit, en ce qui concerne la procédure devant la chambre des mises en accusation, l'article 235ter, § 3. Toutefois, en excluant tout recours contre le contrôle du dossier confidentiel, le législateur est allé au-delà de ce qui était nécessaire pour garantir le secret des données sensibles que contient ce dossier.

B.16.5. La mesure critiquée a été justifiée par une comparaison ' avec la situation engendrée par la loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins ', la Cour de cassation ne pouvant exercer ' un contrôle direct en vue de savoir si les dispositions prescrites par l'article 156 du Code d'instruction criminelle ont été respectées ou si le témoin est une personne qui a été déchue du droit de témoigner ou un mineur âgé de moins de quinze ans, personnes ne pouvant pas prêter serment ', ces données d'identité étant inscrites dans un registre secret ou confidentiel qui ' relève évidemment du secret professionnel et ne peut jamais être joint au dossier répressif ' et qui ' ne peut donc pas être communiqué à la Cour de cassation ' (*ibid.*).

La justification d'une mesure ne peut résulter de ce qu'une mesure semblable a été prise dans une autre matière qui n'est pas comparable. Les mesures d'infiltration et d'observation peuvent constituer une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et du domicile, garantis par des normes constitutionnelles et conventionnelles au regard desquelles la Cour de cassation peut exercer, même d'office, un contrôle sur les décisions judiciaires, ce qui suppose qu'elle ait accès aux données confidentielles. En outre, ces mesures doivent satisfaire aux exigences de proportionnalité et de subsidiarité formulées aux articles 47sexies, § 2, et 47octies, § 2, du Code d'instruction criminelle, ce qui fait partie du contrôle de légalité que doit exercer la Cour de cassation.

B.16.6. Il est encore allégué que la protection du dossier confidentiel relève d'un intérêt supérieur et qu'on ne peut prendre aucun risque puisqu'il y va, notamment, de la vie des infiltrants.

Tout magistrat étant tenu au secret professionnel, il n'est pas justifié que soit refusé à la Cour de cassation l'accès à un dossier contrôlé par la chambre des mises en accusation, dès lors que la confidentialité de ce dossier peut être garantie de la même manière au sein des deux juridictions.

B.16.7. L'exposé des motifs de la loi attaquée insistait également sur les ' importantes garanties procédurales qui doivent assurer le droit à un procès équitable lors de l'examen devant la chambre des mises en accusation sur la base de l'article 235ter, du Code d'instruction criminelle [...] ' (*ibid.*, p. 82; *Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, 3-1491/3, p. 17).

B.16.8. La circonstance que des garanties importantes sont prévues lors du contrôle effectué par la chambre des mises en accusation ne peut justifier que soit exclu le contrôle de légalité, exercé par la Cour de cassation, qui doit porter notamment sur le respect de ces garanties.

B.16.9. Il est aussi allégué que la Cour de cassation exerce un contrôle sur les conséquences juridiques du contrôle de la chambre des mises en accusation lorsque la Cour de cassation est saisie en application de l'article 235bis. Ce contrôle ne permet cependant pas à la Cour de cassation de prendre connaissance de données dont l'examen a pu conduire la chambre des mises en accusation à conclure à la légalité ou à l'illégalité des mesures critiquées.

B.16.10. Il est enfin soutenu que la décision de la chambre des mises en accusation n'est pas définitive et que le juge du fond pourra, en application des articles 189ter et 335bis du Code d'instruction criminelle, charger la chambre des mises en accusation de contrôler à nouveau l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, en application de l'article 235ter.

Cette possibilité, qui n'est prévue qu'au cas où des éléments concrets ' sont apparus postérieurement au contrôle de la chambre des mises en accusation ', n'équivaut pas au contrôle de légalité qu'exerce la Cour de cassation en matière répressive.

B.16.11. Il découle de ce qui précède que l'article 235ter, § 6, établit une différence de traitement qui n'est pas raisonnablement justifiée. Cette disposition doit être annulée ».

B.4. Postérieurement à l'annulation de l'article 235ter, § 6, du Code d'instruction criminelle par son arrêt n° 105/2007, la Cour a déclaré plusieurs questions préjudicielles sans objet en ce qu'elles concernaient l'absence de recours contre les arrêts de la chambre des mises en accusation portant contrôle du dossier confidentiel (arrêts n°s 107/2007 du 26 juillet 2007, 109/2007 du 26 juillet 2007, 126/2007 du 4 octobre 2007, 6/2008 du 17 janvier 2008 et 18/2008 du 14 février 2008).

B.5. Lorsque le législateur a prévu, par la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction, insérant un nouvel article 235bis dans le Code d'instruction criminelle, que les irrégularités, omissions ou causes de nullités visées à l'article 131, § 1^{er}, ou relatives à l'ordonnance de renvoi et qui ont été examinées devant la chambre des mises en accusation ne peuvent en principe plus l'être devant le juge du fond, sans préjudice des moyens touchant à l'appréciation de la preuve ou qui concernent l'ordre public (article 235bis, § 5), il a prévu parallèlement, pour les arrêts de la chambre des mises en accusation rendus sur la base de l'article 235bis précité, une exception supplémentaire à la règle de l'article 416, alinéa 1^{er}, qui dispose que les recours en cassation ne sont ouverts qu'après l'arrêt ou le jugement définitifs.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi, il est dit à ce sujet :

« Dans la mesure où les moyens soulevés dans l'exercice du recours introduit par l'article 135, en projet, du CIC ou développés dans le cadre de l'article 235 en projet, du même Code ne peuvent plus être invoqués devant le juge du fond, il est impératif d'ouvrir à l'inculpé la possibilité de se pourvoir immédiatement en cassation contre un arrêt défavorable de la chambre des mises en accusation. Le projet tend ainsi à introduire une nouvelle exception à la règle reprise à l'alinéa 1^{er} de l'article 416 actuel, selon laquelle les pourvois formés contre les arrêts préparatoires ou d'instruction sont irrecevables tant que la décision définitive sur le fond n'a pas été prononcée. Puisque les problèmes relatifs à la régularité de l'instruction peuvent être définitivement tranchés au stade du règlement de la procédure, il est nécessaire qu'ils puissent au besoin être examinés par la Cour de cassation » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 857/1, p. 71).

B.6. En vertu de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle, il appartient à la chambre des mises en accusation de contrôler la régularité de la procédure qui lui est soumise, soit d'office, soit sur la réquisition du ministère public ou à la demande d'une des parties. Le cas échéant, les actes viciés sont annulés et les pièces annulées sont retirées du dossier et déposées au greffe du tribunal de première instance, après l'expiration du délai de cassation (article 235bis, § 6). En vertu de l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été modifié par la loi du 12 mars 1998, la décision de la chambre des mises en accusation rendue conformément à l'article 235bis peut faire l'objet d'un recours en cassation immédiat.

B.7. A la suite de l'arrêt de la Cour n° 202/2004 du 21 décembre 2004, le législateur a, par la loi du 27 décembre 2005, inséré l'article 235ter dans le Code d'instruction criminelle. En vertu de cette disposition, la chambre des mises en accusation contrôle l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration sur la base du dossier confidentiel.

B.8. Par l'arrêt précité n° 105/2007, la Cour a annulé le paragraphe 6 de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle - qui excluait tout recours contre le contrôle du dossier confidentiel exercé par la chambre des mises en accusation en vertu de cet article 235ter - parce qu'il privait sans justification la catégorie des personnes ayant fait l'objet d'une méthode de recherche d'observation et d'infiltration de la possibilité d'introduire un pourvoi en cassation contre la décision de la chambre des mises en accusation prise en application de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle, alors que cette possibilité existe contre les décisions de la chambre des mises en accusation prises en application de l'article 235bis de ce Code.

Il découlait de l'annulation du paragraphe 6 de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle qu'un pourvoi en cassation devait être possible aussi bien contre les décisions de la chambre des mises en accusation prises en application de l'article 189ter ou de l'article 235ter que contre celles prises en application de l'article 235bis.

Compte tenu de l'objectif du législateur, tel qu'il est défini en B.5, qui est de permettre un pourvoi en cassation immédiat contre les arrêts de la chambre des mises en accusation relatifs à la régularité de la procédure qui lui est soumise en application de l'article 235bis, par dérogation à la règle inscrite à l'alinéa 1^{er} de l'article 416, il n'était pas justifié que les arrêts par lesquels la chambre des mises en accusation contrôle la régularité des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration sur la base du dossier confidentiel, en application de l'article 189ter ou de l'article 235ter, ne puissent pas également faire l'objet d'un pourvoi en cassation immédiat.

Cette différence de traitement injustifiée provenait de l'absence, dans l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, d'une disposition législative ayant, pour les décisions prises par la chambre des mises en accusation en application de l'article 235ter, une portée identique à celle qui concerne les décisions de la chambre des mises en accusation prises en application de l'article 235bis.

B.9. Il s'ensuivait que l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 16 janvier 2009, n'était pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne prévoyait pas un pourvoi en cassation immédiat contre un arrêt de la chambre des mises en accusation, lorsque celle-ci exerçait un contrôle du dossier confidentiel en application des articles 189ter ou 235ter du Code d'instruction criminelle, tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par la loi du 16 janvier 2009.

B.10. Enfin, pour ce qui est de l'observation du Conseil des ministres selon laquelle la Cour peut constater une lacune législative mais ne peut la combler, c'est au juge *a quo* qu'il appartient, si la lacune est située dans le texte soumis à la Cour, de mettre fin à l'inconstitutionnalité constatée par celle-ci, lorsque ce constat est exprimé en des termes suffisamment précis et complets pour permettre que la disposition en cause soit appliquée dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution (cf. CEDH, 29 novembre 1991, *Vermeire c. Belgique*, § 25).

B.11. Les questions préjudicielles dans les affaires nos 4421, 4422, 4423 et 4441 ainsi que la première question préjudicielle dans l'affaire n° 4431 appellent une réponse affirmative.

Quant aux deuxième et troisième questions préjudicielles dans l'affaire n° 4431

B.12.1. Par la deuxième question préjudicielle dans l'affaire n° 4431, la Cour de cassation demande si l'article 235ter, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 16 janvier 2009, est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dès lors que cet article 235ter, § 2, alinéa 3, ne prévoyait pas que la catégorie de personnes faisant l'objet de la méthode particulière de recherche d'observation puisse - en vue d'un contrôle de la régularité de cette méthode particulière de recherche - obtenir une copie du dossier répressif et qu'il énonçait que cette catégorie de personnes ne dispose que d'une période de 48 heures pour consulter le dossier répressif, alors que la catégorie de personnes faisant l'objet d'une même violation grave de leur vie privée, comme dans le cas d'une ordonnance de perquisition ou d'une ordonnance d'écoute téléphonique, peut, elle, en contrôler la régularité à la lumière d'une copie du dossier répressif et dispose pour ce faire d'une période de plus de 48 heures. La loi précitée du 16 janvier 2009 n'a pas modifié cet état de chose.

B.12.2. Par la troisième question préjudicielle dans l'affaire n° 4431, la Cour de cassation demande si l'article 47sexies, § 3, 1^o, 2^o, 3^o et 5^o, ainsi que l'article 47septies, § 2, du Code d'instruction criminelle, combinés avec l'article 235ter, § 2, - tels qu'ils étaient rédigés avant leur modification par la loi du 16 janvier 2009 - du même Code, sont compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, dès lors que les dispositions précitées du Code d'instruction criminelle ne prévoyaient pas que la catégorie des personnes ayant fait l'objet de la méthode particulière de recherche d'observation pût contester la régularité de cette observation au cours de débats contradictoires, alors que la catégorie de personnes faisant l'objet d'une ordonnance de perquisition ou d'une ordonnance d'écoute téléphonique peut, elle, en contester la régularité au cours de débats contradictoires.

B.12.3. Dans ces questions préjudicielles, le contrôle de la régularité de la méthode particulière de recherche d'observation est comparé au contrôle de la régularité des méthodes « ordinaires » de recherche que sont la perquisition et l'écoute téléphonique, en particulier du point de vue (1) de la levée d'une copie du dossier répressif, (2) du délai de 48 heures pour consulter le dossier répressif et (3) du caractère contradictoire de la procédure.

La Cour est donc interrogée sur la compatibilité des dispositions en cause avec les normes de contrôle mentionnées dans ces questions, dès lors que des règles de procédure applicables à certaines méthodes « ordinaires » de recherche ne s'appliquent pas à la méthode particulière de recherche d'observation.

B.12.4. Eu égard à la connexité des deuxième et troisième questions préjudicielles dans l'affaire n° 4431, celles-ci sont examinées conjointement.

B.13.1. L'article 235ter, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi précitée du 27 décembre 2005, disposait avant sa modification par la loi précitée du 16 janvier 2009 :

« [La chambre des mises en accusation] entend de la même manière la partie civile et l'inculpé, après convocation qui leur est notifiée par le greffier par télécopie ou par lettre recommandée à la poste au plus tard quarante-huit heures avant l'audience. Le greffier les informe également dans cette convocation, que le dossier répressif est mis à leur disposition au greffe, en original ou en copie pour consultation pendant cette période ».

B.13.2. L'article 47sexies, § 3, du même Code, inséré par la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête, dispose :

« L'autorisation de procéder à l'observation est écrite et contient les mentions suivantes :

1^o les indices sérieux de l'infraction qui justifient l'observation et, si l'observation s'inscrit dans le cadre de l'enquête proactive définie à l'article 28bis, § 2, les indices particuliers relatifs aux éléments décrits dans cette dernière disposition;

2^o les motifs pour lesquels l'observation est indispensable à la manifestation de la vérité;

3^o le nom ou, s'il n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la ou des personnes observées, ainsi que des choses, des lieux ou des événements visés au § 1^{er};

[...]

5° la période au cours de laquelle l'observation peut être exécutée et laquelle ne peut excéder un mois à compter de la date de l'autorisation;

[...] ».

B.13.3. L'article 47septies du même Code, inséré par la loi précitée du 6 janvier 2003 et remplacé par la loi précitée du 27 décembre 2005, dispose :

« § 2. L'autorisation d'observation et les décisions de modification, d'extension ou de prolongation sont jointes au dossier confidentiel.

L'officier de police judiciaire visé à l'article 47sexies, § 3, 6°, rédige le procès-verbal des différentes phases de l'exécution de l'observation, mais n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur et des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation. Ces éléments ne figurent que dans le rapport écrit visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Il est fait référence dans un procès-verbal à l'autorisation d'observation et il est fait mention des indications visées à l'article 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° et 5°. Le procureur du Roi confirme par décision écrite l'existence de l'autorisation d'observation qu'il a accordée.

Les procès-verbaux qui ont été rédigés ainsi que la décision visée à l'alinéa 3 sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à l'observation ».

B.14. Par son arrêt n° 105/2007 du 19 juillet 2007, la Cour a statué sur des recours en annulation totale ou partielle de la loi du 27 décembre 2005.

Dans cet arrêt, la Cour a jugé :

« B.3.1. La lutte contre certaines formes de criminalité particulièrement graves ou qui sont le fait d'organisations criminelles disposant de moyens importants peut contraindre les autorités chargées de la recherche des infractions et de la poursuite de leurs auteurs à mettre en œuvre des méthodes de recherche qui ont pour nécessaire conséquence une ingérence dans certains droits fondamentaux des personnes qui en font l'objet. Il revient au législateur, sous le contrôle de la Cour, de formuler les dispositions qui autorisent et contrôlent le recours à ces méthodes de recherche de manière telle que l'atteinte aux droits fondamentaux qu'elles comportent soit limitée à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif défini.

B.3.2. Les méthodes particulières de recherche et d'enquête qui font l'objet de la loi attaquée ont en commun qu'elles peuvent impliquer une ingérence grave dans divers droits fondamentaux. Il découle tant du caractère intrusif de ces méthodes que du soin avec lequel le législateur a défini le cadre juridique de leur mise en œuvre qu'en cas de non-respect des conditions essentielles prescrites en vue de l'utilisation de ces méthodes, la preuve obtenue en infraction de celles-ci est viciée.

C'est compte tenu de ce qui précède que la Cour examine les moyens invoqués.

[...]

B.9.3. Si la lutte contre certaines formes de criminalité peut justifier le recours à certaines méthodes particulières de recherche qui impliquent nécessairement une atteinte à certains droits fondamentaux, le législateur doit néanmoins veiller à ce que, lors du contrôle juridictionnel de l'utilisation de ces méthodes, le droit à un procès équitable soit garanti. La Cour examine, ci-après, les différents griefs formulés par les parties requérantes.

a) *L'impossibilité pour l'inculpé et pour la partie civile de consulter le dossier confidentiel*

B.9.4.1. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce que, dans le cadre du contrôle exercé par la chambre des mises en accusation concernant l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, la partie civile et l'inculpé ne peuvent consulter le dossier confidentiel, alors que la régularité d'autres méthodes de recherche peut être contestée soit devant les juridictions d'instruction, soit devant les juridictions de jugement, sur la base de tous les éléments du dossier répressif.

B.9.4.2. Les articles 47septies et 47novies du Code d'instruction criminelle imposent la tenue, par le procureur du Roi qui autorise ou qui exécute une observation ou une infiltration, d'un dossier « séparé et confidentiel ».

Concernant l'observation et l'infiltration, le dossier confidentiel contient l'autorisation du procureur du Roi ou du juge d'instruction de recourir à ces techniques, autorisation qui mentionne les indices qui justifient le recours à la méthode, les motifs pour lesquels elle est indispensable, le nom ou la description des personnes visées, la manière dont la méthode sera exécutée, la période au cours de laquelle elle peut l'être et le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui dirige l'opération (articles 47sexies, § 3, et 47octies, § 3). Le dossier confidentiel contient aussi l'autorisation accordée par le procureur du Roi aux fonctionnaires de police de commettre des infractions lors de l'exécution de la méthode de recherche (articles 47sexies, § 4, et 47octies, § 4), les décisions de modification, d'extension ou de prolongation (articles 47septies, § 2, et 47novies, § 2), et les rapports faits par l'officier de police judiciaire au procureur du Roi sur chaque phase de l'exécution de la méthode (articles 47septies, § 1^{er}, et 47novies, § 1^{er}).

B.9.4.3. L'existence d'un dossier confidentiel n'implique pas que le dossier répressif ne contienne aucune donnée relative à la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration.

En effet, l'officier de police judiciaire qui dirige l'exécution de l'observation ou de l'infiltration est chargé de rédiger un procès-verbal des différentes phases de l'exécution de celles-ci, en n'y mentionnant toutefois aucun élément de nature à compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat des indicateurs et des fonctionnaires de police impliqués. En outre, un procès-verbal doit faire référence à l'autorisation de mise en œuvre de l'observation ou de l'infiltration et les mentions visées à l'article 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° et 5° (en cas d'observation) ou à l'article 47octies, § 3, 1°, 2°, 3° et 5° (en cas d'infiltration) doivent figurer dans ce procès-verbal. Ces mentions sont les indices sérieux de l'infraction qui justifient l'observation ou l'infiltration, les motifs pour lesquels l'usage de cette méthode est indispensable à la manifestation de la vérité, le nom ou une description de la personne ou des personnes sur lesquelles porte la méthode et la période au cours de laquelle l'observation ou l'infiltration peut être exécutée.

Ces procès-verbaux, accompagnés de la décision écrite par laquelle le procureur du Roi ou le juge d'instruction confirme l'existence de l'autorisation d'observation ou d'infiltration qu'il a accordée, sont joints au dossier répressif après qu'il a été mis fin à l'observation ou à l'infiltration (articles 47septies, § 2, et 47novies, § 2).

B.10. Dans le cadre du contrôle prévu par l'article 235ter du Code d'instruction criminelle, le ministère public soumet le dossier confidentiel aux magistrats de la chambre des mises en accusation. La partie civile et l'inculpé n'ont pas le droit de consulter le dossier confidentiel. Le juge d'instruction a un droit de consultation lorsqu'il a lui-même autorisé une mesure d'observation ou lorsqu'une instruction est ordonnée dans une affaire dans laquelle il a déjà été procédé à une observation ou à une infiltration.

B.11.1. Les droits de la défense et le droit à un procès équitable sont fondamentaux dans un Etat de droit. Le principe de l'égalité des armes entre l'accusation et la défense, ainsi que le caractère contradictoire du procès, y compris en ce qui concerne la procédure, constituent des aspects fondamentaux du droit à un procès équitable. Le droit à un procès pénal contradictoire implique, pour l'accusation comme pour la défense, la faculté de prendre connaissance des observations ou éléments de preuve produits par l'autre partie, ainsi que de les discuter. Il en découle également l'obligation pour l'autorité de poursuite de communiquer en principe à la défense tous les éléments de preuve.

Toutefois, le droit de prendre connaissance de tous les éléments de preuve de la partie poursuivante n'est pas absolu. Dans certains procès pénaux, il peut y avoir des intérêts divergents, tels que la sécurité nationale, la nécessité de protéger les témoins ou de garder le secret sur des méthodes d'enquête, qui doivent être mis en balance avec les droits du prévenu. Dans certains cas, il peut être nécessaire de ne pas divulguer certains éléments de preuve à cette partie en vue de préserver les droits fondamentaux d'une autre personne ou de garantir un intérêt général important.

L'ingérence dans les droits de la défense ne peut toutefois être justifiée que si elle est strictement proportionnée à l'importance des objectifs à atteindre et si elle est compensée par une procédure qui permet à un juge indépendant et impartial de vérifier la légalité de la procédure (voir CEDH, 22 juillet 2003 et 27 octobre 2004, *Edwards et Lewis c. Royaume-Uni*).

B.11.2. L'objectif d'assurer la protection de l'intégrité physique des personnes participant aux méthodes particulières de recherche est légitime et revêt une importance telle qu'il justifie que leur anonymat vis-à-vis des parties au procès et du public soit absolument garanti. La nécessité de garantir l'efficacité des méthodes mises en œuvre pour l'avenir en occultant certaines techniques peut aussi justifier qu'elles aient un caractère confidentiel.

B.12.1. Ainsi qu'il est mentionné en B.9.2, la Cour a toutefois jugé dans l'arrêt n° 202/2004 qu'il est porté atteinte aux exigences d'un procès équitable lorsque le dossier confidentiel ne peut faire l'objet d'un contrôle par un juge indépendant et impartial.

Par l'article 235ter du Code d'instruction criminelle, le législateur entend garantir un examen complet et effectif de la légalité des méthodes particulières de recherche de l'observation et de l'infiltration, sans toutefois renoncer, ce faisant, au caractère nécessairement secret de certaines informations du dossier confidentiel.

B.12.2. Le législateur a défini de manière stricte et limitative les données que les parties ne peuvent consulter. La loi ne pourrait être contournée en mettant dans le dossier confidentiel des pièces qui doivent figurer dans le dossier répressif (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2055/005, pp. 32, 36 et 66). Les données du dossier confidentiel ne peuvent servir de preuve au détriment de l'inculpé (*ibid.*, pp. 66-67).

B.12.3. Seuls les renseignements qui sont de nature à compromettre la protection des exécutants et la mise en œuvre même des méthodes de recherche ne peuvent être consultés par la défense. Il s'agit des informations relatives aux infractions que peuvent commettre les services de police et les personnes visées à l'article 47quinquies, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle dans le cadre de l'observation (article 47sexies, §§ 4 et 7) ou de l'infiltration (article 47octies, §§ 4 et 7), étant donné que ces informations sont de nature à compromettre l'identité et la sécurité des personnes concernées et l'utilisation même de la méthode de recherche.

Toutes les autres informations relatives à la mise en œuvre et à l'exécution de ces méthodes de recherche doivent figurer dans le dossier répressif, qui peut être consulté par la partie civile et l'inculpé dans le cadre de la procédure visée à l'article 235ter du Code d'instruction criminelle. Ce dossier contient des renseignements concernant la mise en œuvre et la nature des méthodes de recherche utilisées, les motifs justifiant cette utilisation et les phases successives de leur mise en œuvre. Les parties ont connaissance de l'exécution des méthodes particulières de recherche autorisées d'observation et d'infiltration et, contrairement à ce que soutiennent certaines parties requérantes, l'inculpé pourra invoquer l'interdiction d'utiliser la provocation, inscrite à l'article 30 du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Lorsque la chambre des mises en accusation entend le juge d'instruction et que celui-ci peut consulter le dossier confidentiel, les parties ont la garantie que le juge d'instruction, qui instruit à charge et à décharge, veille à la légalité des moyens de preuve et à la loyauté avec laquelle ces preuves sont recueillies.

B.12.4. La volonté manifestée par le législateur de lutter efficacement contre la criminalité grave et la nécessité, pour ce faire, de garder secrètes certaines données sensibles seraient compromises si, dans ce type de criminalité, les inculpés pouvaient, dans le cadre du contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation, avoir accès à ce dossier. Il n'est pas déraisonnable d'organiser une procédure qui diffère de celles pour lesquelles le secret n'est pas nécessaire et dans lesquelles les parties peuvent consulter toutes les pièces du dossier répressif.

B.12.5. En ce qu'ils critiquent l'impossibilité pour la partie civile et l'inculpé de consulter le dossier confidentiel, dans le cadre du contrôle par la chambre des mises en accusation de l'application des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, les moyens ne sont pas fondés.

b) *L'impartialité contestée de la chambre des mises en accusation*

[...]

B.13.3. Le législateur a défini de manière stricte et limitative les données que la défense ne peut consulter. L'information relative à la mise en œuvre et à l'exécution de l'observation et de l'infiltration, à l'exception des données sensibles, figure dans le dossier répressif, que les parties peuvent consulter tant dans le cadre de la procédure de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle que dans le cadre du règlement de la procédure.

Le fait que la défense ne puisse consulter des données du dossier confidentiel dont la chambre des mises en accusation a eu connaissance ne peut faire naître un doute légitime quant à l'impartialité de cette juridiction lors du règlement de la procédure.

B.13.4. Le caractère équitable d'un procès doit être examiné compte tenu de l'ensemble du déroulement de la procédure. Le contrôle du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation est exercé au cours de la phase préparatoire du procès, avant que soient saisies de l'affaire les juridictions de jugement, lesquelles ne peuvent elles-mêmes consulter le dossier confidentiel et ne sont donc pas traitées, sur ce point, autrement que les parties. Ces juridictions ne décideront donc pas sur la base de données qu'elles connaîtraient et qui seraient ignorées des parties, de sorte qu'il n'est pas porté atteinte aux exigences du procès équitable.

B.13.5. En ce qu'ils mettent en doute l'impartialité de la chambre des mises en accusation, les moyens ne sont pas fondés.

c) *L'audition séparée des parties et le caractère non contradictoire de la procédure*

B.14.1. Selon les parties requérantes, l'article 235ter du Code d'instruction criminelle porte atteinte aux droits de la défense en ce que, dans le cadre de la procédure devant la chambre des mises en accusation, les parties sont entendues séparément.

B.14.2. En vertu de l'article 235ter, § 2, du Code d'instruction criminelle, la chambre des mises en accusation entend, séparément et en l'absence des parties, le procureur général en ses observations. Elle entend de la même manière la partie civile et l'inculpé, après convocation qui leur est notifiée au plus tard quarante-huit heures avant l'audience et par laquelle ils sont informés que le dossier répressif est mis à leur disposition au greffe pendant cette période.

La chambre des mises en accusation peut également entendre le juge d'instruction. Si le juge d'instruction a autorisé l'observation ou si une instruction est menée dans une affaire où il a déjà été procédé à une observation ou à une infiltration, le juge d'instruction peut consulter le dossier confidentiel (article 56bis du Code d'instruction criminelle).

Enfin, la chambre des mises en accusation peut entendre l'officier de police judiciaire en charge de la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche, séparément et en l'absence des parties, ou charger le juge d'instruction d'entendre les fonctionnaires de police qui sont chargés de la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche ou l'expert civil, conformément aux articles 86bis et 86ter du Code d'instruction criminelle, et décider d'assister à cette audition ou de déléguer un de ses membres.

B.14.3. L'article 235ter du Code d'instruction criminelle prévoit que la chambre des mises en accusation doit contrôler la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration lors de la clôture de l'information avant que le ministère public procède à une citation directe ou à la fin de l'instruction lorsque le juge d'instruction communique son dossier au procureur du Roi en vertu de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle. Le contrôle se situe donc en règle à la fin de l'information ou de l'instruction, celle-ci étant, au cours de sa phase préparatoire, en principe inquisitoire et secrète.

B.14.4. Le législateur a pu estimer qu'un contrôle effectif du dossier confidentiel par la chambre des mises en accusation exige qu'elle puisse procéder aux auditions mentionnées en B.14.2. Afin d'assurer la confidentialité des données sensibles, il est justifié qu'un tel examen puisse avoir lieu en l'absence des parties.

Bien que le débat devant la chambre des mises en accusation ne soit pas contradictoire, la loi garantit que toutes les parties concernées seront entendues, de sorte que la juridiction d'instruction est informée de la façon la plus complète possible avant de décider. Les parties ayant la faculté de consulter au préalable le dossier répressif, qui contient, sauf les données sensibles, toutes les informations relatives aux méthodes de recherche utilisées, elles peuvent présenter une défense utile (comp. CEDH, 16 février 2000, *Jasper c. Royaume-Uni*, §§ 55 et 56).

B.14.5. En ce que le contrôle prévu par l'article 235ter du Code d'instruction criminelle porte sur le dossier confidentiel, et compte tenu de ce que les pièces du dossier confidentiel ne peuvent être utilisées comme moyen de preuve, les droits de la défense ne sont pas affectés de manière disproportionnée par le fait que les parties sont entendues séparément.

d) *Le délai de consultation du dossier répressif*

B.14.6. Comparé aux délais applicables lors d'autres comparutions devant les juridictions d'instruction, le délai de 48 heures, prévu à l'article 235ter, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle pour la consultation du dossier répressif par les parties, ne peut être considéré comme trop bref.

e) *La procédure de contrôle, par la chambre des mises en accusation, du dossier confidentiel et du dossier répressif*

B.15.1. La procédure de l'article 235ter du Code d'instruction criminelle n'exclut pas que la chambre des mises en accusation procède, postérieurement au contrôle du dossier confidentiel, au contrôle de la régularité de la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration sur la base du dossier répressif. Elle peut en particulier y être amenée lorsque, après le contrôle du dossier confidentiel, il est, en vertu de l'article 235ter, § 5, procédé conformément à l'article 235bis, §§ 5 et 6.

B.15.2. Selon les parties requérantes, l'article 235ter du Code d'instruction criminelle viole les articles 10 et 11 de la Constitution ainsi que le droit à un procès équitable si cette disposition est interprétée en ce sens que, dans cette hypothèse, le dossier répressif ne fait pas l'objet d'une procédure contradictoire, alors que, lorsque la chambre des mises en accusation se prononce, en application de l'article 235bis du Code d'instruction criminelle, sur la régularité de la mise en œuvre d'autres méthodes de recherche et sur la régularité de l'ensemble de la procédure, un débat contradictoire qui porte sur les éléments du dossier répressif est organisé.

B.15.3. Une telle interprétation n'est pas compatible avec le texte des articles 235, 235bis et 235ter du Code d'instruction criminelle. L'article 235ter ne permet l'audition séparée des parties que lorsque le contrôle porte sur le contenu du dossier confidentiel.

B.15.4. Si, à l'occasion du contrôle du dossier confidentiel qu'elle effectue en vertu de l'article 235ter, la chambre des mises en accusation décide de procéder à un examen de la régularité de la procédure qui lui est soumise, en ce compris de la légalité et de la régularité de l'observation et de l'infiltration sur la base du dossier répressif, elle doit ordonner la réouverture des débats, en application de l'article 235bis, § 3, et respecter le caractère contradictoire de la procédure visé au paragraphe 4 du même article, selon lequel elle entend 'en audience publique si elle en décide ainsi à la demande de l'une des parties, le procureur général, la partie civile et l'inculpé en leurs observations' (Cass., 31 octobre 2006, P.06.0841.N et P.06.0898.N, et Cass., 5 décembre 2006, P.06.1232.N).

B.15.5. Les moyens qui critiquent le caractère non contradictoire de la procédure devant la chambre des mises en accusation et le délai dont disposent les parties pour préparer leur défense ne sont pas fondés ».

B.15. Dans son arrêt n° 107/2007 du 26 juillet 2007, rendu sur questions préjudicielles, la Cour a confirmé les considérations précitées de son arrêt n° 105/2007 du 19 juillet 2007.

B.16. Les griefs actuels correspondent en substance à certains griefs que la Cour a examinés dans ses arrêts n°s 105/2007 et 107/2007.

Il n'y a pas lieu en l'espèce de statuer autrement.

B.17. En outre, en n'accordant pas la possibilité aux parties de lever copie du dossier pénal qui est mis à leur disposition pendant quarante-huit heures, l'article 235ter, § 2, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits des parties, puisque l'article 127, § 2, du même Code leur permet de lever une copie du dossier lors du règlement de la procédure.

B.18. Les deuxième et troisième questions préjudicielles dans l'affaire n° 4431 appellent une réponse négative.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

1. L'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 16 janvier 2009 « modifiant les articles 189ter, 235ter, 335bis et 416 du Code d'instruction criminelle », viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne prévoit pas un recours en cassation immédiat contre un arrêt de la chambre des mises en accusation qui contrôle, sur la base du dossier confidentiel, la régularité de la mise en œuvre des méthodes particulières de recherche d'observation et d'infiltration, en application des articles 189ter ou 235ter du Code d'instruction criminelle.

2. L'article 235ter, § 2, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il a été inséré par l'article 23 de la loi du 27 décembre 2005 et tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 16 janvier 2009 précitée, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les dispositions de droit international mentionnées dans les questions préjudicielles.

Ainsi prononcé en langue néerlandaise et en langue française, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 18 février 2009.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

Le président,
M. Bossuyt.

ÜBERSETZUNG

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2009/201346]

Auszug aus dem Urteil Nr. 25/2009 vom 18. Februar 2009

Geschäftsverzeichnisnrn. 4421, 4422, 4423, 4431 und 4441

In Sachen: Präjudizielle Fragen in Bezug auf die Artikel 47sexies § 3, 47septies § 2, 235ter und 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, gestellt vom Kassationshof.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Bossuyt und M. Melchior, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, L. Lavrysen, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Bossuyt,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der präjudiziellen Fragen und Verfahren*

a. In drei Urteilen vom 15. Januar 2008 in Sachen H.E. und I.E., P.V. beziehungsweise K.S. und J.S., deren Ausfertigungen am 29. Januar 2008 in der Kanzlei des Hofes eingegangen sind, hat der Kassationshof jeweils folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 235ter und/oder Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem darin keine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein Urteil der Anklagekammer bei einer Prüfung der vertraulichen Akte gemäß den Artikeln 189ter und/oder 235ter [beziehungsweise 189ter und 235ter] des Strafprozessgesetzbuches, wobei es sich um ein vorbereitendes Urteil handelt, vorgesehen ist, während Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in Abweichung von Absatz 1 dieses Artikels eine direkte Kassationsbeschwerde gegen das in Anwendung von Artikel 235bis des Strafprozessgesetzbuches bezüglich der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens verkündete Urteil der Anklagekammer ermöglicht, das ein ähnliches vorbereitendes Urteil ist wie jenes, das in Anwendung von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches ergeht?».

b. In seinem Urteil vom 29. Januar 2008 in Sachen V.I., dessen Ausfertigung am 14. Februar 2008 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat der Kassationshof folgende präjudizielle Fragen gestellt:

1. «Verstößt Artikel 235ter und/oder Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem darin keine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein Urteil der Anklagekammer bei einer Prüfung der vertraulichen Akte gemäß den Artikeln 189ter und/oder 235ter des Strafprozessgesetzbuches, wobei es sich um ein vorbereitendes Urteil handelt, vorgesehen ist, während Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in Abweichung von Absatz 1 dieses Artikels eine direkte Kassationsbeschwerde gegen das in Anwendung von Artikel 235bis des Strafprozessgesetzbuches bezüglich der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens verkündete Urteil der Anklagekammer ermöglicht, das ein ähnliches vorbereitendes Urteil ist wie jenes, das in Anwendung von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches ergeht?»;

2. «Verstößt Artikel 235ter § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, insofern Personen, die Gegenstand einer Observation sind, im Hinblick auf die Prüfung der Ordnungsmäßigkeit dieser Observation keine Kopie der Strafakte erhalten dürfen und nur über einen Zeitraum von 48 Stunden verfügen, um die Strafakte einzusehen, während andere Personen, die sich in einer vergleichbaren Lage befinden, weil sie Gegenstand einer ebenso tiefgreifenden Verletzung ihres Privatlebens sind, wie dies bei einem Haussuchungsbeschluss oder einem Beschluss zum Abhören von Telefongesprächen der Fall ist, deren Ordnungsmäßigkeit sehr wohl anhand einer Kopie der Strafakte prüfen können und ebenfalls über einen längeren Zeitraum als 48 Stunden verfügen, um diese Ordnungsmäßigkeit zu prüfen?»;

3. «Verstoßen die Artikel 47sexies § 3 Nrn. 1, 2, 3 und 5 und 47septies § 2 in Verbindung mit Artikel 235ter § 2 des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern die Personen, die Gegenstand der besonderen Ermittlungsmethode der Observation sind, nicht in einer kontradiktorischen Debatte, in Anwesenheit aller Verfahrensparteien, anhand aller Bestandteile der Strafakte, innerhalb der erforderlichen Zeit, mit den erforderlichen Fazilitäten und mit kontradiktorischer Anhörung von Zeugen die Ordnungsmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethode der Observation bestreiten können, während andere Personen, die sich in einer vergleichbaren Lage befinden, weil sie Gegenstand eines Haussuchungsbeschlusses oder eines Beschlusses zum Abhören von Telefongesprächen sind, sehr wohl in einer kontradiktorischen Debatte, in Anwesenheit aller Verfahrensparteien, anhand aller Bestandteile der Strafakte, innerhalb der erforderlichen Zeit, mit den erforderlichen Fazilitäten und mit kontradiktorischer Anhörung von Zeugen die Ordnungsmäßigkeit des Haussuchungsbeschlusses oder des Beschlusses zum Abhören von Telefongesprächen bestreiten können?».

c. In seinem Urteil vom 19. Februar 2008 in Sachen W.S., dessen Ausfertigung am 3. März 2008 in der Kanzlei des Hofes eingegangen ist, hat der Kassationshof folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 235ter und/oder Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem darin keine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein Urteil der Anklagekammer bei einer Prüfung der vertraulichen Akte gemäß den Artikeln 189ter und/oder 235ter des Strafprozessgesetzbuches, wobei es sich um ein vorbereitendes Urteil handelt, vorgesehen ist, während Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in Abweichung von Absatz 1 dieses Artikels eine direkte Kassationsbeschwerde gegen das in Anwendung von Artikel 235bis des Strafprozessgesetzbuches bezüglich der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens verkündete Urteil der Anklagekammer ermöglicht, das ein ähnliches vorbereitendes Urteil ist wie jenes, das in Anwendung von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches ergeht?».

Diese unter den Nummern 4421, 4422, 4423, 4431 und 4441 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die präjudizielle Frage in den Rechtssachen Nrn. 4421, 4422, 4423 und 4441 sowie die erste präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 4431

B.1. Mit den vorstehend zitierten präjudiziellen Fragen - die in jeder der verbundenen Rechtssachen auf identische Weise formuliert sind - fragt der Kassationshof, ob die Artikel 235^{ter} und 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in der Fassung vor ihrer Abänderung durch das Gesetz vom 16. Januar 2009 «zur Abänderung der Artikel 189^{ter}, 235^{ter}, 335^{bis} und 416 des Strafprozessgesetzbuches» (*Belgisches Staatsblatt* vom 16. Januar 2009, zweite Ausgabe) (nachstehend: Gesetz vom 16. Januar 2009) mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar seien, da dieser Artikel 416 Absatz 2 keine Möglichkeit vorsehe für eine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein vorbereitendes Urteil der Anklagekammer über die auf der Grundlage der vertraulichen Akte erfolgende Kontrolle der Ordnungsmäßigkeit der Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung gemäß Artikel 189^{ter} oder Artikel 235^{ter} in der Fassung vor ihrer Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009, während aufgrund von Artikel 416 Absatz 2 wohl eine direkte Kassationsbeschwerde möglich sei gegen die vorbereitenden Urteile der Anklagekammer über die Kontrolle der Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens gemäß Artikel 235^{bis} des Strafprozessgesetzbuches.

In seinem Urteil Nr. 111/2008 vom 31. Juli 2008 hat der Hof identische präjudizielle Fragen beantwortet.

Der Hof äußert sich nicht zu den etwaigen Auswirkungen des Gesetzes vom 16. Januar 2009 auf die Rechtssachen, die zu den gegenwärtigen präjudiziellen Fragen Anlass gegeben haben.

B.2.1. Artikel 235^{bis} des Strafprozessgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 12. März 1998 zur Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Voruntersuchung und der gerichtlichen Untersuchung (*Belgisches Staatsblatt*, 2. April 1998), bestimmt:

«§ 1. Bei der Regelung des Verfahrens überprüft die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Antrag einer der Parteien die Regelmäßigkeit des ihr vorgelegten Verfahrens. Sie kann dies auch von Amts wegen tun.

§ 2. Die Anklagekammer verfährt auf die gleiche Weise in den anderen Fällen, in denen sie mit der Sache befasst wird.

§ 3. Wenn die Anklagekammer von Amts wegen die Regelmäßigkeit des Verfahrens überprüft und ein Nichtigkeits-, Unzulässigkeits- oder Erlöschensgrund für die Strafverfolgung bestehen könnte, ordnet sie die Wiedereröffnung der Verhandlung an.

§ 4. Die Anklagekammer hört - in öffentlicher Sitzung, wenn sie sich auf Antrag einer der Parteien dafür entscheidet - die Ausführungen des Generalprokurators, der Zivilpartei und des Beschuldigten an.

§ 5. Die in Artikel 131 § 1 erwähnten beziehungsweise den Verweisungsbeschluss betreffenden Unregelmäßigkeiten, Versäumnisse oder Nichtigkeitsgründe, die von der Anklagekammer überprüft worden sind, können nicht mehr vor dem Tatsachenrichter aufgeworfen werden, unbeschadet der Gründe, die sich auf die Beweiswürdigung beziehen oder die öffentliche Ordnung betreffen. Gleiches gilt für die die Strafverfolgung betreffenden Unzulässigkeits- oder Erlöschensgründe, außer wenn sie nach der Verhandlung vor der Anklagekammer entstanden sind. Die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen sind nicht anwendbar auf Parteien, die erst nach der Verweisung an das erkennende Gericht am Verfahren beteiligt worden sind, außer wenn die Aktenstücke gemäß Artikel 131 § 2 beziehungsweise § 6 des vorliegenden Artikels aus der Akte entfernt werden.

§ 6. Stellt die Anklagekammer eine Unregelmäßigkeit, ein Versäumnis oder einen Nichtigkeitsgrund im Sinne von Artikel 131 § 1 oder einen die Strafverfolgung betreffenden Unzulässigkeits- oder Erlöschensgrund fest, spricht sie gegebenenfalls die Nichtigkeit der davon betroffenen Handlung und eines Teils oder der Gesamtheit des darauf folgenden Verfahrens aus. Die für nichtig erklärten Aktenstücke werden aus der Akte entfernt und nach Ablauf der Frist für eine Kassationsbeschwerde bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz hinterlegt».

B.2.2. Der in den präjudiziellen Fragen ebenfalls erwähnte Artikel 189^{ter} des Strafprozessgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2005 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches und des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf die Verbesserung der Untersuchungsmethoden im Kampf gegen den Terrorismus und das schwere und organisierte Verbrechen (*Belgisches Staatsblatt*, 30. Dezember 2005), bestimmte vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009:

«Das Gericht kann auf der Grundlage konkreter Elemente, die erst nach der gemäß Artikel 235^{ter} ausgeübten Kontrolle durch die Anklagekammer ans Licht gekommen sind, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Ersuchen des Angeklagten, der Zivilpartei oder ihrer Rechtsanwälte, die Anklagekammer damit beauftragen, die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung in Anwendung von Artikel 235^{ter} zu kontrollieren.

Dieser Antrag oder dieses Ersuchen muss, um nicht zu verfallen, vor jeglichem anderen Rechtsmittel vorgebracht werden, außer wenn dieses Rechtsmittel konkrete und neue Elemente betrifft, die während der Sitzung ans Licht gekommen sind.

Das Gericht übermittelt der Staatsanwaltschaft die Akte, um die Sache zu diesem Zweck vor die Anklagekammer zu bringen».

B.2.3. Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches, ebenfalls eingefügt durch das vorerwähnte Gesetz vom 27. Dezember 2005, bestimmte vor der Nichtigkeitsklärung seines Paragraphen 6 durch das Urteil Nr. 105/2007 vom 19. Juli 2007 und vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009:

«§ 1. Die Anklagekammer ist damit beauftragt, die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung zu kontrollieren.

Sobald die Ermittlung, bei der die besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung angewandt worden sind, abgeschlossen ist und bevor die Staatsanwaltschaft die direkte Ladung vornimmt, untersucht die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft die Ordnungsmäßigkeit dieser Methoden.

Sobald der Untersuchungsrichter dem Prokurator des Königs aufgrund von Artikel 127 § 1 Absatz 1 seine Akte übermittelt, untersucht die Anklagekammer auf Antrag der Staatsanwaltschaft die Ordnungsmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung, die im Rahmen der gerichtlichen Untersuchung oder der ihr vorangegangenen Ermittlung angewandt worden sind.

§ 2. Die Anklagekammer befindet binnen dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags der Staatsanwaltschaft. Diese Frist wird auf acht Tage herabgesetzt, wenn einer der Beschuldigten sich in Untersuchungshaft befindet.

Die Anklagekammer hört die Ausführungen des Generalprokurators separat und in Abwesenheit der Parteien an.

Auf die gleiche Weise hört sie die Zivilpartei und den Beschuldigten an, nachdem diese spätestens achtundvierzig Stunden vor der Sitzung per Telefax oder per Einschreibebrief vom Greffier vorgeladen worden sind. In der Vorladung teilt der Greffier ihnen ebenfalls mit, dass die Strafakte ihnen während dieses Zeitraums in der Gerichtskanzlei im Original oder als Abschrift zur Einsichtnahme zur Verfügung steht.

Die Anklagekammer kann, was die angewandten besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung betrifft, den Untersuchungsrichter und den in den Artikeln 47*sexies* § 3 Nr. 6 und 47*octies* § 3 Nr. 6 erwähnten Gerichtspolizeioffizier separat und in Abwesenheit der Parteien anhören.

Die Anklagekammer kann den Untersuchungsrichter damit beauftragen, die mit der Durchführung der Observation und Infiltrierung beauftragten Polizeibeamten und die in Artikel 47*octies* § 1 Absatz 2 erwähnte Zivilperson in Anwendung von Artikel 86*bis* und 86*ter* anzuhören. Sie kann beschließen, der vom Untersuchungsrichter geführten Anhörung beizuwohnen oder eines ihrer Mitglieder zu diesem Zweck abzuordnen.

§ 3. Die Staatsanwaltschaft legt dem Vorsitzenden der Anklagekammer die in den Artikeln 47*septies* § 1 Absatz 2 oder 47*novies* § 1 Absatz 2 erwähnte vertrauliche Akte vor, die sich auf die in § 1 erwähnte Ermittlung oder gerichtliche Untersuchung bezieht. Nur die Magistrate der Anklagekammer haben das Recht, diese vertrauliche Akte einzusehen.

Der Vorsitzende der Anklagekammer ergreift die notwendigen Maßnahmen zur Sicherung der vertraulichen Akte. Nachdem er von der vertraulichen Akte Kenntnis genommen hat, gibt er sie der Staatsanwaltschaft unverzüglich zurück.

§ 4. Im Entscheid der Anklagekammer darf weder der Inhalt der vertraulichen Akte noch irgendein Element, das die verwendeten technischen Mittel und die polizeilichen Untersuchungstechniken oder die Gewährleistung der Sicherheit und der Anonymität des Informanten, der Polizeibeamten, die mit der Durchführung der Observation oder Infiltrierung beauftragt sind, und der in Artikel 47*octies* § 1 Absatz 2 erwähnten Zivilperson gefährden könnte, Erwähnung finden.

§ 5. Im Übrigen wird gemäß Artikel 235*bis* §§ 5 und vorgegangen.

§ 6. Gegen die Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer kann kein Rechtsbehelf eingelegt werden».

B.2.4. Artikel 416 des Strafprozessgesetzbuches in der durch die Gesetze vom 12. März 1998 (*Belgisches Staatsblatt*, 2. April 1998), 19. Dezember 2002 (*Belgisches Staatsblatt*, 14. Februar 2003) und 13. Juni 2006 (*Belgisches Staatsblatt*, 19. Juli 2006) abgeänderten Fassung bestimmte vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009:

«Eine Kassationsbeschwerde gegen vorbereitende Urteile und Untersuchungsurteile oder gegen in letzter Instanz ergangene Urteile gleicher Art kann erst nach dem Endurteil eingelegt werden; die freiwillige Vollstreckung dieser vorbereitenden Urteile kann auf keinen Fall als Unzulässigkeitsgrund geltend gemacht werden.

Der vorige Absatz findet weder Anwendung auf Urteile über die Zuständigkeit oder in Anwendung der Artikel 135 und 235*bis*, noch auf Urteile über Zivilklagen in Bezug auf den Grundsatz der Haftbarkeit, noch auf Urteile, mit denen gemäß Artikel 524*bis* § 1 über die Strafverfolgung befunden und eine besondere Untersuchung über die Vermögensvorteile angeordnet wird, noch auf Verweisungsurteile gemäß Artikel 57*bis* des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens».

B.3. Die Nichtigerklärung von Paragraph 6 von Artikel 235*ter* des Strafprozessgesetzbuches durch das angeführte Urteil Nr. 105/2007 beruhte auf folgenden Erwägungen:

«B.16.1. Die Parteien führen sodann an, Artikel 235*ter* § 6 des Strafprozessgesetzbuches verstoße gegen die Rechte der Verteidigung, indem er bestimme, dass gegen die Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer kein Rechtsmittel möglich sei. So werde ohne Rechtfertigung ein Behandlungsunterschied im Vergleich zu anderen Verfahren eingeführt, wie dasjenige von Artikel 235*bis* des Strafprozessgesetzbuches, in denen gegen die Entscheidung der Anklagekammer über die Ordnungsmäßigkeit des Strafverfahrens sehr wohl ein Rechtsmittel eingelegt werden könne.

B.16.2. Die Artikel 407, 408, 409 und 413 des Strafprozessgesetzbuches sehen eine Kassationsbeschwerde für alle endgültigen Urteile vor. Gemäß Artikel 416 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches ist eine Kassationsbeschwerde gegen vorbereitende Urteile und Untersuchungsurteile oder gegen Urteile in letzter Instanz derselben Art erst nach dem endgültigen Urteil möglich. Artikel 416 Absatz 2 gestattet ausnahmsweise in einer begrenzten Anzahl von Fällen eine unmittelbare Kassationsbeschwerde gegen Urteile, die nicht endgültig sind. Zu diesen Ausnahmen gehören unter anderem die Entscheidungen der Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235*bis* des Strafprozessgesetzbuches über die Ordnungsmäßigkeit des Strafverfahrens.

B.16.3. Indem Artikel 235*ter* § 6 bestimmt, dass ' gegen die Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer [...] kein Rechtsbehelf eingelegt werden [kann] ', beschränkt er sich nicht darauf, die Regel anzuwenden, wonach eine Kassationsbeschwerde erst nach dem endgültigen Urteil möglich ist. Er schließt aus, dass selbst eine nach dem endgültigen Urteil eingereichte Kassationsbeschwerde sich auf die durch die Anklagekammer ausgeübte Kontrolle der vertraulichen Akte nach Beendigung der Ermittlung oder der gerichtlichen Untersuchung beziehen kann.

Eine solche Abweichung von den in B.16.2 in Erinnerung gerufenen Regeln ist nur annehmbar, wenn es vernünftigerweise gerechtfertigt ist, einer Kategorie von Personen die Möglichkeit einer Beschwerde vor dem Kassationshof vorzuenthalten.

B.16.4. Der Ausschluss der Kassationsbeschwerde gegen Urteile, die in Anwendung von Artikel 235*ter* des Strafprozessgesetzbuches gefällt werden, wurde durch die notwendigerweise geheime Beschaffenheit der Angaben der vertraulichen Akte gerechtfertigt, die ausschließlich durch die Magistrate der Anklagekammer kontrolliert werden können (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2055/001, S. 63).

Eine solche Sorge könnte rechtfertigen, dass nur die Magistrate des Kassationshofes das Recht auf Einsichtnahme in die vertrauliche Akte haben könnten und dass der Vorsitzende der befassten Kammer die erforderlichen Maßnahmen ergreifen würde, um den Schutz der vertraulichen Akte zu gewährleisten, wie dies in Bezug auf das Verfahren vor der Anklagekammer in Artikel 235*ter* § 3 vorgesehen ist. Indem der Gesetzgeber jedoch jedes Rechtsmittel gegen die Kontrolle der vertraulichen Akte ausgeschlossen hat, hat er die Grenzen dessen überschritten, was notwendig war, um die Geheimhaltung der in dieser Akte enthaltenen sensiblen Daten zu gewährleisten.

B.16.5. Die bemängelte Maßnahme wurde durch einen Vergleich ' mit dem Zustand, der durch das Gesetz vom 8. April 2002 über die Anonymität der Zeugen entstanden ist ' gerechtfertigt, wobei der Kassationshof ' keine direkte Kontrolle ausüben darf, um zu prüfen, ob die Vorschriften von Artikel 156 des Strafprozessgesetzbuches eingehalten werden, oder der Zeuge eine Person ist, der das Recht, als Zeuge aufzutreten, entzogen wurde, oder ein Minderjähriger unter 15 Jahren, die folglich keinen Eid ablegen können ', da diese Angaben zur Identität in einem geheimen oder vertraulichen Register eingetragen sind, das ' dem Berufsgeheimnis unterliegt und in keinem Fall der Strafakte beigelegt werden kann ' und das ' folglich dem Kassationshof nicht mitgeteilt werden darf ' (ebenda).

Die Rechtfertigung einer Maßnahme kann sich nicht daraus ergeben, dass eine ähnliche Maßnahme in einer anderen, nicht vergleichbaren Angelegenheit ergriffen wurde. Die Maßnahmen der Infiltrierung und Observation können eine Einmischung in das Recht auf Achtung des Privatlebens und der Wohnung darstellen, die durch Verfassungs- und Vertragsnormen gewährleistet werden, in Bezug auf die der Kassationshof, selbst von Amts wegen, eine Kontrolle der Gerichtsentscheidungen ausüben kann, was voraussetzt, dass er Zugang zu den vertraulichen Daten hat. Darüber müssen diese Maßnahmen den Erfordernissen der Verhältnismäßigkeit und Subsidiarität im Sinne der Artikel 47^{sexies} § 2 und 47^{octies} § 2 des Strafprozessgesetzbuches entsprechen, was zur Kontrolle der Gesetzmäßigkeit gehört, die der Kassationshof ausüben muss.

B.16.6. Sodann wird angeführt, dass der Schutz der vertraulichen Akte ein höheres Interesse sei und dass man keinerlei Risiko eingehen könne, da namentlich das Leben der Infiltrierer auf dem Spiel stehe.

Da jeder Magistrat an das Berufsgeheimnis gebunden ist, ist es nicht zu rechtfertigen, dass dem Kassationshof der Zugang zu einer durch die Anklagekammer kontrollierten Akte verweigert wird, da die Vertraulichkeit dieser Akte auf die gleiche Weise innerhalb dieser beiden Gerichte gewährleistet werden kann.

B.16.7. In der Begründung des fraglichen Gesetzes wurden ebenfalls die ' weitgehenden Verfahrensgarantien, die das Recht auf ein faires Verfahren während der Behandlung vor der Anklagekammer auf der Grundlage von Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches gewährleisten müssen ' hervorgehoben (ebenda, S. 82; *Parl. Dok.*, Senat, 2005-2006, Nr. 3-1491/3, S. 17).

B.16.8. Der Umstand, dass weitgehende Garantien bei der von der Anklagekammer durchgeführten Kontrolle vorgesehen sind, kann nicht rechtfertigen, dass die Kontrolle der Gesetzmäßigkeit durch den Kassationshof ausgeschlossen wird, die insbesondere die Einhaltung dieser Garantien umfassen muss.

B.16.9. Es wird auch angeführt, dass der Kassationshof eine Kontrolle über die juristischen Folgen der Kontrolle der Anklagekammer ausübt, wenn beim Kassationshof eine Rechtssache anhängig gemacht wird in Anwendung von Artikel 235^{bis}. Diese Kontrolle erlaubt es dem Kassationshof jedoch nicht, Kenntnisse über Daten zu erlangen, deren Untersuchung die Anklagekammer gegebenenfalls dazu veranlasst hat, auf die Gesetzmäßigkeit oder die Gesetzwidrigkeit der bemängelten Maßnahmen zu schließen.

B.16.10. Schließlich wird angeführt, dass die Entscheidung der Anklagekammer nicht endgültig sei und dass der Tatsachenrichter in Anwendung der Artikel 189^{ter} und 335^{bis} des Strafprozessgesetzbuches die Anklagekammer beauftragen könne, die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung erneut zu kontrollieren, in Anwendung von Artikel 235^{ter}.

Diese Möglichkeit, die nur für den Fall vorgesehen ist, dass konkrete Angaben ' nach der Kontrolle durch die Anklagekammer ans Licht gekommen sind ', ist nicht der vom Kassationshof in Strafsachen ausgeübte Kontrolle der Gesetzmäßigkeit gleichzusetzen.

B.16.11. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass Artikel 235^{ter} § 6 einen Behandlungsunterschied einführt, der nicht vernünftigerweise gerechtfertigt ist. Diese Bestimmung ist für nichtig zu erklären».

B.4. Nach der Nichtigserklärung von Artikel 235^{ter} § 6 des Strafprozessgesetzbuches durch sein Urteil Nr. 105/2007 hat der Hof eine Reihe von präjudiziellen Fragen für gegenstandslos erklärt, insofern sie sich auf das Fehlen einer Berufungsmöglichkeit gegen die Urteile der Anklagekammer über die Prüfung der vertraulichen Akte bezogen (Urteile Nrn. 107/2007 vom 26. Juli 2007, 109/2007 vom 26. Juli 2007, 126/2007 vom 4. Oktober 2007, 6/2008 vom 17. Januar 2008 und 18/2008 vom 14. Februar 2008).

B.5. Als der Gesetzgeber durch das Gesetz vom 12. März 1998 zur Verbesserung des Strafverfahrens im Stadium der Voruntersuchung und der gerichtlichen Untersuchung, wodurch Artikel 235^{bis} in das Strafprozessgesetzbuch eingefügt wurde, vorschrieb, dass Unregelmäßigkeiten, Versäumnisse oder Nichtigkeitsgründe im Sinne von Artikel 131 § 1 oder in Bezug auf den Verweisungsbeschluss, die durch die Anklagekammer untersucht wurden, grundsätzlich nicht mehr vor dem Tatsachenrichter geltend gemacht werden können, mit Ausnahme der Gründe im Zusammenhang mit der Beweiswürdigung oder der öffentlichen Ordnung (Artikel 235^{bis} § 5), hat er in Bezug auf die Urteile der Anklagekammer auf der Grundlage des vorerwähnten Artikels 235^{bis} gleichzeitig eine zusätzliche Ausnahme zu der Regel von Artikel 416 Absatz 1 vorgesehen, die bestimmt, dass eine Kassationsbeschwerde erst nach dem Endurteil möglich ist.

In der Begründung des Gesetzentwurfs heißt es diesbezüglich:

«Insofern die Gründe, die durch Ausübung des im Entwurf von Artikel 135 des Strafprozessgesetzbuches vorgesehenen Rechtsmittels angeführt oder im Rahmen des Entwurfs von Artikel 235 des Strafprozessgesetzbuches vorgelegt werden, nicht mehr vor dem Tatsachenrichter geltend gemacht werden können, musste der Beschuldigte die Möglichkeit erhalten, unmittelbar eine Kassationsbeschwerde gegen eine negative Entscheidung der Anklagekammer einzulegen. Der Entwurf soll hier eine neue Ausnahme zu der Regel vorsehen, die im heutigen Artikel 416 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches enthalten ist und die bestimmt, dass eine Kassationsbeschwerde gegen vorbereitende Urteile oder Untersuchungsurteile unzulässig sind, bevor eine endgültige Entscheidung zur Sache verkündet wurde. Da die Fragen über die Ordnungsmäßigkeit der Untersuchung bei der Regelung des Verfahrens endgültig behandelt werden können, ist es notwendig, dass sie gegebenenfalls durch den Kassationshof geprüft werden können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 857/1, S. 71).

B.6. Aufgrund von Artikel 235^{bis} des Strafprozessgesetzbuches obliegt es der Anklagekammer, die Ordnungsmäßigkeit des ihr unterbreiteten Verfahrens zu kontrollieren, entweder von Amts wegen oder auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Antrag einer der Parteien. Gegebenenfalls werden die mit Mängeln behafteten Handlungen für nichtig erklärt und die für nichtig erklärten Aktenstücke aus der Akte entfernt und nach Ablauf der Frist für eine Kassationsbeschwerde bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz hinterlegt (Artikel 235^{bis} § 6). Aufgrund von Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in der durch das Gesetz vom 12. März 1998 abgeänderten Fassung ist gegen die Entscheidung der Anklagekammer gemäß Artikel 235^{bis} unmittelbar eine Kassationsbeschwerde möglich.

B.7. Infolge des Urteils des Hofes Nr. 202/2004 vom 21. Dezember 2004 hat der Gesetzgeber durch das Gesetz vom 27. Dezember 2005 Artikel 235^{ter} in das Strafprozessgesetzbuch eingefügt. Aufgrund dieser Bestimmung kontrolliert die Anklagekammer die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung anhand der vertraulichen Akte.

B.8. In seinem vorerwähnten Urteil Nr. 105/2007 hat der Hof Paragraph 6 von Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches - der jegliches Rechtsmittel gegen die Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer aufgrund von Artikel 235^{ter} ausschloss - für nichtig erklärt, weil er ohne Rechtfertigung die Kategorie von Personen, die Gegenstand einer Untersuchungsmethode der Observation und Infiltrierung waren, von der Möglichkeit ausschloss, Kassationsbeschwerde gegen die Entscheidung der Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches einzureichen, während diese Möglichkeit wohl gegen die Entscheidungen der Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235^{bis} des Strafprozessgesetzbuches geboten wurden.

Aus der Nichtigserklärung von Paragraph 6 von Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches ergab sich, dass ebenfalls eine Kassationsbeschwerde möglich sein musste gegen die Entscheidungen der Anklagekammer, die in Anwendung von Artikel 189^{ter} oder Artikel 235^{ter} getroffen werden, ebenso wie diejenigen, die in Anwendung von Artikel 235^{bis} getroffen werden.

Unter Berücksichtigung der Zielsetzung des Gesetzgebers, die in B.5 dargelegt wurde, gegen die Urteile der Anklagekammer über die Ordnungsmäßigkeit des ihr unterbreiteten Verfahrens in Anwendung von Artikel 235bis eine direkte Kassationsbeschwerde zu ermöglichen durch Abweichung von der in Absatz 1 von Artikel 416 enthaltenen Regel, ist es nicht gerechtfertigt, dass die Urteile der Anklagekammer über die Ordnungsmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung anhand der vertraulichen Akte in Anwendung von Artikel 189ter oder Artikel 235ter nicht ebenfalls Gegenstand einer unmittelbaren Kassationsbeschwerde sein können.

Dieser ungerechtfertigte Behandlungsunterschied ergab sich daraus, dass in Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches eine Gesetzesbestimmung fehlte, die für die Entscheidungen der Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235ter die gleiche Tragweite hatte wie in Bezug auf die Entscheidungen der Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235bis.

B.9. Daraus ergab sich, dass Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in der Fassung vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009 nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar war, insofern er keine Möglichkeit für eine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein Urteil der Anklagekammer vorsah, wenn diese eine Kontrolle einer vertraulichen Akte in Anwendung der Artikel 189ter oder 235ter des Strafprozessgesetzbuches in der Fassung vor deren Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009 ausübte.

B.10. Was schließlich die Anmerkung des Ministerrates betrifft, wonach der Hof eine Gesetzeslücke feststellen, diese jedoch nicht beheben könne, obliegt es, wenn die Lücke sich in dem Text befindet, der dem Hof unterbreitet wurde, dem vorlegenden Richter, der durch den Hof festgestellten Verfassungswidrigkeit ein Ende zu setzen, wenn diese Feststellung ausreichend präzise und vollständig formuliert ist, damit die fragliche Bestimmung unter Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung angewandt werden kann (vgl. EuGHMR, 29. November 1991, *Vermeire* gegen Belgien, § 25).

B.11. Die präjudiziellen Fragen in den Rechtssachen Nrn. 4421, 4422, 4423 und 4441 sowie die erste präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 4431 sind bejahend zu beantworten.

In Bezug auf die zweite und dritte präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 4431

B.12.1. Mit der zweiten präjudiziellen Frage in der Rechtssache Nr. 4431 möchte der Kassationshof in Erfahrung bringen, ob Artikel 235ter § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches in der Fassung vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte vereinbar sei, da dieser Artikel 235ter § 2 Absatz 3 nicht vorgesehen habe, dass die Personenkategorie, die Gegenstand der besonderen Ermittlungsmethode der Observation sei, im Hinblick auf die Prüfung der Ordnungsmäßigkeit dieser besonderen Ermittlungsmethode eine Kopie der Strafakte erhalten dürfe, und diese Personenkategorie nur über einen Zeitraum von 48 Stunden verfüge, um die Strafakte einzusehen, während jene Personenkategorie, die Gegenstand einer ebenso tiefgreifenden Verletzung ihres Privatlebens sei, wie dies bei einem Haussuchungsbeschluss oder einem Beschluss zum Abhören von Telefongesprächen der Fall sei, deren Ordnungsmäßigkeit sehr wohl anhand einer Kopie der Strafakte prüfen könne und dazu über einen längeren Zeitraum als 48 Stunden verfüge. Das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009 hat diese Situation nicht geändert.

B.12.2. Mit der dritten präjudiziellen Frage in der Rechtssache Nr. 4431 möchte der Kassationshof in Erfahrung bringen, ob Artikel 47sexies § 3 Nrn. 1, 2, 3 und 5 und Artikel 47septies § 2 des Strafprozessgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 235ter § 2 - in der Fassung vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009 - desselben Gesetzbuches mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention vereinbar seien, da die vorerwähnten Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches nicht die Möglichkeit vorgesehen haben, dass die Personenkategorie, die Gegenstand der besonderen Ermittlungsmethode der Observation sei, in einer kontradiktorischen Debatte die Ordnungsmäßigkeit dieser Observation bestreiten könne, während jene Personenkategorie, die Gegenstand eines Haussuchungsbeschlusses oder eines Beschlusses zum Abhören von Telefongesprächen sei, deren Ordnungsmäßigkeit sehr wohl in einer kontradiktorischen Debatte bestreiten könne.

B.12.3. In diesen präjudiziellen Fragen wird die Prüfung der Ordnungsmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethode der Observation mit der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit der «ordentlichen» Ermittlungsmethoden der Haussuchung und des Abhörens von Telefongesprächen verglichen, und zwar insbesondere aus dem Blickwinkel (1) der Besorgung einer Kopie der Strafakte, (2) der Frist von 48 Stunden für die Einsichtnahme in die Strafakte und (3) der kontradiktorischen Beschaffenheit des Verfahrens.

Befragt wird der Hof somit zur Vereinbarkeit der betreffenden Bestimmungen mit den in diesen Fragen angeführten Prüfungsnormen, da einige Verfahrensregeln, die für bestimmte «ordentliche» Ermittlungsmethoden gelten, nicht auf die besondere Ermittlungsmethode der Observation anwendbar sind.

B.12.4. In Anbetracht des Zusammenhangs der zweiten und dritten präjudiziellen Frage in der Rechtssache Nr. 4431 werden die beiden Fragen gemeinsam geprüft.

B.13.1. Artikel 235ter § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches, eingefügt durch das vorerwähnte Gesetz vom 27. Dezember 2005, bestimmte vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009:

«Auf die gleiche Weise hört [die Anklagekammer] die Zivilpartei und den Beschuldigten an, nachdem diese spätestens achtundvierzig Stunden vor der Sitzung per Telefax oder per Einschreibebrief vom Greffier vorgeladen worden sind. In der Vorladung teilt der Greffier ihnen ebenfalls mit, dass die Strafakte ihnen während dieses Zeitraums in der Gerichtskanzlei im Original oder als Abschrift zur Einsichtnahme zur Verfügung steht».

B.13.2. Artikel 47sexies § 3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 6. Januar 2003 «über besondere Ermittlungsverfahren und einige andere Untersuchungsverfahren», bestimmt:

«Die Ermächtigung zur Observation bedarf der Schriftform und enthält folgende Vermerke:

1. die ernsthaften Indizien der Straftat, die die Observation begründen, und in dem Fall, wo die Observation im Rahmen der proaktiven Untersuchung im Sinne von Artikel 28bis § 2 zu erfolgen hat, die besonderen Indizien bezüglich der in der letztgenannten Bestimmung beschriebenen Elemente;

2. die Gründe, weshalb die Observation zur Wahrheitsfindung unerlässlich ist;

3. der Name oder - falls dieser nicht bekannt ist - eine möglichst genaue Beschreibung der observierten Person oder Personen sowie der Gegenstände, Orte oder Ereignisse im Sinne von § 1;

[...]

5. die Zeitspanne, in der die Observation durchgeführt werden kann und die nicht länger als einen Monat ab dem Datum der Ermächtigung dauern kann;

[...]

B.13.3. Artikel 47septies desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das vorerwähnte Gesetz vom 6. Januar 2003 und ersetzt durch das vorerwähnte Gesetz vom 27. Dezember 2005, bestimmt:

«§ 2. Die Ermächtigung zur Observation und die Beschlüsse zur Änderung, Ergänzung oder Verlängerung werden der vertraulichen Akte hinzugefügt.

Der Gerichtspolizeioffizier, auf den sich Artikel 47^{sexies} § 3 Nr. 6 bezieht, erstellt ein Protokoll über die verschiedenen Phasen der Durchführung der Observation, erwähnt darin jedoch keine Elemente, die die Absicherung der verwendeten technischen Hilfsmittel und der polizeilichen Untersuchungstechniken oder die Gewährleistung der Sicherheit und Absicherung der Identität des Informanten und der mit der Durchführung der Observation beauftragten Polizeibeamten gefährden könnten. Diese Elemente werden ausschließlich in den schriftlichen Bericht im Sinne von § 1 Absatz 1 aufgenommen.

In einem Protokoll wird auf die Ermächtigung zur Observation Bezug genommen; darin werden die Vermerke im Sinne von Artikel 47^{sexies} § 3 Nrn. 1, 2, 3 und 5 aufgenommen. Der Prokurator des Königs bestätigt mittels eines schriftlichen Beschlusses das Vorhandensein der von ihm erteilten Ermächtigung zur Observation.

Die erstellten Protokolle und der in Absatz 3 erwähnte Beschluss werden spätestens nach Beendigung der Observation der Strafakte hinzugefügt».

B.14. In seinem Urteil Nr. 105/2007 vom 19. Juli 2007 hat der Hof über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 27. Dezember 2005 befunden.

Im besagten Urteil erkannte der Hof:

«B.3.1. Die Bekämpfung gewisser Formen der Kriminalität, insbesondere schwerer Verbrechen oder solcher, die von kriminellen Organisationen, die über bedeutende Mittel verfügen, begangen werden, kann die mit der Ermittlung von Straftaten und mit der Verfolgung ihrer Urheber beauftragten Behörden zwingen, Ermittlungsmethoden anzuwenden, die hinsichtlich der Personen, gegen die diese Untersuchungen geführt werden, notwendigerweise einen Eingriff in gewisse Grundrechte zur Folge haben. Es obliegt dem Gesetzgeber, unter der Aufsicht des Hofes die Bestimmungen, die die Inanspruchnahme dieser Ermittlungsmethoden genehmigen und kontrollieren, so zu formulieren, dass die damit verbundenen Verletzungen der Grundrechte auf das zum Erreichen der beschriebenen Zielsetzung Notwendige begrenzt werden.

B.3.2. Den besonderen Ermittlungs- und Untersuchungsmethoden, die den Gegenstand des angefochtenen Gesetzes bilden, ist gemein, dass sie einen schweren Eingriff in gewisse Grundrechte zur Folge haben können. Sowohl aus der durchgreifenden Beschaffenheit dieser Methoden als auch aus der Sorgfalt, mit der der Gesetzgeber den Rechtsrahmen ihrer Anwendung festgelegt hat, ist zu schlussfolgern, dass im Fall der Nichteinhaltung der wesentlichen Bedingungen für die Anwendung dieser Methoden der unter deren Übertretung erhaltene Beweis ungültig ist.

Der Hof prüft die angeführten Klagegründe unter Berücksichtigung dieser Darlegungen.

[...]

B.9.3. Auch wenn die Bekämpfung gewisser Formen der Kriminalität die Anwendung bestimmter besonderer Ermittlungsmethoden, die notwendigerweise eine Einmischung in bestimmte Grundrechte zur Folge haben, rechtfertigen kann, muss der Gesetzgeber trotzdem darauf achten, dass bei der richterlichen Kontrolle der Anwendung dieser Methoden das Recht auf ein faires Verfahren gewährleistet wird. Der Hof prüft nachstehend die verschiedenen Beschwerden der klagenden Parteien.

a) *Die Unmöglichkeit für den Beschuldigten und die Zivilpartei, die vertrauliche Akte einzusehen*

B.9.4.1. Nach Auffassung der klagenden Parteien verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, insofern im Rahmen der Kontrolle der Anklagekammer in Bezug auf die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung der Zivilpartei und dem Beschuldigten keine Einsichtnahme in die vertrauliche Akte gewährt werde, während die Ordnungsmäßigkeit anderer Ermittlungsmethoden entweder vor den Untersuchungsgerichten oder vor den erkennenden Gerichten angefochten werden könne anhand aller Elemente der Strafakte.

B.9.4.2. Die Artikel 47^{septies} und 47^{novies} des Strafprozessgesetzbuches bestimmen, dass der Prokurator des Königs, der die Genehmigung zur Observation oder zur Infiltrierung erteilt oder diese ausführt, 'eine getrennte und vertrauliche ' Akte führen muss.

In Bezug auf die Observation und die Infiltrierung enthält die vertrauliche Akte die Genehmigung des Prokurators des Königs oder des Untersuchungsrichters, diese Methoden anzuwenden, wobei in dieser Genehmigung die Indizien, die die Inanspruchnahme dieser Methode rechtfertigen, die Gründe für ihre Unentbehrlichkeit, der Name oder die Beschreibung der betroffenen Personen, die Weise der Durchführung der Methode, der Zeitraum, in dem sie durchgeführt wird sowie der Name und die Funktion des Gerichtspolizeioffiziers, der die Maßnahme leitet, angegeben werden (Artikel 47^{sexies} § 3 und 47^{octies} § 3). Die vertrauliche Akte enthält auch die dem Polizeibeamten durch den Prokurator des Königs erteilten Genehmigungen, während der Durchführung der Ermittlungsmethode strafbare Handlungen zu begehen (Artikel 47^{sexies} § 4 und 47^{octies} § 4), die Entscheidungen der Abänderung, der Ergänzung oder der Verlängerung (Artikel 47^{septies} § 2 und 47^{novies} § 2) sowie die dem Prokurator des Königs durch den Gerichtspolizeioffizier vorgelegten Berichte über jede Phase der Durchführung der Methode (Artikel 47^{septies} § 1 und 47^{novies} § 1).

B.9.4.3. Das Bestehen einer vertraulichen Akte bedeutet nicht, dass die Strafakte keinerlei Angaben über die Umsetzung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung enthalten würde.

Der Gerichtspolizeioffizier, der die Durchführung der Observation oder der Infiltrierung leitet, muss nämlich ein Protokoll über die verschiedenen Phasen ihrer Durchführung erstellen, ohne dabei jedoch Elemente anzugeben, die die verwendeten technischen Mittel und die Untersuchungstechniken sowie die Gewährleistung der Sicherheit und der Anonymität der betreffenden Informanten und der Polizeibeamten gefährden könnten. Außerdem muss im Protokoll auf die Genehmigung zur Anwendung der Observation oder der Infiltrierung verwiesen werden und müssen die Vermerke im Sinne von Artikel 47^{sexies} § 3 Nrn. 1, 2, 3 und 5 (im Fall der Observation) und Artikel 47^{octies} § 3 Nrn. 1, 2, 3 und 5 (im Fall der Infiltrierung) aufgenommen werden. Diese Vermerke sind die schwerwiegenden Indizien der strafbaren Handlung, die die Observation oder die Infiltrierung rechtfertigen, die Gründe, aus denen die Anwendung dieser Methode unentbehrlich ist zur Wahrheitsfindung, der Name oder die Beschreibung der Person oder Personen, auf die sich die Methode bezieht, und der Zeitraum, in dem die Observation oder Infiltrierung ausgeführt werden kann.

Diese Protokolle werden mit der schriftlichen Entscheidung, mit der der Prokurator des Königs oder der Untersuchungsrichter das Bestehen der von ihm verliehenen Genehmigung zur Observation oder Infiltrierung bestätigt, der Strafakte beigefügt, nach der Beendigung der Observation oder der Infiltrierung (Artikel 47^{septies} § 2 und 47^{novies} § 2).

B.10. Bei der durch Artikel 235^{ter} des Strafprozessgesetzbuches vorgeschriebenen Kontrolle legt die Staatsanwaltschaft den Magistraten der Anklagekammer die vertrauliche Akte vor. Die Zivilpartei oder der Beschuldigte sind nicht berechtigt, die vertrauliche Akte einzusehen. Der Untersuchungsrichter hat ein Recht auf Einsichtnahme, wenn er selbst eine Genehmigung zur Observation erteilt hat oder wenn eine gerichtliche Untersuchung in einer Rechtssache gefordert wird, in deren Rahmen bereits eine Observation oder Infiltrierung stattgefunden hat.

B.11.1. Die Rechte der Verteidigung und das Recht auf ein faires Verfahren sind grundlegend in einem Rechtsstaat. Der Grundsatz der Waffengleichheit zwischen der verfolgten Partei und der Verteidigung sowie die kontradiktorische Beschaffenheit des Prozesses, einschließlich des Verfahrens, stellen grundsätzliche Elemente des Rechtes auf ein faires Verfahren dar. Das Recht auf einen kontradiktorischen Strafprozess bedeutet, dass sowohl die verfolgte Partei als auch die Verteidigung die Möglichkeit haben müssen, die Bemerkungen oder Beweiselemente der anderen Partei zur Kenntnis zu nehmen und zu beantworten. Daraus ergibt sich ebenfalls die Verpflichtung für die verfolgende Behörde, der Verteidigung grundsätzlich alle Beweiselemente mitzuteilen.

Das Recht auf Einsichtnahme in alle Beweiselemente der verfolgenden Behörde ist jedoch nicht absolut. In gewissen strafrechtlichen Verfahren kann es abweichende Interessen geben, wie die nationale Sicherheit, die Notwendigkeit des Schutzes von Zeugen oder der Geheimhaltung von Untersuchungsmethoden, die mit den Rechten des Angeklagten abzuwägen sind. In gewissen Fällen kann es notwendig sein, bestimmte Beweiselemente vor dieser Partei geheim zu halten, um die Grundrechte von anderen Personen oder ein wichtiges Allgemeininteresse zu wahren.

Die Einmischung in die Rechte der Verteidigung ist jedoch nur zu rechtfertigen, wenn sie streng verhältnismäßig ist zur Bedeutung der zu erreichenden Ziele und durch ein Verfahren ausgeglichen wird, das es einem unabhängigen und unparteiischen Richter ermöglicht, die Gesetzmäßigkeit des Verfahrens zu prüfen (EuGHMR, 22. Juli 2003 und 27. Oktober 2004, *Edwards* und *Lewis* gegen Vereinigtes Königreich).

B.11.2. Das Ziel des Schutzes der körperlichen Unversehrtheit der Personen, die an den besonderen Ermittlungsmethoden beteiligt sind, ist rechtmäßig und so wichtig, dass es rechtfertigt, dass ihre Anonymität gegenüber den Verfahrensparteien und der Öffentlichkeit vollständig gewährleistet wird. Die Notwendigkeit, die Wirksamkeit der angewandten Methoden für die Zukunft zu gewährleisten, indem bestimmte Techniken verhüllt werden, kann auch rechtfertigen, dass sie eine vertrauliche Beschaffenheit aufweisen.

B.12.1. Wie dies in B.9.2 dargelegt wurde, hat der Hof im Urteil Nr. 202/2004 jedoch erkannt, dass gegen das Erfordernis eines fairen Verfahrens verstoßen wird, wenn die vertrauliche Akte nicht durch einen unabhängigen und unparteiischen Richter geprüft werden kann.

Mit Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches möchte der Gesetzgeber eine vollständige und tatsächliche Prüfung der Gesetzmäßigkeit der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung gewährleisten, ohne dabei jedoch die erforderliche geheime Beschaffenheit bestimmter Informationen in der vertraulichen Akte preiszugeben.

B.12.2. Die Angaben, die nicht von den Parteien eingesehen werden können, werden vom Gesetzgeber strikt und einschränkend beschrieben. Das Gesetz könnte nicht umgangen werden, indem in die vertrauliche Akte Elemente aufgenommen würden, die sich in der Strafakte befinden müssen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2055/005, S. 32, 36 und 66). Die Angaben der vertraulichen Akte können nicht als Beweis zum Nachteil des Beschuldigten verwendet werden (ebenda, SS. 66-67).

B.12.3. Nur die Informationen, die den Schutz der Ausführenden und die eigentliche Anwendung der Ermittlungsmethoden gefährden können, werden der Einsichtnahme der Verteidigung entzogen. Es handelt sich um die Informationen in Bezug auf die Straftaten, die die Polizeidienste und die Personen im Sinne von Artikel 47quinquies § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches im Rahmen der Observation (Artikel 47sexies §§ 4 und 7) oder der Infiltrierung (Artikel 47octies §§ 4 und 7) begehen können, da diese Informationen die Identität und die Sicherheit der betroffenen Personen und die Anwendung selbst der Ermittlungsmethode gefährden können.

Alle anderen Informationen über die Anwendung und die Durchführung dieser Ermittlungsmethoden müssen in die Strafakte aufgenommen werden, die im Rahmen des Verfahrens im Sinne von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches durch die Zivilpartei und den Beschuldigten eingesehen werden können. Diese Akte enthält Informationen über die Anwendung und die Art der angewandten Ermittlungsmethoden, die Gründe, die diese Anwendung rechtfertigen, sowie die verschiedenen Phasen ihrer Ausführung. Die Parteien sind über die vollständige Durchführung der genehmigten besonderen Ermittlungstechniken der Observation und der Infiltrierung informiert, und im Gegensatz zu dem, was einige klagende Parteien behaupten, kann der Beschuldigte das in Artikel 30 des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches vorgesehene Verbot zur Anwendung einer Provokation geltend machen.

Wenn die Anklagekammer den Untersuchungsrichter anhört und dieser Einsichtnahme in die vertrauliche Akte erhält, verfügen die Parteien über die Garantie, dass der Untersuchungsrichter, der die Untersuchung *à charge* und *à décharge* führt, die Gesetzmäßigkeit der Beweismittel und die Loyalität, mit der diese gesammelt werden, überwacht.

B.12.4. Der Wille des Gesetzgebers, die schwere Kriminalität wirksam zu bekämpfen, und die Notwendigkeit, hierzu gewisse sensible Angaben geheim zu halten, wären gefährdet, wenn die Beschuldigten bei dieser Art der Kriminalität bei der Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer Zugang zu dieser Akte erhalten würden. Es ist nicht unvernünftig, ein Verfahren zu organisieren, das sich von dem Verfahren unterscheidet, für das eine Geheimhaltung nicht erforderlich ist und in dem die Parteien alle Schriftstücke der Strafakte einsehen können.

B.12.5. Insofern in den Klagegründen bemängelt wird, dass es der Zivilpartei und dem Beschuldigten nicht möglich ist, die vertrauliche Akte im Rahmen der Kontrolle der Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung durch die Anklagekammer einzusehen, sind sie unbegründet.

b) *Die bestrittene Unparteilichkeit der Anklagekammer*

[...]

B.13.3. Die Elemente, die der Einsichtnahme durch die Verteidigung entzogen werden, hat der Gesetzgeber strikt und einschränkend festgelegt. Die Information in Bezug auf die Anwendung und die Durchführung der Observation und der Infiltrierung, mit Ausnahme der sensiblen Daten, befinden sich in der Strafakte, die sowohl im Rahmen des Verfahrens von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches als auch im Rahmen der Regelung des Verfahrens von den Parteien eingesehen werden kann.

Der Umstand, dass die Verteidigung Daten aus der vertraulichen Akte, die die Anklagekammer zur Kenntnis genommen hat, nicht einsehen kann, kann nicht zu einem gesetzmäßigen Zweifel bezüglich der Unparteilichkeit dieses Rechtsprechungsorgans bei der Regelung des Verfahrens führen.

B.13.4. Die faire Beschaffenheit eines Prozesses ist unter Berücksichtigung des gesamten Verlaufs des Verfahrens zu prüfen. Die Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer wird in der Vorbereitungsphase des Prozesses ausgeübt, ehe die Rechtssache bei den erkennenden Gerichten anhängig gemacht wird, die selbst keine Einsicht in die vertrauliche Akte erhalten und somit in dieser Hinsicht nicht anders behandelt werden als die Parteien. Diese Rechtsprechungsorgane entscheiden also nicht auf der Grundlage von Daten, die ihnen, den Parteien jedoch nicht bekannt sind, so dass nicht gegen die Erfordernisse des fairen Verfahrens verstoßen wird.

B.13.5. Insofern die Klagegründe die Unparteilichkeit der Anklagekammer anzweifeln, sind sie unbegründet.

c) *Die getrennte Vernehmung der Parteien und die nichtkontradiktorische Beschaffenheit des Verfahrens*

B.14.1. Nach Auffassung der klagenden Parteien verstoße Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches gegen die Rechte der Verteidigung, insofern die Parteien bei den Verfahren vor der Anklagekammer getrennt angehört würden.

B.14.2. Gemäß Artikel 235ter § 2 des Strafprozessgesetzbuches hört die Anklagekammer die Anmerkungen des Generalprokurators getrennt und in Abwesenheit der Parteien an. Sie hört auf die gleiche Weise die Zivilpartei und die Beschuldigten an, nachdem ihnen spätestens achtundvierzig Stunden vor der Sitzung eine Aufforderung notifiziert wurde, in der ihnen mitgeteilt wird, dass die Strafakte während dieses Zeitraums in der Kanzlei des Gerichtes zur Einsichtnahme vorliegt.

Die Anklagekammer kann auch den Untersuchungsrichter anhören. Wenn der Untersuchungsrichter die Genehmigung zur Observation erteilt hat oder wenn eine gerichtliche Untersuchung in der Rechtssache geführt wird, in der bereits eine Observation oder Infiltrierung stattgefunden hat, hat der Untersuchungsrichter Einsichtnahme in die vertrauliche Akte (Artikel 56bis des Strafprozessgesetzbuches).

Schließlich kann die Anklagekammer den Gerichtspolizeioffizier, der die Durchführung der besonderen Ermittlungsmethoden leitet, getrennt und in Abwesenheit der Parteien anhören oder den Untersuchungsrichter beauftragen, die mit der Ausführung der besonderen Ermittlungsmethoden beauftragten Polizeibeamten und den bürgerlichen Experten in Anwendung der Artikel 86bis und 86ter des Strafprozessgesetzbuches anzuhören, und beschließen, bei dieser Anhörung anwesend zu sein oder eines ihrer Mitglieder damit zu beauftragen.

B.14.3. Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches verpflichtet die Anklagekammer, die Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung beim Abschluss der Ermittlung zu kontrollieren, ehe die Staatsanwaltschaft die direkte Vorladung vornimmt, oder am Ende der gerichtlichen Untersuchung, wenn der Untersuchungsrichter dem Prokurator des Königs seine Akte übermittelt gemäß Artikel 127 § 1 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches. Die Kontrolle findet also grundsätzlich am Ende der Ermittlung oder der gerichtlichen Untersuchung statt, da diese in ihrer vorbereitenden Phase grundsätzlich inquisitorisch und geheim ist.

B.14.4. Der Gesetzgeber konnte den Standpunkt vertreten, dass eine effektive Kontrolle der vertraulichen Akte durch die Anklagekammer es erfordert, dass sie die in B.14.2 erwähnten Anhörungen vornehmen kann. Um die Vertraulichkeit der sensiblen Daten zu gewährleisten, ist es gerechtfertigt, dass eine solche Untersuchung in Abwesenheit der Parteien stattfinden kann.

Obwohl die Debatte vor der Anklagekammer nicht kontradiktorisch ist, bietet das Gesetz die Garantie, dass alle betroffenen Parteien angehört werden, so dass das Untersuchungsgericht möglichst vollständig informiert wird, ehe es entscheidet. Da die Parteien die Möglichkeit haben, vorher die Strafakte einzusehen, die mit Ausnahme der sensiblen Daten alle Informationen über die angewandten Ermittlungsmethoden enthält, können sie sich angemessen verteidigen (vgl. EuGHMR, 16. Februar 2000, *Jasper* gegen Vereinigtes Königreich, §§ 55 und 56).

B.14.5. Insofern die Kontrolle im Sinne von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches sich auf die vertrauliche Akte bezieht und unter Berücksichtigung des Umstandes, dass die Schriftstücke aus der vertraulichen Akte nicht als Beweis verwendet werden können, werden die Rechte der Verteidigung nicht auf unverhältnismäßige Weise dadurch beeinträchtigt, dass die Parteien getrennt angehört werden.

d) *Die Frist für die Einsichtnahme in die Strafakte*

B.14.6. Im Vergleich zu den Fristen, die bei einem anderen Erscheinen vor den Untersuchungsgerichten anwendbar sind, kann die in Artikel 235ter § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches vorgesehene Frist von achtundvierzig Stunden, die den Parteien für die Einsichtnahme in die Strafakte zur Verfügung steht, nicht als unverhältnismäßig kurz angesehen werden.

e) *Das Verfahren für die Kontrolle der vertraulichen Akte und der Strafakte durch die Anklagekammer*

B.15.1. Das Verfahren von Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches schließt nicht aus, dass die Anklagekammer nach der Kontrolle der vertraulichen Akte die Kontrolle der Ordnungsmäßigkeit der Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und der Infiltrierung anhand der Strafakte vornimmt. Sie kann insbesondere dazu bewegt werden, wenn nach der Kontrolle der vertraulichen Akte aufgrund von Artikel 235ter § 5 gemäß Artikel 235bis §§ 5 und 6 vorgegangen wird.

B.15.2. Nach Darlegung der klagenden Parteien verstoße Artikel 235ter des Strafprozessgesetzbuches gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung und das Recht auf ein faires Verfahren, wenn diese Bestimmung in dem Sinne ausgelegt werde, dass die Strafakte in diesem Fall nicht Gegenstand eines kontradiktorischen Verfahrens sei, während in den Fällen, in denen die Anklagekammer in Anwendung von Artikel 235bis des Strafprozessgesetzbuches über die Ordnungsmäßigkeit der Anwendung anderer Ermittlungsmethoden und über die Ordnungsmäßigkeit des Verfahrens insgesamt befinde, eine kontradiktorische Debatte in Bezug auf die Elemente der Strafakte organisiert werde.

B.15.3. Eine solche Auslegung ist nicht vereinbar mit dem Text der Artikel 235, 235bis und 235ter des Strafprozessgesetzbuches. Artikel 235ter gestattet die getrennte Anhörung der Parteien nur dann, wenn die Kontrolle sich auf den Inhalt der vertraulichen Akte bezieht.

B.15.4. Wenn die Anklagekammer anlässlich der Kontrolle der vertraulichen Akte, die sie aufgrund von Artikel 235ter ausführt, beschließt, eine Untersuchung der Ordnungsmäßigkeit des ihr vorgelegten Verfahrens vorzunehmen, einschließlich der Gesetzmäßigkeit und der Ordnungsmäßigkeit der Observation und der Infiltrierung anhand der Strafakte, muss sie die Wiedereröffnung der Debatten anordnen in Anwendung von Artikel 235bis § 3 und die kontradiktorische Beschaffenheit des Verfahrens im Sinne von Paragraph 4 desselben Artikels beachten, wonach sie 'in öffentlicher Sitzung, wenn sie dies auf Ersuchen einer Partei beschließt, die Anmerkungen des Generalprokurators, der Zivilpartei und des Beschuldigten' anhört (Kass., 31. Oktober 2006, P.06.0841.N und P.06.0898.N, und Kass., 5. Dezember 2006, P.06.1232.N).

B.15.5. Die Klagegründe, mit denen die nichtkontradiktorische Beschaffenheit des Verfahrens vor der Anklagekammer und die Frist, über die die Parteien für die Vorbereitung ihrer Verteidigung verfügen, bemängelt werden, sind unbegründet».

B.15. In seinem Urteil Nr. 107/2007 vom 26. Juli 2007, das auf präjudizielle Fragen hin verkündet worden ist, hat der Hof die vorerwähnten Erwägungen seines Urteils Nr. 105/2007 vom 19. Juli 2007 bestätigt.

B.16. Die gegenwärtigen Beschwerdegründe stimmen im Wesentlichen mit mehreren Beschwerdegründen überein, die der Hof in seinen Urteilen Nrn. 105/2007 und 107/2007 geprüft hat.

Im vorliegenden Fall gibt es keinen Grund, anders zu entscheiden.

B.17. Indem den Parteien nicht die Möglichkeit geboten wird, eine Kopie der Strafakte zu beantragen, die ihnen während 48 Stunden zur Verfügung gestellt wird, beeinträchtigt Artikel 235ter § 2 Absatz 3 des Strafprozessgesetzbuches überdies nicht in unverhältnismäßiger Weise die Rechte der Parteien, da Artikel 127 § 2 desselben Gesetzbuches ihnen die Möglichkeit bietet, bei der Regelung des Verfahrens eine Kopie der Akte anzufordern.

B.18. Die zweite und die dritte präjudizielle Frage in der Rechtssache Nr. 4431 sind verneinend zu beantworten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

1. Artikel 416 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches in der Fassung vor seiner Abänderung durch das Gesetz vom 16. Januar 2009 «zur Abänderung der Artikel 189ter, 235ter, 335bis und 416 des Strafprozessgesetzbuches» verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er keine direkte Kassationsbeschwerde gegen ein Urteil der Anklagekammer bezüglich der aufgrund der vertraulichen Akte durchgeführten Prüfung der Ordnungsmäßigkeit der Anwendung der besonderen Ermittlungsmethoden der Observation und Infiltrierung in Anwendung der Artikel 189ter oder 235ter des Strafprozessgesetzbuches vorsieht.

2. Artikel 235ter § 2 des Strafprozessgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 23 des Gesetzes vom 27. Dezember 2005 und in der Fassung vor seiner Abänderung durch das vorerwähnte Gesetz vom 16. Januar 2009, verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den in den präjudiziellen Fragen erwähnten Vertragsbestimmungen.

Verkündet in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 18. Februar 2009.

Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Bossuyt.

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2009/201350]

Extrait de l'arrêt n° 36/2009 du 4 mars 2009

Numéros du rôle : 4513, 4514 et 4515

En cause : les questions préjudicielles concernant l'article 20, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, posées par le Conseil d'Etat.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goeij, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet des questions préjudicielles et procédure

Par ordonnances n^{os} 3325 et 3327 du 4 septembre 2008 et n^o 3296 du 29 août 2008 rendues en procédure d'admissibilité des recours en cassation, en cause respectivement de Merhej Dandan, de Amina Lukama et de Kana Idja et Mattia Gaorang contre l'Etat belge, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour le 19 septembre 2008, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « L'article 20, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat viole-t-il l'article 149 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que cette disposition prévoit que le premier président, le président, le président de chambre ou le conseiller d'Etat ayant au moins trois années d'ancienneté de grade, désigné par le chef de corps qui est responsable de la section du contentieux administratif, se prononce sur l'admissibilité du recours en cassation, sans audience et sans entendre les parties alors qu'en tant qu'il dispose que le jugement est prononcé en audience publique, l'article 149 de la Constitution a pour but de permettre un contrôle public de la décision rendue et constitue de ce fait l'une des garanties d'un procès équitable ? »;

2. « L'article 20, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat viole-t-il les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 149 de la Constitution et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que cette disposition prévoit que le premier président, le président, le président de chambre ou conseiller d'Etat ayant au moins trois années d'ancienneté de grade, désigné par le chef de corps qui est responsable de la section du contentieux administratif, se prononce sur l'admissibilité du recours en cassation, sans audience et sans entendre les parties et en ce que cette disposition crée de ce fait une différence de traitement sans fondement légitime et raisonnable entre deux catégories de justiciables, étant d'une part ceux qui voient la décision du Conseil d'Etat prononcée sur leurs recours en annulation ou en suspension prononcée en audience publique et d'autre part, ceux qui voient la décision du Conseil d'Etat prononcée sur leurs recours en cassation prononcée sans audience ? ».

Ces affaires, inscrites sous les numéros 4513, 4514 et 4515 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

III. *En droit*

(...)

B.1.1. La section du contentieux administratif du Conseil d'Etat est, en vertu de l'article 14, § 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 - tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi du 25 mai 1999 « modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, ainsi que le Code judiciaire » -, compétente pour « statue [r] [...] sur les recours en cassation formés contre les décisions contentieuses rendues en dernier ressort par les juridictions administratives ».

L'article 20 des lois coordonnées le 12 janvier 1973, tel qu'il a été rétabli par l'article 8 de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, indique, en son paragraphe 1^{er}, que ce type de recours « n'est traité que lorsqu'il est déclaré admissible », son paragraphe 4 rappelant que la procédure en cassation n'est engagée que lorsque le recours en cassation est déclaré admissible.

L'article 20, § 2, des mêmes lois coordonnées précise les critères d'admissibilité d'un tel recours :

« Chaque recours en cassation est, dès qu'il est porté au rôle, et sur le vu de la requête et du dossier de la procédure, immédiatement soumis à la procédure d'admission.

Les recours en cassation pour lesquels le Conseil d'Etat est incompétent ou sans juridiction ou qui sont sans objet ou manifestement irrecevables ne sont pas déclarés admissibles.

Sont seuls déclarés admissibles les recours en cassation qui invoquent une violation de la loi ou la violation d'une règle de forme, soit substantielle, soit prescrite à peine de nullité, pour autant que le moyen invoqué par le recours ne soit pas manifestement non fondé et que cette violation soit effectivement de nature telle qu'elle peut conduire à la cassation de la décision querellée et à pu influencer la portée de la décision.

Sont également déclarés admissibles, les recours en cassation pour lesquels le Conseil d'Etat n'est pas incompétent ou sans pouvoir de juridiction pour statuer sur le recours en cassation ou qui ne sont pas sans objet ou manifestement irrecevables et dont l'examen par la section s'avère nécessaire pour assurer l'unité de la jurisprudence ».

B.1.2. L'article 20, § 3, des lois coordonnées le 12 janvier 1973, tel qu'il a été modifié par l'article 99 de l'arrêté royal du 25 avril 2007 modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, définit les éléments essentiels de la procédure d'admissibilité du recours en cassation administrative.

Il dispose :

« Le premier président, le président, le président de chambre ou le conseiller d'Etat ayant au moins trois années d'ancienneté de grade, désigné par le chef de corps qui est responsable de la section du contentieux administratif, se prononce, par voie d'ordonnance, dans les huit jours à compter de la réception du dossier de la juridiction, sur l'admissibilité du recours en cassation, sans audience et sans entendre les parties. Aussitôt après réception de la requête, le greffier en chef demande communication du dossier de la juridiction à la juridiction administrative dont la décision est contestée par un recours en cassation. Cette juridiction communique le dossier dans les deux jours ouvrables suivant la demande de communication au Conseil d'Etat.

L'ordonnance qui refuse l'admissibilité du recours motive succinctement le refus.

L'ordonnance est directement signifiée aux parties en cassation selon les modalités fixées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cet arrêté royal peut également déterminer les cas dans lesquels une notification aux autorités administratives en cause visées à l'article 14, § 2, du dispositif ainsi que de l'objet suffit, ainsi que la forme et les conditions selon lesquelles cette notification est faite et la manière dont ces ordonnances sont intégralement accessibles à cette partie.

Aucune opposition, ni tierce opposition ne peut être formée contre les ordonnances prononcées en vertu de la présente disposition, lesquelles ne sont pas davantage susceptibles de révision ».

Le Roi est, en outre, habilité à « détermine [r], par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la procédure relative à l'examen de l'admissibilité en cassation » (article 20, § 5, des lois coordonnées le 12 janvier 1973).

B.2. Il ressort du libellé de la première question préjudicielle qu'elle invite la Cour à examiner la compatibilité de l'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, première phrase, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 avec l'article 149 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.3.1. En vertu de l'article 142, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 26, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la Cour est compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur les questions relatives à la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 134 de la Constitution, des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, ou des articles du titre II « Des Belges et de leurs droits », et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution, ainsi que sur les questions relatives à tout autre conflit résultant du champ d'application respectif de décrets ou de règles visées à l'article 134 de la Constitution émanant de législateurs distincts.

B.3.2. L'article 149 de la Constitution dispose :

« Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique ».

Cette disposition constitutionnelle n'étant ni une règle ayant pour objet de déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions, ni l'un des articles du titre II de la Constitution, la Cour n'est pas compétente pour statuer directement sur la compatibilité de la disposition législative en cause avec cette disposition constitutionnelle, lue isolément ou en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.3.3. La deuxième question préjudicielle interroge la Cour sur la compatibilité du même article 20, § 3, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 avec « les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 149 de la Constitution et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme » et elle fait grief également à cet article 20, § 3, de permettre que la décision sur l'admissibilité du recours en cassation soit prononcée « sans audience et sans entendre les parties ». Les deux questions sont indissolublement liées, de telle sorte qu'elles doivent être reformulées, en une seule question, de la manière suivante :

« L'article 20, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat viole-t-il les articles 10, 11 et 191, lus en combinaison avec l'article 149 de la Constitution et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que, en prévoyant que le premier président, le président de chambre ou le conseiller d'Etat ayant au moins trois années d'ancienneté de grade, désigné par le chef de corps qui est responsable du contentieux administratif, se prononce, sans audience et sans entendre les parties, sur l'admissibilité du recours, cette disposition crée une double différence de traitement : d'une part, entre les justiciables auxquels s'applique cette disposition et ceux qui bénéficient, en vertu de l'article 149 de la Constitution, d'un jugement prononcé en audience publique; d'autre part, entre les justiciables qui, ayant introduit un recours en annulation ou une demande de suspension devant le Conseil d'Etat, voient celui-ci se prononcer en public après une audience et ceux qui, ayant introduit un recours en cassation devant le même Conseil d'Etat, voient celui-ci se prononcer sur l'admissibilité de ce recours sans audience ».

B.3.4. Si la première phrase de l'article 149 de la Constitution exprime une règle générale qui s'impose à toute juridiction, la seconde phrase s'applique uniquement aux juridictions de jugement relevant du pouvoir judiciaire, ce qui toutefois n'interdit pas au législateur compétent de rendre explicitement applicable aux autres juridictions la règle qu'elle contient.

La question préjudicielle doit donc être examinée uniquement en ce qu'elle allègue la violation des articles 10, 11 et 191 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.3.5. La disposition en cause a été adoptée à l'occasion de la réforme du contentieux relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, opérée par la loi du 15 septembre 2006 précitée. La procédure de cassation administrative concerne en grande partie les recours introduits contre les décisions du Conseil du Contentieux des étrangers, lequel est une juridiction administrative, « seule compétente pour connaître des recours introduits à l'encontre des décisions individuelles prises en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers » (article 39/1, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, introduit par la loi précitée du 15 septembre 2006). Ces contestations ne portent ni sur des droits et obligations de caractère civil ni sur le bien-fondé d'une accusation en matière pénale, de telle sorte que les dispositions de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme ne leur sont pas applicables (CEDH, grande chambre, 5 octobre 2000, *Maaouia* c. France, § 40; CEDH, 14 février 2008, *Hussain* c. Roumanie, § 98).

B.3.6. Toutefois, le législateur a modifié, de manière générale, la procédure de cassation administrative, laquelle peut aussi s'appliquer à des contestations qui entrent dans le champ d'application de l'article 6.1 de la Convention précitée.

B.4. Sauf règles de procédure particulières, la personne qui a introduit un recours en annulation ou une demande de suspension devant le Conseil d'Etat est en mesure de faire valoir, lors d'une audience, ses observations (article 27, § 1^{er}, des lois coordonnées le 12 janvier 1973). L'arrêt du Conseil d'Etat sera rendu en audience publique (article 28, alinéa 1^{er}, des mêmes lois).

B.5.1. La disposition en cause, qui déroge à ces règles, s'insère dans un ensemble de mesures législatives visant à maîtriser et à éliminer un arriéré juridictionnel considérable et persistant mettant en péril le bon fonctionnement du Conseil d'Etat, et s'expliquant notamment par la multiplication de recours abusifs, dilatoires ou « déficients » déposés auprès de cette juridiction administrative (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2479/001, pp. 4-12 et 14-15).

B.5.2. La procédure d'admission en cassation a pour but « d'éviter que la plus haute juridiction administrative soit simplement considérée par les requérants comme une instance d'appel et que le Conseil d'Etat soit astreint à examiner et à statuer au fond [sur] des pourvois en cassation dont un examen préalable sommaire fait apparaître qu'ils n'ont aucune chance d'être accueillis vu les moyens invoqués ». Cette procédure libère « un espace [...] pour des affaires qui requièrent un examen approfondi, ce qui contribue à une administration de la justice équitable et efficace » (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2479/001, p. 34).

Cette procédure d'admission - « raccourcie et accélérée » - constitue un « filtre des pourvois en cassation introduits auprès du Conseil d'Etat » (*ibid.*, p. 36). Sa rapidité est considérée comme l'une des garanties de son efficacité (*ibid.*, p. 40). Il en va de même de l'absence d'audience et de débat contradictoire (*ibid.*, p. 41). La procédure d'admission s'inspire de celles qui existent dans plusieurs Etats membres de l'Union européenne ainsi que dans les règlements de procédure des juridictions européennes (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, DOC 51-2479/001, pp. 35 et 41).

B.5.3. Compte tenu de ce que l'objectif poursuivi est de nature à contribuer à une bonne administration de la justice et de ce que le refus d'admission n'est permis que lorsqu'un examen préalable fait apparaître que le recours n'a aucune chance d'être accueilli, le législateur a pu prévoir des règles de procédure spécifiques qui diffèrent de celles de la demande de suspension ou du recours en annulation.

Il convient toutefois d'examiner si ces règles de procédure spécifiques n'entraînent pas une limitation disproportionnée des droits des personnes concernées.

B.5.4. A la différence de la personne qui introduit auprès de la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat une demande de suspension ou un recours en annulation pour contester une décision individuelle, celui qui forme, auprès de la même juridiction, un recours en cassation a déjà eu l'occasion de soumettre ses griefs à une instance juridictionnelle indépendante et impartiale. En outre, l'ordonnance relative à l'admissibilité du recours en cassation est rendue sans que la partie adverse soit en mesure de faire valoir ses éventuelles observations sur cet aspect du recours. L'auditorat du Conseil d'Etat ne participant pas à l'examen de l'admissibilité de ce type de recours (article 76, § 1^{er}, alinéa 5, des lois coordonnées le 12 janvier 1973, inséré par l'article 33 de la loi du 15 septembre 2006), l'ordonnance sur l'admissibilité n'est donc rendue que sur la base de la requête en cassation et du dossier de la juridiction administrative dont la décision est contestée. Il n'est donc pas porté atteinte au principe de l'égalité des armes.

B.6.1. L'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme prévoit que toute personne a droit à ce que sa cause soit « entendue [...] publiquement » et que « le jugement doit être rendu publiquement ». Toutefois, spécialement lorsqu'il s'agit d'une procédure de cassation et que celle-ci ne porte que sur des questions de droit, il peut se justifier, d'une part, qu'il n'y ait pas d'audience, d'autre part, que la publicité de la décision soit assurée autrement que par une lecture en audience publique (CEDH, 8 décembre 1983, *Preto et autres c. Italie*; 8 décembre 1983, *Axen c. Allemagne*; 22 février 1984, *Sutter c. Suisse*; 17 janvier 2008, *Ryakib Biryukov c. Russie*).

B.6.2. Le recours en cassation intervient après une procédure juridictionnelle qui est contradictoire. Il ne porte que sur des questions de droit. La procédure en cause ne concerne que l'admissibilité du recours et celle-ci ne peut être refusée que dans les conditions énumérées à l'article 20, § 2, précité de la loi. Si le recours est déclaré admissible, il est en principe traité en audience publique, après échange de mémoires.

B.6.3. Si la décision de non-admissibilité n'est pas lue en audience publique, tant l'article 20, § 3, alinéa 3, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 que l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat prévoient que l'ordonnance de non-admission est communiquée « sans délai » aux parties, lesquelles peuvent également en prendre connaissance au greffe du Conseil d'Etat. Selon l'article 28, alinéa 3, des lois coordonnées précitées, « les arrêts et les ordonnances visées à l'article 20, § 3 du Conseil d'Etat sont accessibles au public ».

B.6.4. Enfin, en disposant que « l'ordonnance qui refuse l'admissibilité du recours motive succinctement le refus », l'article 20, § 3, alinéa 2, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 n'autorise pas le Conseil d'Etat à méconnaître la règle générale, rappelée à l'article 28 de ces lois, selon laquelle tout jugement est motivé. Il signifie uniquement que, en raison même de leur caractère évident, les motifs d'inadmissibilité ne requièrent pas de longs développements.

B.7. Il découle de ce qui précède que le législateur a pu traiter les personnes qui exercent un recours en cassation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat différemment, d'une part, des justiciables exerçant un recours devant une juridiction à laquelle s'applique l'article 149, deuxième phrase, de la Constitution, d'autre part, des personnes exerçant un recours en annulation ou une demande de suspension devant la même section du Conseil d'Etat.

Il n'y a pas lieu d'examiner la compatibilité de la disposition en cause avec l'article 191 de la Constitution. En effet, comme cela a été relevé en B.3.5 et B.3.6, l'article 20, § 3, des lois coordonnées le 12 janvier 1973 s'applique sans distinction aux Belges et aux étrangers.

B.8. En disposant que l'ordonnance sur l'admissibilité n'est pas précédée d'une audience et en ne prévoyant pas qu'elle est rendue au cours d'une audience publique, le législateur a pris une mesure qui n'est pas incompatible avec les articles 10, 11 et 191 de la Constitution lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 20, § 3, alinéa 1^{er}, première phrase, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, ne viole pas les articles 10, 11 et 191 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 4 mars 2009.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

[2009/201350]

Uittreksel uit arrest nr. 36/2009 van 4 maart 2009

Rolnummers 4513, 4514 en 4515

In zake : de prejudiciële vragen betreffende artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gesteld door de Raad van State.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de prejudiciële vragen en rechtspleging

Bij beschikkingen nrs. 3325 en 3327 van 4 september 2008 en nr. 3296 van 29 augustus 2008 gewezen in de procedure van toelaatbaarheid van de cassatieberoepen, in zake respectievelijk Merhej Dandan, Amina Lukama en Kana Idja en Mattia Gaorang tegen de Belgische Staat, waarvan de expedities ter griffie van het Hof zijn ingekomen op 19 september 2008, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

1. « Schendt artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State artikel 149 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre die bepaling stelt dat de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitter of de staatsraad die ten minste drie jaar graadanciënniteit heeft en die daartoe is aangewezen door de korpschef die de afdeling bestuursrechtspraak onder zijn verantwoordelijkheid heeft, uitspraak doet over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep zonder terechtzitting en zonder dat de partijen worden gehoord, terwijl, in zoverre artikel 149 van de Grondwet bepaalt dat het vonnis in openbare terechtzitting wordt uitgesproken, dat artikel tot doel heeft een openbare controle van de gewezen beslissing mogelijk te maken en daardoor een van de waarborgen van een billijk proces vormt ? »;

2. « Schendt artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 149 van de Grondwet en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre die bepaling stelt dat de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitter of de staatsraad die ten minste drie jaar graadanciënniteit heeft en die daartoe is aangewezen door de korpschef die de afdeling bestuursrechtspraak onder zijn verantwoordelijkheid heeft, uitspraak doet over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep, zonder terechtzitting en zonder dat de partijen worden gehoord, en in zoverre die bepaling daardoor zonder wettige en redelijke grondslag een verschil in behandeling in het leven roept tussen twee categorieën van rechtzoekenden, zijnde, enerzijds, diegenen ten aanzien van wie de door de Raad van State gewezen beslissing op hun beroep tot nietigverklaring of tot schorsing wordt uitgesproken in openbare terechtzitting en, anderzijds, diegenen ten aanzien van wie de door de Raad van State gewezen beslissing op hun cassatieberoep wordt uitgesproken zonder terechtzitting ? ».

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 4513, 4514 en 4515 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1.1. De afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State is, krachtens artikel 14, § 2, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State - zoals het werd ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 25 mei 1999 « tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State, alsook van het Gerechtelijk Wetboek » -, bevoegd om « uitspraak [te doen] [...] over de cassatieberoepen ingesteld tegen de door de administratieve rechtscolleges in laatste aanleg gewezen beslissingen in betwiste zaken ».

Artikel 20 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten, zoals het opnieuw werd ingevoegd bij artikel 8 van de wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, geeft in paragraaf 1 aan dat dit type van beroep « pas [wordt] behandeld voor zover het toelaatbaar is verklaard », waarna paragraaf 4 eraan herinnert dat de procedure in cassatie alleen wordt aangevat indien het cassatieberoep toelaatbaar is.

Artikel 20, § 2, van dezelfde gecoördineerde wetten preciseert de criteria van toelaatbaarheid van zulk een beroep :

« Elk cassatieberoep wordt, zodra het op de rol is geplaatst, en op inzage van het verzoekschrift en het rechtsplegingsdossier, onmiddellijk onderworpen aan een procedure van toelating.

Cassatieberoepen waarvoor de Raad van State niet bevoegd is of zonder rechtsmacht, of die zonder voorwerp of kennelijk onontvankelijk zijn, worden niet toelaatbaar verklaard.

Worden slechts toelaatbaar verklaard, de cassatieberoepen waarvan de middelen een schending van de wet of een substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormvereiste aanvoeren, voor zover het erin aangevoerde middel niet kennelijk ongegrond is en dat die schending daadwerkelijk van die aard is dat ze tot cassatie van de bestreden beslissing kan leiden en de strekking van de beslissing kan hebben beïnvloed.

Worden eveneens toelaatbaar verklaard, de cassatieberoepen waarvoor de Raad van State niet onbevoegd of zonder rechtsmacht is om het beroep in cassatie te berechten of die niet zonder voorwerp of kennelijk onontvankelijk zijn en waarvan het onderzoek door de afdeling noodzakelijk blijkt om te zorgen voor de eenheid van de rechtspraak ».

B.1.2. Artikel 20, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten, zoals het werd gewijzigd bij artikel 99 van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State, bepaalt de wezenlijke bestanddelen van de procedure van toelaatbaarheid van het administratief cassatieberoep.

Het bepaalt :

« De eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitter of de staatsraad die ten minste drie jaar graadanciënniteit heeft en die daartoe is aangewezen door de korpschef die de afdeling bestuursrechtspraak onder zijn verantwoordelijkheid heeft, doet bij beschikking binnen de acht dagen vanaf de ontvangst van het dossier van het rechtscollege, uitspraak over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep zonder terechtzitting en zonder dat de partijen worden gehoord. De hoofdgriffier vraagt onmiddellijk na ontvangst van het verzoekschrift het dossier van het rechtscollege op bij het administratief rechtscollege wiens beslissing met een cassatieberoep wordt bestreden. Dit rechtscollege bezorgt het dossier binnen de twee werkdagen na het verzoek tot mededeling aan de Raad van State.

De beschikking waarbij de toelating wordt geweigerd, motiveert bondig de weigering.

De beschikking wordt onmiddellijk ter kennis gebracht aan de partijen in cassatie volgens de modaliteiten bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Dit koninklijk besluit kan eveneens de gevallen bepalen waarin kan worden volstaan met een kennisgeving aan de in het geding zijnde administratieve overheden bedoeld in artikel 14, § 2, van het dispositief en het voorwerp, alsook de vorm waarin en de voorwaarden waaronder deze kennisgeving geschiedt en de wijze waarop deze beschikkingen voor deze partij integraal toegankelijk zijn.

Tegen de krachtens deze bepaling uitgesproken beschikkingen kan geen verzet noch derdenverzet worden aangetekend noch zijn ze vatbaar voor herziening ».

Bovendien wordt de Koning gemachtigd om, « bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de procedure [te bepalen] met betrekking tot het [...] onderzoek van de toelaatbaarheid in cassatie » (artikel 20, § 5, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten).

B.2. Uit de formulering van de eerste prejudiciële vraag blijkt dat het Hof wordt verzocht de bestaanbaarheid te onderzoeken van artikel 20, § 3, eerste lid, eerste zin, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten, met artikel 149 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.3.1. Krachtens artikel 142, tweede lid, van de Grondwet en artikel 26, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 is het Hof bevoegd om, bij wijze van prejudiciële beslissing, uitspraak te doen op vragen omtrent de schending, door een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, of van de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten », en van de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet, alsook op vragen omtrent elk ander conflict dat is ontstaan uit de onderscheiden werkingssfeer van decreten of van regels bedoeld in artikel 134 van de Grondwet, die uitgaan van verschillende wetgevers.

B.3.2. Artikel 149 van de Grondwet bepaalt :

« Elk vonnis is met redenen omkleed. Het wordt in openbare terechtzitting uitgesproken ».

Aangezien die grondwetsbepaling niet een regel is die ertoe strekt de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten te bepalen, noch een van de artikelen van titel II van de Grondwet, is het Hof niet bevoegd om rechtstreeks uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van de in het geding zijnde wettelijke bepaling met die grondwetsbepaling, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.3.3. In de tweede prejudiciële vraag wordt het Hof ondervraagd over de bestaanbaarheid van datzelfde artikel 20, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten, met « de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 149 van de Grondwet en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens », en wordt dat artikel 20, § 3, eveneens verweten toe te laten dat de beslissing over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep wordt uitgesproken « zonder terechtzitting en zonder dat de partijen worden gehoord ». Beide vragen zijn onlosmakelijk verbonden, zodat zij als volgt moeten worden geherformuleerd, in één enkele vraag :

« Schendt artikel 20, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State de artikelen 10, 11 en 191, in samenhang gelezen met artikel 149 van de Grondwet en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre die bepaling, door te stellen dat de eerste voorzitter, de voorzitter, de kamervoorzitter of de staatsraad die ten minste drie jaar graadanciënniteit heeft en die daartoe is aangewezen door de korpschef die de afdeling bestuursrechtspreek onder zijn verantwoordelijkheid heeft, uitspraak doet over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep zonder terechtzitting en zonder dat de partijen worden gehoord, een dubbel verschil in behandeling creëert : enerzijds, tussen de rechtzoekenden op wie die bepaling van toepassing is en de rechtzoekenden die, krachtens artikel 149 van de Grondwet, het voordeel genieten van een vonnis uitgesproken in openbare terechtzitting; anderzijds, tussen de rechtzoekenden die een beroep tot nietigverklaring of een vordering tot schorsing hebben ingesteld bij de Raad van State, waarover die zich in het openbaar uitspreekt na een terechtzitting, en de rechtzoekenden die een cassatieberoep hebben ingesteld bij diezelfde Raad van State, die zich zonder terechtzitting uitspreekt over de toelaatbaarheid van dat beroep ? ».

B.3.4. Ook al drukt de eerste zin van artikel 149 van de Grondwet een algemene regel uit die geldt voor elk rechtscollege, is de tweede zin alleen van toepassing op de vonnisgerechten die tot de rechterlijke macht behoren, hetgeen evenwel de bevoegde wetgever niet verbiedt de erin vervatte regel uitdrukkelijk op andere rechtscolleges van toepassing te maken.

De prejudiciële vraag moet dus enkel worden onderzocht in zoverre zij de schending aanvoert van de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.3.5. De in het geding zijnde bepaling werd aangenomen naar aanleiding van de hervorming van het contentieux betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die werd doorgevoerd bij de voormelde wet van 15 september 2006. De administratieve cassatieprocedure heeft grotendeels betrekking op de beroepen die worden ingesteld tegen de beslissingen van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, die een administratief rechtscollege is dat « als enige bevoegd [is] om kennis te nemen van de beroepen die worden ingesteld tegen individuele beslissingen genomen met toepassing van de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen » (artikel 39/1, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de voormelde wet van 15 december 2006). Die betwistingen hebben geen betrekking op burgerlijke rechten en verplichtingen, noch op de gegrondheid van een strafvervolgung, zodat de bepalingen van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens niet erop van toepassing zijn (EHRM, grote kamer, 5 oktober 2000, *Maouiia* t. Frankrijk, § 40; EHRM, 14 februari 2008, *Hussain* t. Roemenië, § 98).

B.3.6. De wetgever heeft niettemin de administratieve cassatieprocedure algemeen gewijzigd, waardoor zij ook van toepassing kan zijn op betwistingen die binnen het toepassingsgebied van artikel 6.1 van het voormelde Verdrag vallen.

B.4. Behoudens bijzondere procedureregels, kan de persoon die bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring of een vordering tot schorsing heeft ingesteld, tijdens een terechtzitting zijn opmerkingen doen gelden (artikel 27, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten). Het arrest van de Raad van State wordt in openbare terechtzitting uitgesproken (artikel 28, eerste lid, van dezelfde wetten).

B.5.1. De in het geding zijnde bepaling, die van die regels afwijkt, past in een geheel van wetgevende maatregelen die tot doel hebben een aanzienlijke en aanhoudende gerechtelijke achterstand te beheersen en weg te werken, achterstand die de goede werking van de Raad van State in gevaar brengt en die meer bepaald kan worden verklaard door het toenemende aantal onrechtmatige, dilatoire of « ondermaatse » beroepen die bij dat administratieve rechtscollege worden ingesteld (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, pp. 4-12 en 14-15).

B.5.2. De toelatingsprocedure in cassatie heeft tot doel « te voorkomen dat het hoogste administratieve rechtscollege door de verzoekers louter wordt beschouwd als een beroepsinstantie en dat de Raad van State voorzieningen in cassatie moet onderzoeken en ten gronde berechten waarvan na een kort voorafgaand onderzoek blijkt dat die, geleet op de middelen die erin worden aangevoerd, geen enkele kans maken om te worden ingewilligd ». Dankzij die procedure « wordt ruimte vrijgemaakt voor zaken die een grondig onderzoek vergen, hetgeen bijdraagt tot een billijke en doeltreffende rechtsbedeling » (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, p. 34).

Die « verkorte en versnelde » toelatingsprocedure bestaat in « het zeven van de bij de Raad van State ingestelde voorzieningen in cassatie » (*ibid.*, p. 36). De snelheid ervan wordt beschouwd als een van de waarborgen voor de efficiëntie ervan (*ibid.*, p. 40). Hetzelfde geldt voor het ontbreken van een terechtzitting en van een debat op tegenspraak (*ibid.*, p. 41). Voor de toelatingsprocedure is uitgegaan van de toelatingsprocedures die bestaan in verschillende lidstaten van de Europese Unie en in de procedurereglementen van de Europese rechtscollages (*Parl. St.*, Kamer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, pp. 35 en 41).

B.5.3. Rekening houdend met het feit dat de nagestreefde doelstelling kan bijdragen tot een goede rechtsbedeling en met het feit dat een toelating alleen kan worden geweigerd wanneer na een voorafgaand onderzoek blijkt dat het beroep geen enkele kans maakt om te worden ingewilligd, kon de wetgever voorzien in specifieke procedureregels die verschillen van die van de vordering tot schorsing of van het beroep tot nietigverklaring.

Evenwel dient te worden onderzocht of de bijzondere procedureregels geen onevenredige beperking van de rechten van de betrokken personen met zich meebrengen.

B.5.4. In tegenstelling tot de persoon die bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State een vordering tot schorsing of een beroep tot nietigverklaring instelt om een individuele beslissing aan te vechten, heeft diegene die bij hetzelfde rechtscollege cassatieberoep instelt, reeds de gelegenheid gehad om zijn grieven voor te leggen aan een onafhankelijke en onpartijdige jurisdictionele instantie.

Bovendien wordt de beschikking over de toelaatbaarheid van het cassatieberoep gewezen zonder dat de tegenpartij haar eventuele opmerkingen kon doen gelden over dat aspect van het beroep. Doordat het auditoraat van de Raad van State niet deelneemt aan het onderzoek naar de toelaatbaarheid van dat type van beroep (artikel 76, § 1, vijfde lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten, ingevoegd bij artikel 33 van de wet van 15 september 2006), wordt de beschikking over de toelaatbaarheid dus enkel gewezen op grond van het verzoekschrift tot cassatie en van het dossier van het administratief rechtscollege waarvan de beslissing wordt bestreden. Er wordt derhalve geen afbreuk gedaan aan het beginsel van de wapengelijkheid.

B.6.1. Artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt dat eenieder recht heeft op een « openbare behandeling van zijn zaak » en dat « het vonnis [...] in het openbaar [moet] worden gewezen ». Niettemin, in het bijzonder wanneer het gaat om een procedure in cassatie en wanneer die enkel betrekking heeft op rechtsvragen, kan het gerechtvaardigd zijn, enerzijds, dat er geen terechtzitting is, en anderzijds, dat de beslissing op een andere wijze openbaar wordt gemaakt dan door een lezing in openbare terechtzitting (EHRM, 8 december 1983, *Pretto en anderen* t. Italië; 8 december 1983, *Axen* t. Duitsland; 22 februari 1984, *Sutter* t. Zwitserland; 17 januari 2008, *Ryakib Biryukov* t. Rusland).

B.6.2. Het cassatieberoep komt na een jurisdictionele procedure die op tegenspraak is. Het heeft enkel betrekking op rechtsvragen. De in het geding zijnde procedure betreft uitsluitend de toelaatbaarheid van het beroep, die alleen kan worden geweigerd onder de voorwaarden opgesomd in het voormelde artikel 20, § 2, van de wet. Wanneer het beroep toelaatbaar wordt verklaard, wordt het in beginsel in openbare terechtzitting behandeld, na uitwisseling van memories.

B.6.3. Ook al wordt de beslissing van niet-toelaatbaarheid niet in openbare terechtzitting voorgelezen, bepalen zowel artikel 20, § 3, derde lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten als artikel 11, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 november 2006 « tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State » dat de beschikking van niet-toelaatbaarheid « onverwijld » wordt meegedeeld aan de partijen, die eveneens ervan kennis kunnen nemen op de griffie van de Raad van State. Luidens artikel 28, derde lid, van de voormelde gecoördineerde wetten, zijn « de arresten en de beschikkingen bedoeld in artikel 20, § 3, van de Raad van State [...] toegankelijk voor het publiek ».

B.6.4. Ten slotte, door te bepalen dat « de beschikking waarbij de toelating wordt geweigerd, [...] de weigering [bondig motiveert] », staat artikel 20, § 3, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten de Raad van State niet toe de algemene regel van artikel 28 van die wetten te schenden, volgens welke elk vonnis met redenen omkleed is. Het betekent enkel dat de redenen van niet-toelaatbaarheid, precies vanwege het klaarblijkelijke karakter ervan, geen uitgebreide toelichting vereisen.

B.7. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de wetgever de personen die een cassatieberoep instellen bij de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State anders kon behandelen dan, enerzijds, de rechtzoekenden die een beroep instellen bij een rechtscollege waarop artikel 149, tweede zin, van de Grondwet, van toepassing is, en, anderzijds, de personen die een vordering tot schorsing of een beroep tot nietigverklaring instellen bij dezelfde afdeling van de Raad van State.

De bestaanbaarheid van de in het geding zijnde bepaling met artikel 191 van de Grondwet dient niet te worden onderzocht. Zoals is aangegeven in B.3.5 en B.3.6, is artikel 20, § 3, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten immers zonder onderscheid van toepassing op Belgen en op vreemdelingen.

B.8. Door te bepalen dat de beschikking over de toelaatbaarheid niet wordt voorafgegaan door een terechtzitting en door niet te bepalen dat zij wordt gewezen tijdens een openbare terechtzitting, heeft de wetgever een maatregel genomen die niet onbestaanbaar is met de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Om die redenen,

het Hof

zegt voor recht :

Artikel 20, § 3, eerste lid, eerste zin, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State schendt niet de artikelen 10, 11 en 191 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 4 maart 2009.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2009/201350]

Auszug aus dem Urteil Nr. 36/2009 vom 4. März 2009

Geschäftsverzeichnismrn. 4513, 4514 und 4515

In Sachen: Präjudizielle Fragen in Bezug auf Artikel 20 § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, gestellt vom Staatsrat.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern A. Alen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goeij, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der präjudiziellen Fragen und Verfahren

In seinen Anordnungen Nrn. 3325 und 3327 vom 4. September 2008 und Nr. 3296 vom 29. August 2008 im Verfahren bezüglich der Zulässigkeit der Kassationsbeschwerden, in Sachen Merhej Dandan, Amina Lukama beziehungsweise Kana Idja und Mattia Gaorang gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigungen am 19. September 2008 in der Kanzlei des Hofes eingegangen sind, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Fragen gestellt:

1. «Verstößt Artikel 20 § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gegen Artikel 149 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, indem diese Bestimmung vorsieht, dass der Erste Präsident, der Präsident, der Kammerpräsident oder der Staatsrat mit wenigstens drei Jahren Dienstgradalter, der von dem für die Verwaltungsstreitsachenabteilung zuständigen Korpschef bestimmt wird, ohne Sitzung und ohne Anhörung der Parteien über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde entscheidet, während Artikel 149 der Verfassung dadurch, dass er bestimmt, dass das Urteil in öffentlicher Sitzung verkündet wird, zum Ziel hat, eine öffentliche Kontrolle der verkündeten Entscheidung zu ermöglichen, und somit eine der Garantien für ein faires Verfahren darstellt?»;

2. «Verstößt Artikel 20 § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 149 und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, indem diese Bestimmung vorsieht, dass der Erste Präsident, der Präsident, der Kammerpräsident oder der Staatsrat mit wenigstens drei Jahren Dienstgradalter, der von dem für die Verwaltungsstreitsachenabteilung zuständigen Korpschef bestimmt wird, ohne Sitzung und ohne Anhörung der Parteien über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde entscheidet, und indem diese Bestimmung somit einen Behandlungsunterschied, der jeder legitimen und vernünftigen Grundlage entbehrt, zwischen zwei Kategorien von Rechtsuchenden herbeiführt, und zwar einerseits denjenigen, bei denen die Entscheidung des Staatsrates über ihre Klage auf Nichtigerklärung oder Aussetzung in öffentlicher Sitzung verkündet wird, und denjenigen, bei denen die Entscheidung des Staatsrates über ihre Kassationsklage ohne Sitzung verkündet wird?».

Diese unter den Nummern 4504 und 4505 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1.1. Die Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates ist gemäß Artikel 14 § 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat - eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 25. Mai 1999 «zur Abänderung der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, des Gesetzes vom 5. April 1955 über die Gehälter der Amtsträger beim Staatsrat sowie des Gerichtsgesetzbuches» - dafür zuständig, «über Kassationsbeschwerden gegen die durch die administrativen Rechtsprechungsorgane in letzter Instanz getroffenen Entscheidungen in Streitsachen zu befinden».

Artikel 20 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze, wieder eingefügt durch Artikel 8 des Gesetzes vom 15. September 2006 zur Reform des Staatsrates und zur Schaffung eines Rates für Ausländerstreitsachen, sieht in Paragraph 1 vor, dass eine solche Beschwerde «nur dann behandelt wird, wenn sie für zulässig erklärt wird», wobei Paragraph 4 daran erinnert, dass das Kassationsverfahren nur eingeleitet wird, wenn die Kassationsbeschwerde für zulässig erklärt wird.

Artikel 20 § 2 derselben koordinierten Gesetze präzisiert die Kriterien für die Zulässigkeit solcher Beschwerden:

«Alle Kassationsbeschwerden unterliegen nach ihrer Eintragung in die Liste und nach Einsichtnahme der Klageschrift und der Verfahrensakte unmittelbar einem Zulassungsverfahren.

Kassationsbeschwerden, für die der Staatsrat nicht zuständig oder ohne Rechtsprechungsbefugnis ist oder die gegenstandslos oder offensichtlich unzulässig sind, werden für unzulässig erklärt.

Nur Kassationsbeschwerden, in denen ein Verstoß gegen ein Gesetz oder eine wesentliche oder zur Vermeidung der Nichtigkeit einzuhaltende Formvorschrift geltend gemacht wird, werden für zulässig erklärt, insofern der darin angeführte Klagegrund nicht offensichtlich unbegründet ist und dieser Verstoß tatsächlich zur Kassation der angefochtenen Entscheidung führen und die Tragweite der Entscheidung beeinflusst haben kann.

Auch Kassationsbeschwerden, für die der Staatsrat nicht unzuständig oder ohne Rechtsprechungsbefugnis ist, um über die Kassationsbeschwerde zu befinden, oder die nicht gegenstandslos oder offensichtlich unzulässig sind und deren Prüfung durch die Abteilung sich als notwendig erweist, um die Einheitlichkeit der Rechtsprechung zu gewährleisten, werden für zulässig erklärt».

B.1.2. Artikel 20 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze, abgeändert durch Artikel 99 des königlichen Erlasses vom 25. April 2007 «zur Abänderung verschiedener Erlasse über das Verfahren vor der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates», legt die wesentlichen Bestandteile des Verfahrens der Zulässigkeit der verwaltungsrechtlichen Kassationsbeschwerde fest.

Er bestimmt:

«Der erste Präsident, der Präsident, der Kammerpräsident oder der Staatsrat mit wenigstens drei Jahren Dienstgradalter, der von dem für die Verwaltungsstreitsachenabteilung zuständigen Korpschef bestimmt wird, entscheidet innerhalb von acht Tagen ab dem Eingang der Akte des Rechtsprechungsorgans ohne Sitzung und ohne Anhörung der Parteien über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde. Unmittelbar nach dem Eingang der Klagesschrift beantragt der Hauptkanzler die Übermittlung der Akte des Rechtsprechungsorgans beim administrativen Rechtsprechungsorgan, dessen Entscheidung mittels einer Kassationsbeschwerde angefochten wird. Dieses Rechtsprechungsorgan übermittelt die Akte innerhalb von zwei Werktagen nach dem Antrag auf Übermittlung an den Staatsrat.

Die Anordnung zur Abweisung der Zulassung enthält eine kurze Begründung der Abweisung.

Die Anordnung wird den Parteien im Kassationsverfahren unmittelbar gemäß den Modalitäten zur Kenntnis gebracht, die durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlass festgelegt sind. Dieser königliche Erlass kann auch die Fälle festlegen, in denen eine Notifizierung des Tenors und des Gegenstandes an die betreffenden Verwaltungsbehörden im Sinne von Artikel 14 § 2 ausreicht, sowie die Form und die Bedingungen für diese Notifizierung und die Weise, in der diese Anordnungen dieser Partei vollständig zugänglich sind.

Gegen die kraft dieser Bestimmung ergangenen Anordnungen ist weder Einspruch noch Dritteinspruch möglich; auch eine Revision ist nicht möglich».

Darüber hinaus wird der König dazu ermächtigt, «durch einen im Ministerrat beratenen Erlass das Verfahren in Bezug auf die Prüfung der Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde festzulegen» (Artikel 20 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze).

B.2. Aus der Formulierung der ersten präjudiziellen Frage geht hervor, dass der Hof gebeten wird, die Vereinbarkeit von Artikel 20 § 3 Absatz 1 erster Satz der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze mit Artikel 149 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention zu prüfen.

B.3.1. Aufgrund von Artikel 142 Absatz 2 der Verfassung und Artikel 26 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ist der Hof dafür zuständig, durch Urteil Vorabentscheidungen zu Fragen betreffend die Verletzung durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine in Artikel 134 der Verfassung erwähnte Regel der Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Region festgelegt worden sind, oder der Artikel von Titel II «Die Belgier und ihre Rechte» und der Artikel 170, 172 und 191 der Verfassung sowie zu Fragen betreffend jeden anderen Konflikt, der aus den jeweiligen Anwendungsbereichen von Dekreten oder von in Artikel 134 der Verfassung erwähnten Regeln, die von verschiedenen Gesetzgebern ausgehen, hervorgeht, zu treffen.

B.3.2. Artikel 149 der Verfassung bestimmt:

«Jedes Urteil wird mit Gründen versehen. Es wird in öffentlicher Sitzung verkündet».

Da diese Verfassungsbestimmung weder eine Regel zur Festlegung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen, noch einer der Artikel von Titel II der Verfassung ist, ist der Hof nicht dafür zuständig, unmittelbar über die Vereinbarkeit der fraglichen Gesetzesbestimmung mit dieser Verfassungsbestimmung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, zu befinden.

B.3.3. In der zweiten präjudiziellen Frage wird der Hof zur Vereinbarkeit desselben Artikels 20 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze mit den «Artikeln 10, 11 und 191 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 149 und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention» befragt und wird ebenfalls bemängelt, dass dieser Artikel 20 § 3 es zulasse, dass die Entscheidung über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde «ohne Sitzung und ohne Anhörung der Parteien» verkündet werde. Die beiden Fragen sind untrennbar miteinander verbunden, so dass sie wie folgt in einer einzigen Frage neu zu formulieren sind:

«Verstößt Artikel 20 § 3 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung, in Verbindung mit deren Artikel 149 und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention, indem diese Bestimmung dadurch, dass sie vorsieht, dass der erste Präsident, der Präsident, der Kammerpräsident oder der Staatsrat mit wenigstens drei Jahren Dienstgradalter, der von dem für die Verwaltungsstreitsachenabteilung zuständigen Korpschef bestimmt wird, ohne Sitzung und ohne Anhörung der Parteien über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde entscheidet, einen doppelten Behandlungsunterschied einführt, und zwar einerseits zwischen den Rechtsuchenden, auf die diese Bestimmung Anwendung findet, und den Rechtsuchenden, die aufgrund von Artikel 149 der Verfassung in den Vorteil eines in öffentlicher Sitzung verkündeten Urteils gelangen, und andererseits zwischen den Rechtsuchenden, die eine Nichtigkeitsklage oder einen Aussetzungsantrag beim Staatsrat eingereicht haben, über die bzw. den er nach einer Sitzung öffentlich ein Urteil verkündet, und den Rechtsuchenden, die eine Kassationsbeschwerde beim selben Staatsrat eingereicht haben, der ohne Sitzung über die Zulässigkeit dieser Beschwerde urteilt?».

B.3.4. Während der erste Satz von Artikel 149 der Verfassung eine allgemeine Regel enthält, die für alle Rechtsprechungsorgane gilt, ist der zweite Satz nur auf die erkennenden Gerichte anwendbar, die der rechtsprechenden Gewalt angehören, was es jedoch dem zuständigen Gesetzgeber nicht verbietet, die darin enthaltene Regel ausdrücklich auf andere Rechtsprechungsorgane zur Anwendung zu bringen.

Die präjudizielle Frage ist somit nur zu prüfen, insofern darin ein Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention angeführt wird.

B.3.5. Die fragliche Bestimmung wurde angenommen anlässlich der Reform des Streitverfahrens in Bezug auf die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, die durch das vorerwähnte Gesetz vom 15. September 2006 vorgenommen wurde. Das administrative Kassationsverfahren bezieht sich größtenteils auf Beschwerden gegen die Entscheidungen des Rates für Ausländerstreitsachen, der ein administratives Rechtsprechungsorgan ist, das «allein befugt ist, um über Beschwerden gegen Einzelbeschlüsse, die in Anwendung der Gesetze über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern gefasst wurden, zu erkennen» (Artikel 39/1 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern, eingefügt durch das vorerwähnte Gesetz vom 15. Dezember 2006). Diese Streitfälle beziehen sich weder auf zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen, noch auf die Stichhaltigkeit einer strafrechtlichen Anklage, so dass die Bestimmungen von Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention nicht darauf anwendbar sind (EuGHMR, Große Kammer, 5. Oktober 2000, *Maaouia* gegen Frankreich, § 40; EuGHMR, 14. Februar 2008, *Hussain* gegen Rumänien, § 98).

B.3.6. Der Gesetzgeber hat jedoch allgemein das administrative Kassationsverfahren geändert, so dass es auch Anwendung finden kann auf Streitfälle, auf die Artikel 6 Absatz 1 der vorerwähnten Konvention anwendbar ist.

B.4. Vorbehaltlich besonderer Verfahrensregeln kann eine Person, die beim Staatsrat eine Nichtigkeitsklage oder einen Aussetzungsantrag eingereicht hat, während einer Sitzung ihre Anmerkungen geltend machen (Artikel 27 § 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze). Das Urteil des Staatsrates wird in öffentlicher Sitzung verkündet (Artikel 28 Absatz 1 derselben Gesetze).

B.5.1. Die fragliche Bestimmung, die von diesen Regeln abweicht, ist Bestandteil einer Reihe von Gesetzgebungsmaßnahmen, die darauf abzielen, den erheblichen und anhaltenden gerichtlichen Rückstand in den Griff zu bekommen und zu beseitigen, welcher das ordnungsgemäße Funktionieren des Staatsrates gefährdet und insbesondere auf die zunehmende Zahl der bei diesem administrativen Rechtsprechungsorgan eingereichten missbräuchlichen, verzögernden oder «mangelhaften» Beschwerden zurückzuführen ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, SS. 4-12 und 14-15).

B.5.2. Durch das Kassationszulassungsverfahren soll «vermieden werden, dass das höchste administrative Rechtsprechungsorgan durch die Kläger einfach als eine Berufungsinstanz angesehen wird und dass der Staatsrat Kassationsbeschwerden prüfen und zur Sache beurteilen muss, bei denen eine kurze vorherige Prüfung ergibt, dass für sie angesichts der darin angeführten Klagegründe keine Aussicht besteht, dass ihnen stattgegeben wird». Durch dieses Verfahren «wird Raum geschaffen für Rechtssachen, die eine eingehende Prüfung erfordern, was zu einer fairen und effizienten Rechtspflege beiträgt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, S. 34).

Dieses «verkürzte und beschleunigte» Zulassungsverfahren bildet einen «Filter für die beim Staatsrat eingereichten Kassationsbeschwerden» (ebenda, S. 36). Seine Schnelligkeit gilt als eine der Garantien für seine Wirksamkeit (ebenda, S. 40). Das Gleiche gilt für das Fehlen einer Sitzung und einer kontradiktorischen Debatte (ebenda, S. 41). Für das Zulassungsverfahren dienen die in verschiedenen Mitgliedstaaten der Europäischen Union sowie in den Verfahrensordnungen der europäischen Rechtsprechungsorgane bestehenden Verfahren als Grundlage (*Parl. Dok.*, Kammer, 2005-2006, DOC 51-2479/001, SS. 35 und 41).

B.5.3. In Anbetracht dessen, dass das angestrebte Ziel zu einer geordneten Rechtspflege beitragen kann, sowie des Umstandes, dass eine Zulassung nur verweigert werden kann, wenn eine vorherige Prüfung ergibt, dass für die Klage keinerlei Aussicht darauf besteht, dass ihr stattgegeben wird, konnte der Gesetzgeber spezifische Verfahrensregeln vorsehen, die sich von denjenigen des Aussetzungsantrags oder der Nichtigkeitsklage unterscheiden.

Es muss jedoch noch geprüft werden, ob diese besonderen Verfahrensregeln keine unverhältnismäßige Einschränkung der Rechte der betroffenen Personen zur Folge haben.

B.5.4. Im Gegensatz zu einer Person, die bei der Verwaltungsstreitsachenabteilung des Staatsrates einen Aussetzungsantrag oder eine Nichtigkeitsklage einreicht, um einen Einzelbeschluss anzufechten, hatte derjenige, der beim selben Rechtsprechungsorgan eine Kassationsbeschwerde einlegt, bereits die Gelegenheit, seine Beschwerden einem unabhängigen und unparteiischen Gericht vorzulegen.

Darüber hinaus wird die Anordnung über die Zulässigkeit der Kassationsbeschwerde verkündet, ohne dass die Gegenpartei ihre etwaigen Anmerkungen zu diesem Aspekt der Beschwerde geltend machen konnte. Da das Auditorat des Staatsrates nicht in die Prüfung der Zulässigkeit dieser Art von Beschwerden einbezogen wird (Artikel 76 § 1 Absatz 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze, eingefügt durch Artikel 33 des Gesetzes vom 15. September 2006), wird die Anordnung über die Zulässigkeit also lediglich auf der Grundlage der Kassationsklageschrift und der Akte des administrativen Rechtsprechungsorgans, dessen Entscheidung angefochten wird, verkündet. Somit nicht gegen den Grundsatz der Waffengleichheit verstoßen.

B.6.1. Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt, dass jedermann Anspruch darauf hat, dass seine Sache «öffentlich [...] gehört wird» und dass «das Urteil [...] öffentlich verkündet werden [muss]». Trotzdem kann es, insbesondere wenn es sich um ein Kassationsverfahren handelt und wenn dieses sich nur auf Rechtsfragen bezieht, gerechtfertigt sein, dass einerseits keine Sitzung stattfindet und dass andererseits die Entscheidung auf andere Weise als durch eine Verlesung in öffentlicher Sitzung veröffentlicht wird (EuGHMR, 8. Dezember 1983, *Preto und andere* gegen Italien; 8. Dezember 1983, *Axen* gegen Deutschland; 22. Februar 1984, *Sutter* gegen Schweiz; 17. Januar 2008, *Ryakib Biryukov* gegen Russland).

B.6.2. Die Kassationsbeschwerde erfolgt nach einem kontradiktorischen Verfahren vor einem Rechtsprechungsorgan. Sie bezieht sich nur auf Rechtsfragen. Dieses Verfahren betrifft ausschließlich die Zulässigkeit der Beschwerde, und sie kann nur unter den im vorerwähnten Artikel 20 § 2 des Gesetzes angeführten Bedingungen abgewiesen werden. Wenn die Beschwerde für zulässig erklärt wird, wird sie grundsätzlich in öffentlicher Sitzung behandelt, nach Austausch der Schriftsätze.

B.6.3. Auch wenn die Entscheidung der Unzulässigkeit nicht in öffentlicher Sitzung verlesen wird, sehen sowohl Artikel 20 § 3 Absatz 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze als auch Artikel 11 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 30. November 2006 «zur Festlegung des Kassationsverfahrens beim Staatsrat» vor, dass die Anordnung der Unzulässigkeit «unmittelbar» den Parteien mitgeteilt wird, die sie ebenfalls bei der Kanzlei des Staatsrates einsehen können. Gemäß Artikel 28 Absatz 3 der vorerwähnten koordinierten Gesetze sind «die Urteile und Anordnungen im Sinne von Artikel 20 § 3 des Staatsrates [...] der Öffentlichkeit zugänglich».

B.6.4. Indem Artikel 20 § 3 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze bestimmt, dass «die Anordnung zur Abweisung der Zulassung [...] eine kurze Begründung [enthält]», erlaubt er es dem Staatsrat nicht, gegen die allgemeine Regel von Artikel 28 dieser Gesetze zu verstoßen, wonach jedes Urteil mit Gründen versehen sein muss. Er bedeutet lediglich, dass die Gründe der Unzulässigkeit gerade aufgrund ihrer offensichtlichen Beschaffenheit keine umfassende Erörterung erfordern.

B.7. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass der Gesetzgeber die Personen, die Kassationsbeschwerde bei der Verwaltungstreitsachenabteilung des Staatsrates einreichen, anders behandeln konnte als einerseits die Rechtsuchenden, die Beschwerde einlegen bei einem Rechtsprechungsorgan, auf das Artikel 149 zweiter Satz der Verfassung anwendbar ist, und andererseits die Personen, die eine Nichtigkeitsklage oder einen Aussetzungsantrag bei derselben Abteilung des Staatsrates einreichen.

Die Vereinbarkeit der fraglichen Bestimmung mit Artikel 191 der Verfassung braucht nicht geprüft zu werden. Wie in B.3.5 und B.3.6 bereits dargelegt wurde, findet Artikel 20 § 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze ohne Unterschied Anwendung auf Belgier und Ausländer.

B.8. Indem der Gesetzgeber verfügt hat, dass der Anordnung der Zulässigkeit nicht eine Sitzung vorangeht, und indem er nicht festgelegt hat, dass sie im Rahmen einer öffentlichen Sitzung verkündet wird, hat er eine Maßnahme ergriffen, die nicht unvereinbar ist mit den Artikeln 10, 11 und 191 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 20 § 3 Absatz 1 erster Satz der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetz über den Staatsrat verstößt nicht gegen die Artikel 10, 11 und 191 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 4. März 2009.

Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.